1

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Autorisation de signature d'un marché public

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'autoriser la signature des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
17010 E 2	Acquisition et diversification des vélos pour le service Velhop	1 an, reconductible 3 fois un an	Lot 1 - Vélo boutique : ARCADE CYCLES	Sans mini / maxi 800 vélos	5/10/2017
			Lot 2 - Vélo station : ARCADE CYCLES	Sans mini / maxi 300 vélos	5/10/2017
			Lot 4 – Vélo enfant : ARCADE CYCLES	Sans mini / maxi 30 vélos	5/10/2017
			Lot 5 – Vélo cargo triporteur : ESPRIT CYCLES	Sans mini / maxi 10 vélos	5/10/2017
			Lot 6 – Vélo cargo triporteur pour personnes à mobilité réduite : COLIBRIUS	Sans mini / maxi 2 vélos	5/10/2017

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
			Lot 7 – Vélo cargo biporteur : DOUZE FACTORY	Sans mini / maxi 10 vélos	5/10/2017
DC3046GC_MS29	Travaux de déconstruction de l'ancienne gendarmerie de Schiltigheim	8 semaines	CARDEM	228 750	5/10/2017
DC6517EC	Mission de maîtrise d'œuvre pour divers travaux à l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères, sise 3 route du Rohrschollen à 67100 Strasbourg	29 mois	THALES/OTE	292 500	12/10/2017
17038 E	Assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du montage contractuel relatif à la construction du nouveau PEX.	48 mois	AUBRY & GUIGUET	109 525 € HT toutes tranches confondues + une part à bons de commande plafonnée à 25 jours hommes	09/11/2017
17004EM	Fourniture de produits bitumeux pour les travaux exécutés en régie	1 an à compter du 01/01/2018, ou à compter de sa date de notification au 31/12/2018, reconductible 3 fois pour une durée de 1 an, sans que ce délai ne puisse	COLAS EST	Montant minimum annuel : 25 000 € HT Montant maximum : 120 000 € HT	09/11/2017

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
		excéder le 31/12/2021			
17035E	Acquisition de fourniture de bureau et de papier pour imprimantes, photocopieurs et services imprimerie et reprographie	Du 01/01/2018 ou à compter de la date de notification si celle-ci intervient postérieurement au 31/12/2018 reconductible tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2021.			
	Lot 1 - Fourniture de bureau et de papier bureautique pour les besoins des services		Lot 1 – FIDUCIAL	Sans montant minimum ni maximum	09/11/2017
	Lot 2 - Papier de reprographie pour photocopieurs et imprimantes en grande quantité pour les besoins de l'imprimerie		Lot 2 – SM BUREAU	Sans montant minimum ni maximum	09/11/2017

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
	Lot 3 - Papiers destinés aux presses offset et de papier traceurs pour les besoins des services et de l'imprimerie		Lot 3 - INAPA	Sans montant minimum ni maximum	09/11/2017

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation de la Commission permanente (Bureau) sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

Autorisation de signature de marchés

autorise

la signature des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	*Objet du marché*	*Durée du marché*	*Attributaire*	*Montant (€ HT)*	*Date CAO/ comité interne*
17010 E 2	*Acquisition et diversification des vélos pour le service Velhop*	*1 an, reconductible 3 fois un an*	*Lot 1 - Vélo boutique : ARCADE CYCLES*	*Sans mini / maxi 800 vélos*	*5/10/2017*
			Lot 2 - Vélo station : ARCADE CYCLES	*Sans mini / maxi 300 vélos*	*5/10/2017*
			Lot 4 – Vélo enfant : ARCADE CYCLES	*Sans mini / maxi 30 vélos*	*5/10/2017*

N° de marché	*Objet du marché*	*Durée du marché*	*Attributaire*	*Montant (€ HT)*	*Date CAO/ comité interne*
			Lot 5 – Vélo cargo triporteur : ESPRIT CYCLES	*Sans mini / maxi 10 vélos*	*5/10/2017*
			Lot 6 – Vélo cargo triporteur pour personnes à mobilité réduite : COLIBRIUS	*Sans mini / maxi 2 vélos*	*5/10/2017*
			Lot 7 – Vélo cargo biporteur : DOUZE FACTORY	*Sans mini / maxi 10 vélos*	*5/10/2017*
DC3046GC_MS29	*Travaux de déconstruction de l'ancienne gendarmerie de Schiltigheim*	*8 semaines*	*CARDEM*	*228 750*	*5/10/2017*
DC6517EC	*Mission de maîtrise d'œuvre pour divers travaux à l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères, sise 3 route du Rohrschollen à 67100 Strasbourg*	*29 mois*	*THALES/OTE*	*292 500*	*12/10/2017*
17038 E	*Assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du montage contractuel relatif à la construction du nouveau PEX.*	*48 mois*	*AUBRY & GUIGUET*	*109 525 € HT toutes tranches confondues + une part à bons de commande plafonnée à 25 jours hommes*	*09/11/2017*
17004EM	*Fourniture de produits bitumeux pour les travaux*	*1 an à compter du 01/01/2018, ou à compter de sa date de*	*COLAS EST*	*Montant minimum annuel : 25 000 € HT*	*09/11/2017*

N° de marché	*Objet du marché*	*Durée du marché*	*Attributaire*	*Montant (€ HT)*	*Date CAO/ comité interne*
	exécutés en régie	*notification au 31/12/2018, reconductible 3 fois pour une durée de 1 an, sans que ce délai ne puisse excéder le 31/12/2021*		*Montant maximum : 120 000 € HT*	
17035E	*Acquisition de fourniture de bureau et de papier pour imprimantes, photocopieurs et services imprimerie et reprographie*	*Du 01/01/2018 ou à compter de la date de notification si celle-ci intervient postérieurement au 31/12/2018 reconductible tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2021.*			
	Lot 1 - Fourniture de bureau et de papier bureautique pour les besoins des services		*Lot 1 – FIDUCIAL*	*Sans montant minimum ni maximum*	*09/11/2017*

N° de marché	*Objet du marché*	*Durée du marché*	*Attributaire*	*Montant (€ HT)*	*Date CAO/ comité interne*
	Lot 2 - Papier de reprographie pour photocopieurs et imprimantes en grande quantité pour les besoins de l'imprimerie		*Lot 2 – SM BUREAU*	*Sans montant minimum ni maximum*	*09/11/2017*
	Lot 3 - Papiers destinés aux presses offset et de papier traceurs pour les besoins des services et de l'imprimerie		*Lot 3 - INAPA*	*Sans montant minimum ni maximum*	*09/11/2017*

Passation d'avenants

approuve

la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les avenants, marchés et documents y relatifs.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 209 000 € HT)

***Abréviations utilisées** :*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DCPB	E2016/1105	Travaux de restructuration et d'extension du CTA rue plaine des Bouchers à strasbourg, Lot N° 02, CHAUFFAGE VENTILATION	218 168,56	STIHLE FRERES	2	1 202,24 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 17 500 € HT)	8,57	236 870,80	26/10/2017
Objet de l'avenant au marché E2016/1105: cet avenant porte sur le remplacement de boutons manuels de commutateurs par des boutons à clef sur le tableau électrique situé dans le garage au droit des vestiaires, et ainsi éviter le déréglage des installations par des personnes non habilitées.										
MAPA	DCPB	E2016/840	Travaux de raccordement au réseau de chaleur au Hall Rhénus du Wacken à Strasbourg	545 000	EIMI SAS	2	7 579,20 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 20 083,60 € HT)	5,08	572 662,80	05/10/2017

Objet de l'avenant au marché E2016/840: cet avenant porte sur : - l'installation d'un compteur thermique permettant le sous-comptage des consommations des locaux utilisés par Strasbourg Evenements, en vue de leur refacturation. - la motorisation de la vanne papillon afin d'obtenir, hors période de chauffe, de l'air frais dès l'allumage de l'installation.										
MAPA4	DMEPN	2016/883	DEP6048E Réaménagement des rues Lamartine, Gioberti et Groce – Maille Brigitte à Strasbourg Hautepierre	223 969,75	EUROVIA	1	33 120,28	14,79	257 090,03	05/10/2017
Objet de l'avenant au marché 2016-883E : l'avenant vise à intégrer dans le marché les prestations suivantes : - reprise des enrobés de la chaussée et d'une partie des trottoirs afin que l'eau pluviale du domaine public ne s'écoule pas vers le domaine privé - suppression de bacs de plantation en phase chantier suite à concertation - installation de conteneurs enterrés non prévus initialement. Un délai supplémentaire de 20 jours calendaires est requis.										
PF	DMEPN	2010/1083	DPE0026C Mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'itinéraire cyclable Est-Ouest à Schiltigheim – Route de Hausbergen – incluant la construction d'une passerelle réservée aux modes actifs de déplacement	539 000	Agirbas-Wienstroer/Emch&Berger/Graff-Kiehl	2	11 090 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 55 530,66 € HT)	12,36	605 620,66	12/10/2017

			(vélos, piétons)							
Objet de l'avenant au marché 2010-1083C : l'avenant a pour objet de : - prendre en considération la scission du Cabinet Argibas&Wienstroer et la reprise par Wienstroer Architectes Urbanistes du présent marché. Le groupement solidaire d'entreprises est donc composé des entreprises suivantes : Wienstroer Architectes Urbanistes/Emch&Berger/Graff-Kiehl dont le mandataire est Wienstroer Architectes Urbanistes – Tiberiusstrasse 8 – D-41468 NEUSS - rajouter les éléments de mission de maîtrise d'œuvre relatifs à la conduite des études et travaux pour la mise en œuvre d'un écran « Plexiglas » sur garde-corps côté sud du pont Warren. En effet la SNCF ayant omis de transmettre à l'Eurométropole les règles de conformité des gardes–corps, l'écran prévu est remplacé par un écran de 1,80 m au droit des voies de chemin de fer - rajouter les éléments de mission de maîtrise d'œuvre relatifs à la conduite des études et travaux pour la mise en œuvre d'un dispositif de retenue de neige en pied des poutres de rives de la passerelle et au droit de l'A4 pour éviter des chutes de neige sur l'A4 lors des opérations de déneigement des voies de chemin de fer. Un délai supplémentaire de 6 mois est requis.										
PF	DMEPN	2013/1446	DP3003GC Mission de maîtrise d'oeuvre pour le réaménagement du secteur Haldenbourg, Champ de Manoeuvre, Becquerel, Einstein, Langevin à Strasbourg Cronenbourg	75 792	EGIS FRANCE/ATELIER VILLES & PAYSAGES	3	2 652 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 3600€ HT)	8,25	82 044	05/10/2017
Objet de l'avenant au marché 2013-1446E : l'avenant a pour objet de reprendre la mission AVP de la rue du Champ de Manœuvre (tranche optionnelle 3) donnant sur la place de Haldenbourg (tranche optionnelle 1) qui a été résiliée en 2015 et reconsultée en 2016 pour y intégrer de nouveaux éléments de programme. Un délai supplémentaire de 3 semaines calendaires est requis pour la mission AVP de la tranche optionnelle 3										

2

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Emplois.

La délibération qui vous est soumise porte, d'une part, sur des suppressions, créations et transformations d'emplois, et, d'autre part, sur l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'art. 3-3-2° sur des emplois de catégorie A.

1) des suppressions d'emplois présentées en annexes 1 et 2.

Ces suppressions ont été préalablement soumises pour avis au CT.

a) au titre de la Ville :
- 14 emplois au sein de la Direction de l'Enfance et de l'éducation ;
- 1 emploi au sein de la Direction de la Culture ;
- 2 emplois au sein de la Direction des Sports.

b) au titre de l'Eurométropole :
- 1 emploi au sein de la Direction de la Population, des élections et des cultes ;
- 1 emploi au sein de la Direction de la Culture ;
- 1 emploi au sein de la Direction Urbanisme et territoires ;
- 3 emplois au sein de la Direction Mobilité, espaces publics et naturels ;
- 2 emplois au sein de la Direction des Ressources logistiques ;
- 5 emplois au sein de la Direction de l'Environnement et des services publics urbains permettant la création concomitante de 4 emplois au sein de cette même direction.

2) des créations d'emplois présentées en annexes 3 et 4.

a) au titre de la Ville :
- 1 emploi au sein du Secrétariat des Elus.

b) au titre de l'Eurométropole :
- 4 emplois au sein de la Direction de l'Environnement et des services publics urbains compensés par la suppression concomitante de 5 emplois au sein de cette direction.

3) des transformations d'emplois présentées en annexe 5.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.

Il s'agit notamment de transformations induites par la réorganisation des services suivants :
- Archives,
- Œuvre Notre-Dame,
- Eau et assainissement.

4) autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'art. 3-3-2° sur des emplois de catégorie A présentés en annexe 6.

En l'absence de titulaires ou de lauréats correspondant au profil, le Conseil autorise le Président à recruter sur la base de l'article 3-3-2° de la loi du 26/01/84 sur les emplois de catégorie A listés en annexe.
Cette autorisation se fonde sur la nature des fonctions très spécialisées ou les besoins du service, compte tenu du caractère déterminant des compétences et de l'expérience requises. Ces éléments sont précisés dans l'annexe pour chacun des emplois concernés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu les articles 3-3-2° et 34 de la loi du 26 janvier 1984,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg,
vu la délibération du Conseil de communauté du 6 juin 2014,
après en avoir délibéré

décide,

après avis du CT, des suppressions, des créations et des transformations d'emplois présentées en annexe,

autorise

le recrutement le cas échéant sur la base de l'art. 3-3-2° sur les emplois listés en annexe compte tenu du caractère déterminant des compétences et expériences requises.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Annexe 1 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la suppression d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	13 agents d'entretien des écoles	Assurer l'entretien et le nettoyage des locaux scolaires.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emplois soumise au CT du 17/11/17
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 agent de maintenance audiovisuelle	Assurer la réparation et l'installation du matériel audiovisuel des écoles.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17
Direction de la Culture	Ecole supérieures de arts décoratifs	1 professeur de dessin - volume	Assurer l'enseignement dans son champ artistique dans le cadre du projet pédagogique de l'école.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 23/06/11
Direction des Sports	Piscines, patinoire et plans d'eau	2 agents d'entretien et d'accueil	Nettoyer les centres nautiques. Surveiller les vestiaires. Accueillir les clients (tickets). Renseigner sur les prestations offertes. Renforcer la caisse et faire respecter le règlement intérieur aux clients. Gérer les conflits et les casiers.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emplois soumise au CT du 17/11/17

Annexe 2 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la suppression d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Population, des élections et des cultes	Direction de la Population, des élections et des cultes	1 assistant ressources humaines	Assister le responsable ressources dans la gestion des ressources humaines. Assurer la gestion administrative des agents en lien avec les services de la DRH. Participer à la préparation budgétaire. Etablir des tableaux de bord.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.
Direction de la Culture	Archives	1 agent d'archives	Participer au traitement simple des archives (saisie des inventaires, indexations). Participer à l'accueil du public.	Temps complet	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.
Direction Urbanisme et territoires	Politique foncière et immobilière	1 surveillant de terrains non bâtis	Assurer l'entretien et la protection des terrains. Accompagner les entreprises dans l'exécution des travaux. Concevoir et mettre en œuvre certains travaux d'aménagement.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	2 ouvriers de voirie	Réaliser tous les travaux de voirie : pavage, pose de bordures et de matériaux enrobés.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emplois soumise au CT du 17/11/17.
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	Administration générale et ressources de la DMEPN	1 secrétaire-assistant	Assurer le secrétariat (accueil physique et téléphonique, frappe, classement). Suivre certains dossiers.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.
Direction des Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 adjoint au chef d'atelier pneumatiques	Assister le responsable d'atelier dans toutes ses missions.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.
Direction des Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 réparateur de pneumatiques	Effectuer le diagnostic des pneumatiques. Entretenir et réparer les pneumatiques des véhicules et engins.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 agent de saisie et de surveillance	Assurer la saisie informatique de tous types de données. Assurer la gestion et l'archivage des documents. Assurer le contrôle de l'accès au site et l'accueil des fournisseurs et visiteurs. Réceptionner les livraisons. Assurer l'accueil téléphonique.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 opérateur en recherche de fuites	Participer à la recherche des fuites sur le réseau d'eau potable.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 secrétaire	Intervenir de manière polyvalente pour l'ensemble des sections pour effectuer la frappe et la mise en forme de documents, l'accueil téléphonique, le suivi du courrier, la gestion des agendas et le suivi de dossiers simples.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.

Annexe 2 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la suppression d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 conducteur	Conduire et utiliser tous types de véhicules. Réaliser l'entretien courant. Vérifier les organes de sécurité et signaler les dysfonctionnements.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 informateur-conseiller en environnement	Sensibiliser et informer l'usager à la gestion des déchets. Procéder à des opérations de contrôle visuel. Accompagner les actions et projets de développement des collectes.	Temps complet	Adjoint technique ou adjoint d'animation	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe Adjoint d'animation à adjoint d'animation principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 17/11/17.

Annexe 3 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la création d'emplois permanents au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Cabinet	Secrétariat des Elus	1 assistant d'élu(s)	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Instruire et suivre les courriers. Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	

Annexe 4 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la création d'emplois permanents au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 électromécanicien	Réaliser des travaux neufs et de maintenance des installations électriques et électromécaniques.	Temps complet	Adjoint technique à agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Création dans le cadre de la réorganisation du service soumise au CT du 09/10/17
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 ingénieur modélisation	Réaliser des études d'optimisation. Construire et exploiter des modèles hydrauliques. Contribuer à la gestion centralisée.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Création dans le cadre de la réorganisation du service soumise au CT du 09/10/17
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 ingénieur sécurité informatique	Contribuer à la définition et mettre en œuvre les politiques de sécurité des systèmes d'information. Garantir la sécurité des applications et données.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Création dans le cadre de la réorganisation du service soumise au CT du 09/10/17
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 chargé d'accompagnement des projets	Piloter ou accompagner des projets. Proposer et mettre en œuvre des méthodes, outils et plans d'action.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CT							
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	1 chargé de prestations	Accueillir, orienter et renseigner le public. Délivrer diverses prestations. Assurer une fonction de représentation lors de manifestations.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé d'accueil) suite au CT du 15/06/17.
Direction de la Culture	Archives	1 concierge	Assurer la sécurité, l'entretien et la maintenance. Accueillir les entreprises et organisateurs de manifestations. Assurer la régie des manifestations.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant concierge -régisseur) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 agent d'accueil	Assurer l'accueil physique et téléphonique. Participer au traitement des demandes de recherches et aux travaux de traitement d'archives.	Temps complet	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant secrétaire - chargé d'accueil calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 responsable du département traitement et accès aux fonds	Encadrer et animer le département. Définir et mettre en œuvre la politique de collecte, de traitement, de communication et de valorisation des fonds.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine ou conservateur du patrimoine	Attaché de conservation à conservateur en chef	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant conservateur adjoint - responsable du pôle des publics) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	2 assistants archivistes chargés du traitement des fonds	Traiter les fonds d'archives. Accueillir le public et répondre aux demandes de recherches. Participer à la collecte et à la mise en valeur des fonds.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant archiviste) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 assistant archiviste chargé de l'animation et de la communication	Participer à la mise en valeur des fonds. Organiser les expositions. Assurer l'animation et la communication.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant chargé des expositions et de la communication) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 assistant archiviste chargé du service éducatif	Elaborer, mettre en place et animer des activités éducatives et pédagogiques. Participer aux demandes de recherches.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant archiviste) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 archiviste - responsable des salles de lecture	Organiser et piloter la gestion des salles de lecture. Participer aux demandes de recherches et au traitement des fonds.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant archiviste - responsable de la salle de lecture calibré attaché de conservation) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 responsable du département gestion des données et documents de l'administration	Encadrer et animer le département. Définir et mettre en œuvre la politique d'archivage et de gestion des documents. Organiser la communication des documents.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine ou conservateur du patrimoine	Attaché de conservation à conservateur en chef	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant conservateur adjoint - responsable du pôle collecte et relations avec les services versants) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 archiviste chargé de l'accompagnement des services versants	Organiser la collecte et le traitement des fonds contemporains. Assurer le suivi des éliminations. Effectuer des missions de collecte et de gestion des documents de l'administration.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant archiviste chargé des fonds contemporains et des nouveaux supports calibré attaché de conservation) suite au CT du 14/09/17.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Archives	1 assistant archiviste chargé de l'accompagnement des services versants	Gérer les entrées d'archives et les communications internes. Conseiller et accompagner les services versants. Participer aux missions de collecte et de gestion des documents de l'administration.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant archiviste) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 agent d'archives, responsable de l'équipe des magasiniers	Participer à la gestion et au traitement des archives. Participer au fonctionnement de la salle de lecture. Encadrer l'équipe de magasiniers.	Temps complet	Adjoint du patrimoine ou assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe à assistant de conservation	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'adjoint du patrimoine à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	4 agents d'archives	Assurer des travaux de traitement simples. Assurer la manutention et la manipulation des documents. Participer au fonctionnement de la salle de lecture. Participer aux opérations de conservation préventive.	Temps complet	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant magasinier d'archives calibré d'adjoint du patrimoine à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe et adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 responsable du département conservation, images et audiovisuels	Encadrer et animer le département. Définir et mettre en œuvre la politique de conservation prévention et curative des archives. Organiser la collecte, le traitement, la conservation et la diffusion de documents iconographiques, audios et audiovisuels.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant assistant archiviste calibré d'assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 responsable de l'atelier restauration - reliure	Encadrer l'atelier. Réaliser des travaux de restauration et de reliure. Conseiller et former en matière de conservation préventive .	Temps complet	Technicien ou assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Technicien à technicien principal de 1ère classe Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de l'atelier reliure calibré de technicien principal de 2ème classe à 1ère classe et assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Archives	1 chargé de numérisation	Effectuer la numérisation des documents d'archives. Participer aux activités de traitement et de diffusion. Réaliser des reproductions numériques.	Temps complet	Technicien ou assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Technicien à technicien principal de 1ère classe Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré de technicien principal de 2ème classe à 1ère classe et assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe) suite au CT du 14/09/17.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 responsable du département Ateliers de la cathédrale	Encadrer le département. Mettre en œuvre les orientations techniques. Assurer le suivi et la coordination technique des études et travaux. Planifier et organiser les ressources.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant référent études) suite au CT 09/10/17.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 assistant administratif	Assister le responsable ressources dans la gestion administrative et financière.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant comptable) suite au CT du 09/10/17.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 responsable de l'atelier taille	Encadrer l'atelier. Conduire dans sa spécialité les chantiers de restauration et de conservation. Contrôler la bonne exécution des travaux. Veiller au respect des règles de sécurité. Assurer la fonction de référent métier.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant référent taille) suite au CT du 02/02/16.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 adjoint au chef de service	Seconder et remplacer le chef de service en son absence. Assurer la direction technique. Elaborer le programme des travaux. Assurer l'interface technique avec les institutions partenaires.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable technique - adjoint au chef de service calibré ingénieur à ingénieur principal) suite au CT du 09/10/17.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 responsable grès	Encadrer l'atelier. Conduire dans sa spécialité les chantiers de restauration et de conservation. Contrôler la bonne exécution des travaux. Veiller au respect des règles de sécurité. Assurer la fonction de référent métier.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant référent grès) suite au CT du 02/02/16.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 responsable de l'atelier sculpture	Encadrer l'atelier. Conduire dans sa spécialité les chantiers de restauration et de conservation. Contrôler la bonne exécution des travaux. Veiller au respect des règles de sécurité. Assurer la fonction de référent métier.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant référent sculpture) suite au CT du 02/02/16.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	2 restaurateurs d'édifice en pierre de taille - assistants d'études	Participer à l'élaboration des études. Réaliser les fonds de plans nécessaires à l'exécution des pièces dans le cadre des chantiers d'entretien et de restauration, les plans de pose et tous les documents nécessaires aux travaux.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé technique du patrimoine immobilier et appareilleur cathédrale - dessinateur CAO-DAO calibrés technicien principal de 2ème classe à 1ère classe) suite au CT du 09/10/17.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 restaurateur d'édifice en pierre de taille	Réaliser des travaux de sciage.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 09/10/17.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	4 restaurateurs d'édifice en pierre de taille - référents	Exécuter les travaux dans sa spécialité. Apporter son expertise métier.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant restaurateur d'édifice en pierre de taille calibré adjoint technique à agent de maîtrise principal) suite au CT du 09/10/17.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 chef de projets culturels	Définir et mettre en œuvre la politique de valorisation et de développement des collections. Proposer et mettre en œuvre des projets culturels (expositions, conférences ...) et éditoriaux. Contribuer aux études et recherches.	Temps complet	Conservateur du patrimoine et des bibliothèques	Conservateur du patrimoine	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable du département fonds documentaire) suite au CT du 09/10/17.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 responsable de la gestion des collections	Définir et mettre en œuvre la politique de conservation préventive et de restauration des collections. Organiser, gérer et participer à la valorisation des collections. Effectuer des recherches dans le cadre des études préalables aux travaux.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé documentaire calibré attaché de conservation) suite au CT du 09/10/17.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 responsable des chantiers et de l'entretien de la cathédrale	Encadrer et conduire dans sa spécialité les chantiers de restauration et de conservation. Contrôler la bonne exécution des travaux. Veiller au respect des règles de sécurité. Assurer la fonction de référent métier.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant référent travaux cathédrale) suite au CT du 02/02/16.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 responsable de l'atelier conservation	Encadrer l'atelier. Conduire dans sa spécialité les chantiers de restauration et de conservation. Contrôler la bonne exécution des travaux. Veiller au respect des règles de sécurité. Assurer la fonction de référent métier.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant référent conservation) suite au CT du 02/02/16.
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	1 chargé de communication	Participer à l'élaboration de la stratégie de communication. Elaborer et mettre en œuvre des actions de communication. Concevoir et réaliser des supports.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant assistant de communication calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 09/10/17.
Direction générale des services	Délégation Sécurité, prévention et sports / Direction de mission Energie	1 directeur de mission	Piloter la fonction d'autorité organisatrice de l'énergie, la stratégie de la transition énergétique et la politique énergétique patrimoniale et territoriale. Encadrer la mission.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant directeur adjoint) suite au CT du 14/09/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	2 responsables des données patrimoniales	Encadrer la création et la mise à jour des données patrimoniales. Définir les modèles conceptuels des données et leurs relations. Veiller au respect de la réalité du terrain. Exploiter les archives.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé (avant administrateur de bases de données) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	4 agents d'opérations réseau	Effectuer les opérations accompagnant les chantiers. Réaliser des repérages et diagnostics.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent de maintenance réseau) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	4 agents de maintenance réseau	Réaliser des interventions de maintenance et de réparation.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé (avant agent d'intervention) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	4 chargés de maintenance réseau	Organiser et participer aux interventions de maintenance et de réparation. Assurer l'interface avec les abonnés.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé (avant chargé d'interventions) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 chargé du contrôle DECI	Assurer le suivi des opérations de contrôle et de remplacement des appareils de défense incendie. Mettre à jour la base données patrimoniales	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé du contrôle défense incendie) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 technicien DECI	Coordonner et organiser la défense extérieure contre l'incendie (DECI). Assurer le suivi de l'exploitation des unités de distribution du SDEA.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chef de secteur travaux neufs calibré de technicien à technicien principal de 1ère classe) suite au CT du 09/10/17.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 chef de secteur opérations réseau	Planifier, organiser et contrôler les interventions et travaux sur le réseau. Encadrer une équipe.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de secteur maintenance préventive du réseau) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	6 chefs de chantiers	Organiser les interventions et travaux selon planning défini. Encadrer une équipe de chantier. Assurer l'interface avec les abonnés. Participer aux travaux.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef d'équipe) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	2 chefs d'équipe	Planifier, organiser les interventions et travaux. Encadrer l'équipe. Assurer l'interface avec les abonnés. Participer aux travaux.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	2 chefs de chantier réfection de fouilles	Organiser les chantiers. Encadrer une équipe. Participer aux travaux.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef d'équipe) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 chef du secteur recherche de fuites	Encadrer une équipe. Préparer les campagnes de quantification. Effectuer la corrélation des fuites détectées par la quantification ou supposées par le réseau. Assurer le suivi des ruptures.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la fourchette de grades (avant chef d'équipe recherche de fuites calibré d'agent de maîtrise à agent de maîtrise principal) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	4 conducteurs de station d'épuration	Assurer le pilotage, l'entretien, la maintenance et la surveillance des stations d'épuration.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'adjoint technique à agent de maîtrise principal) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	4 maçons	Réaliser les travaux de maçonnerie nécessaires à l'entretien et à la maintenance des équipements (chemins d'accès aux égouts, regards, puisards…).	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	5 métalliers-mécaniciens	Réaliser des travaux de maintenance des bâtiments et ouvrages.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 comptable	Participer à l'élaboration des documents budgétaires. Assurer le suivi du budget et les opérations comptables. Editer les tableaux de bord.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire comptable calibré d'adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 assistant RH	Assurer la gestion du personnel en lien avec la DRH et établir des tableaux de bord. Informer et conseiller les agents. Assurer le suivi de dossiers. Assister le responsable ressources humaines dans ses missions.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire ressources humaines calibré d'adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 responsable du schéma directeur d'assainissement	Définir et mettre en œuvre le schéma directeur d'assainissement. Réaliser des études d'optimisation. Construire et exploiter des modèles hydrauliques. Encadrer une équipe.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant ingénieur d'études) suite au CT du 09/10/17.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 chargé de recherches de fuites	Réaliser la recherche des fuites sur le réseau potable. Analyser les résultats, localiser les fuites et établir les rapports.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant opérateur en recherche de fuites calibré d'adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	6 releveurs	Effectuer les relevés de consommation d'eau. Diagnostiquer les éventuels dysfonctionnements.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant releveur de compteurs) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 responsable de la gestion centralisée, adjoint au responsable du département	Réaliser la modélisation des déversoirs d'orage, la mise en place et le suivi de l'autosurveillance du réseau d'assainissement. Assurer la gestion centralisée des données de supervision. Encadrer une équipe. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 responsable des rejets non domestiques	Coordonner l'instruction des autorisations de déversements non domestiques. Proposer des actions d'amélioration de la qualités des eaux rejetées. Réaliser des études d'impact. Encadrer l'équipe.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 responsable du magasin - gestionnaire des achats	Encadrer et organiser le magasin. Superviser les commandes. Exécuter et suivre les marchés de fournitures. Rédiger ou participer à la rédaction des marchés. Veiller à l'application des procédures.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable du magasin calibré d'agent de maîtrise à agent de maîtrise principal) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 surveillant de travaux	Contrôler et suivre les travaux exécutés par les entreprises. Etablir les attachements et les relevés des travaux réalisés.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable des réfections des fouilles) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 technicien suivi des rejets non domestiques	Piloter et suivre les dossiers relatifs aux industriels conventionnés, aux déversements temporaires et aux pollutions. Collecter et exploiter les données. Gérer les événements de pollution.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant technicien chargé du suivi qualité) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	2 techniciens contrôle des installations privatives	Assurer le suivi et le contrôle des installations privatives en eau et assainissement. Instruire les dossiers et plaintes. Assurer l'interface avec les particuliers et les organismes.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant technicien déconnexion des eaux pluviales et technicien d'études) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 technicien d'études	Participer à l'élaboration des programmes de travaux. Contrôler et analyser les demandes de permis.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 ingénieur modélisation	Réaliser des études d'optimisation. Construire et exploiter des modèles hydrauliques. Contribuer à la gestion centralisée.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant ingénieur d'études) suite au CT du 09/10/17.

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 technicien coordination réseau	Encadrer les équipes. Coordonner et suivre les opérations accompagnant les travaux. Participer à la programmation et à l'organisation des travaux de maintenance et d'exploitation. Organiser des contrôles.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	2 adjoints au responsable des travaux régie	Participer à l'organisation des travaux. Préparer et contrôler les chantiers. Effectuer des relevés. Seconder et remplacer le responsable.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant adjoint au chef de secteur) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	4 chargés des opérations réseau	Participer à l'organisation des interventions et travaux sur le réseau. Effectuer les opérations accompagnant les chantiers. Réaliser des repérages et diagnostics.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de maintenance réseaux) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 chef d'équipe - adjoint au responsable de secteur	Encadrer une équipe. Diriger et participer aux travaux de maintenance des ouvrages. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef d'équipe) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 chef d'équipe chauffeurs	Encadrer l'équipe. Planifier et organiser les interventions. Superviser l'entretien des véhicules et engins.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant conducteur calibré adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 ingénieur raccordements	Assurer le suivi des raccordements. Coordonner les interventions conjointes.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant ingénieur instruction et coordination) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 responsable des mesures - adjoint au responsable	Piloter, organiser et contrôler les opérations de mesure sur le réseau. Analyser les résultats et émettre des préconisations. Encadrer une équipe. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable des mesures) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 responsable des travaux régie	Etablir le programme des travaux. Piloter et organiser sa mise en œuvre. Veiller à la continuité de l'approvisionnement en eau et à la cohérence des interventions.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de secteur) suite au CT du 09/10/17.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 ingénieur innovations	Piloter et suivre des projets. Coordonner et animer les acteurs et partenaires. Participer à la définition des orientations, actions et solutions techniques.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef de projet "LUMIEAU") suite au CT du 09/10/17.
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction de la Culture	Administration générale et ressources de la Direction de la Culture	1 responsable du département finances et marchés, adjoint au chef de service	Encadrer et animer le département. Préparer et coordonner l'élaboration du budget. Piloter les marchés publics et les DSP. Apporter conseil et expertise auprès du directeur et des chefs de service. Seconder et remplacer le chef de service en son absence.	Temps complet	Attaché	Attaché principal à directeur	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'attaché à directeur).

Annexe 5 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction Urbanisme et territoires	Direction de projet Politique de la ville	1 adjoint au directeur de projet Politique de la ville	Assurer un appui aux instances de pilotage du Contrat de Ville. Effectuer le suivi et la coordination des programmes thématiques et des programmes d'évaluation. Seconder le directeur pour l'animation et le suivi du projet.	Temps complet	Attaché	Attaché principal à directeur	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'attaché à attaché principal).
Délégation Sécurité, prévention et sports	Délégation Sécurité, prévention et sports / Administration générale	1 responsable ressources humaines	Participer à la définition des objectifs RH et assurer la gestion des emplois et des compétences. Organiser et coordonner les activités RH. Suivre des dossiers transversaux.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'attaché à attaché principal).
Direction des Ressources logistiques	Moyens généraux	1 responsable du département aménagement et exploitation du pôle Etoile - adjoint au chef de service	Encadrer et animer le département. Coordonner et organiser la maintenance et les travaux. Elaborer les marchés. Veiller aux conditions d'utilisation optimale des bâtiments et des installations techniques. Seconder et remplacer le chef de service en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable du département aménagement et exploitation du pôle Etoile calibré d'ingénieur à ingénieur principal).
Transformations avec incidence financière à la baisse							
Cabinet	Secrétariat des Elus	1 secrétaire-assistant d'élu(s)	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Instruire et suivre des courriers. Suivre certains dossiers.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant secrétaire de direction calibré d'adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur principal de 2ème classe).
Direction Urbanisme et territoires	Direction de projet Politique de la ville	1 chargé de mission développement économique des QPV	Assurer l'élaboration et la planification opérationnelle de développement économique des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).	Temps complet	Attaché ou ingénieur	Attaché à directeur Ingénieur à ingénieur principal	Modification de la fourchette de grades (avant calibré d'attaché principal à directeur et ingénieur principal).
Transformations sans incidence financière							
Direction des Ressources humaines	Prévention qualité de vie au travail	1 assistant administratif HSCT	Participer à la préparation et au suivi des travaux du CHSCT et de ses délégations. Participer à la préparation et au suivi des dossiers en matière de prévention des risques physiques et psycho-sociaux.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de suivi hygiène, sécurité et conditions de travail calibré de rédacteur principal de 2ème classe à 1ère classe et de technicien principal de 2ème classe à 1ère classe).
Direction de l'Animation urbaine	Evénements	1 secrétaire-assistant	Assurer le secrétariat (accueil physique et téléphonique, frappe, classement). Suivre certains dossiers.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant en communication et événementiels).

Annexe 6 à la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 relative aux emplois de catégorie A pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article 3-3-2° de la loi du 26/01/1984

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'art. 3-3-2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Direction de la Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	27/06/2014	Nature des fonctions très spécialisées : dispenser un enseignement artistique spécifique et de renom dans sa discipline auprès d'élèves allant jusqu'aux classes supérieures, partager son expérience et sa connaissance professionnelles.	Certificat d'aptitude (CA) dans sa spécialité ou diplôme équivalent	Expérience d'interprète de haut niveau. Expérience pédagogique diversifiée, y compris à un niveau supérieur. Pratique de plusieurs langues étrangères.
Direction Urbanisme et territoires	Direction de projet Politique de la ville	1 chargé de mission développement économique des QPV	24/11/2017	Besoins du service : forts enjeux et exigences au regard de la politique à mener en matière de politique de la ville.	Diplôme d'ingénieur ou bac+4/5 en économie, école de commerce, ou équivalent	Expérience en accompagnement d'entreprises dans le cadre de projets de politique de la ville et de renouvellement urbain. Maîtrise des aspects administratifs, financiers et juridiques. Capacité à piloter des projets et animer des réseaux d'entreprises et de partenaires externes.
Direction Urbanisme et territoires	Direction de projet Politique de la ville	1 adjoint au directeur de projet Politique de la ville	24/11/2017	Besoins du service : forts enjeux et exigences au regard de la politique à mener en matière de politique de la ville	Bac+3/5	Expérience confirmée en collectivité territoriale requérant une expertise des enjeux, évolutions et cadres réglementaires de la politique de la ville.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Eau et assainissement	1 ingénieur innovation	24/11/2017	Besoins du service : forts enjeux liés à des projets innovants portant sur la préservation des milieux et de la ressource en eau.	Ingénieur de type traitement des eaux usées ou chimie de l'eau	Expérience en gestion de projet et sur le plan technique dans le domaine des micropolluants.

3

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Mise à disposition gratuite de personnels titulaires auprès du Groupe d'intérêt public "MAIA/PTA" (méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie/plate-forme territoriale d'appui).

CE POINT EST RETIRE

Retiré de l'ordre du jour le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

4

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Conventions entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société SIRS concernant la pose de réseaux de communication électronique.

Au courant de l'année 2016, l'Eurométropole de Strasbourg a donné son accord à la Commune d'Oberschaeffolsheim pour la prise en charge partielle de travaux de pose de réseaux de communication numérique dans le cadre de l'adduction de la résidence séniors située rue du lavoir d'Oberschaeffolsheim permettant à Orange de raccorder la dite maison sans poser d'émergences sur l'espace public.

Pour mémoire il est rappelé que les réseaux de communications numériques sont une compétence des métropoles.

Pour cela, l'Eurométropole de Strasbourg a signé une convention de projet urbain partenarial (P.U.P.) le 2 juin 2016 complétée par un avenant le 15 mai 2017 avec la commune d'Oberschaeffolsheim et ICADE, définissant les modalités de financement de ces travaux, à savoir 32% pour l'Eurométropole de Strasbourg, 38% pour ICADE et 30% pour la commune d'Oberschaeffolsheim.

Il a aussi été convenu que l'Eurométropole de Strasbourg financerait dans un premier temps l'ensemble de ces travaux vu qu'elle en sera propriétaire et exploitant et lancera ensuite un appel de fonds à destination de la commune d'Oberschaeffolsheim et d'ICAD.

Le montant total des travaux réalisés est de 13 602,42 euros TTC.

L'Eurométropole de Strasbourg ne disposant pas de marché de travaux avec la SIRS et celle-ci demandant à être payée pour les travaux réalisés, il est proposé au Bureau de l'Eurométropole de Strasbourg de passer par une convention transactionnelle pour régler les travaux effectivement réalisés et utiles à la collectivité, estimés à un montant de 13 602,42 euros TTC.

Il est aussi précisé que l'opérateur Orange qui utilise ces réseaux pour le raccordement téléphonique et internet de la maison séniors sera soumis à une redevance, comme prévu dans la délibération du 16 décembre 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la convention transactionnelle ci-jointe relative au règlement des travaux relatifs à l'installation d'un réseau de communication numérique par la société SIRS pour le raccordement de la maison séniors d'Oberschaeffolsheim, dont les stipulations essentielles sont :

- *le versement, par l'Eurométropole de Strasbourg, d'une somme de 13 602,42 euros TTC à la société SIRS au titre des travaux de pose de réseaux de communications numériques,*
- *la société SIRS renonce au surplus de sa demande,*
- *le renoncement des deux parties à tout recours ultérieur sur les faits entrant dans le champ de la présente convention transactionnelle jointe en annexe de la présente délibération,*

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire : service SP00C code fonction 849 opération 23

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention transactionnelle entre la société SIRS et l'Eurométropole de Strasbourg

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

5

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution d'une subvention au titre de la sécurité routière 2017 - Association La Prévention Routière.

Le Comité du Bas-Rhin de l'association La Prévention Routière a sollicité l'attribution d'une subvention de participation.

La Prévention Routière est une association privée (loi 1901) créée en 1949 et reconnue d'utilité publique en 1955. Elle a pour objectif, selon l'article 1 de ses statuts « d'étudier et mettre en œuvre toutes les mesures et d'encourager toutes les initiatives propres à réduire la fréquence et la gravité des accidents de la circulation routière… ».

Elle bénéficie également de l'agrément de l'Education Nationale.

Conformément à ses statuts, le Comité du Bas-Rhin de la Prévention Routière a prouvé à de nombreuses reprises son engagement dans le domaine de la sécurité routière, notamment par le développement de centres d'éducation routière, la formation de moniteurs, la fourniture de documents pédagogiques, l'opération Capitaine de soirée, la formation en entreprise…

C'est également un membre actif de la Commission de Sécurité Routière de l'Eurométropole de Strasbourg et il est régulièrement engagé à nos côté lors d'opérations de sensibilisation (opérations lycées, opérations séniors,..).

Sans compter les frais de personnel (43 792 euros) et d'assurance (184 euros), ces deux postes étant pris en charge par le comité national, le montant du budget réalisé par le Comité Départemental de La Prévention Routière a été en 2016 en bénéfice de 6 160 euros.

Il est proposé d'allouer à l'association pour 2017 un soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 2 000 euros.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer la subvention de 2.000.- € au Comité Départemental du Bas Rhin de la Prévention Routière au titre de la réalisation des actions destinées à éviter les accidents de la route durant l'année 2016,*

- *d'imputer le montant de cette subvention sur les crédits 2017 ouverts sous la fonction 849, nature 6574, programme 8030, subventions du service SP00C, dont la ligne budgétaire avant la présente Commission permanente (Bureau) s'élève à 5.800.- €.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention relative à cette subvention.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

6

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution d'une subvention au titre de la sécurité routière 2017 - Association "Les Saints Bernard 67".

L'association "Les Saints Bernard 67" a sollicité la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg afin d'obtenir un soutien financier et matériel pour l'organisation de son action de raccompagnement à domicile qui aura lieu lors de la nuit de la Saint-Sylvestre 2017.

Cette opération permet, dans un rayon de 30 kilomètres autour de l'Eurométropole, de raccompagner, dans leurs propres véhicules, les automobilistes qui ne s'estiment pas en état de conduire.
Cette action est menée par l'association pour la dixième année consécutive.

A titre d'information, sur l'opération 2016, l'association a réalisé 70 sorties, a raccompagné 196 personnes et a parcouru pour cela 2 391 km.

En vue de soutenir l'association dans la réalisation de cette action il est proposé :

- de mettre à sa disposition pour la durée de ladite opération le plateau d'accueil du centre administratif, ainsi qu'une quinzaine de véhicules de service de l'Eurométropole de Strasbourg,

- d'allouer une subvention d'un montant de 2 000 euros sous couvert de bonne réalisation et de la fourniture des pièces budgétaires justificatives.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

décide

- *de mettre à la disposition de l'association les « Saints Bernard 67 » pour la durée de l'opération de la nuit de la Saint Sylvestre 2017, le plateau d'accueil du centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *d'autoriser le Président à signer la convention de mise à disposition d'une quinzaine de véhicules de service de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *d'allouer une subvention d'un montant de 2 000 euros, sous réserve de bonne réalisation et de la fourniture des pièces budgétaires justificatives.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention relative à cette subvention.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017



Les Saints Bernard 67

107, rue des Cottages 67 400 ILLKIRCH
Registre des Associations T.I d'Illkirch. : Vol. 40 Folio 110

Bilan de l'opération "St Sylvestre " 2016

	Dépenses	Recettes
Affiches LSB + flyers	238,80 €	
Repas	934,00 €	
Alimentation diverse (sucreries, …)	97,07 €	
Divers matériels (toner, administratif,…)	446,00 €	
Souvenir aux bénévols d'un jour (gobelets)	465,00 €	
Carburant	- €	
Frais téléphone	53,13 €	
Assurance	737,05 €	
Nouveaux panneaux avec numéro de téléphone	1 000,00 €	
Poubelle 120Litre	34,90 €	
Subvention CUS		2 750,00 €
Dons		60,50 €
Total	**4 005,95 €**	**2 810,50 €**



Les Saints Bernard 67

107, rue des Cottages 67 400 ILLKIRCH
Registre des Associations T.I d'Illkirch. : Vol. 40 Folio 110

Budget prévisionnel de l'opération "St Sylvestre " 2017

	Dépenses	Recettes
Affiches LSB + flyers	250,00 €	
Repas	1 000,00 €	
Alimentation diverse (sucreries, …)	110,00 €	
Divers matériels (toner, administratif,…)	450,00 €	
Souvenir aux bénévoles d'un jour 10ème anniversaire (thermos + 2 gobelets)	1 925,00 €	
Carburant	50,00 €	
Frais téléphone	50,00 €	
Assurance	750,00 €	
Subvention EMS		2 000,00 €
Subventions partenaires		750,00 €
Dons		100,00 €
Total	**4 585,00 €**	**2 850,00 €**

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
La Prévention Routière	Subvention de fonctionnement	2 000 €	2000 €	2 000 €
Les Saints Bernard 67	Subvention affectée + soutien logistique (opération Saint Sylvestre)	2 000 €	2 000 €	2 750 €

7

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Approbation d'une convention de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'œuvre Notre Dame sous la coordination de l'Eurométropole de Strabourg pour la conclusion d'accords-cadres et de prestations de service pour des travaux de maintenance corrective et d'interventions sur les bâtiments.

Le Service Maintenance bâtiment de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti gère des travaux et des prestations de maintenance sur le patrimoine et divers équipements techniques pour le compte des services de la collectivité et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

En application des articles 27, 66 à 68 et 78 à 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les marchés à conclure seront passés en fonction des seuils prévisionnels de commande, selon la procédure adaptée ou selon la procédure d'appel d'offres, tantôt sous la forme de marchés ordinaires, d'accords-cadres avec émission de bons de commande, ou de marchés mixtes (marchés conclus sur la base d'un montant ordinaire pour la part définie et de bons de commande sur prix unitaires pour la part non définie).

La conclusion et la signature des marchés ordinaires et des marchés mixtes, ainsi que l'émission des bons de commande, sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

La liste des marchés et accords-cadres de travaux et de prestations de service concernés est indiquée ci-dessous.

Conclusion de marchés et accords-cadres de travaux et de prestations de services et approbation d'une convention de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg

Les services de l'Eurométropole, de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame (OND) sont amenés de façon récurrente à faire appel à des entreprises externes pour satisfaire leurs besoins. La plupart de ces besoins étant de nature identique pour l'Eurométropole, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'OND, il a été convenu

d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les trois entités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de la procédure de consultation unique
- une gestion opérationnelle simplifiée

Les montants indiqués correspondent à des valeurs estimatives pour la durée totale de chaque accord-cadre ou marché en euros hors taxes, pour les besoins de l'Eurométropole de Strasbourg.

Objet	Montant maximum en € HT
Travaux de métallerie en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	2 000 000
Travaux sur des fermetures de façades en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	800 000
Travaux de menuiserie PVC corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	300 000
Travaux de menuiserie aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg	900 000
Travaux de sanitaire en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	sans
Travaux d'assainissement et d'adduction d'eau en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	sans
Travaux de chauffage, ventilation, climatisation et d'électricité associée en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	sans
Travaux d'électricité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	sans
Maintenance préventive et corrective de diverses installations de chauffage et climatisation du patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg	1 200 000
Maintenance préventive et corrective des équipements de protection contre l'incendie du patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg	200 000

Prestations de ramonage des conduits de cheminées et des générateurs de chaleur du patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg	100 000

La durée maximale des accords-cadres et des marchés mixtes susvisés est de 4 ans, dans le respect de la réglementation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

1)
sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion de marchés ordinaires, d'accords-cadres avec émission de bons de commande ou de marchés mixtes, d'une durée fixe d'un maximum de 4 ans.

Objet	*Montant maximum en € HT*
Travaux de métallerie en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	*2 000 000*
Travaux sur des fermetures de façades en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	*800 000*
Travaux de menuiserie PVC corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	*300 000*
Travaux de menuiserie aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg	*900 000*
Travaux de sanitaire en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	*sans*
Travaux d'assainissement et d'adduction d'eau en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	*sans*
Travaux de chauffage, ventilation, climatisation et d'électricité associée en maintenance corrective et pour de interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	*sans*
Travaux d'électricité en maintenance corrective et pour de interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de l'Eurométropole de Strasbourg	*sans*

Maintenance préventive et corrective de diverses installations de chauffage et climatisation du patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg	*1 200 000*
Maintenance préventive et corrective des équipements de protection contre l'incendie du patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg	*200 000*
Prestations de ramonage des conduits de cheminées et des générateurs de chaleur du patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg	*100 000*

2)

- *la convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Œuvre Notre-Dame dont l'Eurométropole de Strasbourg assurera la mission de coordinateur,*

Cette convention portera sur :

- *des travaux de métallerie en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de fermeture de façades en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de menuiserie PVC en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de menuiserie aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de sanitaire en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux d'assainissement et adduction d'eau en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de chauffage, ventilation, climatisation et d'électricité associée en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux d'électricité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *la maintenance préventive et corrective de diverses installations de chauffage et climatisation sur le patrimoine de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg*

- *la maintenance préventive et corrective des équipements de protection contre l'incendie sur le patrimoine de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2018 et suivants sur les lignes budgétaires des différents services concernés ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer avec la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, pour les travaux et prestations concernés, la convention jointe en annexe.*
  L'Eurométropole de Strasbourg aura la charge de lancer les consultations, de prendre toutes les décisions y relatives selon les termes de la convention constitutive et de signer les accords-cadres et marchés en résultant,

- *à exécuter les accords-cadres et marchés résultant du groupement de commande et concernant L'Eurométropole de Strasbourg.*

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 28-II de l'ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Vu le titre II, Chapitre I, article 28 de l'ordonnance, relatif à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre
L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 novembre 2017.

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2017.

Et
La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame de Strasbourg (OND), représentée par Monsieur Roland RIES, administrateur agissant en application de l'article 2 de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII et de la délibération du 20 novembre 2017.

un groupement de commandes pour l'exécution de travaux et prestations de services nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des services des deux collectivités et de la Fondation.

La liste des travaux et prestations de services concernés:

- *des travaux de métallerie en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de fermeture de façades en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de menuiserie PVC en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de menuiserie aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de sanitaire en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux d'assainissement et adduction d'eau en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de chauffage, ventilation, climatisation et d'électricité associée en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*

- *des travaux d'électricité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *la maintenance préventive et corrective de diverses installations de chauffage et climatisation sur le patrimoine de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *la maintenance préventive et corrective des équipements de protection contre l'incendie sur le patrimoine de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg*

SOMMAIRE

Préambule 2
Article 1 : Constitution du groupement 2
Article 2 : Objet du groupement 2
Article 3 : Organes du groupement..... 4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 5
Article 5 : Responsabilité 5
Article 6 : Fin du groupement 5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties 6

Préambule

Les services de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'OND ont recours de façon récurrente, dans le cadre de leurs missions, à certaines natures de travaux et prestations de services dont la liste est donnée à l'article 2 : Objet du groupement.

L'ensemble des travaux et prestations de services acquis est identique pour l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'OND, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :
- Un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- Une gestion opérationnelle simplifiée

L'ordonnance n° 2015-899 en date du 23 juillet 2015, et plus particulièrement son article 28, encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.
Les trois partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes la plus médiane, préservant en phase d'exécution l'autonomie de gestion des membres du groupement. Ainsi, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie le marché. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution.
Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l' Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'OND un groupement de commandes.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes, ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation d'accords-cadres et de marchés publics.

La liste des travaux et prestations de services concernés:
Cette convention portera sur :

- *des travaux de métallerie en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de fermeture de façades en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de menuiserie PVC en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de menuiserie aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de sanitaire en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux d'assainissement et adduction d'eau en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux de chauffage, ventilation, climatisation et d'électricité associée en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *des travaux d'électricité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *la maintenance préventive et corrective de diverses installations de chauffage et climatisation sur le patrimoine de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg*
- *la maintenance préventive et corrective des équipements de protection contre l'incendie sur le patrimoine de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg*

Ces accords-cadres et marchés sont destinés à couvrir les besoins des services dans le cadre de leurs missions.

En application des articles 27, 66 à 68 et 78 à 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les marchés à conclure seront passés en fonction des seuils prévisionnels de commande, selon la procédure adaptée ou selon la procédure d'appel d'offres, tantôt sous la forme de marchés ordinaires, d'accords-cadres avec émission de bons de commande, ou de marchés mixtes (marchés conclus sur la base d'un montant ordinaire pour la part définie et de bons de commande sur prix unitaires pour la part non définie). Ces accords-cadres et marchés s'étendront sur une période qui ne pourra excéder quatre années.

L'estimation budgétaire y afférente pour la durée des accords-cadres et marchés est de :
Travaux de métallerie en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- maxi : 5 100 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg

A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :
- 3 000 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 100 000 € HT maxi pour la Fondation de l'OND
- 2 000 000 € HT maxi pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Travaux de fermetures de façades en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- maxi : 2 340 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :
- 1 500 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 40 000 € HT maxi pour la Fondation de l'OND
- 800 000 € HT maxi pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Travaux de menuiserie PVC en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- maxi : 1 240 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :
- 900 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 40 000 € HT maxi pour la Fondation de l'OND
- 300 000 € HT maxi pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Travaux de menuiserie aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- maxi : 1 940 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :
- 1 000 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 40 000 € HT maxi pour la Fondation de l'OND
- 900 000 € HT maxi pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Travaux de sanitaire en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- sans maxi en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :
- sans maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 100 000 € HT maxi pour la Fondation de l'OND
- sans maxi pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Travaux d'assainissement et d'adduction d'eau en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- sans maxi en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :
- sans maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 100 000 € HT maxi pour la Fondation de l'OND
- sans maxi pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Travaux de chauffage, ventilation, climatisation et d'électricité associée en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- sans maxi en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :
- sans maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 100 000 € HT maxi pour la Fondation de l'OND
- sans maxi pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Travaux d'électricité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- sans maxi en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg, de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les trois entités est estimée comme suit :
- sans maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 100 000 € HT maxi pour la Fondation de l'OND
- sans maxi pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Maintenance préventive et corrective de diverses installations de chauffage et climatisation:
- maxi : 2 200 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les deux entités, qui reste variable jusqu'à concurrence des montants indiqués en cumul, est estimée comme suit :
- 1 000 000 € HT pour les services de la Ville de Strasbourg
- 1 200 000 € HT pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Maintenance préventive et corrective des équipements de protection contre l'incendie :
- maxi : 700 000 € HT en cumul sur la durée du marché pour les services de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg
A titre indicatif la répartition entre les deux entités, qui reste variable jusqu'à concurrence des montants indiqués en cumul, est estimée comme suit :
- 500 000 € HT pour les services de la Ville de Strasbourg
- 200 000 € HT pour les services de l'Eurométropole de Strasbourg

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et de l'Eurométropole de Strasbourg ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les accords-cadres et marchés considérés.
La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir le titulaire des accords-cadres et marchés.
Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	**Suppléants**
HERZOG Jean-Luc	ROZANT Edith
BEY François	KOCH Patrick
KREYER Céleste	PEIROTES Edith
CUTAJAR Chantal	MEYER Paul
SCHULTZ Eric	QUEVA Michèle

Le Représentant de l'Acheteur et Président de la Commission d'appel d'offres est
BEUTEL Jean-Marie

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des accords-cadres et marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les accords-cadres et marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, les informations relatives au déroulement des accords-cadres et marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;

- de définir l’organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d’élaborer l’ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d’assurer l’ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l’avis d’appel public à la concurrence et d’attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d’appels d’offres..) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l’adhérent les documents nécessaires du marché en ce qui le concerne ;
- de signer et de notifier les accords-cadres et marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d’informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application de l’article 99 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- de transmettre et de s’assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé les adhérents sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des accords-cadres et marchés, et en particulier à informer les adhérents de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des accords-cadres et marchés.

Article 7 : Responsabilité et règlement des différends entre les parties

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l’Œuvre Notre-Dame pourront demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, l’Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg ou par la Fondation de l’Œuvre Notre-Dame au regard des obligations qui incombent à ces dernières.
Les litiges susceptibles de naître à l’occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Le Président de l’Eurométropole de Strasbourg

Robert HERRMANN

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

L’Administrateur de la Fondation de l’Œuvre Notre-Dame

Roland RIES

8

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Avenant n°1 au traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Zone commerciale Nord.

1 CONTEXTE DU PROJET

Située au nord du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, la ZAC de la zone commerciale nord (ZCN) est implantée sur une emprise foncière d'environ 150 ha, répartie sur quatre bans communaux : Vendenheim, Lampertheim, Mundolsheim et Reichstett.

Cette zone connaît un certain nombre de dysfonctionnements qui ont conduit l'Eurométropole de Strasbourg, anciennement Communauté urbaine de Strasbourg, à réaliser un projet de renouvellement urbain et commercial visant à moderniser et à développer la zone commerciale nord pour conforter son statut de pôle de chalandise régional et mieux l'intégrer dans son environnement urbain.

2 HISTORIQUE DU PROJET

2.1 Concession d'aménagement

Par délibération du 21 décembre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC ainsi que les caractéristiques essentielles de l'opération d'aménagement et de la concession d'aménagement, ce qui a permis de lancer une procédure de consultation d'aménageurs. Cette consultation a été initiée le 12 février 2013 par la publication d'un avis d'appel public à la concurrence.

2.2 Arrêté de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme

Le Préfet a signé en date du 5 novembre 2013 un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du SCOTERS, des PLU des communes de Vendenheim et Lampertheim et des POS des communes de Mundolsheim et Reichstett et autorisant la Communauté urbaine de Strasbourg ou le concessionnaire à acquérir soit à l'amiable, soit par la voie de l'expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation du projet.

Par arrêté préfectoral du 13 février 2014 le bénéficiaire de la DUP a été modifié au profit du groupement solidaire Frey Aménagement et Promotion SAS et la SCI Forum fondant la SAS ZCN AMENAGEMENT. Depuis son immatriculation, la société ZCN Aménagement est concessionnaire de la ZAC ZCN et titulaire de toutes les prérogatives y afférant.

2.3 Approbation du dossier de création de ZAC

Par délibération du 20 décembre 2013, le conseil de Communauté urbaine de Strasbourg a approuvé le dossier de création de la ZAC de la Zone Commerciale Nord comprenant :

- un rapport de présentation, qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération, comporte une description de l'état du site et de son environnement, indique le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone, énonce les raisons pour lesquelles, au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet faisant l'objet du dossier de création a été retenu ;
- un plan de situation ;
- un plan de délimitation du ou des périmètres composant la zone ;
- l'étude d'impact environnementale conformément à la législation en vigueur.

2.4 Attribution de la concession d'aménagement

Au terme d'une consultation au cours de laquelle deux groupements ont remis une offre, le Conseil de Communauté urbaine de Strasbourg a désigné le groupement solidaire des sociétés Frey et SCI Forum en qualité de concessionnaire pour l'aménagement de la ZAC de la ZCN par délibération du 20 décembre 2013.

Comme prévu dans la délibération, le groupement a constitué une société dédiée pour conduire le projet d'aménagement : la SAS ZCN Aménagement. Le traité de concession de la ZAC Zone commerciale Nord a été signé le 24 janvier 2014 entre le concédant (Communauté urbaine de Strasbourg) et le concessionnaire (mandataire du groupement solidaire FREY Aménagement Promotion). Le traité a été notifié à FREY Aménagement Promotion par le représentant du concédant en date du 27 janvier 2014.

2.5 Approbation du dossier de réalisation

Par délibération du 30 septembre 2016, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de la Zone Commerciale Nord comprenant :

- le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone ;
- le projet de programme global des constructions ;
- les modalités prévisionnelles de financement ;
- le complément à étude d'impact environnemental conformément à la législation en vigueur.

3 MODIFICATIONS CONTRACTUELLES PROJETÉES

Depuis la signature du traité de concession en janvier 2014, un premier avenant est nécessaire notamment pour :

- prendre en compte les évolutions du projet résultant du dossier de réalisation de la ZAC, approuvées par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 30 septembre 2016.
- prendre en compte les évolutions règlementaires ;

- préciser les modalités de calcul et d'application du dispositif de participation des constructeurs autonomes ;

- rééchelonner la participation de l'Eurométropole ;

- déléguer au concessionnaire le droit de priorité urbain.

Les modifications qu'il est proposé d'apporter au traité de concession sont conformes aux dispositions du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession du fait notamment d'une clause de revoyure prévue dès l'origine du contrat.

Par ailleurs, les modifications proposées au traité de concession n'engendrent aucune participation complémentaire à la charge de l'Eurométropole.

3.1 Prise en compte de l'évolution de programme entre dossier de création et dossier de réalisation, approuvée par délibération d'approbation du dossier de réalisation du 30 septembre 2016

Suite aux études de maîtrise d'œuvre réalisées par le concessionnaire et à l'évolution du contexte réglementaire et opérationnel de la zone, le projet de la ZAC de la Zone Commerciale Nord a fait l'objet de plusieurs évolutions qui ont d'ores et déjà été approuvées dans le dossier de réalisation de ZAC par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 30 septembre 2016. Ces évolutions résultent à la fois de la prise en compte des attentes des élus des communes concernées et des nouvelles contraintes et servitudes réglementaires, notamment celles attachées aux pipelines traversant la zone.

Pour mémoire, les principales évolutions du programme des constructions telles qu'elles résultent du dossier de réalisation sont les suivantes :

- la création d'un agro-parc au centre de la ZCN, en façade Est de l'hypermarché Cora et de ce fait, le déplacement de l'extension commerciale nouvelle de la ZCN vers le Sud en bordure de l'A4 et de la RD 63 ;
- l'extension du secteur d'habitat en limite Nord de la ZAC, à l'interface du lotissement des Perdrix ;

- l’évolution du programme du secteur Actinord (au sud-est de la zone) d’artisanat-logements en commerces-activités.

Le dossier de réalisation est composé également d’un programme des équipements publics qui résulte des caractéristiques essentielles de la ZAC. Il comprend exclusivement des aménagements d’espaces publics : construction de toutes les voies, places, espaces publics, espaces verts, ainsi que la requalification des voiries existantes et la réalisation de tous les réseaux secs et humides. Le programme des équipements publics approuvé dans le dossier de réalisation de la ZAC comprend notamment :

- l’accès direct au boulevard des enseignes depuis l’échangeur autoroutier via la RD63 et les aménagements induits ;

- la réalisation d’un réseau secondaire, le boulevard des enseignes en création et reprise de voirie : Rue du commerce, Transversale C, du chemin de fer, des Mercuriales ;

- la requalification de la RD 64 ;

- la requalification des voiries secondaires : Transversale A, Transversale B, Rue de l’Industrie, Rue des emplettes et Rue des artisans ;

- la réalisation des liaisons douces, notamment la magistrale Nord-Sud entre la rue des artisans et le boulevard des enseignes Sud et les axes cycles structurants ;

- les amorces et carrefours avec la RD 263 ;

- la reprise de la voie douce longeant le bord du canal ;

- la réalisation d’une place publique dans le secteur habitat et longeant le canal.

Quant au programme global des constructions approuvé au dossier de réalisation, il comprend deux volets :

- un programme de constructions obligatoire permettant d’engager une dynamique de modernisation sur les secteurs stratégiques de la ZAC. Ce programme doit obligatoirement être réalisé par l’aménageur au cours de la concession ;
- un programme de constructions complémentaire qui bénéficiera de l’effet d’entrainement initié par le programme obligatoire ; ce programme relève de l’initiative privée, mais est encadré par la ZAC.

Dans le périmètre de ZAC, tous les secteurs non compris dans le « programme obligatoire » constituent le « programme complémentaire ». Ces secteurs sont identifiés sur plan dans le dossier de réalisation.
L’ensemble de ces évolutions programmatiques ont été approuvées lors l’approbation du dossier de réalisation de la ZAC par le Conseil de l’Eurométropole de Strasbourg le 30 septembre 2016.

Compte tenu des évolutions ci-dessus exposées, le bilan d'aménagement entre dossier de création et dossier de réalisation a été modifié comme suit :

Les dépenses évaluées à 62,7M€ en 2014 s'élèvent désormais à 73M€ en raison de plusieurs facteurs :

- les dépenses d'études ont doublé vu la complexité du Projet et les imprévus (+ 1 M€) ;
- le poste foncier non bâti a augmenté pour acquérir 10 hectares complémentaires pour réaliser l'AgroParc et le lot Sud (+ 3,5 M€) ;
- le poste foncier bâti a augmenté suite à l'estimation affinée des bâtiments à acquérir et suite à l'intégration de la polarité Centre dans le bilan d'aménagement qui était initialement réalisé en propre avec le Groupe RAPP hors bilan de ZAC (+ 6,5 M€), le poste de mise en état des terrains a donc augmenté (+ 1 M€) ;
- l'estimation des coûts travaux a globalement diminué grâce à l'économie de la trémie et à l'anticipation d'une économie d'échelle réalisée grâce à la négociation de marchés de travaux sur un gros volume (- 2,5 M€) ;
- les honoraires de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opération ont augmenté notamment par rapport à la complexité lié à l'échangeur (+ 0,7 M€)

Et afin de couvrir ces dépenses supplémentaires, les recettes ont augmenté pour atteindre 73M€ notamment grâce à la réévaluation des prix des cessions de charges foncières :

- augmentation du prix de cession des charges foncières à vocation commerciale (de 460 €/m² à 550 €/m² de SP) (+ 15,3 M€),
- le programme global a supprimé la vocation d'artisanat (- 1,3 M€),
- la modification du programme logement permet de générer plus de cession de charges logement (+ 2,5 M€);
- la création d'un second P+R sur la ZAC permet une cession foncière au concédant (+ 0,7 M€)
- les participations des constructeurs autonomes sont réactualisées suite à la redéfinition du programme global qui a notamment identifié le lot n°3 au plan de cession du programme obligatoire (- 6,4 M€).

Au global, le bilan d'aménagement au stade dossier de réalisation reste à l'équilibre et génère un bénéfice de 909 € H.T. Ce bilan n'engendre ni modification du résultat pour l'Aménageur, ni de participation complémentaire de la part de l'Eurométropole.

Il est donc proposé au Conseil d'intégrer les évolutions du programme des équipements publics et des constructions telles qu'approuvées au sein du dossier de réalisation le 30 septembre 2016 dans l'avenant n°1 au traité de concession.

Ces modifications concernent l'article 1.3. du traité de concession.

3.2 Modifications des annexes résultant des évolutions programmatiques et opérationnelles

En conséquence des évolutions apportées au programme des équipements publics et des constructions, plusieurs annexes sont ajoutées :

- annexe A : délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 novembre 2017 ;
- annexe B : délégation de pouvoir de la SAS ZCN Aménagement ;
- annexe 4bis : plan opérationnel des lots projetés mis à jour après approbation du Dossier de Réalisation le 30 septembre 2016 ;
- annexe 5bis : bilan financier prévisionnel d'aménagement du programme obligatoire mis à jour par l'avenant n°1 incluant les modalités prévisionnelles de financement échelonnées dans le temps ;
- annexe 6bis : planning prévisionnel de réalisation du programme obligatoire de la ZAC au 30 septembre 2016.

Ces modifications concernent l'article 2 du traité de concession. La nouvelle numérotation des lots implique également de mettre à jour l'article 6.2 du traité de concession.

3.3 Compléments apportés aux missions de l'aménageur

- Composition du dossier remis au Comité de Pilotage Enseigne

Afin de tenir compte de l'évolution des dispositions d'urbanisme, notamment de celles relatives aux permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale, il est proposé de modifier la teneur du dossier à transmettre au Comité de Pilotage Enseigne.

Cette modification concerne l'article 3.5.4 du traité de concession.

- Prise en compte de la demande de l'Eurométropole de créer un second parking-relais (modification de l'article 3.7.2)

A la demande de l'Eurométropole, le Concessionnaire a intégré la création d'un second parking-relais (dit « P+R ») sur le secteur dit Actinord à proximité directe de la gare de Mundolsheim.

Une modification est apportée l'article 3.7.2 du traité de concession pour tenir compte de cette demande.

- Attribution des lots

Afin de prendre en compte certains montages opérationnels et l'augmentation du programme de logements dans la ZAC, l'article 3.9 du Traité, relatif à l'attribution des lots est complété.

Ces modifications concernent les articles 3.9.3 et 3.9.4 du traité de concession.

- Mission d'assistance administrative et juridique

Dans le cadre de la mise en œuvre éventuelle du programme de constructions complémentaire, et compte tenu de l'expertise du Concessionnaire, l'Eurométropole a souhaité lui confier une mission spécifique d'assistance administrative et juridique : vérification et étude des demandes d'autorisations d'urbanisme déposées, gestion

administrative des documents à fournir par les constructeurs autonomes, recouvrement des participations afférentes, gestion des éventuels contentieux, etc…

Au titre de cette mission complémentaire et afin d'inciter le concessionnaire à la réalisation du programme complémentaire, il est proposé au Conseil que le concessionnaire perçoive 20 % des recettes générées par les participations des constructeurs autonomes issues du programme complémentaire. Cette rémunération sera intégrée en dépenses au bilan d'aménagement de la ZAC.

Cette nouvelle mission implique la création de l'article 3.13 et le complément de l'article 22.1 du traité de concession.

3.4 Délégation au concessionnaire du droit de priorité urbain

L'Eurométropole de Strasbourg, titulaire du droit de préemption urbain, dispose conformément à l'article L.240-1 du code de l'Urbanisme d'un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble appartenant aux personnes visées par ledit article, dont l'Etat. Ainsi, avant toute aliénation foncière par les personnes visées dans le texte, le « redevable » du droit de priorité doit notifier à l'Eurométropole son intention d'aliéner dans les formes et délais prescrits par les textes en vigueur.

L'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dispose que le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit notamment au concessionnaire d'une opération d'aménagement.

Par conséquent, afin de faciliter l'acquisition par l'aménageur de fonciers appartenant à l'Etat sur le site de la ZAC ZCN, il est proposé que l'Eurométropole délègue au concessionnaire de la ZAC son droit de priorité urbain à l'instar de la délégation du droit de préemption urbain et des prérogatives afférant à l'exercice du droit d'expropriation.

La délégation du droit de priorité urbain est intégrée à l'article 9.6.

3.5 Prise en compte des évolutions réglementaires

L'avenant intègre la réforme relative aux concessions opérée par l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016. Cette réforme a modifié l'article R.300-12 du code de l'urbanisme sur les contrats d'études, de maîtrise d'œuvre ou de travaux passés par le concessionnaire. Il est proposé au Conseil d'intégrer ces évolutions réglementaires.

Ces modifications concernent l'article 12.2 du traité de concession.

3.6 Modification des modalités de calcul de la participation du concédant

Le programme complémentaire s'il est mis en œuvre, engendrera des coûts supplémentaires (travaux d'aménagement supplémentaire, études préalables aux travaux, honoraires et rémunération du concessionnaire) pour l'aménageur.

Il est proposé de compléter et préciser la nature de ces coûts supplémentaires qui viendront en déduction des recettes générées par les participations des constructeurs autonomes.

Cette modification concerne l'article 20.4 du traité de concession.

Il est proposé au conseil un rééchelonnement de la participation de l'Eurométropole afin de faire courir le premier appel de fonds après la réalisation, par l'aménageur de l'extension sud génératrice de recettes importantes du bilan d'aménagement. Cela permet de garantir à l'Eurométropole une intervention sur le secteur de renouvellement urbain (programme des équipements publics), secteur moins rentable et à l'intervention plus complexe.

Ainsi, il est proposé que le versement du premier appel de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg au coût de l'opération soit décalé à la cession du lot centre (lot n°3) et ne court plus au démarrage des travaux de l'extension commerciale au Sud (lots n°1 et 2) et équipements publics.

Cette modification concerne l'article 20.5 du traité de concession.

3.7 Modification des modalités de calcul de la participation des constructeurs autonomes

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, la ZAC de la Zone Commerciale Nord doit mettre en œuvre un dispositif de « participation constructeurs autonomes » pour les constructeurs dans le périmètre de la ZAC n'ayant pas acquis leur terrain auprès de l'aménageur.

C'est notamment le cas pour certains lots du programme obligatoire : Mercure informatique et Comptoir agricole, mais aussi et surtout le cas pour tout le programme complémentaire dont le potentiel total a été estimé à 148 000 m² de surface plancher (hypothèse maximale dans laquelle l'ensemble de la zone serait démolie et reconstruite).

Le montant de la participation constructeur autonome se calcule en divisant le coût global prévisionnel des équipements publics par la totalité du programme à construire permettant d'obtenir un montant par m² de surface construite.

Si le coût global des équipements publics peut être estimé, la surface qui sera réellement construite reste inconnue aujourd'hui puisqu'elle comprend un programme obligatoire que l'aménageur maitrise mais également un programme complémentaire dont la consistance est à ce jour aléatoire.

Face à cette complexité et dans un souci d'égalité de traitement entre constructeurs, le traité prévoit un calcul sur la base du programme obligatoire dans un premier temps avec un dispositif de révision au fur et à mesure de la réalisation du programme complémentaire.

Ce dispositif permet de calculer un montant unitaire de participation sur la base de données connues et fiables au moment du lancement de l'opération, en se basant sur le montant des équipements publics estimés et sur les surfaces affectées au programme obligatoire.

Toutefois, ce mode opératoire de réajustement progressif est difficile à mettre en œuvre pour le concessionnaire.

C'est la raison pour laquelle et afin de faciliter et d'encourager la mise en œuvre des opérations de mutations, il est proposé de modifier l'assiette de calcul de la participation des constructeurs autonomes en y intégrant le programme des constructions obligatoire (138 000 m²) et le programme maximal des constructions complémentaires (148 000 m²), soit 286 000 m² au total.

La nouvelle rédaction permet également de préciser la base de calcul du coût des équipements publics.

En outre, compte tenu de la vocation mixte de la ZAC, une pondération est appliquée en fonction des différentes vocations, à savoir habitat d'une part et autres affectations d'autre part (commerces, loisirs, services, restauration, activités, bureaux). Conformément au dossier de réalisation de ZAC, les participations des constructeurs autonomes à vocation d'habitat seront 4 fois inférieures à celles à vocation de commerce et autres.

Enfin, le programme global des constructions et le bilan financier pouvant être amenés à évoluer, il est proposé au Conseil de prendre pour assiette de calcul du coût global du programme des équipements publics le dernier compte-rendu financier annuel (CRF) approuvé par l'Eurométropole au moment de la signature de la « convention de participation constructeur autonome ».

Ces modifications concernent les articles 21.4 et 21.5 du traité de concession et impactent le bilan d'aménagement de la manière suivante :

- baisse des recettes générées par les participations constructeur autonome du programme obligatoire (- 1,56 M€), portant le montant total des recettes à 71,5 M€ ;
- en corollaire, baisse des dépenses concernant les honoraires de maîtrise d'œuvre et des aléas liés aux travaux d'aménagement de voirie (- 1,56 M€), portant le montant total des dépenses à 71,5 M€.

Au global, le bilan actualisé avenant n°1 d'aménagement reste à l'équilibre et génère un bénéfice de 2 226 € HT. Ce bilan n'engendre ni modification du résultat pour l'aménageur, ni de participation complémentaire de la part de l'Eurométropole.

L'ensemble de ces évolutions sont présentées à l'annexe 5bis « Bilan financier prévisionnel d'aménagement du programme obligatoire mis à jour par l'avenant n°1 incluant les modalités prévisionnelles de financement échelonnées dans le temps ».

3.8 Modification de l'assiette de rémunération du concessionnaire

Les modifications de programme ont généré une évolution du bilan d'aménagement.

Corrélativement, il est proposé que le calcul de la rémunération du concessionnaire soit désormais basé sur le bilan d'aménagement mis à jour à l'annexe 5 bis. La formule de

calcul reste identique mais est actualisée, soit 3% du montant HT des postes « Acquisition foncière », « Indemnisation des occupants », « Travaux de mise en état des terrains et constructions acquises » et « Travaux d'aménagement de voirie ».

Cette modification concerne l'article 22.2 du traité de concession.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L.300-5, ainsi que les articles L.240-1 et suivants, L 211-2 et L.213-3
Vu le code de l'environnement,
Vu l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et de son décret d'application n °2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession
Vu la délibération du Conseil d'Eurométropole du 30 septembre 2016 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Zone Commerciale Nord et le programme des équipements publics de la ZAC de la « Zone Commerciale Nord »
Vu les délibérations d'approbation du programme des équipements publics ayant vocation à intégrer le patrimoine communal des Communes de Lampertheim, Mundolsheim, Reichstett et Vendenheim, respectivement en date du 19 septembre 2016, 19 septembre 2016, 26 septembre 2016 et 12 septembre 2016
Vu le projet d'avenant n°1 et ses annexes modifiées

après avoir délibéré

approuve

l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Zone Commerciale Nord à conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAS ZCN aménagement, ainsi que ses annexes modifiées.

charge

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Zone Commerciale Nord et tous actes et annexes s'y rapportant.

délègue

au concessionnaire, la SAS ZCN aménagement le droit de priorité urbain dont est titulaire l'Eurométropole de Strasbourg, sur le périmètre de la ZAC de la Zone Commerciale Nord et sur toute la durée de la concession d'aménagement, relativement à tout projet de cession immobilière donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble et/ou d'une partie d'immeuble situé sur son territoire et appartenant à l'Etat ou à toutes

autres personnes visées à l'article L 240-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Zone Commerciale Nord.

précise

que la présente délibération :

- *fera l'objet conformément aux dispositions en vigueur de toutes les mesures de publicité requises, à savoir notamment : un affichage au siège de l'Eurométropole de Strasbourg durant un mois, une mention dans deux journaux diffusés dans le département et une publication au recueil des actes administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité,*
- *sera adressée aux organismes et services mentionnés à l'article R.211-3 du Code de l'urbanisme.*

charge

le Président ou son-sa représentant-e de la mise en œuvre de toutes procédures requises et de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

AVENANT n°1
A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA
ZAC DE LA ZONE COMMERCIALE NORD

ENTRE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (anciennement Communauté Urbaine de Strasbourg depuis le 1er janvier 2015), représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN ou son représentant, en vertu d'une délibération du 24 novembre 2017.

Ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg » ou « le Concédant ».

Annexe A : Délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du ……..

D'UNE PART

ET

LA SAS ZCN AMENAGEMENT, société par actions simplifiée, au capital de 50.000 €, dont le siège est situé à Bezannes (Marne), 1 rue René Cassin Parc d'Affaires TGV Reims Bezannes, identifiée au SIREN sous le numéro 800 827 842, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS,

Représentée par Monsieur Marc Lecoq, Directeur de programmes, domicilié professionnellement au siège de la société « ZCN AMENAGEMENT », agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Antoine FREY - qu'il a acceptés -, aux termes d'une délégation de pouvoirs en la forme sous seing privé, en date du ……...

Monsieur Antoine FREY ayant lui-même agit, savoir :
(i) en qualité de Président Directeur Général de la société dénommée « FREY » (SIREN 398 248 591 RCS REIMS), fonction à laquelle il a été renouvelé par décision du Conseil d'Administration de ladite société en date du 23 juin 2017 ;
(ii) la société « FREY » exerçant la fonction de Président de la société dénommée « FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION » (SIREN 500 202 049 RCS REIMS), à laquelle elle a été nommée sans limitation de durée, et qu'elle a acceptée, aux termes des statuts de « FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION » ; et
(iii) la société « FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION » exerçant la fonction de Président de la société « ZCN AMENAGEMENT », à laquelle elle a été nommée, et qu'elle a acceptée, aux termes des statuts de « ZCN AMENAGEMENT » régularisés en la forme sous seing privé le 18 février 2014, et enregistré au POLE ENREGISTREMENT S.I.E DE REIMS-NORD, le 3 mars 2014.

Monsieur Antoine FREY possédant les pouvoirs les plus étendus aux fins des présentes, en vertu, tant des stipulations des articles 2 et 14 des statuts de la société « ZCN AMENAGEMENT », que des dispositions de l'article L. 227-6 du Code de commerce.

Ci-après dénommée « SAS ZCN AMENAGEMENT » ou « le Concessionnaire » ou « l'Aménageur »

Annexe B : Pouvoir ZCN AMENAGEMENT

D'AUTRE PART

Ci-après dénommées ensemble les « Parties » et séparément une « Partie »

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Aux termes d'un traité de concession d'aménagement (ci-après le « Traité de concession » ou « Traité ») signé le 24 janvier 2014 au visa notamment des articles L 300-1, L300-4 et L300-5 du Code de l'Urbanisme - ledit Traité ayant été notifié au groupement solidaire FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION et SCI FORUM en date du 27 janvier 2014 - l'Eurométropole de Strasbourg a concédé au groupement solidaire sus-visé, pour une durée de seize (16) ans à compter du 24 janvier 2014, la réalisation de l'opération d'aménagement « renouvellement urbain et commercial de la ZAC de la Zone Commerciale Nord de Strasbourg » (ci-après également dénommée « ZAC ZCN » ou « ZAC » ou « ZCN » ou « Zone »).

Par arrêté en date du 13 février 2014, pris par Monsieur le Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, ce dernier a, notamment, édicté les dispositions ci-après littéralement rapportées par extrait :
« Article 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2013 portant déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions relatifs au projet de renouvellement urbain et commercial de la Zone Commerciale Nord située sur le territoire des communes de Lampertheim, Mundolsheim, Reichstett et Vendenheim, est modifié comme suit : ces dispositions bénéficient également au groupement solidaire Frey Aménagement et Promotion SAS et SCI Forum, concessionnaire d'aménagement de la ZAC « Zone Commerciale Nord ».

Conformément aux stipulations visées à l'article « **Identification du Concessionnaire** » du Traité de concession et suivant acte SSP en date du 18 février 2014, FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION et la SCI FORUM ont créé une « société dédiée » dénommée ZCN AMENAGEMENT, régulièrement enregistrée au POLE ENREGISTREMENT S.I.E DE REIMS-NORD le 3 mars 2014 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS le 6 mars 2014 ; ce, de manière à permettre à l'Eurométropole de Strasbourg d'avoir une entité juridique unique comme interlocuteur.

ZCN AMENAGEMENT s'est alors substituée et est venue aux droits du groupement solidaire formé par les sociétés FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION et SCI FORUM, conformément aux stipulations du Traité de Concession et en particulier à celles de son article 32. Notification de cette substitution a été adressée par ZCN AMENAGEMENT à l'Eurométropole de Strasbourg en date du 7 avril 2014.

De sorte qu'à ce jour, ZCN AMENAGEMENT a été désignée Aménageur de la ZAC ZCN et est titulaire des prérogatives qui lui ont été transférées et déléguées aux termes de la délibération n° 23 du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 20 décembre 2013, portant notamment désignation du Concessionnaire, approbation du Traité de concession d'aménagement, participation financière du Concédant, transfert du bénéfice de l'arrêté de déclaration d'utilité publique (rendu le 5 novembre 2013) du projet de renouvellement urbain et commercial de la « Zone Commerciale Nord » (ci-après le « Projet ») au profit du Concessionnaire, délégation au Concessionnaire de l'ensemble des prérogatives afférentes à l'exercice du droit d'expropriation, du droit de préemption urbain et de la mise en œuvre afférente à la procédure du droit de délaissement des propriétaires sur le périmètre de la ZAC.
Le Traité de concession a pour objet de fixer les droits et obligations respectifs des Parties, notamment les conditions juridiques, administratives, techniques et financières dans lesquelles l'Aménageur réalisera ses missions, en partenariat et sous le contrôle du Concédant.

L'objet principal de la concession porte sur le réaménagement et le développement de la ZAC de la Zone Commerciale Nord de Strasbourg qui comprend :

- la réalisation d'un programme des équipements publics portant sur la requalification du réseau viaire existant et l'aménagement de nouvelles voiries ;
- la réalisation d'un programme de constructions obligatoire portant sur des secteurs stratégiques de la ZAC que l'Aménageur s'engage à renouveler ou développer ;
- la réalisation éventuelle d'un programme des constructions complémentaire portant sur les secteurs non compris dans le programme des constructions obligatoire et sur lequel

l'Aménageur peut, soit intervenir, soit encadrer les initiatives privées qui pourront émerger dans la ZCN.

Pour ce faire, l'Aménageur s'est vu confier les missions suivantes :

- pilotage général du Projet ;
- gestion foncière et immobilière ;
- réalisation des études ;
- définition et mise en œuvre d'une stratégie commerciale ;
- aménagement de la ZAC ZCN ;
- cession et définition des règles juridiques et urbanistiques applicables aux lots à construire ;
- organisation de la gestion des services et de biens mutualisés.

L'objet du présent Avenant n°1 est de modifier les stipulations contractuelles du Traité de concession en conformité avec l'évolution du Projet tels qu'ils ont été définis dans le dossier de réalisation de la ZAC approuvé par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 30 septembre 2016.

Ces modifications concernent les éléments suivants :

- l'identification des Parties :
    - substitution dans toutes les stipulations du Traité de concession, de l'Eurométropole de Strasbourg à la Communauté Urbaine de Strasbourg, ce rétroactivement à compter du 1er janvier 2015
    - modification capitalistique de la société ZCN AMENAGEMENT
- modification de l'article 1 du Traité sous « objet de la concession d'aménagement »
- modification de l'article 2 du Traité sous « documents contractuels »
- modification de l'article 3 du Traité sous « missions de l'Aménageur »
- modification de l'article 6 du Traité sous « planning, phasage et échéancier »
- modification de l'article 9 du Traité sous « modalités d'acquisition et de libération des immeubles »
- modification de l'article 12 du Traité sous « choix et rémunération des hommes de l'art, techniciens, spécialistes et des entreprises »
- modification de l'article 20 du Traité sous « participation du Concédant »
- modification de l'article 21 du Traité sous « participation des constructeurs-autonomes et convention d'association.
- modification de l'article 22 du Traité sous « rémunération du Concessionnaire – coût de son intervention »
- modification des Annexes.

Le présent Avenant n°1 fait figurer pour chacune de ces modifications, l'article concerné dans la version initiale du Traité de concession, l'objet de la modification puis l'article modifié tel que désormais applicable.

CECI EXPOSE, il a été convenu ce qui suit :

Le contenu du Traité de concession est modifié comme suit en respectant l'ordre et la numérotation des articles du Traité de concession initial.

Identification du Concédant

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM », a prévu la transformation en Métropole des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui forment un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine de plus de 650 000 habitants. Elle précise que la Métropole de Strasbourg est dénommée « Eurométropole de Strasbourg ». Dans ce cadre, le décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté Urbaine de Strasbourg, à effet au 1er janvier 2015. L'ensemble des biens, droits et obligations de la Communauté Urbaine de Strasbourg est transféré au nouvel établissement public « Eurométropole de Strasbourg ».

Ainsi, il convient de substituer le terme d'Eurométropole de Strasbourg en lieu et place de la Communauté Urbaine de Strasbourg dans toutes les stipulations du Traité de concession de la ZAC de la Zone Commerciale Nord.

Identification du Concessionnaire

Il est pris acte entre les Parties du fait que depuis la constitution et l'immatriculation de la société ZCN AMENAGEMENT, la société FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION a augmenté sa participation au capital social de la société ZCN AMENAGEMENT par l'acquisition, suivant acte de cession d'actions SSP en date du 7 avril 2014, de deux-cents (200) actions auprès de la SCI FORUM ; portant ainsi sa participation dans ZCN AMENAGEMENT de 4.750 actions à 4.950, sur les 5.000 actions que compte le capital social de ladite société.

L'Eurométropole de Strasbourg prend acte du fait que le solde des actions dont la SCI FORUM était propriétaire, à savoir cinquante (50), a été cédé concomitamment à la société IMMO INVESTISSEMENTS, autre filiale du Groupe RAPP.

De sorte que le capital social de la société ZCN AMENAGEMENT est depuis le 7 avril 2014 réparti ainsi qu'il suit :

- FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION : 99%
- IMMO INVESTISSEMENTS : 1%

Etant rappelé que l'Eurométropole de Strasbourg avait accepté expressément et sans réserve cette modification capitalistique (à effet rétroactif à la date sus-indiquée) après en avoir été informée par le Concessionnaire.

Cette modification capitalistique permet à la société FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION de renforcer le contrôle précédemment exercé au sein de la société ZCN AMENAGEMENT puisqu'elle détient dorénavant 99% du capital de ladite société en lieu et place des 95% initialement détenus.

Ce changement capitalistique ne modifie aucunement l'engagement de la société FREY SA, société « mère » de la société ZCN AMENAGEMENT, envers l'Eurométropole de Strasbourg, de garantie de bonne fin, au titre des engagements de ZCN AMENAGEMEMENT en tant que « société dédiée », afin d'assurer la pérennité de la présente concession d'aménagement, l'équilibre du plan de financement et de manière générale la bonne fin de la présente concession. Le Conseil d'administration de la société FREY SA a validé par résolution de son Conseil d'administration du 25 octobre 2013 cette lettre d'intention ou garantie de bonne fin.

PARTIE I :

MODALITES GENERALES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

TRAITE INITIAL

*« **1.3.** Le programme obligatoire se définit comme suit :*

- ***un programme prévisionnel des équipements publics***

Il sera exclusivement constitué d'équipements d'infrastructure, à savoir la requalification des espaces publics existants et de la réalisation de nouveaux espaces publics :

- *boulevard des enseignes ;*
- *accès direct à l'échangeur autoroutier ;*
- *requalification de la RD 64 ;*
- *réalisation du mail piéton ;*
- *réalisation des boucles de circulation ;*
- *carrefours et amorces, nécessaires au fonctionnement du réseau viaire de la zone et à sa desserte, à aménager sur les voiries non réalisées par le concessionnaire ;*
- *réalisation du corridor vert le long du canal et le long de la RD 64,*

- ***un programme prévisionnel des constructions***

Il permettra d'engager une dynamique de renouvellement portant sur la réalisation des éléments suivants:

- *les polarités commerciales au centre et au nord de la zone ;*
- *la restructuration de l'entrée de ville de Vendenheim comprenant la réalisation de zones de logements et d'activités ;*
- *le secteur Actinord au sud de la zone comprenant activités artisanales et logements afférents ;*
- *les extensions de la zone commerciale situées dans le quadrant sud-est de la zone.*

Ces constructions sur des secteurs stratégiques, associées à la réalisation du programme des équipements publics permettront d'améliorer l'accessibilité, l'attractivité, le fonctionnement et l'image de la Zone, et par là d'enclencher sa modernisation.
Le potentiel constructible du programme obligatoire est précisé dans le tableau ci-dessous :

<table>
<tr><th colspan="4">Programme obligatoire</th></tr>
<tr><td></td><td>Existant</td><td colspan="2">A réaliser</td></tr>
<tr><td></td><td>Surfaces actuelles estimées des bâtiments existants sur les secteurs à renouveler (m²)</td><td>Surfaces à réaliser dans le cadre de renouvellement de surfaces bâties (m²)</td><td>Surfaces à réaliser dans le cadre d'extensions sur des surfaces vierges (m²)</td></tr>
<tr><td>Commerce soumis à autorisation (surfaces de vente)</td><td rowspan="5">65 000</td><td rowspan="2">53 000</td><td>40 000</td></tr>
<tr><td>Locaux techniques, réserves logistique, services, restauration, loisirs, (surface de plancher)</td><td>59 300</td></tr>
<tr><td>Logements (surface de plancher)</td><td>10 000</td><td>-</td></tr>
<tr><td>Activités (surface de plancher)</td><td>11 000</td><td>7 400</td></tr>
<tr><td>Equipements (crèche, résidence sénior) (surface de plancher)</td><td>2 200</td><td>8 300</td></tr>
<tr><td>TOTAL</td><td>65 000</td><td>76 200</td><td>115 000</td></tr>
</table>

»

OBJET DE LA MODIFICATION

Définition du programme obligatoire (modification de l'article 1.3. du Traité)

Suite à la réalisation des études de maîtrise d'œuvre et à l'évolution du contexte réglementaire et opérationnel de la Zone, le Projet de la ZAC de la Zone Commerciale Nord a fait l'objet de plusieurs évolutions actées lors de plusieurs comités de pilotage associant le Concédant et l'Aménageur et validées dans le dossier de réalisation de la ZAC approuvé par le Conseil Eurométropolitain de Strasbourg dans sa séance du 30 septembre 2016.
Les évolutions du Projet résultent à la fois de la prise en compte des attentes des élus des Communes concernées et des nouvelles contraintes et servitudes réglementaires attachées à ladite Zone.
Ces évolutions respectent les objectifs et les grands principes fixés dans le cadre du dossier de création de la ZAC.

Dans ce cadre, le Projet de restructuration de la ZCN a pu être affiné par les études opérationnelles de l'Aménageur générant des modifications sur :

- les programmes de construction et d'équipements publics ;
- le Projet;
- en intégrant une logique opérationnelle ;
- Les Parties conviennent d'un commun accord d'intégrer les évolutions afférentes au Projet dans le présent Avenant n°1 au Traité de concession. Elles concernent principalement trois (3) secteurs localisés dans la Zone :
    - la création d'un AgroParc au centre de la Zone et le déplacement vers le Sud de l'extension commerciale ;
    - l'extension du secteur d'habitat ;
    - l'évolution du programme du secteur Actinord.

En premier lieu, les Parties conviennent de procéder à la création d'un AgroParc au centre de la ZCN, en façade Est de l'hypermarché CORA et actent du déplacement de l'extension commerciale nouvelle de la ZCN vers le Sud en bordure de l'A4 et de la RD63 :

En effet, à la suite de la modification de la réglementation visant à sécuriser les canalisations de transport d'hydrocarbures en 2014, le secteur initialement voué au développement commercial au Centre de la ZCN s'est vu fortement contraint par un périmètre d'inconstructibilité élargi ne permettant plus de réaliser le Projet tel que prévu initialement.

Dans ce contexte réglementaire évolutif, la maîtrise d'œuvre et l'Aménageur ont proposé une solution adaptée au contexte de la nouvelle réglementation, ce qui a conduit à :

- décaler l'extension commerciale plus au Sud, sur un secteur initialement non aménagé,
- restituer le secteur contraint par les périmètres d'inconstructibilité à l'agriculture en mettant en valeur cette activité par la création d'un « AgroParc » composé d'un espace de maraîchage « libre-cueillette », ouvert au public, d'au moins 4 hectares, d'un magasin de vente de produits agricoles locaux géré par un collectif d'agriculteurs du département d'un restaurant dans lequel seraient cuisinés des produits du magasin et de l'espace de maraîchage, et d'un parc privé ouvert au public sur le thème de l'agriculture.

La présente modification est effectuée en application de l'article 29.2 du Traité de concession, prévoyant la possibilité d'un réexamen du Traité, « *en cas de modification des réglementations relatives aux constructions à proximité des lignes électriques aériennes et des réseaux enfouis lesquelles remettent en cause les conditions initiales de réalisation du programme obligatoire.* »

En second lieu, les Parties conviennent de procéder à une extension du secteur d'habitat :

Le Concédant, à la demande de la Commune de Vendenheim, souhaite étendre et proposer davantage de logements au Nord de la Zone, en considération des besoins exprimés par ladite Commune qui souhaite être en mesure de proposer une nouvelle offre de logements intégrant notamment du locatif

social. Par ailleurs, cette extension permettra d'aménager une transition urbaine sur une profondeur plus importante, de part et d'autre de la rue des Artisans, de requalifier l'entrée de ville de Vendenheim au niveau du carrefour de la rue des Artisans et de la RD263 et de proposer, à terme, une vision de quartier d'Est en Ouest de la ZAC, du canal à la voie ferrée. Cette demande a été prise en considération par le Concessionnaire.

Les Parties conviennent donc d'intégrer au Projet une extension de cette zone de logements vers le Sud et à l'Est de la RD263, ce en adéquation avec le dossier de création de le ZAC prévoyant à l'origine la création de logements au Nord de la Zone.

Le développement de ce quartier à dominante habitat induit l'évolution des espaces publics pour rendre les voiries plus résidentielles et plus apaisées. Les aménagements permettront d'éviter le shunt des flux commerciaux de la ZAC dans le quartier d'habitat.

Par ailleurs, cette évolution nécessite le décalage du boulevard des enseignes Nord, initialement prévu sur des secteurs bâtis, sur la rue transversale C existante afin de desservir des commerces de part et d'autre.

La présente modification est effectuée en application de l'article 29.2 du Traité de concession lequel prévoit la possibilité pour les Parties de procéder à un réexamen du Traité « *si le programme obligatoire est modifié (incluant le programme des équipements publics) en importance et en qualité, à la demande exclusive du Concédant, de façon à modifier de façon non substantielle l'équilibre financier de la convention* ».

Enfin, les Parties conviennent d'une évolution de programme du secteur Actinord :

À l'extrême Sud de la ZCN, sur le territoire de Lampertheim, dans la continuité du secteur commercial dit « des Mercuriales » et en frange d'un quartier d'habitat situé sur la commune de Mundolsheim, il est prévu de développer le secteur d'Actinord. Il se situe à 200 mètres environ de la gare de Mundolsheim et face au débouché de la RD63 sur la route de Brumath.

Initialement à vocation artisanale et de logements pour les artisans sur place, le Concédant en partenariat avec les Communes ont souhaité revoir la programmation de ce secteur afin qu'elle corresponde mieux aux atouts offerts par le secteur d'une part, et aux attentes des entrepreneurs et riverains voisins, d'autre part.

Les atouts du secteur Actinord sont :

- son ouverture sur la RD263 et sa proximité avec l'échangeur autoroutier qui lui confère une bonne visibilité pour des fonctions d'activités et de commerces,
- sa position entre la gare de Mundolsheim et la ZCN qui en fait un point de passage pour les déplacements quotidiens des usagers du train, en particulier les salariés de la Zone, mais aussi les autres voyageurs.

Compte tenu de ces atouts, plusieurs vocations pourront s'y implanter : commerces en façade de rue et activités à l'arrière.

De plus, une nouvelle organisation du stationnement a été définie par le Concédant, notamment pour faciliter l'accès aux transports en commun des usagers des communes périphériques. A donc été envisagée et approuvée dans le cadre de l'approbation du Dossier de Réalisation de la ZAC ZCN, la création de deux parkings-relais sous maîtrise d'ouvrage et financement de l'Eurométropole de Strasbourg. En effet, la réalisation de ces deux équipements n'étant pas incluse dans le bilan d'aménagement de la ZAC, ils ne peuvent en aucun cas être à la charge de l'Aménageur.

Dans la perspective de la réalisation éventuelle de ces parkings-relais, l'Eurométropole de Strasbourg et l'Aménageur ont identifié deux réserves foncières (cf. Dossier de Réalisation de la ZAC ZCN) :

- l'une sur le ban de la commune de Lampertheim : secteur Actinord à proximité directe de la gare de Mundolsheim,
- l'autre sur le ban de la commune de Mundolsheim : secteur localisé au Sud de Cora, à proximité directe de l'échangeur et d'un nouvel arrêt de transport en commun sur la RD263.

L'Aménageur s'est engagé à céder à l'Eurométropole, les emprises foncières correspondantes au prix qui serait fixé par France Domaine.

L'ensemble de ces évolutions programmatiques, initiées par le Concédant, ont été approuvées en même temps que l'approbation du Dossier de Réalisation de la ZAC par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 30 septembre 2016.

La modification qui s'ensuit est effectuée en application de l'article 29.2 du Traité de concession lequel prévoit la possibilité pour les Parties de procéder à un réexamen du Traité « *si le programme obligatoire est modifié (incluant le programme des équipements publics) en importance et en qualité, à la demande exclusive du Concédant, de façon à modifier de façon non substantielle l'équilibre financier de la convention* ».

Compte tenu de l'ensemble des points ci-dessus et des modifications prévues au présent Avenant n°1, le bilan d'aménagement est modifié comme suit :

Les dépenses évaluées à 62,7M€ en 2014 s'élèvent désormais à 71,5M€ en raison de plusieurs facteurs :
- les dépenses d'études ont doublé vu la complexité du Projet et les imprévus (+ 1 M€) ;
- le poste foncier non bâti a augmenté pour acquérir 10 hectares complémentaires pour réaliser l'AgroParc et le lot Sud (+ 3,5 M€) ;
- le poste foncier bâti a augmenté suite à l'estimation affinée des bâtiments à acquérir et suite à l'intégration de la polarité Centre dans le bilan d'aménagement qui était initialement réalisé en propre avec le Groupe RAPP hors bilan de ZAC (+ 6,5 M€), le poste de mise en état des terrains a donc augmenté (+ 1M€) ;
- l'estimation des coûts travaux a globalement diminué grâce à l'économie de la trémie et à l'anticipation d'une économie d'échelle réalisée grâce à la négociation de marchés de travaux sur un gros volume (- 4 M€) ;
- les honoraires de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opération ont augmenté notamment par rapport à la complexité lié à l'échangeur (+ 0,5 M€)

Et afin de couvrir ces dépenses supplémentaires, les recettes ont augmenté pour atteindre 71,5M€ notamment grâce à la réévaluation des prix des cessions de charges foncières :
- augmentation du prix de cession des charges foncières à vocation commerciale (de 460€/m² à 550€/m² de SP) (+ 15,3 M€),
- le Programme Global des Constructions a supprimé la vocation d'artisanat (- 1,3 M€),
- la modification du programme logement permet de générer plus de cession de charges logement (+ 2,5 M€);
- la création d'un second P+R sur la ZAC permet une cession de foncier (+ 0,7 M€)
- les participations des constructeurs autonomes sont réactualisées suite à la redéfinition du Programme Global des Constructions qui a notamment identifié le lot n°3 au plan de cession du programme obligatoire (- 8 M€).

Au global, le bilan d'aménagement reste à l'équilibre et génère un bénéfice de 2.226 € H.T. Ce bilan n'engendre ni modification du résultat pour l'Aménageur, ni de participation complémentaire de la part du Concédant. En conséquence, les évolutions du bilan d'aménagement de la ZAC telles que ci-dessus décrites ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article 29.2 du Traité de concession.

Conséquence de qui précède, les stipulations de l'article 1.3 du Traité de concession relatives au programme prévisionnel des équipements publics et au programme prévisionnel des constructions sont purement et simplement supprimées et remplacées par celles qui suivent :

ARTICLE MODIFIE (Article 1.3)

***« 1.3** Le programme obligatoire se définit comme suit :*

- ***un programme prévisionnel des équipements publics***

Il sera exclusivement constitué d'équipements d'infrastructure, à savoir la requalification des espaces publics existants et de la réalisation de nouveaux espaces publics :

- *L'accès direct au boulevard des enseignes depuis l'échangeur autoroutier via la RD63.*
- *La réalisation d'un réseau secondaire, le boulevard des enseignes en création et reprise de voirie : Rue du commerce, Transversale C, du chemin de fer, des Mercuriales.*
- *La suppression d'une partie de la Rue du commerce (contre-allée en parallèle de la RD64).*
- *La requalification de la RD 64.*
- *La requalification des voiries secondaires : Transversale A, Transversale B, Rue de l'Industrie, Rue des emplettes et Rue des artisans.*
- *La réalisation des liaisons douces, notamment la magistrale Nord-Sud entre la rue des Artisans et le boulevard des enseignes Sud et les axes cycles structurants.*
- *Les amorces et carrefours avec la RD 263.*
- *La reprise de la voie douce longeant le bord du canal.*
- *La réalisation d'une place publique dans le secteur habitat et longeant le canal.*

En parallèle, l'Eurométropole se donne la possibilité de créer deux parkings relais (à ses frais et sous sa maîtrise d'ouvrage). De ce fait, et ainsi que cela résulte du Dossier de Réalisation de la ZAC ZCN, deux réserves foncières, pour la réalisation de parkings relais ont été identifiées:

- *l'une sur le ban de la commune de Lampertheim : secteur Actinord à proximité directe de la gare de Mundolsheim,*
- *l'autre sur le ban de la commune de Mundolsheim : secteur localisé au Sud de Cora, à proximité directe de l'échangeur et d'un nouvel arrêt de transport en commun sur la RD263.*

- ***un programme prévisionnel des constructions***

Il permettra d'engager une dynamique de renouvellement portant sur la réalisation des éléments suivants:

Le programme des constructions obligatoires prévoit :

- *En matière commerciale :*
  - *Lot 1 : la polarité Sud : Une extension type « centre commercial à ciel ouvert » située dans le quadrant Sud de la ZAC.*
  - *Lot 2 : la création d'un ensemble comprenant des fonctions commerciales, productives et de restauration en lien avec la thématique agricole locale situé dans le quadrant Sud-Est de la ZAC. La construction y est limitée afin de garantir un espace de production agricole d'au moins 4 hectares.*
  - *Lot 3 : la polarité centrale : un ensemble en renouvellement urbain type « centre commercial à ciel ouvert » au centre de la ZAC.*
  - *Lot 4 : le secteur Actinord au Sud-Ouest de la zone comprenant en deuxième ligne, notamment, le repositionnement d'activités non commerciales existantes sur la ZAC et un secteur de commerces en façade de la RD 263 et de la rue des Mercuriales.*
  - *Lots 5 et 10 : la polarité Nord de part et d'autre de la RD 263 : la création d'une polarité commerciale Nord comprenant des commerces locomotives pour la Zone.*
  - *Lot 9 : la création de nouvelles surfaces dédiées au repositionnement d'activités existantes au sein de la ZCN.*

- *En matière de logement :*
  - *Lots 6, 7, 8 et 11 : Une extension du secteur à dominante habitat en renouvellement urbain*

Les lots dédiés aux logements pourront accueillir, en pied d'immeuble, des activités commerciales, des services de proximité tels qu'une crèche.
40% de logements locatifs aidés répartis sur les quatre lots ci-dessus visés (6, 7, 8 et 11).

- *Lot 2 : Un logement de fonction dédié à l'AgroParc*

Ces constructions sur des secteurs stratégiques, associées à la réalisation du programme des équipements publics permettront d'améliorer l'accessibilité, l'attractivité, le fonctionnement et l'image de la Zone, et par là d'enclencher sa modernisation.

Le potentiel constructible du programme obligatoire est précisé dans le tableau ci-dessous :

Programme obligatoire			
	Existant	*A réaliser*	
	Surfaces actuelles estimées des bâtiments à démolir correspondant aux lots 3, 5, 6, 7, 8, 10, 11) (m²)	*Surfaces à réaliser dans le cadre de renouvellement de surfaces bâties (m²)*	*Surfaces à réaliser dans le cadre d'extensions sur des surfaces vierges (m²)*
Commerce soumis à autorisation (surfaces de vente)	*42 000*	*22 400*	*48 500*
Locaux techniques, réserves logistique, services, restauration, loisirs, hôtel (surface de plancher)		*7 000*	*21 500*
Logements (surface de plancher)		*27 000*	*100*
Activités (surface de plancher)		*0*	*9 000*
Equipements (crèche, résidence sénior) (surface de plancher)		*2 500*	
TOTAL	***42 000***	***58 900***	***79 100***

Surfaces prévisionnelles du projet de Programme des constructions obligatoire

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

TRAITE INITIAL

« Les documents contractuels sont constitués du présent traité et des annexes suivantes :

Annexe 1 : *Cahier des clauses administratives et techniques (CCAT) dont le programme obligatoire et le programme complémentaire.*

Annexe 2 : *Périmètre de la concession d'aménagement correspondant au périmètre de la ZAC.*

Annexe 3 : *Dossier de Création de ZAC dont le programme prévisionnel des équipements publics.*

Annexe 4 : *Offre finale de l'aménageur incluant le plan opérationnel des lots projetés.*

Annexe 5 : *Bilan financier prévisionnel d'aménagement du programme obligatoire.*

Annexe 6 : *Planning prévisionnel de réalisation du programme obligatoire.*

Annexe 7 : *Charte de l'aménagement et de l'habitat durables.*

En cas de contradiction des documents contractuels, l'ordre de priorité est le suivant : le présent traité, les annexes, et tout autre document. »

OBJET DE LA MODIFICATION

Les Parties conviennent de mettre à jour les documents contractuels subséquemment aux évolutions du Projet et à l'approbation du Dossier de Réalisation de la ZAC en date du 30 septembre 2016.
Ainsi, il s'agit de compléter trois des Annexes initiales du Traité de concession (les Annexes 4, 5 et 6)

- Complément à l'Annexe 4 du Traité : Compte-tenu de la modification des périmètres de construction du programme obligatoire, le « *plan opérationnel des lots projetés* » doit être mis à jour.

- Complément à l'Annexe 5 du Traité : Pour faire suite à l'évolution du programme des équipements publics et du programme des constructions, le bilan financier initial de la ZAC a évolué. Il convient de compléter l'Annexe 5 du Traité par une **Annexe 5bis** contenant le bilan réactualisé qui intègre ces modifications de programmes. Ce bilan financier correspond au bilan figurant dans le Dossier de Réalisation de la ZAC approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa séance du 30 septembre 2016 et mis à jour par ce présent Avenant n°1.

- Complément à l'Annexe 6 du Traité : L'Annexe 6 « *Planning Prévisionnel du Programme Obligatoire* » est complété par une **Annexe 6bis** contenant le planning opérationnel réactualisé qui intègre ces modifications de programmes.

Conséquence de qui précède, les stipulations de l'article 2 du Traité de concession relatives aux documents contractuels sont purement et simplement supprimées et remplacées par celles qui suivent :

ARTICLE MODIFIE (Article 2)

« Les documents contractuels sont constitués du présent traité et des annexes suivantes :

***Annexe 1 :** Cahier des clauses administratives et techniques (CCAT) dont le programme obligatoire et le programme complémentaire.*

***Annexe 2 :** Périmètre de la concession d'aménagement correspondant au périmètre de la ZAC.*

***Annexe 3 :** Dossier de Création de ZAC dont le programme prévisionnel des équipements publics.*

***Annexe 4 :** Offre finale de l'aménageur incluant le plan opérationnel des lots projetés.*

***Annexe 4bis :** Plan opérationnel des lots projetés mis à jour après approbation du Dossier de réalisation le 30 septembre 2016.*

***Annexe 5 :** Bilan financier prévisionnel d'aménagement du programme obligatoire.*

***Annexe 5bis :** Bilan financier prévisionnel d'aménagement du programme obligatoire (dossier de réalisation) mis à jour par l'Avenant n°1 incluant les modalités prévisionnelles de financement échelonnées dans le temps.*

***Annexe 6 :** Planning prévisionnel de réalisation du programme obligatoire.*

***Annexe 6 bis :** Planning Prévisionnel de réalisation de la ZAC (conforme au dossier de réalisation du 30/09/2016).*

***Annexe 7 :** Charte de l'aménagement et de l'habitat durables.*

En cas de contradiction des documents contractuels, l'ordre de priorité est le suivant : le présent avenant n°1 au traité de concession puis ses annexes, le traité de concession puis ses annexes, et tout autre document. »

ARTICLE 3 – MISSIONS DE L'AMENAGEUR

TRAITE INITIAL

« 3.5

[…] Le dossier remis au Comité de Pilotage Enseigne comprend :

- *la dénomination du concept ;*
- *la présentation de son concept commercial ;*
- *les plans des surfaces exploitées ;*
- *la surface de plancher, surface de vente CDAC et la surface CGLA exploitées ;*
- *Les besoins en stationnement générés par l'accueil de la clientèle et le personnel ;*
- *Le schéma de livraison.*

[…]

3.7.2 *Prendre en compte notamment la réalisation du futur Transport en Commun en Site Propre (TCSP) sur la RD 263 :*

- en réalisant toutes les amorces et carrefours sur la RD 263 nécessaires au fonctionnement du réseau viaire et pour les besoins de la ZAC, lesquels intègreront les contraintes du TCSP, lorsqu'elles seront connues par l'Aménageur au premier jour de la réalisation des travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage

- en réservant à la CUS l'emprise foncière nécessaire à la réalisation d'au moins 500 places de stationnement dédiées au parking relais du TCSP et qui lui sera vendue au prix défini par France Domaine. Ces places de stationnement pourront notamment être réalisées soit par la collectivité par la réservation d'une emprise foncière, soit par un projet de stationnement en ouvrage mutualisé.

3.9.3 *Attribuer les lots commerciaux aux constructeurs retenus, dans le respect de la stratégie commerciale telle que définie et mise en œuvre conformément aux articles 3.4 et 3.5 ci-dessus. L'attribution des lots commerciaux (cession ou location) devra être validée au préalable par la Collectivité dans les conditions visées à l'article 15 ci-après. Le(s) constructeurs(s) retenus(s) devra(ont) avoir un lien direct et sans intermédiaire avec les futurs occupants des locaux. Les droits acquis ne pourront être revendus.*

OBJET DE LA MODIFICATION

- Composition du dossier remis au Comité de Pilotage Enseigne (modification de l'article 3.5.4. alinéa « *Le dossier remis au Comité de Pilotage Enseigne comprend* »)

Afin de tenir compte de l'évolution des dispositions d'urbanisme, notamment de celles relatives aux Permis de Construire valant Autorisation d'exploitation Commerciale, les Parties conviennent de modifier partiellement l'article 3.5 du Traité pour amender la teneur du dossier à transmettre au Comité de Pilotage Enseigne.

- Prise en compte du futur TCSP (modification de l'article 3.7.2)

A la demande du Concédant, le Concessionnaire a intégré la création d'un second (2d) parking-relais (dit « P+R »). En conséquence, les stipulations de l'article 3.7.2 du Traité sont purement et simplement annulées et remplacées par celles-ci-dessous visées.

- Attribution des lots commerciaux (modification de l'article 3.9.3)

Afin de prendre en compte certains montages opérationnels, les stipulations de l'article sont purement et simplement annulées et remplacées par celles-ci-dessous visées.

- Attribution des lots logements (crée l'article 3.9.4)

Afin de prendre en compte l'augmentation du programme de logements dans la ZAC, l'article 3.9 du Traité, relatif à l'attribution des lots, est complété par un article 3.9.4 relatif à l'attribution des lots de logements à des constructeurs.

- Assistance administrative et juridique (crée l'article 3.13)

Dans le cadre de la mise en œuvre éventuelle du programme de constructions complémentaire, et compte tenu de l'expertise du Concessionnaire, le Concédant a souhaité lui confier une mission spécifique d'assistance administrative et juridique.
L'article 3 du Traité est en conséquence complété par un article 3.13.

ARTICLES MODIFIES (Article 3.5. alinéa « *Le dossier remis au Comité de Pilotage Enseigne comprend (…/…)* », 3.7.2., 3.9.3 et création de l'article 3.9.4)

« 3.5.
[…] Le dossier remis au Comité de Pilotage Enseigne comprend :

- *la dénomination du concept et/ou de l'enseigne,*
- *la présentation de ce concept et/ou de cette enseigne,*
- *le positionnement sur le plan de masse du projet du constructeur,*
- *les surfaces exploitées : surface de plancher, surface de vente et surface GLA.*

[…]

3.7.2 *Prendre en compte notamment la réalisation du futur Transport en Commun en Site Propre (TCSP) sur la RD 263 :*

- en réalisant toutes les amorces et carrefours sur la RD 263 nécessaires au fonctionnement du réseau viaire et pour les besoins de la ZAC, lesquels intègreront les contraintes du TCSP, lorsqu'elles seront connues par l'Aménageur au premier jour de la réalisation des travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage ;

- en réservant à l'Eurométropole de Strasbourg, sur le ban de la commune de Lampertheim : secteur Actinord à proximité directe de la gare de Mundolsheim, une emprise foncière permettant la création d'un parking-relais de 200 places sur le secteur Actinord à proximité de la gare TER de MUNDOLSHEIM, et qui lui sera vendue au prix défini par France Domaine ;

- en réservant à l'Eurométropole de Strasbourg, sur le ban de la commune de Mundolsheim : secteur localisé au Sud de Cora, à proximité directe de l'échangeur et d'un nouvel arrêt de transport en commun sur la RD263, l'emprise foncière nécessaire à la réalisation d'au moins 500 places de stationnement dédiées au parking relais du TCSP sur le secteur d'extension de la ZAC au Nord de la RD263 et à proximité du nouvel accès créé, et qui lui sera vendue au prix défini par France Domaine. Ces places de stationnement pourront notamment être réalisées soit par l'Eurométropole de Strasbourg par la réservation d'une emprise foncière, soit par un projet de stationnement en ouvrage mutualisé.

3.9.3 *Attribuer les lots commerciaux aux constructeurs retenus, dans le respect de la stratégie commerciale telle que définie et mise en œuvre conformément aux articles 3.4 et 3.5 ci-dessus. L'attribution des lots commerciaux (cession ou location) devra être validée au préalable par le Concédant dans les conditions visées à l'article 15 ci-après.*

3.9.4 *Attribuer les lots de logements à des constructeurs à l'issue d'une mise en concurrence, soit de promoteurs/ architectes, soit d'architectes afin de garantir une émulation favorable à la qualité du projet.*

3.13 *Dans le cadre de la mise en œuvre éventuelle du programme de constructions complémentaire, le Concédant a souhaité confier une mission spécifique d'assistance administrative et juridique au Concessionnaire qui l'a acceptée.*

ARTICLE 6 – PLANNING, PHASAGE ET ECHEANCIER

TRAITE INITIAL

*« **6.2** Réalisation des aménagements*

Pour l'application de l'article 6.1 et du présent article, la réalisation des opérations d'aménagement étant conditionnée à la réalisation des programmes commerciaux au centre et en extension de l'actuelle ZCN, il est expressément convenu que l'engagement des dépenses de travaux des aménagements de la ZAC, est subordonné à la survenance des évènements suivants :

- *obtention définitive, c'est-à-dire purgée de tous recours et retrait, des autorisation de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC), ou le cas échéant de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial (CNAC), autorisant les surfaces de vente à créer sur les lots opérationnels numérotés 17, 18, 20, 22, 23, 24, 25 et 26 au plan opérationnel des lots projetés,*

- *obtention définitive, c'est-à-dire purgées de tous recours et de tous retrait, du ou des permis de construire permettant la réalisation des constructions sur les lots opérationnels numérotés 17, 18, 20, 22, 23, 24, 25 et 26 au plan opérationnel des lots projetés.*

- *levée des prescriptions archéologiques sur les lots opérationnels numérotés 17, 18, 20, 22, 23, 24, 25 et 26 au plan opérationnel des lots projetés.*

- *le cas échéant, caractère définitif, c'est-à-dire purgés de tous recours, de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique et des arrêtés préfectoraux de cessibilités permettant l'expropriation des terrains bâtis ou non bâtis situés dans le périmètre de la ZAC.*

Ces conditions ne s'appliquent pas en cas de faute ou de manque de diligence de l'aménageur ou des acquéreurs de lots concernés, dont il s'engage à se porter garant, dans le montage des dossiers de demande de permis de construire ou de CDAC.

Un planning prévisionnel de réalisation intégrant le phasage opérationnel du programme obligatoire est joint en annexe n°6.

Les opérations réalisées par l'aménageur à l'intérieur du programme complémentaire, se feront concomitamment au programme obligatoire. Aucun planning de réalisation n'est contractualisé entre les Parties au titre du programme complémentaire. »

OBJET DE LA MODIFICATION

Mise à jour des numéros de lots (modification de l'article 6.2 du Traité)

Les Parties conviennent de compléter l'article 6.2 du Traité afin de mettre à jour les numéros de lots opérationnels à la suite de l'approbation du Dossier de Réalisation du Programme Global des Constructions et de la nouvelle numérotation desdits lots tels qu'ils figurent au « *Plan opérationnel des lots projetés mis à jour après approbation du Dossier de réalisation le 30 septembre 2016*» constituant l'Annexe 4bis, ajoutée à l'Annexe 4 du Traité conformément aux stipulations du présent Avenant n°1. Les stipulations de l'article 6.2 du Traité sont intégralement reprises et complétées ci-dessous.

ARTICLE MODIFIE (Article 6.2)

*« **6.2** Réalisation des aménagements*

Pour l'application de l'article 6.1 et du présent article, la réalisation des opérations d'aménagement étant conditionnée à la réalisation des programmes commerciaux au centre et en extension de l'actuelle ZCN, il est expressément convenu que l'engagement des dépenses de travaux des aménagements de la ZAC, est subordonné à la survenance des événements suivants :

- *obtention définitive, c'est-à-dire purgée de tous recours et de tous retrait, du ou des Permis de Construire valant (le cas échéant) Permis de Démolir et tenant lieu (le cas échéant) d'Autorisation d'Exploitation Commerciale permettant la réalisation des constructions sur les lots opérationnels numérotés 1, 2 et 3 identifiés sur le Plan opérationnel des lots projetés mis à jour après approbation du Dossier de réalisation le 30 septembre 2016 (Annexe 4bis),*
- *levée des prescriptions archéologiques sur les lots opérationnels numérotés 1, 2 et 3 identifiés sur le Plan opérationnel des lots projetés mis à jour après approbation du Dossier de réalisation le 30 septembre 2016 (Annexe 4bis),*
- *le cas échéant, caractère définitif, c'est-à-dire purgés de tous recours, de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique et des arrêtés préfectoraux de cessibilités permettant l'expropriation des terrains bâtis ou non bâtis situés dans le périmètre de la ZAC.*

Ces conditions ne s'appliquent pas en cas de faute ou de manque de diligence de l'Aménageur ou des acquéreurs de lots concernés, dont il s'engage à se porter garant, dans le montage des dossiers de demande de Permis de Construire valant (ou non) Permis de Démolir, tenant (ou non) lieu d'Autorisation d'Exploitation Commerciale.

Un planning prévisionnel de réalisation intégrant le phasage opérationnel du programme obligatoire est joint en Annexe 6, complétée par une Annexe 6bis conformément aux stipulations de l'Avenant n°1 au Traité.

Les opérations réalisées par l'Aménageur à l'intérieur du programme de constructions complémentaire, se feront concomitamment au programme de constructions obligatoire. Aucun planning de réalisation n'est contractualisé entre les Parties au titre du programme de constructions complémentaire. »

PARTIE II :

MODALITES OPERATIONNELLES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 9 – MODALITES D'ACQUISITION ET DE LIBERATION DES IMMEUBLES

TRAITE INITIAL

« 9.4 Déclaration d'Utilité Publique

La Déclaration d'Utilité Publique du projet a été prononcée par arrêté du 5 novembre 2013 par le Préfet de la Région Alsace. La Communauté urbaine de Strasbourg, autorité concédante, a décidé de déléguer au profit du concessionnaire l'ensemble des prérogatives afférant à l'exercice du droit d'expropriation, en application de la délibération du 20 décembre 2013.

Dans le cas où aucun accord amiable n'aurait pu intervenir entre les propriétaires et l'aménageur pour les terrains situés dans le périmètre de la DUP, l'aménageur pourra, après accord de la Collectivité, mettre en œuvre la procédure d'expropriation conformément aux dispositions en vigueur. L'aménageur établit, dans ce cas, tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de l'exercice du droit d'expropriation et piloter la procédure d'enquête parcellaire en partenariat avec le concédant. Les frais afférent à cette procédure abonderont le bilan d'aménagement. »

OBJET DE LA MODIFICATION

- Modification du Bénéficiaire de la DUP (modification de l'article 9.4 du Traité)

Ainsi qu'il est rappelé en préambule du présent Avenant n°1 au Traité, par arrêté en date du 13 février 2014, pris par Monsieur le Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, ce dernier a précisé qu'étaient bénéficiaires de la Déclaration d'Utilité Publique à la fois le Concédant mais également le Concessionnaire.

- Introduction de la délégation du Droit de Priorité Urbain (intégration d'un article 9.6 au Traité)

L'Eurométropole de Strasbourg, titulaire du Droit de Préemption Urbain, dispose conformément à l'article L.240-1 du code de l'Urbanisme d'un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble appartenant aux personnes visées par ledit article et notamment à l'Etat. Ainsi avant toute aliénation par les personnes visées audit article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, l'Eurométropole doit être notifiée de l'intention d'aliéner dans les formes et délais prévus à l'article L. 240-3 du même Code.
L'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme dispose quant à lui que le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit notamment au Concessionnaire d'une opération d'aménagement.

Le Concédant décide donc de déléguer au Concessionnaire de la ZAC, qui l'accepte, son droit de priorité dans les mêmes conditions que celles de la délégation du Droit de Préemption Urbain.

Conséquence de qui précède, les stipulations de l'article 9.4 du Traité de concession relatives à la déclaration d'utilité publique sont purement et simplement supprimées et remplacées par celles qui suivent et il est intégré un article 9.6 relatif au droit de priorité urbain.

ARTICLE MODIFIE (Article 9.4 et intégration article 9.6)

« 9.4 Déclaration d'Utilité Publique

La Déclaration d'Utilité Publique du projet a été prononcée par arrêté du 5 novembre 2013 par le Préfet de la Région Alsace. La Communauté urbaine de Strasbourg, autorité concédante, a décidé de

déléguer au profit du Concessionnaire l'ensemble des prérogatives afférant à l'exercice du droit d'expropriation, en application de la délibération n°23 du 20 décembre 2013.

Dans le cas où aucun accord amiable n'aurait pu intervenir entre les propriétaires et l'Aménageur pour les terrains situés dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique, l'Aménageur pourra mettre en œuvre la procédure d'expropriation conformément aux dispositions en vigueur. Il en informera alors le Concédant. L'Aménageur établit, dans ce cas, tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de l'exercice du droit d'expropriation et pilote la procédure d'enquête parcellaire en partenariat avec le Concédant. Les frais afférent à cette procédure seront intégrés au bilan d'aménagement de la ZAC.

Conformément à l'article 1 de l'arrêté pris par Monsieur le Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin en date du 13 février 2014, il est rappelé que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2013 portant Déclaration d'Utilité Publique des travaux et acquisitions relatifs au Projet de renouvellement urbain et commercial de la Zone Commerciale Nord située sur le territoire des communes de Lampertheim, Mundolsheim, Reichstett et Vendenheim, a été modifié pour viser à la fois le Concédant mais également le Concessionnaire de la ZAC de la Zone Commerciale Nord comme bénéficiaires de la Déclaration d'Utilité Publique du 5 novembre 2013.

9.6 Droit de Priorité Urbain

Conformément aux articles L. 240-1 et suivants et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, le Concédant délègue au Concessionnaire le Droit de Priorité Urbain dont il est titulaire, ce sur le périmètre de la ZAC de la Zone Commerciale Nord pendant toute la durée de la concession d'aménagement, relativement à tout projet de cession immobilière donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble et/ou d'une partie d'immeuble situé sur son territoire et appartenant à l'Etat ou à toutes autres personnes visées à l'article L 240-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de la réalisation de l'opération d'Aménagement de la ZAC de la Zone Commerciale Nord.

L'exercice du Droit de Priorité ne sera valable qu'à compter du moment où l'acte de délégation sera devenu exécutoire, c'est-à-dire après signature du présent Avenant n°1 et des formalités de publicité et de transmission au Préfet. »

ARTICLE 12 – CHOIX ET REMUNERATION DES HOMMES DE L'ART, TECHNICIENS, SPECIALISTES ET DES ENTREPRISES

TRAITE INITIAL

« 12.2 Modalités de passation des contrats et marchés d'étude, de maîtrise d'œuvre et de travaux

Conformément à l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, les contrats d'étude, de maîtrise d'œuvre et de travaux conclus par l'aménageur pour l'exécution de la concession doivent être passés dans le respect des dispositions applicables à l'aménageur en matière de publicité et de mise en concurrence et notamment de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et notamment de ses décrets d'application n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 et n°2008-1334 du 17 décembre 2008.

Les cahiers des charges de consultation des entreprises conclus dans le cadre du présent article devront être transmis au concédant qui devra donner son agrément préalablement au lancement de la consultation.
Le Concédant disposera d'un délai de 20 jours pour son accord écrit. Cet accord sera réputé favorable si dans un délai de 20 jours, aucun avis exprès n'a été formulé.

Le concédant sera représenté, avec voix délibérative, au sein de la commission d'appel d'offres ou du jury ou de toute autre instance collégiale de l'aménageur appelé à intervenir dans la procédure de passation des marchés afférents à la réalisation des ouvrages et donnera son agrément au choix du lauréat.

Conformément à l'article R. 300-14 du Code de l'urbanisme, le concessionnaire informe la collectivité concédante, dans un délai de 30 jours à compter de la conclusion des contrats, dans les conditions définies par le titre III du décret du 30 décembre 2005, du nom du titulaire ainsi que du montant du contrat. »

OBJET DE LA MODIFICATION

Modification des modalités de passation des contrats et marchés (modification de l'article 12.2 du Traité)

Il convient d'intégrer dans le présent avenant les conséquences de la réforme des contrats de concession opérée par l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016.

L'article L. 300-5-1 du Code de l'Urbanisme prévoit que le concessionnaire d'aménagement qui n'est soumis ni au code des marchés publics ni aux dispositions de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 doit soumettre les contrats d'étude, de maîtrise d'œuvre et de travaux qu'il conclut pour l'exécution de la concession à une procédure de publicité et de mise en concurrence.

L'article R 300-12 du même Code, dans sa rédaction issu du Décret n°2016-86 du 1er février 2016 (art.51), précise : *« Quelle que soit la valeur estimée du besoin, les contrats d'études, de maîtrise d'œuvre ou de travaux que le concessionnaire mentionné à l'article L. 300-5-1 passe pour l'exécution de la concession sont conclus selon une procédure dont il détermine librement les modalités en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi que des circonstances de l'achat.* »

Compte tenu de cette évolution réglementaire, les stipulations de l'article 12.2 sont purement et simplement annulées et remplacées par celles suivantes :

ARTICLE MODIFIE (Article 12.2)

« 12.2 Modalités de passation des contrats et marchés d'étude, de maîtrise d'œuvre et de travaux

Conformément à l'article L. 300-5-1 du Code de l'Urbanisme, les contrats d'étude, de maîtrise d'œuvre et de travaux conclus par l'Aménageur pour l'exécution de la concession doivent être passés dans le respect des dispositions applicables à l'Aménageur en matière de publicité et de mise en concurrence et notamment de l'article R 300-12 du même Code.

Le Concessionnaire détermine les modalités des consultations, en visant une publication adaptée au montant du marché, et en avise le Concédant.
Les cahiers des charges de consultation des entreprises conclus dans le cadre du présent article devront être transmis au Concédant qui devra donner son agrément préalablement au lancement de la consultation.
Le Concédant disposera d'un délai de vingt (20) jours pour donner son accord écrit. Cet accord sera réputé favorable si dans ledit délai de vingt (20) jours, aucun avis exprès n'a été formulé.

Le Concédant sera représenté, avec voix délibérative, au sein de la commission d'appel d'offres ou du jury ou de toute autre instance collégiale de l'Aménageur appelé à intervenir dans la procédure de passation des marchés afférents à la réalisation des ouvrages et donnera son agrément au choix du lauréat.

Conformément à l'article R. 300-13 du Code de l'Urbanisme, le Concessionnaire informera le Concédant, dans un délai de trente (30) jours à compter de la conclusion des contrats, du nom du titulaire ainsi que du montant du contrat. »

ARTICLE 20 – PARTICIPATION DU CONCEDANT

TRAITE INITIAL

*« **20.1** Par délibération communautaire du 21 décembre 2012, le conseil a acté du principe du versement du concédant d'une participation à hauteur d'un montant plafonné à 9.800.000 €.*

***20.2** La participation du concédant correspond à une participation au coût de l'opération d'aménagement, conformément à l'article L 300-5 du Code de l'Urbanisme.*

***20.3** Au titre de la présente concession, le concédant versera à l'aménageur une participation pour un montant de 9.800.000 €.*

Ce montant versé par le concédant à l'aménageur constitue un plafond, qui sera ajustable à la baisse dans les conditions ci-après.

***20.4** Ce montant sera diminué par avenant à la présente concession :*

- *des économies réalisées sur le prix de revient (acquisitions de l'emprise foncière strictement nécessaire à la réalisation des aménagements + coût des travaux) des équipements du programme obligatoire par rapport aux coûts prévisionnels figurant au bilan financier prévisionnel visé en annexe n°5.*

  Dans ce cas, lesdites économies réalisées à ce titre seront reversées à la Collectivité à la clôture du programme obligatoire.

- *des recettes générées par les participations des constructeurs autonomes (article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme) perçues au titre du programme complémentaire, déduction faite du coût des éventuels travaux d'aménagements supplémentaires liés audit programme complémentaire.*

  Dans ce cas, les dites économies réalisées à ce titre seront reversées à la Collectivité à la clôture de la concession d'aménagement.

L'aménageur s'engage à optimiser la perception des participations des constructeurs autonomes de façon à ajuster le montant réel de la participation plafonnée du concédant.

***20.5** La participation en numéraire, telle que fixée aux articles 20.2 et 20.3 ci-dessus, fera l'objet de versements par tranches définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur les prévisions budgétaires et aux échéances suivantes :*

- *24,5% à la signature des actes de vente portant sur les emprises figurant les lots numérotés 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 au plan opérationnel des lots projetés,*

- *73 ,5% versés par tranches annuelles successives et égales, lissées pendant la durée des travaux d'aménagement au titre du programme obligatoire, et pour la première tranche à l'issue des quatre mois suivant le lancement des travaux,*

- *2% à la levée des réserves sur les ouvrages. »*

OBJET DES MODIFICATIONS

- Ajustement de la participation du Concédant (modification de l'article 20.4, second tiret du Traité)

Le Concédant souhaite que le programme des constructions complémentaire puisse être réalisé. Il a donc proposé au Concessionnaire de l'accompagner étroitement dans cette démarche. Le Concessionnaire a accepté de s'engager auprès du Concédant pour apporter son expertise dans une mutation de qualité de sites contraints.

Comme cela est précisé à l'article 1.4 du Traité de concession, le programme des constructions complémentaire n'est pas intégré au bilan d'aménagement de la ZAC. Toutefois, et ainsi que cela résulte de l'article 20.4 second tiret du Traité, le programme des constructions complémentaire, s'il est mis en œuvre, engendrera des coûts supplémentaires liés aux travaux d'aménagement supplémentaires à réaliser. Les Parties ont souhaité préciser la nature desdits coûts supplémentaires. Ainsi, parmi les coûts supplémentaires figureront bien entendu les travaux d'aménagement supplémentaires mais également les études préalables auxdits travaux, les acquisitions de fonciers rendues nécessaires pour la réalisation de ces mêmes travaux et les frais administratifs et juridiques (tels que lesdits frais sont définis par les articles 3.13 et 22.1 du Traité de concession, dans sa version mise à jour par le présent Avenant n°1). L'ensemble de ces coûts supplémentaires devront être intégrés au poste « dépenses » du bilan d'aménagement.

Les stipulations de l'article 20.4 du Traité, second tiret, prévoient que la participation financière du Concédant soit minorée de l'ensemble des participations des constructeurs autonomes qui seront perçues par le Concessionnaire dans le cadre de la réalisation éventuelle du programme de constructions complémentaire, après déduction des « *coûts des éventuels travaux d'aménagements supplémentaires liés au programme des constructions complémentaire* ». Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de mettre à jour lesdites stipulations pour préciser la nature des coûts supplémentaires à prendre en compte.

- Rééchelonnement de la participation du Concédant (modification de l'article 20.5 du Traité)

Les Parties sont en outre convenues d'un rééchelonnement de la participation du Concédant au coût du Projet afin de faire courir le premier appel de fonds après la réalisation, par l'Aménageur, de l'extension Sud génératrice de recettes importantes du bilan d'aménagement. Cela permet de garantir au Concédant une intervention sur le secteur de renouvellement urbain.

ARTICLES MODIFIES (Articles 20.4 et 20.5)

*« **20.4** Ce montant sera diminué par avenant à la présente concession :*

- *des économies réalisées sur le prix de revient (acquisitions de l'emprise foncière strictement nécessaire à la réalisation des aménagements + coût des travaux) des équipements du programme de constructions obligatoire par rapport aux coûts prévisionnels figurant au bilan financier prévisionnel visé en annexe n°5.*

  Dans ce cas, lesdites économies réalisées à ce titre seront reversées à la Collectivité à la clôture du programme de constructions obligatoire.

- *des recettes générées par les participations des constructeurs autonomes (article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme) perçues par le Concessionnaire au titre du programme de constructions complémentaire, déduction faite des coûts supplémentaires induits par la mise en œuvre du programme de constructions complémentaire (les études, les fonciers à acquérir, les travaux et*

l'assistance administrative et juridique du Concessionnaire, conformément à l'article 22.1 du Traité de concession dans sa version mise à jour par l'Avenant n°1).

Dans ce cas, les économies réalisées à ce titre seront reversées à la Collectivité à la clôture de la concession d'aménagement.

L'Aménageur s'engage à optimiser la perception des participations des constructeurs autonomes de façon à ajuster le montant réel de la participation plafonnée du Concédant.

***20.5** La participation en numéraire que le Concédant s'est engagé à verser au Concessionnaire au titre de sa participation financière au coût du Projet telle que fixée aux articles 20.2 et 20.3 ci-dessus, fera l'objet de versements par tranches aux échéances suivantes:*

- *24,5 % à la signature de l'acte de vente par le Concessionnaire à un constructeur – tel que celui-ci est défini au Cahier des Charges de Cession de Terrains de la ZAC du lot concerné - de l'emprise foncière permettant la réalisation du programme prévu sur le lot Centre (lot n° 3) conformément au Dossier de Réalisation de la ZAC approuvé par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 30 septembre 2016,*

- *73,5% versés en six (6) tranches annuelles successives et égales ; la première tranche devant être versée au plus tard six (6) mois après le dépôt par un ou des constructeur(s) de la première Déclaration Réglementaire d'Ouverture de Chantier lançant les travaux du lot Centre (lot n°3),*

- *2% à la levée des réserves sur les ouvrages prévus au Programme des Equipements Publics approuvé par le Conseil de l'Eurométropole dans sa délibération du 30 septembre 2016. »*

ARTICLE 21 – PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS AUTONOMES ET CONVENTION D'ASSOCIATION

TRAITE INITIAL

« 21.4 Principe de calcul de la participation constructeur autonome

Le montant de la participation financière (P) mise à la charge du constructeur, est déterminé dans le respect du principe d'égalité des constructeurs devant les charges publiques. Il est établi selon la formule suivante : P = R x Sp

Formule dans laquelle :

- *R est le ratio entre le coût global du programme des équipements publics et le total de la surface de plancher correspondant au programme des constructions de la ZAC. Le coût global des équipements publics intègre le coût des travaux ainsi que la quote-part du coût des études, des frais de commercialisation et des frais financiers se rattachant directement à la réalisation des équipements publics. Le total de la surface de plancher correspondant au programme des constructions de la ZAC sera celui du programme obligatoire.*

- *Sp est le nombre de m² de surface de plancher qui seront construits et/ou réhabilités par le constructeur autonome, telle que cette surface apparaît dans le dossier de demande de permis de construire déposé par le constructeur autonome.*

La participation ainsi déterminée s'appliquera à tout dossier de demande déposé par les constructeurs autonomes de l'entier périmètre de la ZAC, comprenant le programme obligatoire et le programme complémentaire.

21.5 Modalités d'application

Les participations dues par les constructeurs constituent des éléments des produits ou des recettes du bilan d'aménagement.

Ces participations devront être affectées exclusivement au coût des équipements publics réalisés par l'aménageur pour les besoins des usagers ou habitants de la ZAC.

L'aménageur est en conséquence seul chargé d'en poursuivre le recouvrement.

De façon générale, l'aménageur et le constructeur déchargent la Collectivité de toute responsabilité dans l'exécution de la présente convention. »

OBJET DES MODIFICATIONS

- Principe de calcul de la participation constructeur autonome (modification de l'article 21.4 du Traité)

L'article 21.4 du Traité initial prévoyait que l'assiette de calcul soit basée sur le seul programme des constructions obligatoire de la ZAC. Par conséquent, en cas de développement du programme des constructions complémentaire et de perception de participations des constructeurs autonomes de ce chef, cela aurait nécessité de procéder au remboursement de partie des sommes versées par les constructeurs autonomes du programme des constructions obligatoire, afin de respecter le principe d'égalité des constructeurs devant la charge publique.

Afin d'assurer une gestion financière optimale du bilan d'aménagement de la ZAC, il est apparu opportun au Concédant, en accord avec le Concessionnaire, de modifier l'assiette de calcul de la participation des constructeurs autonomes en y intégrant le programme des constructions obligatoire (138.000m²) et le programme des constructions complémentaire (148.000m²), soit 286.000 m² au total.

La nouvelle rédaction permet également de préciser la base de calcul du coût des équipements publics.

Compte tenu de la vocation mixte de la ZAC, une pondération est appliquée en fonction des différentes vocations à savoir habitat et autres (Commerces, loisirs, services, restauration, activités, bureaux). Conformément au Dossier de Réalisation de ZAC, les participations des constructeurs autonomes à vocation d'habitat seront 4 fois inférieures à celles à vocation de commerce et autres.

Enfin, le programme global des constructions et le bilan financier pouvant être amenés à subir des modifications, c'est le dernier compte-rendu financier annuel approuvé par l'Eurométropole au moment de la signature de la « convention de participation constructeur autonome » qui servira de base de calcul.

- Modification des modalités d'application (modification de l'article 21.5 du Traité)

Les participations du Concédant (Article 20 du Traité mis à jour par le présent Avenant n°1) et la rémunération du Concessionnaire (Article 22 du Traité mis à jour par le présent Avenant n°1) étant modifiés, les modalités d'application doivent être révisées en conséquence.

Conséquence de ce qui précède, les stipulations des articles 21.4 et 21.5 du Traité sont purement et simplement annulées et remplacées par celles suivantes :

ARTICLE MODIFIE (Articles 21.4)

« 21.4 Principe de calcul de la participation constructeur autonome

Le montant de la participation financière (P) hors taxes (HT) mise à la charge du constructeur, est déterminé dans le respect du principe d'égalité des constructeurs devant les charges publiques.

Il est établi selon la formule suivante : ***P = R x Sp***

Formule dans laquelle :

- *R est le ratio entre le coût global du Programme des Equipements Publics et le total de la surface de plancher correspondant au Programme Global de Constructions de la ZAC (programmes obligatoire et complémentaire).*
- *Sp est le nombre de m² de Surface de plancher qui seront construits et/ou réhabilités par le constructeur autonome, telle que cette surface apparaît dans le dossier de demande de permis de construire déposé par le constructeur autonome.*

Pour le calcul du ratio R, il convient de prendre en compte :

- *Le coût global des équipements publics, conformément au dernier Compte Rendu Financier annuel approuvé à la date de la signature de la convention de participation constructeur autonome, dont le détail des charges s'établit ainsi :*
  - → *Les études préalables dont les fouilles archéologiques*
  - → *Les honoraires de la maîtrise d'œuvre*
  - → *Le prix du foncier non cessible par l'aménageur correspondant aux emprises des équipements publics et les travaux préparatoires de ces fonciers*
  - → *Les travaux d'aménagement de voirie, espaces verts, place publique, éclairage, etc.*
  - → *Les frais de conduite d'opérations dont les honoraires et frais de maîtrise d'ouvrage et l'assurance de l'Aménageur*
- *La surface de plancher inscrite au Programme Global des Constructions de la ZAC, à savoir la somme de la surface de plancher inscrite au programme des constructions obligatoire 138.000 m² et de la surface de plancher inscrite au programme des constructions complémentaire, soit un total de 286.000 m².*

Il est ensuite appliqué une pondération en fonction de la vocation de la construction objet de la demande de permis de construire déposée par le constructeur autonome. Ainsi que cela résulte du Dossier de Réalisation de la ZAC approuvé par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 30 septembre 2016, concomitamment au Programme des Equipements Publics, en dépit de la vocation mixte de la ZAC (commerces, activités de services, habitat, etc.), les vocations commerciales, de loisirs, de restauration, de bureaux et de manière générale de services et d'activités (ci-après « commerces et autres ») représentent une large part du Programme Global des Constructions par rapport à la vocation d'habitat de ce même Programme, une pondération au rapport de ces vocations figurant au Programme Global des Constructions doit donc être définie : les participations à vocation d'habitat seront dès lors 4 fois inférieures à celles à vocation commerciale et autres.

Ainsi lors de tout dépôt de demande de permis de construire, par les constructeurs autonomes de l'entier périmètre de la ZAC, la participation de ces derniers sera établie par le mode de calcul énoncé ci-dessus et en tenant compte de la vocation de la construction du projet objet de la demande de permis de construire déposée.

21.5 Modalités d'application

Les participations dues par les constructeurs autonomes abondent les recettes du bilan d'aménagement.

Ces participations devront être affectées exclusivement au coût des équipements publics réalisés par l'Aménageur pour les besoins des usagers ou habitants de la ZAC.

L'Aménageur est en conséquence seul chargé d'en poursuivre le recouvrement.
En outre l'Aménageur aura en charge d'établir le suivi et la répartition des participations des constructeurs autonomes conformément aux stipulations définies à l'article 20 du Traité dans sa version issue de l'Avenant n°1.
De façon générale, l'Aménageur et le constructeur autonome déchargeront le Concédant de toute responsabilité dans l'exécution de la convention de participation constructeurs autonomes. »

ARTICLE 22 – REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE – COUT DE SON INTERVENTION

TRAITE INITIAL

« 22.1 Rémunération du Concessionnaire
L'aménageur est rémunéré par les résultats de l'opération d'aménagement et prend en charge le risque de l'opération.
Sa rémunération ne sera donc effective qu'après constatation du résultat financier et prendra en compte le solde qu'il soit positif ou négatif.

22.2 Imputation des charges de fonctionnement
L'Aménageur est autorisé à imputer ses charges de fonctionnement en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions réalisées au titre de la présente concession d'aménagement. Ces imputations de charges sont destinées à couvrir le coût d'intervention de l'Aménageur.
Pour la présente mission, les imputations de charges sont fixées et limitées à 3% du montant HT des postes « Acquisition foncière », « Indemnisation des occupants », « Travaux de mise en état des terrains et constructions acquises » et « Travaux d'aménagement de voirie », figurant au bilan financier prévisionnel, visé en annexe n°5. »

OBJET DES MODIFICATIONS

- Rémunération du Concessionnaire sur le programme obligatoire et complémentaire (modification de l'article 22.1 du Traité)

Le bilan d'aménagement à l'achèvement de la ZAC intégrera dans les recettes de l'Aménageur les participations des constructeurs autonomes du programme de construction obligatoire. Les Parties conviennent que ce point soit explicitement inscrit dans l'article référent à la rémunération du Concessionnaire.

Le Concédant souhaitant que le programme de constructions complémentaire soit mis en œuvre, il a identifié l'Aménageur de la ZAC comme acteur majeur dans le développement de celui-ci. Il a ainsi proposé au Concessionnaire, moyennant rémunération de ce dernier, de l'accompagner étroitement dans cette démarche. Le Concessionnaire a accepté d'apporter au Concédant son expertise dans la mutation de qualité de sites contraints.

Parmi les prestations que le Concessionnaire pourrait être amené à effectuer dans le cadre du développement du programme de constructions complémentaire, figurent entre autres : la vérification et l'étude des demandes d'autorisations d'urbanisme déposées, la rédaction et la négociation des conventions de participation constructeurs autonomes, la gestion administrative des documents à fournir par les constructeurs autonomes, le recouvrement des participations afférentes, la gestion des éventuels contentieux,….

Les Parties conviennent de retenir une base de calcul de la rémunération du Concessionnaire égale à 20% des participations des constructeurs autonomes du programme des constructions complémentaire.

- Imputation des charges de fonctionnement (modification de l'article 22.2 du Traité)

Compte tenu de la mise à jour de l'Annexe 5 du Traité, par l'Annexe 5bis jointe au présent Avenant n°1, il y a lieu de viser l'Annexe 5bis intitulée « Bilan financier prévisionnel d'aménagement du programme obligatoire réactualisé en septembre 2017 incluant les modalités prévisionnelles de financement échelonnées dans le temps » dans l'article 22.2 du Traité en lieu et place de l'Annexe 5.

ARTICLE MODIFIE (Articles 22.1 et 22.2)

« 22.1 Rémunération du Concessionnaire
L'Aménageur est rémunéré par les résultats de l'opération d'aménagement et prend en charge le risque de l'opération du programme. Parmi les sources de recettes du Concessionnaire figurent l'ensemble des participations des constructeurs autonomes du programme de construction obligatoire.
Sa rémunération ne sera donc effective qu'après constatation du résultat financier et prendra en compte le solde qu'il soit positif ou négatif.

Au titre de sa mission complémentaire prévue à l'article 3.13 du Traité, dans sa version issue de l'Avenant n°1, l'Aménageur percevra en sus 20% des recettes générées par les participations des constructeurs autonomes (article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme) perçues au titre du programme de constructions complémentaire. Cette rémunération sera intégrée au bilan d'aménagement de la ZAC.

22.2 Imputation des charges de fonctionnement
L'Aménageur est autorisé à imputer ses charges de fonctionnement en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions réalisées au titre de la présente concession d'aménagement. Ces imputations de charges sont destinées à couvrir le coût d'intervention de l'Aménageur.
Pour la présente mission, les imputations de charges sont fixées et limitées à 3% du montant HT des postes « Acquisition foncière », « Indemnisation des occupants », « Travaux de mise en état des terrains et constructions acquises » et « Travaux d'aménagement de voirie », figurant au Bilan financier prévisionnel d'aménagement du programme obligatoire réactualisé en septembre 2017 incluant les modalités prévisionnelles de financement échelonnées dans le temps, visé en Annexe 5bis. »

Toutes les stipulations du Traité de concession non modifiées par le présent Avenant n°1 demeurent inchangées et conservent toute leur application.

Liste des Annexes :
Annexe A : Délibération de l'Eurométropole du ……
Annexe B : Délégation de pouvoirs de ZCN AMENAGEMENT du ……
Annexe 4bis : Plan opérationnel des lots projetés mis à jour après approbation du Dossier de réalisation le 30 septembre 2016
Annexe 5bis : Bilan financier prévisionnel d'aménagement du programme obligatoire (dossier de réalisation) réactualisé par cet Avenant n°1 incluant les modalités prévisionnelles de financement échelonnées dans le temps
Annexe 6bis : Planning Prévisionnel de réalisation de la ZAC (conforme au dossier de réalisation du 30/09/2016)

FAIT A STRASBOURG
Le …… (*date*)

En quatre (4) exemplaires originaux

Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Le Président ou son représentant
Monsieur Robert HERRMANN

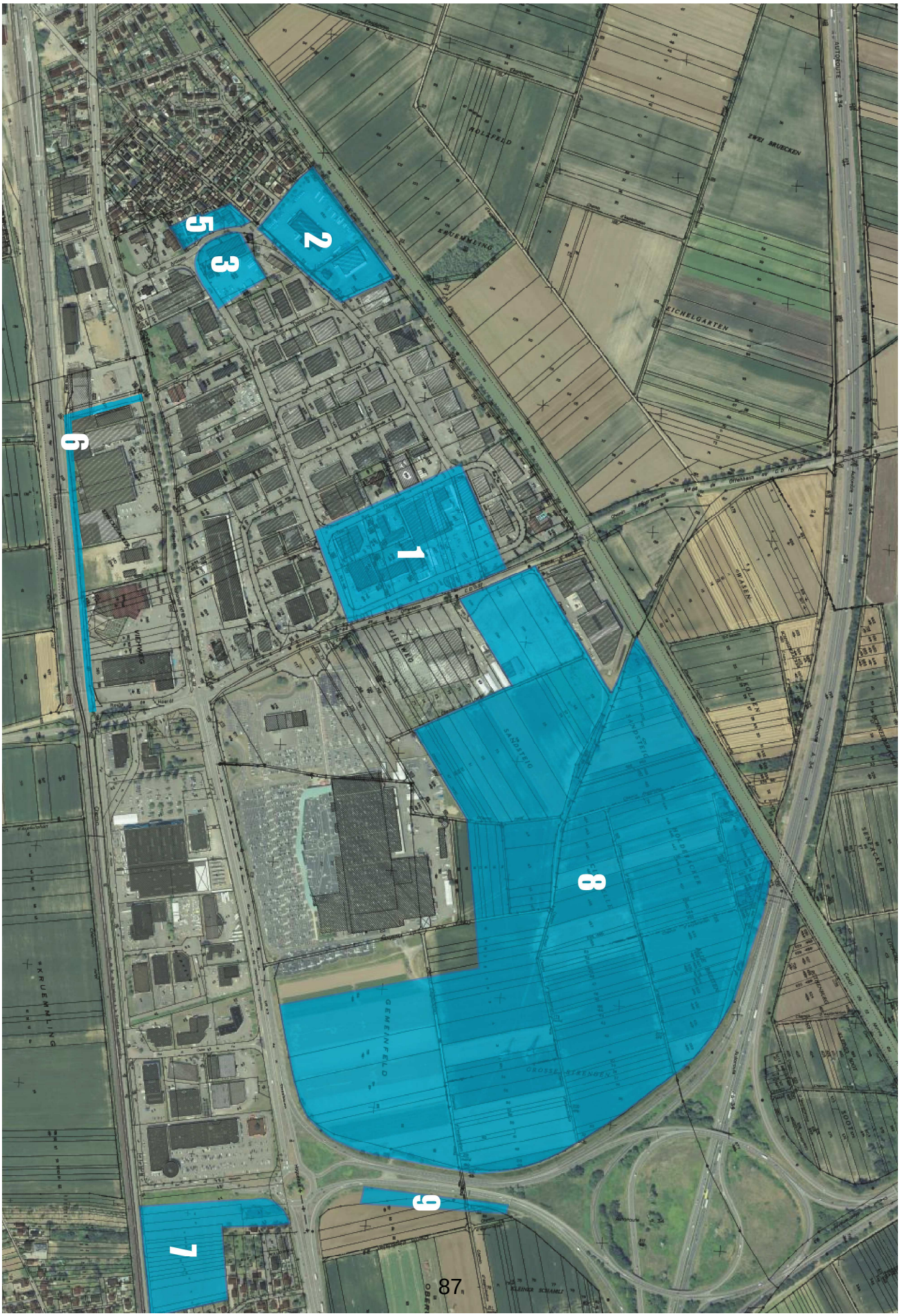
Pour la SAS ZCN AMENAGEMENT
La Présidente, FREY AMENAGEMENT ET PROMOTION
Représentée par FREY SA
M. Antoine FREY, Président Directeur Général
Représentée par M. Marc LECOCQ

Annexe 4bis

- Plan opérationnel des lots projetés mis à jour après approbation du Dossier de réalisation le 30 septembre 2016.



- Plan global des acquisitions foncières mis à jour après approbation du Dossier de réalisation le 30 septembre 2016.



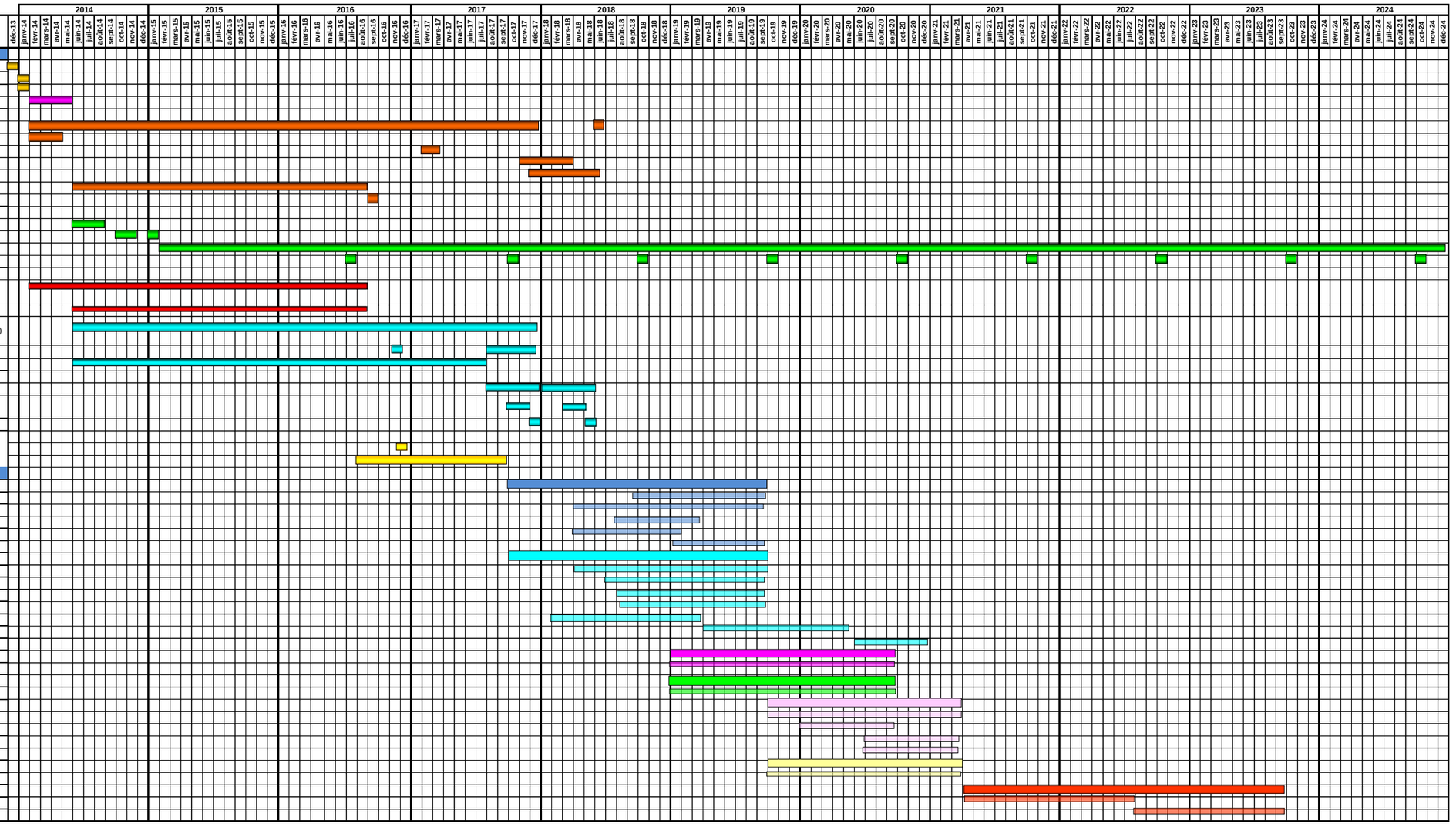
ZAC ZCN - Bilan actualisé au 24 novembre 2017
(délibération CP Eurométropole du 24 novembre 2017 approuvant l'avenant n°1)

ZAC de la Zone Commerciale Nord en € HT	Bilan initial au 27/1/2014 (Traité de Concession)	Bilan arbitré au 31/12/2016 (Dossier de réalisation)	Bilan au 24/11/2017 (Avenant n°1)	Réalisé en 2014	Réalisé en 2015	Réalisé en 2016	Réalisé cumulé au 31/12/2016	Prévisions reste à faire	Détail prévisions			
									2017	2018	2019	Au-delà
DEPENSES												
Etudes :												
Géomètre, Etude Sol, SP, DLE, Servitudes, Echangeur	300 000	1 280 160	1 280 160		396 272	632 679	1 028 951	251 209	50 000	40 000	40 000	121 209
Fouilles archéologiques	185 000	230 300	230 300				0	230 300	200 000			30 300
Provisions Fouilles Complémentaires	300 500	230 300	230 300				0	230 300	200 000			30 300
Aléas Fouilles Archéologiques	280 000	280 000	280 000				0	280 000	50 000			230 000
Total études	**1 065 500**	**2 020 760**	**2 020 760**	**0**	**396 272**	**632 679**	**1 028 951**	**991 809**	**500 000**	**40 000**	**40 000**	**411 809**
Honoraires de maîtrise d'œuvre :												
Total Honoraires de maîtrise d'œuvre	**1 240 058**	**1 646 854**	**1 476 755**	**0**	**365 816**	**0**	**365 816**	**1 110 939**	**314 356**	**150 000**	**150 000**	**496 583**
Acquisitions foncières - terrains nus :												
Foncier n°6	134 376	216 000	216 000					216 000				216 000
Foncier n°7	628 228	712 800	712 800					712 800	712 800			0
Foncier n°8	6 486 961	9 846 511	9 846 511					9 846 511	9 846 511			0
Foncier n°9 (échangeur hors DUP)	6 486 961	42 089	42 089					42 089	42 089			0
Total Acquisitions foncières - terrains nus	**7 240 403**	**10 817 400**	**10 817 400**	**0**	**0**	**0**	**0**	**10 817 400**	**10 601 400**	**0**	**0**	**216 000**
Acquisitions foncières - terrains bâtis :												
Foncier n°1	1 243 000	16 050 000	16 050 000					16 050 000			16 050 000	0
Foncier n°2	2 553 460	6 280 000	6 280 000					6 280 000		6 280 000		0
Foncier n°3	2 626 250	1 657 000	1 657 000					1 657 000				1 657 000
Foncier n°4	4 390 425	0	0					0				0
Foncier n°5	7 863 150	1 200 000	1 200 000					1 200 000				1 200 000
Total Acquisitions foncières - terrains bâtis	**18 676 285**	**25 187 000**	**25 187 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**25 187 000**	**0**	**6 280 000**	**0**	**18 907 000**
Indemnisation des occupants :												
Indemnités d'éviction (agricole)	725 463	1 000 000	1 000 000					1 000 000	1 000 000			0
Indemnités de transfert ou d'éviction	1 882 775	1 500 000	1 500 000					1 500 000		300 000		1 200 000
Total Indemnisations des occupants	**2 608 238**	**2 500 000**	**2 500 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 500 000**	**1 000 000**	**300 000**	**0**	**1 200 000**
Travaux de mise en état des terrains et constructions acquises :												
Démolition	519 690	1 845 000	1 845 000					1 845 000		250 000		1 595 000
Provision Désamiantage	346 460	410 000	410 000					410 000		50 000		360 000
Dépollution	346 460	399 500	399 500					399 500		50 000		349 500
Aléas Dépollution	300 000	0	0					0				0
Total Travaux de mise en état	**1 512 610**	**2 654 500**	**2 654 500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 654 500**	**0**	**350 000**	**0**	**2 304 500**
Travaux d'aménagement de voirie :												
Phase 1A - Echangeur autoroutier + 2 carrefours	26 179 011	8 300 754	8 300 754					8 300 754		4 000 000	4 300 754	0
Phase 1B - Boulevard des enseignes sud		3 511 974	3 511 974					3 511 974		2 000 000	1 511 974	0
Phase 1C - Cheminements doux		418 864	418 864					418 864			418 864	0
Phase 2 - RD 64 + 1 carrefour		2 218 184	2 218 184					2 218 184				2 218 184
Phase 3 - Voiries lot central		970 202	970 202					970 202				970 202
Phase 4A - Quadrant Nord Est		689 206	689 206					689 206				689 206
Phase 4B - Boulevard des enseignes nord + 1 carrefour		1 115 656	1 115 656					1 115 656				1 115 656
Phase 5A - Secteur habitat		496 011	496 011					496 011				496 011
Phase 5B - Secteur habitat		899 206	899 206					899 206				899 206
Phase 5C - Secteur habitat		91 960	91 960					91 960				91 960
Phase 6 - Boulevard des enseignes Nord-Ouest		842 168	842 168					842 168				842 168
Phase 7 - Boulevard des enseignes Sud-Ouest		905 499	905 499					905 499				905 499
Phase 8A - Piste canal nord		432 340	432 340					432 340				432 340
Phase 8B - Piste canal sud		393 720	393 720					393 720				393 720
Aménagements échangeur n°49		500 000	500 000					500 000			500 000	0
Aléas	1 377 843	3 350 000	1 957 000					1 957 000		200 000	250 000	1 507 000
Total Travaux d'aménagement de voirie	**27 556 854**	**25 135 744**	**23 742 744**	**0**	**0**	**0**	**0**	**23 742 744**	**0**	**6 200 000**	**6 981 592**	**10 561 152**
Conduite d'opération :												
Honoraires et frais de maîtrise d'ouvrage (juridique, fonctionnement, publication, reprographie)	1 727 832	1 920 629	1 920 629	33 788	25 503	21 553	80 844	1 839 785	45 000	250 000	250 000	1 294 785
Honoraires et frais de commercialisation, marketing, communication, concertation	263 353	263 353	263 353			687	687	262 666	30 000	40 000	40 000	152 666
Assurance RC Aménageur	150 000	200 000	200 000				0	200 000	10 000	25 000	25 000	140 000
Total Conduite d'opération	**2 141 185**	**2 383 982**	**2 383 982**	**33 788**	**25 503**	**22 240**	**81 531**	**2 302 451**	**85 000**	**315 000**	**315 000**	**1 587 451**
Frais de financement :												
Total Frais financiers	**662 069**	**662 069**	**662 069**	**0**	**0**		**0**	**662 069**	**100 000**	**60 000**	**60 000**	**442 069**
TOTAL DEPENSES	**62 703 202**	**73 008 309**	**71 445 210**	**33 788**	**787 591**	**654 919**	**1 476 298**	**69 968 912**	**12 600 756**	**13 695 000**	**7 546 592**	**36 126 564**
RECETTES												
Cessions de droit de construire :												
Lot 1	37 444 000	36 119 000	36 119 000					36 119 000	36 119 000			0
Lot 2		3 091 000	3 091 000					3 091 000	3 091 000			0
Lot 3		11 550 000	11 550 000					11 550 000			11 550 000	0
Lot 4 p- commerce traditionnel		1 650 000	1 650 000					1 650 000		1 650 000		0
Lot 4p - partie bureaux		200 000	200 000					200 000		200 000		0
Lot 9 - commerce et atelier		100 000	100 000					100 000		100 000		0
Total - Cession de droit de construire / commerces	**37 444 000**	**52 710 000**	**52 710 000**	**0**	**0**		**0**	**52 710 000**	**39 210 000**	**1 950 000**	**11 550 000**	**0**
Total - Cession de droit de construire / artisanat - Lot n°27 (7 400 m²)	**1 332 000**	**0**	**0**	**0**	**0**		**0**	**0**		**0**		**0**
Lot 6		2 520 000	2 520 000					2 520 000		2 520 000		0
Lot 7		1 155 000	1 155 000					1 155 000				1 155 000
Lot 8		525 000	525 000					525 000				525 000
Total - Cession de droit / Logements - accession privée	**2 812 000**	**4 200 000**	**4 200 000**	**0**	**0**		**0**	**4 200 000**	**0**	**2 520 000**	**0**	**1 680 000**
Total - Cession de droit / Logements - Accession sociale	**91 000**	**0**	**0**	**0**	**0**		**0**	**0**				**0**
Lot 6		1 056 000	1 056 000					1 056 000		1 056 000		0
Lot 7		484 000	484 000					484 000				484 000
Lot 8		220 000	220 000					220 000				220 000
Total - Cession de droit / Logements - locatif social -	**634 250**	**1 760 000**	**1 760 000**	**0**	**0**		**0**	**1 760 000**	**0**	**1 056 000**	**0**	**704 000**
Total - Cession de droit / Crèche privé	**615 000**	**200 000**	**200 000**	**0**	**0**		**0**	**200 000**		**200 000**		**0**
Total - Cession emprise foncière P+R	**87 500**	**827 400**	**827 400**	**0**	**0**		**0**	**827 400**			**827 400**	**0**
Total : cessions	**43 015 750**	**59 697 400**	**59 697 400**	**0**	**0**		**0**	**59 697 400**	**39 210 000**	**5 726 000**	**12 377 400**	**2 384 000**
Participations :												
Participation concédant	**9 800 000**	**9 800 000**	**9 800 000**	**0**	**0**		**0**	**9 800 000**		**2 400 000**	**1 200 500**	**6 199 500**
Lot n°5	9 191 579	1 442 850	641 927					641 927		641 927		0
Lot n°10		865 710	385 156					385 156				385 156
Lot n°11		504 980	224 674					224 674				224 674
Total - Participations constructeur autonome - programme obligatoire	**9 191 579**	**2 813 540**	**1 251 758**	**0**	**0**		**0**	**1 251 758**	**0**	**641 927**	**0**	**609 831**
Total : participations	**18 991 579**	**12 613 540**	**11 051 758**	**0**	**0**		**0**	**11 051 758**	**0**	**3 041 927**	**1 200 500**	**6 809 331**
Produits divers												
Produits financiers sur placement - excédent trésorerie	**698 278**	**698 278**	**698 278**	**0**	**0**		**0**	**698 278**	**20 000**	**300 000**	**350 000**	**28 278**
TOTAL RECETTES	**62 705 607**	**73 009 218**	**71 447 436**	**0**	**0**		**0**	**71 447 436**	**39 230 000**	**9 067 927**	**13 927 900**	**9 221 609**
TRESORERIE	**2 405**	**909**	**2 226**	**-33 788**	**-787 591**	**-654 919**	**-1 476 298**	**1 478 524**	**26 629 244**	**-4 627 073**	**6 381 308**	**-26 904 955**
TRESORERIE CUMULEE									**25 152 946**	**20 525 873**	**26 907 181**	**2 226**

Annexe 6bis

Planning prévisionnel de réalisation de la ZAC (conforme au dossier de réalisation du 30/09/2016)

Missions
PHASE ETUDE
Création de la ZAC et Choix de l'Aménageur
Signature du contrat Concession
Notification du marché de maîtrise d'œuvre
Choix des différents acteurs (juriste, géomètre…)
Procédure de la ZAC
Acquisitions foncières - Négociations
Transfert DUP
Enquête Parcellaire
Arrêté de cessibilité
Phase judiciaire
Dossier de réalisation de ZAC
Approbation du dossier de réalisation de ZAC
Démarche HQE Aménagement
Choix et contractualisation des objectifs
Conception du projet et des actions
Mise en œuvre
Obtention de la certification HQE Aménagement
Définition du projet et conception technique
Définition du programme des équipements publics avec les Collectivités
Phase Concertation
Etudes Préalables (DLE, CNPN, études géotechniques, étude Sécurité, Etudes servitudes pipelines, étude échangeur, étude d'imapct)
Diagnostic Archélogique et fouilles complémentaires
Esquisse et Avant Projet
Conception technique du projet - suite
Etudes Projet (PRO)
Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) toutes phases confondues
Choix des entreprises
Autorisations administratives et cession des lots
Obtention des 3 autorisations d'exploitation commerciale
Permis de Construire jusqu'à leur purge
PHASE TRAVAUX *
PEP - PHASE 1
Liasion routière avec la RD63
Boulevard des Enseignes Sud (zone d'extension)
Berge du canal au sud de la route de Hoerdt
Rue du commerce
Voiries Actinord
PGC - PHASE 1
Lot 1
Lot 2
Lot 4
lot 5
Lot 6
Lot 7
Lot 9
PEP - PHASE 2
Boulevard des Enseignes Ouest
PGC - PHASE 2
Lont n°8
PEP - PHASE 3
Route de Hoerdt
Voiries entourant le lot n°3
Berge du canal au nord de la route de Hoerdt
Voiries de Vendenheim (est de la RD263)
PGC - PHASE 3
Lot n°3
PGC - PHASE 4
Lot n°10
Lot 11



* Il est à noter que la phase travaux est une estimation basée sur la rédaction en cours du PRO. Les phases sont données à titre indicatif est pourront être amenées à évoluer en fonction des priorités du projet et/ ou d'un phasage souhaité à un autre instant,

PEP = Prorgamme des Equipements Publics
PGC = Programme Global des Constructions

9

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Approbation d'une convention de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et l'œuvre Notre Dame sous la coordination de l'Eurométropole de Strabourg pour la conclusion d'accords-cadres de travaux et de prestations intellectuelles dans le cadre d'opérations de construction.

La Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti réalise des opérations de construction et de déconstruction pour l'ensemble des services de l'Eurométropole de Strasbourg, de la ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame (OND). Pour mener à bien ses missions, elle est amenée de façon récurrente à faire appel à des entreprises externe pour :

- la réalisation de missions d'ingénierie de structure et d'ingénierie pluridisciplinaire (diagnostics, expertise, prescription…etc.) ;
- la réalisation de Travaux câblage Voix/Données/Images sur l'ensemble des infrastructures ;
- le curage de bâtiments à restructurer ou à déconstruire ;
- la réalisation de travaux de désamiantage, dépollution et déconstruction de bâtiments.

La plupart de ces besoins étant de nature identique pour l'Eurométropole, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'OND, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les trois entités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de la procédure de consultation unique ;
- une gestion opérationnelle simplifiée.

S'agissant du rôle du coordonnateur du groupement de commandes :

L'Eurométropole de Strasbourg, coordonnateur du groupement de commandes, sera chargée de la gestion de la procédure de passation des accords-cadres au nom des trois membres du groupement. Le coordonnateur sera chargé de la signature et de la notification des accords-cadres. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne,

s’assurera de sa bonne exécution, notamment par la prise en charge du lancement de marchés subséquents et de l’émission des bons de commande.

S’agissant des marchés à conclure :

D’une part, en application des articles 27, 66 à 68 et 78 à 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les marchés à conclure seront passés sous la forme d’accords-cadres avec émission de bons de commande pour les prestations suivantes :

Mission d’ingénierie de structure et d’ingénierie pluridisciplinaire
Travaux câblage Voix/Données/Images sur l’ensemble des infrastructures
Travaux de curage (Marché intégrant une clause d’insertion sociale)

Les accords-cadres susvisés sont passés sans maximum. La durée maximale des accords-cadres susvisés est de 4 ans, dans le respect de la réglementation.

D’autre part, en application de l’article 78 du Code des marchés publics, il est proposé de lancer un accord-cadre avec passation de marchés subséquents pour les travaux de désamiantage, dépollution et déconstruction.

Cet accord-cadre avec passation de marchés subséquents permet, après mise en concurrence, de sélectionner plusieurs candidats (au moins au nombre de trois, sous réserve d’un nombre suffisant de candidats et d’offres) et de créer un système de référencement composé d’opérateurs économiques qui seront sollicités, pendant toute la durée de l’accord-cadre et seront amenés à formuler des offres répondant aux marchés subséquents, c'est-à-dire passés en application de l’accord-cadre.

La durée maximale de l’accord-cadre susvisé est de 4 ans, dans le respect de la réglementation.

Les crédits nécessaires à l’exécution des marchés subséquents et des bons de commande qui découleront des accords-cadres sus visés émargent sur les budgets de chaque opération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

1) *la convention constitutive de groupement de commandes entre l’Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l’Oeuvre Notre-Dame dont l’Eurométropole de Strasbourg assurera la mission de coordinateur,*

2) la conclusion des accords-cadres avec émission de bons de commande et de l'accord-cadre avec passation de marchés subséquents, sans maximum d'une durée fixe d'un maximum de 4 ans.

La convention de groupement de commandes portera sur la passation d'accords-cadres pour :

- *des missions d'ingénierie de structure et d'ingénierie pluridisciplinaire dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *des travaux de désamiantage, dépollution et déconstruction dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *des travaux de curage dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *des travaux de câblage Voix/Données/Images dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes avec la ville de Strasbourg et la Fondation de l'œuvre Notre-Dame, convention dont la copie est jointe en annexe,*
- *à lancer, en tant que coordonnateur du groupement de commandes, les consultations des quatre accords-cadres,*
- *à signer et notifier les accords-cadres en découlant,*
- *à exécuter les accords-cadres et marchés résultant du groupement de commandes pour ce qui concerne l'Eurométropole de Strasbourg.*

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

VILLE DE STRASBOURG **EUROMETROPOLE** **FONDATION ŒUVRE NOTRE DAME**

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE ENTRE LA VILLE DE STRASBOURG, L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET L'ŒUVRE NOTRE DAME

Pour la passation d'accords-cadres pour la réalisation de travaux et de prestations intellectuelles pour la Ville de Strasbourg, de l'Eurométropole de Strasbourg et de l'Œuvre Notre-Dame

Vu le titre II, Chapitre III, article 8 du Code des marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 novembre 2015,

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2015

Et

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame de Strasbourg (OND), représentée par Monsieur Roland RIES, administrateur agissant en application de l'article 2 de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII et de la délibération du 20 novembre 2015.

un groupement de commandes pour la passation d'accords-cadres pour la réalisation de travaux et de prestations intellectuelles pour la Ville de Strasbourg, la Fondation de l'œuvre Notre Dame et de l'Eurométropole de Strasbourg.

PREAMBULE 4

ARTICLE 1 – CONSTITUTION DU GROUPEMENT 5

ARTICLE 2 – OBJET DU GROUPEMENT 5

ARTICLE 3 – ORGANE DU GROUPEMENT 5

ARTICLE 4 – DROITS ET OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR 6

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE 6

ARTICLE 6 – FIN DU GROUPEMENT 6

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES DIFFERENTS ENTRE LES PARTIES 7

Préambule

La Direction de la Construction et du Patrimoine bâti réalise des opérations de construction et de déconstruction pour l'ensemble des services de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame (OND). Pour mener à bien ses missions, elle est amenée de façon récurrente à faire appel à des entreprises externe pour :

- la réalisation de mission d'ingénierie de structure et d'ingénierie pluridisciplinaire (diagnostics, expertise, prescription…etc.) ;

- la réalisation de Travaux câblage Voix/Données/Images sur l'ensemble des infrastructures ;

- le curage de bâtiment à restructurer ou à déconstruire ;

- la réalisation de travaux de désamiantage, dépollution et déconstruction de bâtiments.

La plupart de ces besoins étant de nature identique pour l'Eurométropole, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'OND, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les trois entités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de la procédure de consultation unique ;

- une gestion opérationnelle simplifiée.

ARTICLE 1 – Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'OND un groupement de commandes régi par le Code des marchés publics, notamment son article 8.VII 1° première ligne article 2, et la présente convention.

ARTICLE 2 – Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 8.VII 1° première ligne article 2 du Code des marchés publics, ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation de quatre accords-cadres, en application des articles 27, 66 à 68 et 78 à 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

Mission d'ingénierie de structure et d'ingénierie pluridisciplinaire	Accord-cadre avec émission de bons de commande
Travaux câblage Voix/Données/Images sur l'ensemble des infrastructures	Accord-cadre avec émission de bons de commande
Travaux de curage (Marché intégrant une clause d'insertion sociale)	Accord-cadre avec émission de bons de commande
Travaux de désamiantage, de dépollution et de déconstruction	Accord-cadre avec passation de marchés subséquents

ARTICLE 3 – Organe du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et de l'Eurométropole de Strasbourg ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier le marché considéré, conformément aux termes de l'article 8.VII 1° première ligne article 2 du Code des marchés publics.

En application de l'article 8.VII deuxième alinéa du Code des marchés publics, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir le titulaire des marchés. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	**Suppléants**
HERTZOG Jean-Luc	ROZANT Edith
BEY Françoise	KOCH Patrick
KREYER Céleste	PEIROTES Edith
CUTAJAR Chantal	MEYER Paul
SCHULTZ Eric	QUEVA Michèle

Le Représentant du Pouvoir adjudicateur et Président de la Commission d'appel d'offres est BEUTEL Jean-Marie

ARTICLE 4 – Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation du marché au nom des membres du groupement.

Il transmet le marché aux autorités de contrôle.

Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, les informations relatives au déroulement du marché. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'adhérent les documents nécessaires des accords-cadres en ce qui le concerne ;
- de signer et de notifier les accords-cadres ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application de l'article 80 du code des marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé les adhérents sur les conditions de déroulement des procédures de dévolution des accords-cadres, et en particulier à informer les adhérents de tout dysfonctionnement constaté.

ARTICLE 5 – Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame pourront demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg ou par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame au regard des obligations qui incombent à ces dernières.

ARTICLE 6 – Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification de l'ensemble des accords-cadres.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

ARTICLE 7 – Règlement des différents entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg le

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Robert HERRMANN
Président de l'Eurométropole de Strasbourg

LA VILLEDE STRASBOURG

Roland RIES
Maire de Strasbourg

LA FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME

Roland RIES
Administrateur

10

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Vente d'un terrain Eurométropolitain au profit de la Société OPIDIA.

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire d'un terrain vacant de 10,37 ares, situé entre la rue de la Redoute et la rue Lisa Krugell, au Neuhof.

Dans le cadre du réaménagement de la rue Lisa Krugell par la Direction de la mobilité des espaces publics et naturels en 2015, ce terrain a été libéré par la démolition de garages vétustes qui s'y trouvaient.
Un parking de proximité a été aménagé sur une partie de celui-ci, pour répondre pour répondre aux besoins de stationnement public constatés sur le secteur.

Le terrain résiduel de 10,37 ares se situe au sein d'un tissu urbain mixte, individuel et collectif, et face aux espaces naturels de la Réserve naturelle nationale Neuhof-Illkirch. L'opérateur OPIDIA a sollicité la collectivité en 2016 pour réaliser sur ce site une opération de maisons individuelles en location-accession.

Projet de maisons individuelles

Le programme développé par OPIDIA prévoit la réalisation :

- de 6 maisons individuelles accolées, représentant 535 m² de surface de plancher totale, dont 4 T4 et 2 T5 avec des surfaces moyennes respectives de 84 et 99 m² par type de logement,

- de jardins privatifs et des locaux extérieurs de rangements pour chaque maison,

- d'un accès véhicule depuis la rue Lisa Krugell et un accès piéton depuis la rue de la Redoute,

- de neuf places de stationnement en aérien ou boxées.

Le projet sera financé en « Prêt social location-accession » (PSLA), dispositif d'accession sécurisé sous conditions de ressources, à destination d'un public éloigné de l'accession sur le marché libre. Il garantit à l'acquéreur un prix d'achat encadré, avec une TVA réduite

à 5,5%, et une première phase de location qui permet de constituer son épargne et à l'issue de laquelle la restitution du bien à l'opérateur est possible.

Le projet répond ainsi à plusieurs ambitions :

- développer l'offre de produits d'accession sociale à la propriété et proposer des parcours résidentiels vers l'accession à des ménages dont les ressources sont limitées ;

- poursuivre la valorisation des franges Sud-Est du Neuhof par une architecture contemporaine réinterprétant les qualités historiques du tissu urbain du Neuhof-village ;

- diversifier l'offre de logement individuel au sein de la Ville de Strasbourg par de nouvelles formes conjuguant qualité de l'habitat et densité maîtrisée.

Conditions de cession du foncier

France Domaine a estimé la valeur du terrain à 175 000 € HT par avis du 15 mars 2017.

Or la réalisation de maisons individuelles ne maximise pas le potentiel constructif du terrain, classé en zone UB3 où le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) autorise des collectifs allant jusqu'à 3 étages. De plus l'équilibre économique d'une opération en location-accession se rapproche de celui d'un projet en logement social.

Pour tenir compte de la densité maîtrisée et du caractère social du projet, le prix de cession est fixé 300 € / m² sdp, soit 160 200 € HT.

L'acte de vente à intervenir sera assorti de conditions suivantes :

- une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction pour OPIDIA de revendre les terrains nus objet des présentes sans autorisation préalable de l'Eurométropole de Strasbourg et ceci pour une durée de 5 ans ; ce délai prenant effet dès après la signature de l'acte de vente ; cette restriction au droit de disposer se traduira par une inscription au Livre Foncier au profit de l'Eurométropole.

- une obligation de procéder au démarrage effectif des travaux dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'acte de vente et conformément au permis de construire déposé en date du 31 juillet 2017 ; cette obligation sera sanctionnée par l'inscription au Livre Foncier d'un droit à la résolution au profit de l'Eurométropole de Strasbourg.

- une obligation de procéder au démarrage effectif des travaux dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'acte de vente et conformément au permis de construire déposé en date du 31 juillet 2017 ; cette obligation sera sanctionnée par l'inscription au Livre Foncier d'un droit à la résolution au profit de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous propose de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis du Conseil municipal en date du 20 novembre 2017
Vu l'avis de France Domaine en date du 15 mars 2017
après en avoir délibéré
approuve

la vente amiable par l'Eurométropole de Strasbourg d'une emprise foncière au profit de la société OPIDIA ou toute personne morale qui s'y substituerait, et cadastrée :

Ban communal de Strasbourg
Lieudit : rue de la Redoute
Section : IH n° 242 d'une surface de 6,62 ares
Section : IH n° 245 d'une surface de 1,65 are
Section : IH n° 255 d'une surface de 2,08 ares
Section : IH n° 256 d'une 00,02 ca, soit une surface totale de 10,37 ares.

la présente transaction intervient au prix de 160 200 € (cent soixante mille deux cent euros), taxes et frais éventuels en sus,

décide

l'imputation de la recette liée à cette vente sur la ligne budgétaire : 820- 775- AD03B, de l'exercice 2018,

autorise

le président ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente à intervenir ainsi que tout acte ou documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Gestion publique
Division France Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2017/191

Le 15/03/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : terrain à bâtir

ADRESSE DU BIEN : rue de la redoute à Strasbourg (Neuhof)

VALEUR VÉNALE : 175 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole de Strasbourg.
Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH** yasmina.nassouh@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 20/02/2017
Demande reçue le : 22/02/2017
Visite le :
Dossier en état : 22/02/2017

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession d'une emprise de terrain destiné à la réalisation d'un programme immobilier de logements en PSLA.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse - Lieudit	Superficie
IH	242	Rue de la redoute	6,62
IH	245	Rue de la redoute	1,65
IH	247	37, rue de la redoute	2,1
		TOTAL	**10,37**

Descriptif sommaire :

Parcelles formant une emprise en forme de L, prélevée sur une unité foncière de plus grande contenance bordée au nord par un chemin rural, à l'est par l'impasse du château de la forêt, au sud par la rue de la redoute et à l'ouest par un petit groupe de propriétés bâties.

Le terrain cédé est à l'état nu. Il présente une façade sur la rue de la redoute d'environ 22 mètres et s'étire depuis celle ci sur une profondeur d'environ 40 mètres.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Eurométropole de Strasbourg.

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU intercommunautaire approuvé le 16/12/2017 devenu opposable le 23/01/2017 les parcelles sont situées en zone **NEU UB3,** secteur à dominante correspondant aux faubourgs de l'agglomération. L'implantation du bâti est admise sur les limites parcellaires afin de consolider les centralités urbaines des communes. La zone UB du PLU communautaire comprend plusieurs sous-secteurs pour adapter les possibilités de densification au contexte urbain. Hauteur maximale : 12 mètres à l'égout de toiture. Secteur de mixité sociale (SMS2).

La parcelle reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'emprise considérée peut être fixée à 175 000 € HT.

Nota :

La présente évaluation est donnée en l'état des renseignements communiqués par le consultant, sans tenir compte d'éventuelles servitudes affectant l'utilisation des sols et des contraintes liées à l'état de ceux ci (pollution, présence de canalisation...).

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

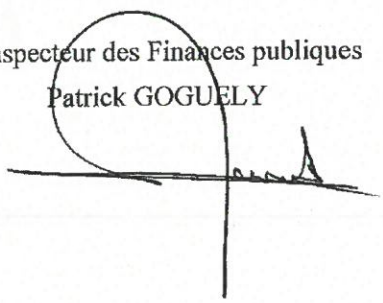
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques

et par délégation,

L'inspecteur des Finances publiques

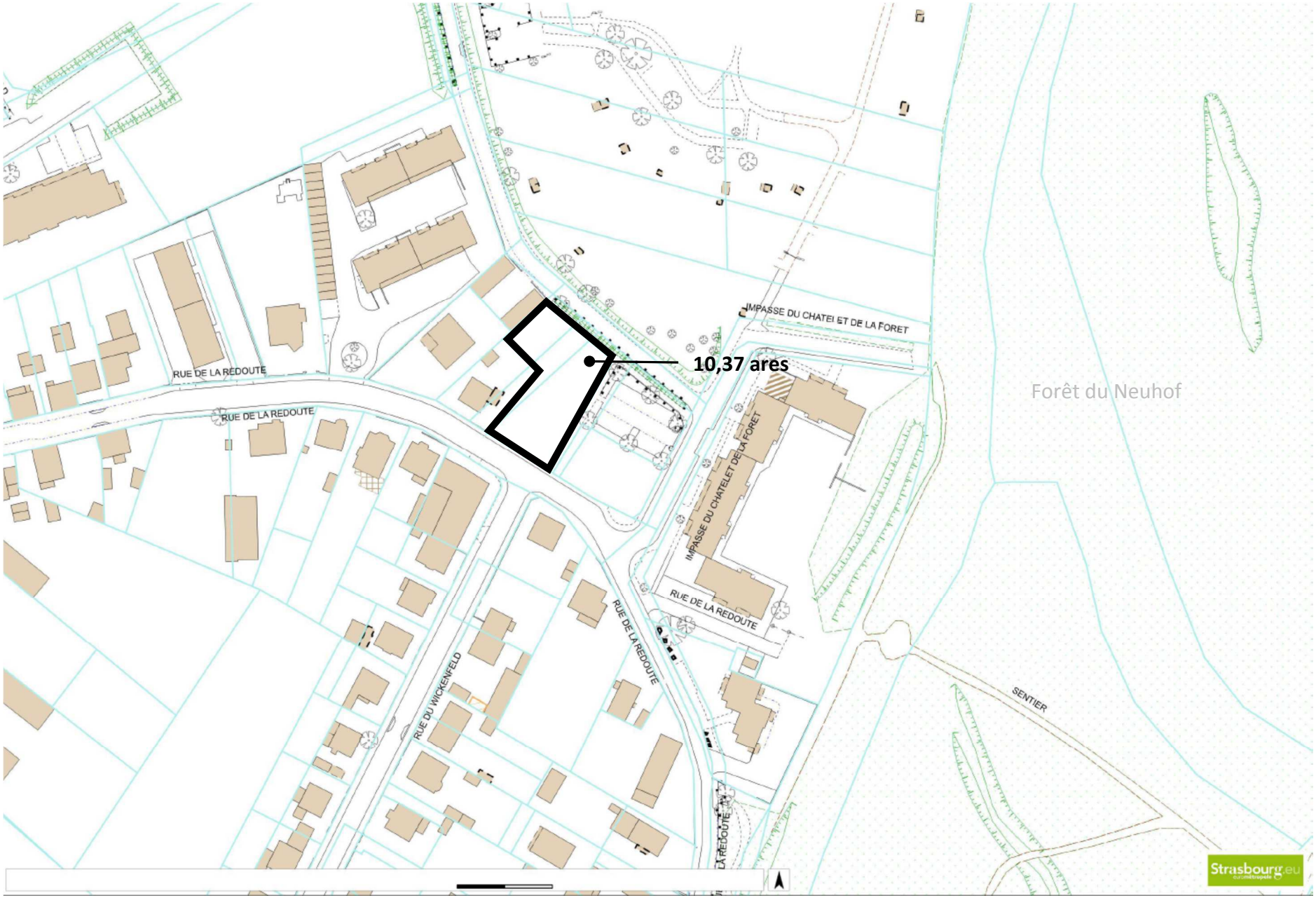
Patrick GOGUELY





Philippe Sigwalt Architecture, 2017

Annexe 2 – Perspective du projet depuis la rue de la Redoute



Annexe 1 – Plan de situation du projet d'OPIDIA



Philippe Sigwalt Architecture, 2017

Annexe 3 – Plan masse du projet d'OPIDIA rue de la Redoute

11

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Vente, par l'Eurométropole de Strasbourg, à la société Habitat de l'Ill, d'un terrain nu situé Impasse Lignée à Vendenheim.

Dans le cadre de la politique menée en faveur du développement du logement social sur le ban communal de Vendenheim en collaboration avec la commune, la société Habitat de l'Ill projette la réalisation d'un programme immobilier de 18 logements locatifs sociaux (12 PLUS et 6 PLAI) au Sud de l'Impasse Lignée, sur une emprise foncière d'une superficie totale de 21,55 ares.

Cette dernière se compose de divers terrains d'ores et déjà acquis par le bailleur social, ainsi que d'une parcelle métropolitaine d'une surface de 0,55 are, dont l'acquisition est également souhaitée.

Le terrains métropolitain, classé au plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) en zone constructible UB5, a été évalué par France Domaine au prix de 5 000 € et accepté par la société Habitat de l'Ill.

Il est par conséquent proposé à la Commission permanente (Bureau) d'entériner cet accord.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis du domaine n°2017/0872 en date du 15 septembre 2017
Vu l'avis du Conseil municipal de la commune
de Vendenheim en date du 6 novembre 2017
après en avoir délibéré
approuve

la vente amiable, au profit de la société dénommée Habitat de l'Ill, moyennant le prix de 5 000 €, de la parcelle métropolitaine provisoirement cadastrée sur le ban communal de Vendenheim section 5 n°(1)/46 d'une superficie de 0,55 are en nature de sol, en vue de la réalisation d'un programme de 18 logements sociaux ;

décide

l'imputation de la recette correspondante sur la ligne budgétaire AD03B-820-775 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
REGION GRAND EST ET DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Gestion publique
Service :Division France Domaine
Adresse :4 place de la République – CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone :03 88 10 35 00
mail : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Bernard ROTH
Téléphone : 03 88 10 35 09
Courriel : bernard.roth@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. LIDO : **2017 / 0872**

à

EUROMETROPOLE
1 Parc de l'Etoile
67000 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN :	**COMMUNE DE VENDENHEIM** – TERRAIN A BÂTIR
ADRESSE DU BIEN :	**IMPASSE LIGNEE– CANAL DE LA MARNE AU RHIN**
VALEUR VÉNALE :	**5 000 € HT**

1 - SERVICE CONSULTANT : EMS

Affaire suivie par : Gilles SCHWALLER – gilles.schwaller@strasbourg.eu

2 - DATE DE CONSULTATION

Date de réception : 10/08/2017
Date de visite :
Date de constitution du dossier « en état » : 12/09/2017

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE

Cession envisagée au riverain d'une partie à détacher de la parcelle n°46 en nature de chemin rural, contiguë à la parcelle n°15, et proche du canal de la Marne au Rhin.

.../...

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Section	Parcelles	Surface (ares)	Zonage
5	(1)/46	0,55	UB5

Parcelle de forme trapézoïdale et de très petite contenance, contiguë à la parcelle n°15 appartenant à Habitat de l'Ill, et prélevée sur la parcelle n°46 en nature de chemin rural.
Située entre la voie ferrée le canal et la route de Brumath, l'emplacement n'est pas très favorable en raison de la zone de bruit résultant de la proximité de la voie férrée et de la route de Brumath.

5 - SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : EUROMETROPOLE
- situation d'occupation : ./.

6 - URBANISME ET RESEAUX

Urbanisme : Zone UB5 du nouveau PLUi en vigueur à VENDENHEIM.

Voie, réseau, divers (VRD) : secteur urbain viabilisé

Qualification du terrain : La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation

7 - DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale la parcelle est estimée à 5 000 € HT

Toutefois, s'agissant d'une cession à un riverain, il pourra être retenu un prix de convenance qu'il n'appartient pas au service du Domaine d'apprécier.

8 – DUREE DE VALIDITE

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIERES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

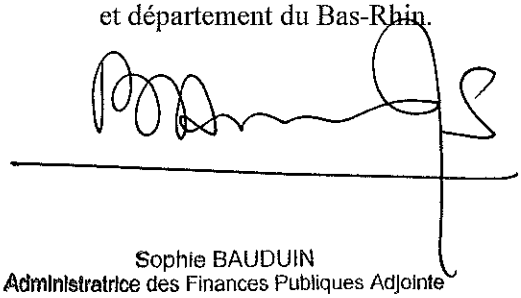
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

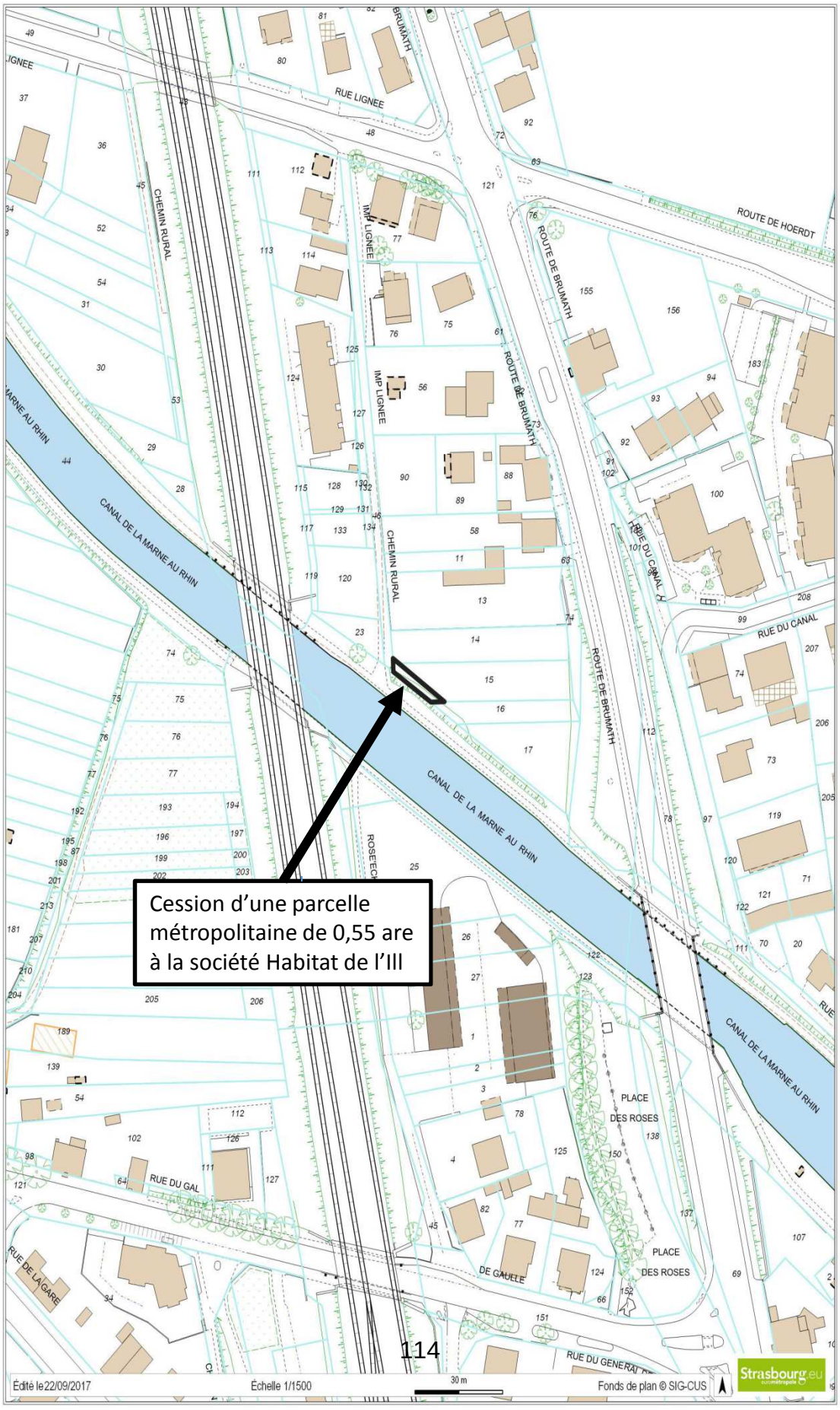
A Strasbourg, **le 15/09/2017**

Pour l'Administrateur général,
Directeur régionale des Finances publiques
Région Grand Est
et département du Bas-Rhin.

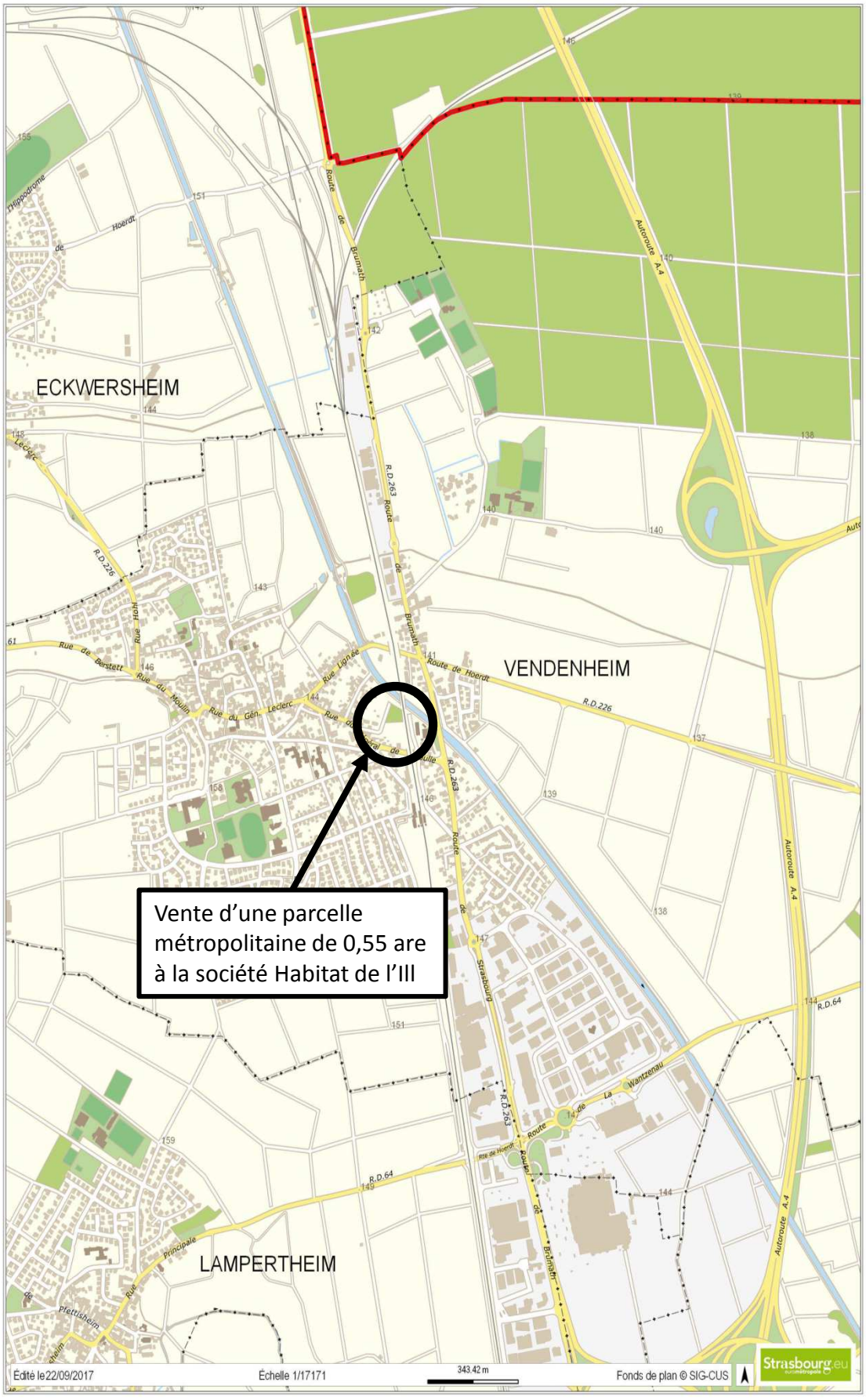


Sophie BAUDUIN
Administratrice des Finances Publiques Adjointe

BAN COMMUNAL DE VENDENHEIM



BAN COMMUNAL DE VENDENHEIM



12

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Cession amiable d'un terrain situé rue des Touterelles à OBERHAUSBERGEN propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire d'une parcelle cadastrée section 13 n°79 située sur le ban de la commune de OBERHAUSBERGEN rue des Tourterelles, d'une superficie totale de 16,89 ares.

Cette parcelle, toute en longueur, partiellement constructible, est classée au Plan local d'urbanisme intercommunal savoir :

- pour partie - soit 7,84 ares - en zone UCA6,
- pour partie - soit 9,05 ares - en zone N1.

L'Eurométropole de Strasbourg a été saisie d'une demande d'acquisition par :

Monsieur Thomas LUBRANO DI FIGOLO et Madame Doriane SOTTANI, engagés par ailleurs dans une démarche d'acquisition des parcelles voisines (cadastrées section 13 n°s 277-278-279 et 280 et appartenant à la PAROISSE PROTESTANTE D'OBERHAUSBERGEN) afin d'adjoindre la parcelle propriété de l'Eurométropole de Strasbourg à celles qu'ils acquièrent en vue de la réalisation d'un projet de construction d'une maison individuelle pour lequel ils ont obtenu un permis de construire en date du 2 août 2017 (PC n° 67343 17 V0008).

L'Eurométropole de Strasbourg n'ayant plus d'intérêt à conserver cette parcelle, étroite et toute en longueur, il est proposé d'accéder à la demande de Monsieur LUBRANO DI FIGOLO et Madame SOTTANI.

Le prix de cession proposé est de 240 000 € HT (deux cent quarante mille euros), TVA et frais en sus à la charge de l'acquéreur.

Compte tenu de l'obligation que prendra, aux termes de l'acte de vente, l'acquéreur de céder une emprise foncière de 4m de large sur 45m de long à distraire de la parcelle cadastrée section 13 n°79 au profit du propriétaire de la parcelle cadastrée section 13 n °80, il est précisé que ce prix se décompose de la façon suivante :

- concernant la partie du terrain située en zone UCA6 : 29 457,90 euros/are,
- concernant la partie du terrain située en zone N1 : 1 000 euros/are.

Suivant avis du 25 avril 2017, le service des domaines a évalué ladite parcelle à la somme de 158 000 € (cent cinquante-huit mille euros).

Le prix de cession proposé est donc supérieur à l'avis des Domaines.

Afin de s'assurer de la réalisation du projet de construction, il est proposé d'assortir les présentes d'une condition suspensive relative à l'acquisition définitive par Monsieur LUBRANO DI FIGOLO et Madame SOTTANI, ou de toute personne morale qu'ils se substitueraient avec l'accord de l'Eurométropole de Strasbourg, des parcelles attenantes nécessaires au projet de construction cadastrées section 13 n°s 277 et 279.

En outre, l'acte de vente prévoira :

- une condition portant sur la pollution et l'état des sols précisant la prise en charge, par l'acquéreur, de toute contrainte et coûts en résultant, sans recours contre l'Eurométropole de Strasbourg,

- une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction pour Monsieur LUBRANO DI FIGOLO et Madame SOTTANI, ou de toute personne morale qu'ils se substitueraient, de revendre le terrain cédé, nu, sans l'accord de l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente, à l'exception d'une emprise foncière correspondant à une bande de 4 mètres de large sur 45 mètres de long (environ) devant être cédée au propriétaire de la parcelle contiguë cadastrée section 13 n° 80, si bon semble audit propriétaire voisin, et à première demande de celui-ci, pour un prix à l'are du terrain à céder devant être inférieur ou égal à celui des présentes (compte tenu du zonage dans lequel se trouvera ledit terrain).

La restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier et pourra être levée à compter de la délivrance par l'acquéreur au vendeur de la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis favorable du Conseil Municipal de la Ville de Oberhausbergen
en date du 9 octobre 2017
Vu l'avis de France Domaine en date du 25 avril 2017
après en avoir délibéré
approuve

La vente de la parcelle cadastrée :

Commune d'OBERHAUSBERGEN

Section 13 n°79 de 16,89 ares
Lieu-dit Tauberain
Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg

Au profit de Monsieur Thomas LUBRANO DI FIGOLO et Madame Doriane SOTTANI, ou de toute personne morale qu'ils se substitueraient avec l'accord du vendeur.

Au prix de 240 000 euros hors taxes et frais

Compte tenu de l'obligation que prendra, aux termes de l'acte de vente, Monsieur LUBRANO DI FIGOLO et Madame SOTTANI (ou de toute personne morale qu'ils se substitueraient) de céder, au profit du propriétaire de la parcelle voisine (cadastrée section 13 numéro 80), une emprise foncière de 4 mètres de large sur 45 mètres de long (environ) à distraire de la parcelle cadastrée section 13 n°79, à première demande du voisin, pour un prix à l'are ne devant pas excéder celui des présentes (compte tenu du zonage dans lequel se trouvera ledit terrain), l'acte de vente à intervenir précisera que le prix de vente se décompose de la façon suivante :

- *concernant la partie du terrain située en zone UCA6 : 29.457,90 euros/are,*
- *concernant la partie du terrain située en zone N1 : 1.000 euros/are.*

Par ailleurs, afin de s'assurer de la réalisation du projet de construction par Monsieur Thomas LUBRANO DI FIGOLO et Madame Doriane SOTTANI, ces derniers devront justifier, au plus tard le jour de la signature de l'acte de vente, d'un titre de propriété ou d'une promesse de vente en cours de validité sur le tènement foncier voisin sis commune de OBERHAUSBERGEN, cadastré section 13 numéros 277 et 279.

Enfin, l'acte de vente (et, le cas échéant, la promesse de vente) précisera :

- *la prise en charge, par l'acquéreur, de toute contrainte et coûts résultant d'une pollution éventuelle du sol, du sous-sol, sans recours contre l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction pour l'acquéreur de revendre le terrain cédé, nu, sans l'accord de l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente, à l'exception d'une emprise foncière correspondant à une bande de 4 mètres de large sur 45 mètres de long (environ) devant être cédée au propriétaire de la parcelle contiguë cadastrée section 13 n° 80, si bon semble audit propriétaire voisin, et à première demande de celui-ci, pour un prix à l'are du terrain à céder ne devant pas excéder celui des présentes compte tenu du zonage dans lequel se trouvera ledit terrain.*

La restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier et pourra être levée à compter de la délivrance par l'acquéreur au vendeur de la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux.

décide

l'imputation de la recette de 240 000 € sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg prévu au budget pour 2018, fonction 510, nature 775, service AD03B.

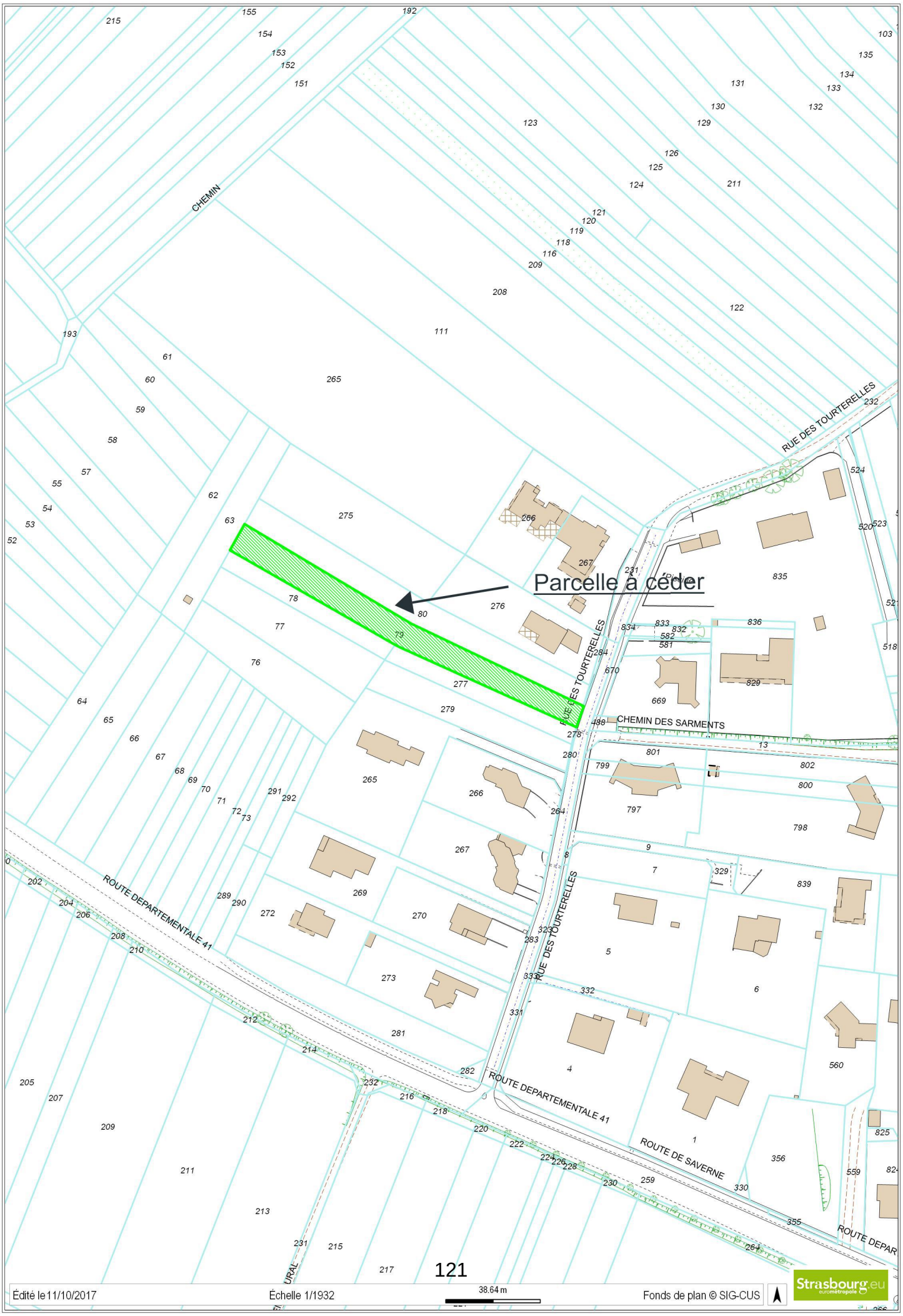
autorise

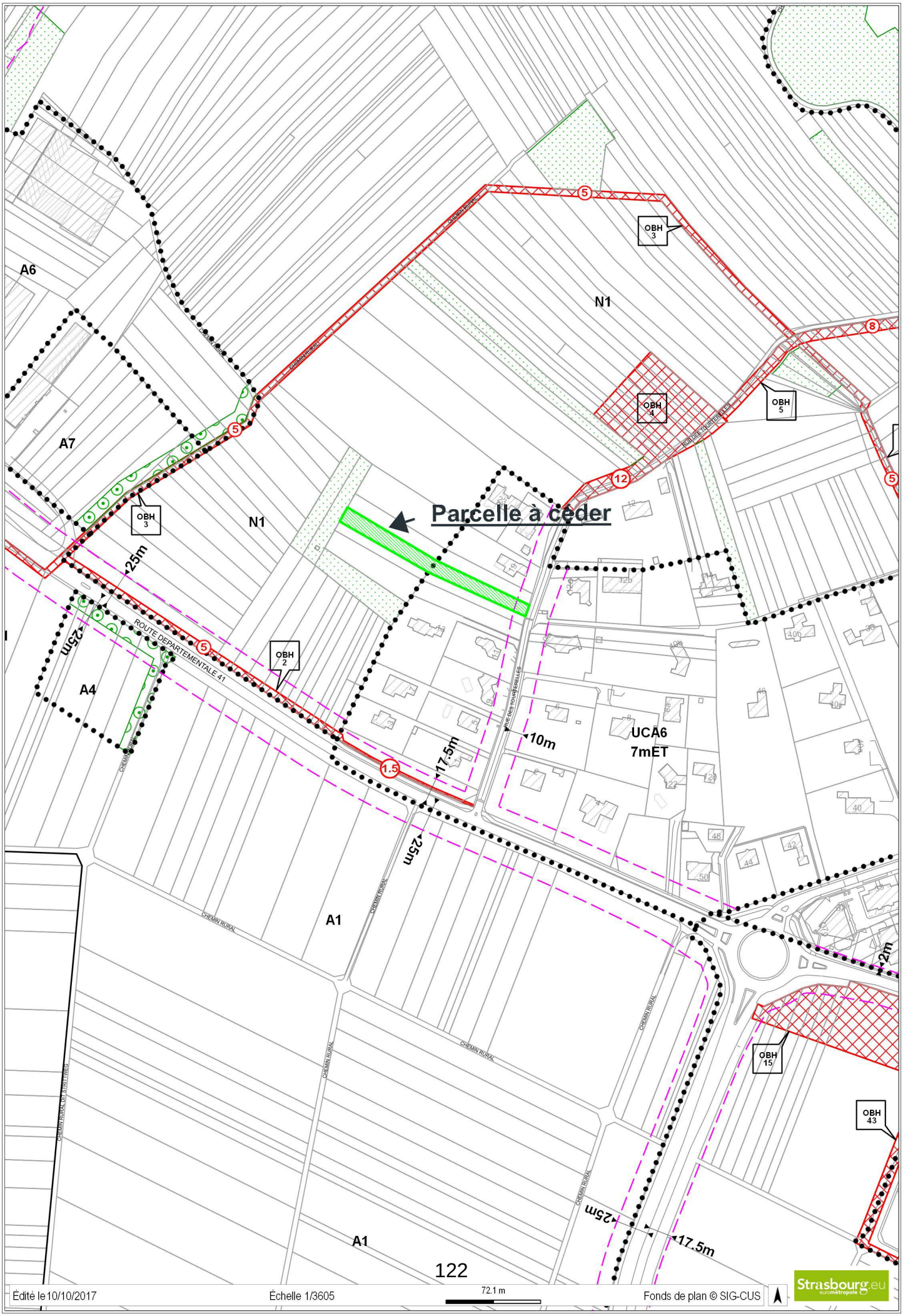
le Président, ou son ou sa représentant(e) à signer l'acte de vente et le cas échéant l'avant contrat de vente, et de manière générale tous les actes complémentaires ou rectificatifs et documents concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017


Bei der Musau
155
In der Lies
RELAIS HERTZIEN
183
FORT FRERE
Lange Straeng
Chemin de Dingsheim
Coteaux des
Auf dem Rohrberg
CENTRE EQUESTRE
Auf die Klamm
Chemin
181
Pfaffenberg
Dreispitz
Rue de la Schlitte
Auf der Gurgel
Parcelle à céder
Taubenrain
In den jungen Reben
Chemin des Sarments
Rue de la Schlitte
Rue des Tourterelles
12
11
6
3
2
157
Stinusberg
R.D.41 Route de Saverne
122
50
Rue des Vi
34
23
HALTE-GARDERIE
155
In der Wasserlaeng
R. des Magnolias
Route de
97
Tilleuls
R. des
R. du Chêne
R. des Acacias
In dem Waeschacker
Rue des Châtaigniers
Mitten im Feld
151
Putzacker
120
Édité le 10/10/2017
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


Parcelle à céder
CHEMIN
RUE DES TOURTERELLES
CHEMIN DES SARMENTS
ROUTE DEPARTEMENTALE 41
ROUTE DE SAVERNE
ROUTE DEPAR
Édité le 11/10/2017
Échelle 1/1932
38.64 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


Parcelle à céder
A6
A7
A4
A1
N1
OBH 3
OBH 2
OBH 4
OBH 5
OBH 15
OBH 43
25m
17.5m
10m
2m
UCA6
7mET
ROUTE DEPARTEMENTALE 41
RUE DES TOURTERELLES
CHEMIN RURAL
122
Édité le 10/10/2017
Échelle 1/3605
72.1 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : SCHAEFFER Marie-Claude

Téléphone : 03 8810 35 17

Courriel :marie-claude.schaeffer1@dgfip.finances.gouv.fr

Réf LIDO : 2017-343VO409

Le 25/04/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin

à

Dénomination et adresse du service consultant

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1, PARC DE L'ETOILE

67076 STRASBOURG CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : PARCELLE DE TERRAIN

ADRESSE DU BIEN : LIEUDIT «Tauberain » 67205 OBERHAUSBERGEN

VALEUR VÉNALE : 158. 000 €

1 – SERVICE CONSULTANT : Commune d'OBERHAUSBERGEN
Affaire suivie par : Karin NIELSEN
Mail : courrier@strasbourg.eu

2 – Date de consultation : 5 avril 2017
Date de réception : 7 avril 2017
Date de constitution du dossier « en état » : 7 avril 2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Cession d'une parcelle nue, à la demande de particuliers qui souhaiterait la réunion de cette parcelle et de deux autres parcelles contiguës appartenant à la paroisse protestante afin d'y construire une maison individuelle.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

4 – Description du bien

Commune d'Oberhausbergen
Section 13 n° 79 de 16,89 ares.
Terrain non bâti quasi rectangulaire, sis section 13 n° 79 de 16.89 ares en tout, rue des tourterelles. Ce bien a un talus de près de 1 m de haut sur toute la longueur SE NO, une façade de 9 m sur la rue des tourterelles, laquelle est équipée de tous les réseaux. Le sud est de la parcelle est dans un environnement de maisons individuelles, le reste, dans les cultures.
La parcelle est libre de toute occupation.

5 – Situation juridique

- nom du propriétaire : Eurométropole de Strasbourg

- situation d'occupation : Propriétaire

6 – Urbanisme et réseaux

Le bien en question est situé en zone N1 pour 9,05 ares et en zone UCA6 pour 7,84 ares, du nouveau PLUI .
Voie, réseau, divers (VRD) : La partie en zone UCA6 est viabilisée.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer. La valeur vénale du bien est estimée à : 158.000 €

-soit pour la partie en zone N1 : valeur à l'are : 1000 €

- pour la partie en zone UCA6 : valeur à l'are : 19.000 €

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi n° 78-17 modifié, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

A STRASBOURG, le 25/04//2017
Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est
et du département du Bas-Rhin

L'Inspecteur divisionnaire
des Finances publiques

Pascale Oberlé

13

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Transactions amiables sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les projets de la collectivité nécessitent la réalisation d'acquisitions ou de ventes amiables de diverses parcelles :

- à incorporer à la voirie métropolitaine ;

- entrant dans le cadre de projets d'intérêt métropolitain ayant déjà été validés par le Conseil de communauté, désormais Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg ;

- entrant dans la politique de réserves foncières de l'Eurométropole de Strasbourg ;

- sortant du patrimoine.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg acquiert des terrains pour les besoins de premier établissement ou d'élargissement de voies à un prix négocié en plein accord avec les propriétaires concernés.

Si le montant de ce type de transaction est inférieur à 180 000 €, l'avis de France Domaine n'est pas requis (arrêté ministériel du 5 décembre 2016).

La collectivité acquiert et vend également des terrains à l'amiable, en plein accord avec les propriétaires, dans le cadre d'opérations ayant déjà fait l'objet d'une validation par une délibération générale, dans le cadre de la politique de réserves foncières, ou dans le cadre de régularisations de situations domaniales avec des personnes physiques ou morales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

Vu l'avis favorable du Conseil municipal de Reichstett du 2 juillet 2013 (ZAC)
Vu l'avis favorable du Conseil municipal de Schiltigheim du 22 novembre 2016
Vu les avis de France Domaine
après en avoir délibéré
approuve

I. <u>Les acquisitions de terrains par l'Eurométropole de Strasbourg à incorporer dans la voirie publique à savoir</u> :

Voies aménagées, élargies ou à aménager avec l'accord des propriétaires dont le transfert de propriété reste à régulariser. Les parcelles désignées ci-après seront acquises à prix négocié, en plein accord avec les propriétaires :

<u>I.1. à Schiltigheim :</u>

Dans le cadre de la requalification de la friche brassicole du site « FISCHER » par la société Cogedim-Est, il revient à l'Eurométropole de Strasbourg de réaliser les voiries Sud et Nord du périmètre déclaré d'intérêt général par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 25 novembre 2016, et de procéder aux acquisitions des parcelles suivantes, classées en zone UXB1 et partiellement UB2 au Plan local d'urbanisme ;
propriété de la société Heineken Entreprise, société par actions simplifiée au capital de 130 784 350 € ayant son siège à Rueil Malmaison, 2 rue du Martinet, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 414 842 062 ;
et casdastrées:

Commune de Schiltigheim
Lieudit : « route de Bischwiller »
Section 27 n° (2)/4 de 0,28 are, sol
Section 27 n° (4)/6 de 0,68 are, sol
Section 27 n° (6)/6 de 0,90 are, sol
Section 27 n° (8)/4 de 0,12 are, sol
Section 27 n° (10)/6 de 2,27 ares, sol
Section 27 n° (12)/6 de 0,14 are, sol
Section 27 n° 23/4 de 0,44 are, sol
Section 27 n° 28/6 de 15,18 ares, sol
Section 27 n° 31/4 de 0,01 are, sol
Section 27 n° 36/6 de 27,57 ares, sol
Section 27 n° 37/6 de 0,37 are, sol
Section 28 n° 22 de 21,13 ares, sol

Soit au total 69.09 ares, au prix de 5 000 € l'are soit au total 345 450 €, toutes taxes éventuelles en sus.

II. <u>Les acquisitions dans le cadre de projets validés par l'Eurométropole de Strasbourg et au titre de la réalisation de réserves foncières</u> :

<u>II.1. à Reichstett</u> :

Pour permettre l'extension du cimetière (opération REI 7 du Plan local d'urbanisme) l'Eurométropole de Strasbourg doit se rendre acquéreur d'une parcelle classée en zone IAUA1 et située dans le périmètre de la ZAC « Les Vergers de Saint-Michel », cadastrée :

Commune de Reichstett
Lieudit : « Nordfeld »
Section 25 n° 415/199 de 18, 32 ares, terres.
Propriété de Madame Alice BILGER pour moitié et Madame Marie BILGER pour moitié, au prix de 4 500 € l'are, soit au total 82 440 €.

III. <u>Les ventes dans le cadre de projets validés par l'Eurométropole de Strasbourg</u> :

<u>III.1. à Reichstett</u> :

Dans le cadre des aménagements liées à la ZAC « Les Vergers de Saint-Michel » dont la création a été approuvée par le Conseil de communauté en séance du 12 juillet 2013 et la société CM-CIC Immobilier désignée concessionnaire par délibération du 19 décembre 2014 ; l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée dans le traité de concession du 30 janvier2017, à céder à l'aménageur les parcelles nécessaires à l'opération ;
à ce titre il est proposé de céder la parcelle eurométropolitaine classée en zone IAUA 1 au Plan local d'urbanisme et cadastrée :

Commune de Reichstett
Lieudit : « rue de la Croix »
Section 3 n° 277/11 de 2,28 ares, sol,
au prix déterminé par France Domaine, soit 10 260 € (4 500 € l'are) au profit de la société CM-CIC Aménagement Foncier, société par actions simplifiée au capital de 23 387 430 € ayant son siège à 67000 Strasbourg, 34 rue du Wacken, immatriculée au Registre du commerce et des société de Strasbourg sous le n°788 797 926.

L'indemnité de remploi de 5% qui pourrait être attribuée dans le cadre de la déclaration d'utilité publique rendue au nom de l'aménageur n'est pas appliquée, la parcelle étant notoirement destinée à la vente à son profit.

décide

- *l'imputation des dépenses liées aux acquisitions de parcelles à incorporer à la voirie sur la ligne budgétaire AD03, fonction 824, nature 2112, programme 6 ;*

- *l'imputation des dépenses liées aux acquisitions de parcelles au titre des réserves foncière sur la ligne budgétaire AD03, fonction 824, nature 2111, programme 5 ;*

- *l'imputation de la recette sur la ligne budgétaire AD03B, fonction 820, nature 775.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tous documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
REGION GRAND EST ET DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Gestion publique
Division Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : **Mehdi TRABELSI**
Téléphone : **03 88 10 35 16**
Courriel : mehdi.trabelsi@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. LIDO : **2017-0643**

Le 11 juillet 2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

VILLE ET EUROMETROPOLE
Service Politique Foncière et Immobilière
1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAINS NON-BÂTIS

ADRESSE DU BIEN : ROUTE DE BISCHWILLER À SCHILTIGHEIM

VALEUR VENALE : 42 000 € HT / are pour l'emprise située en zone UB2

10 000 € HT / pour l'emprise située en zone UXB1

1 – SERVICE CONSULTANT : EUROMETROPOLE STRASBOURG

AFFAIRE SUIVIE PAR : *M. Alain MULLER (alain.muller@strasbourg.eu)*

2 – Date de consultation : : 12/06/2017
Date de réception : : 16/06/2017
Date de visite : : non-visité
Date de constitution du dossier « en état » : : 22/06/2017

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – description du projet envisagé

La demande d'évaluation s'inscrit dans le cadre d'une acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la SAS HEINEKEN Entreprise de deux emprises en bande non bâties situées au nord et au sud de l'ancien site Fischer, au sud de Schiltigheim, afin de réaliser une future voirie.
L'emprise nord correspond à l'intégralité de la parcelle cadastrée section 28 n°22, d'une surface de 21,13 ares, alors que l'emprise sud, d'une surface totale d'environ 48 ares, est issue des parcelles cadastrées section 27 n°23/4, n°24/1, n°26/6, n°27/6, n°28/6, n°31/4, n°32/4, n°35/6, n°37/6 et n°38/6.
Il a été convenu la communication d'une valeur à l'are (courriel du 22/06/2017).

4 – Description du bien

Section	Parcelles	Surface totale (ares)	Zonage PLU	Propriétaire
28	22	21,13	UXB1- UB2	SAS HEINEKEN Entreprise
27	23/4	0,44	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise
27	24/1	24,14	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise
27	26/6	2,77	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise
27	27/6	3,08	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise
27	28/6	15,18	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise
27	31/4	0,01	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise
27	32/4	12,33	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise
27	35/6	27,57	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise
27	37/6	0,37	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise
27	38/6	1,59	UXB1	SAS HEINEKEN Entreprise

L'évaluation concerne deux emprises en bande non bâties situées au nord et au sud de l'ancien site Fischer, au sud de Schiltigheim.
L'emprise nord correspond à l'intégralité de la parcelle cadastrée section 28 n°22, d'une surface de 21,13 ares, alors que l'emprise sud, d'une surface totale d'environ 48 ares, est issue des parcelles cadastrées section 27 n°23/4, n°24/1, n°26/6, n°27/6, n°28/6, n°31/4, n°32/4, n°35/6, n°37/6 et n°38/6.

5 – Situation juridique

La parcelle cadastrée section 28 n°22 ainsi que l'emprise issue des parcelles cadastrées section 27 n°23/4, n°24/1, n°26/6, n°27/6, n°28/6, n°31/4, n°32/4, n°35/6, n°37/6 et n°38/6 appartiennent à la SAS HEINEKEN Entreprise.

6 – Urbanisme et réseaux

La parcelle cadastrée section 28 n°22 se situe actuellement en zones UB2, pour 11,50 ares, et UXB1, pour 9,63 ares, du PLU de l'Eurométropole, approuvé le 16/12/2016 et opposable le 23/01/2017. Elle se situe également en emplacement réservé SCH129 « Création d'une voirie entre la route de Bischwiller et la rue des Malteries et d'une amorce de voirie à l'ouest de la rue des Malteries. »
L'emprise sud, issue des parcelles cadastrées section 27 n°23/4, n°24/1, n°26/6, n°27/6, n°28/6, n°31/4, n°32/4, n°35/6, n°37/6 et n°38/6 se situe intégralement en zone UXB1.

Secteur à dominante d'habitat, les zones urbaines UB sont hétérogènes et correspondent essentiellement aux faubourgs de l'agglomération.
On les retrouve de Strasbourg aux communes de première couronne, ainsi que le long des axes routiers structurants, pouvant pénétrer jusque dans les communes les plus périphériques de l'agglomération.
Ces secteurs se caractérisent par une diversité importante des formes urbaines (de l'habitat dense peut y côtoyer de l'habitat individuel), mais aussi des fonctions puisque on y trouve souvent un tissu commercial et d'activités plus important que dans les quartiers d'habitat pavillonnaire par exemple.
Les règles d'urbanisme de cette zone ont pour objectif de permettre une densification maîtrisée, justifiée notamment par la présence d'un certain nombre de services urbains (transports en commun, commerces et services de proximité).
L'implantation du bâti est admise sur les limites parcellaires afin de consolider les centralités urbaines des communes.
En secteur UB2, l'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder 65 %, tandis que la hauteur maximale des constructions ne peut excéder 15m à l'égout principal de toiture. Au-delà de celle-ci, la hauteur maximale hors tout des constructions est limitée à 8m.
L'emprise située en zone UB2 dispose d'un accès direct à la voie publique et aux réseaux. Il s'agit bien d'un terrain à bâtir.

La zone UX englobe plusieurs autres secteurs de zone autorisant chacun certains types d'activités économiques.
Les activités industrielles et artisanales, les activités commerciales, celles de service et de bureaux ou encore les activités ferroviaires, constituent certains des secteurs spécifiques de la zone UX.
Les règles d'urbanisme des secteurs de zone UX, assez souples, ont notamment pour objectif de permettre une évolution du tissu bâti en cohérence avec la vocation particulière de chaque secteur de zone.
La zone UX admet :
- les bureaux et locaux de vente, à condition d'être directement liés et annexés à l'établissement d'activités implanté dans la zone,
- les logements de fonction et de gardiennage, à raison d'un logement de 100 m² de surface de plancher maximum par établissement d'activités, à condition qu'ils soient destinés au personnel dont la présence permanente sur place est indispensable. Le logement doit être intégré au bâtiment d'activités, à moins que les conditions de sécurité ne le permettent pas,
- une extension mesurée des constructions existantes non conformes à la vocation de la zone, à l'exception des habitations et à condition de ne pas exposer les biens et les personnes supplémentaires à un risque naturel ou technologique,
- les travaux de réfection et d'adaptations des logements, à l'intérieur des volumes existants, à condition de ne pas exposer les biens et les personnes supplémentaires à un risque naturel ou technologique,
- les équipements publics, y compris les aires d'accueil des gens du voyage réalisées par l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de la mise en oeuvre du Schéma Départemental des aires d'accueil des gens du voyage, et les services d'intérêt collectifs, à condition d'être compatibles avec la proximité et le fonctionnement des activités admises dans la zone,
- les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets et de véhicules hors d'usage, à condition d'être directement liés à un établissement d'activités autorisé dans la zone. Ces dépôts devront s'insérer au mieux dans le site par la mise en place d'écrans végétaux, de palissades, etc
La zone UXB1 admet spécifiquement les constructions et installations destinées à l'industrie et à l'artisanat (à condition de ne pas relever de la directive SEVESO), à la production d'énergie, à la fonction d'entrepôt, au commerce de gros aux entreprises, ainsi que l'extension des constructions existantes à vocation commerciale, à condition de na pas excéder une surface de plancher totale de 1 500 m².
L'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder 75 % et la hauteur des bâtiments 15m hors tout.
Située en zone d'activités constructible et disposant d'un accès direct à la voie publique et aux réseaux, l'emprise située en zone UXB1 correspond bien à un terrain d'activité constructible.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. En l'espèce, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer

La valeur vénale des terrains à évaluer se décompose de la façon suivante :

- emprise située en zone UB2 : 42 000 € HT / are

- emprise située en zone UXB1 : 10 000 € HT / are

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

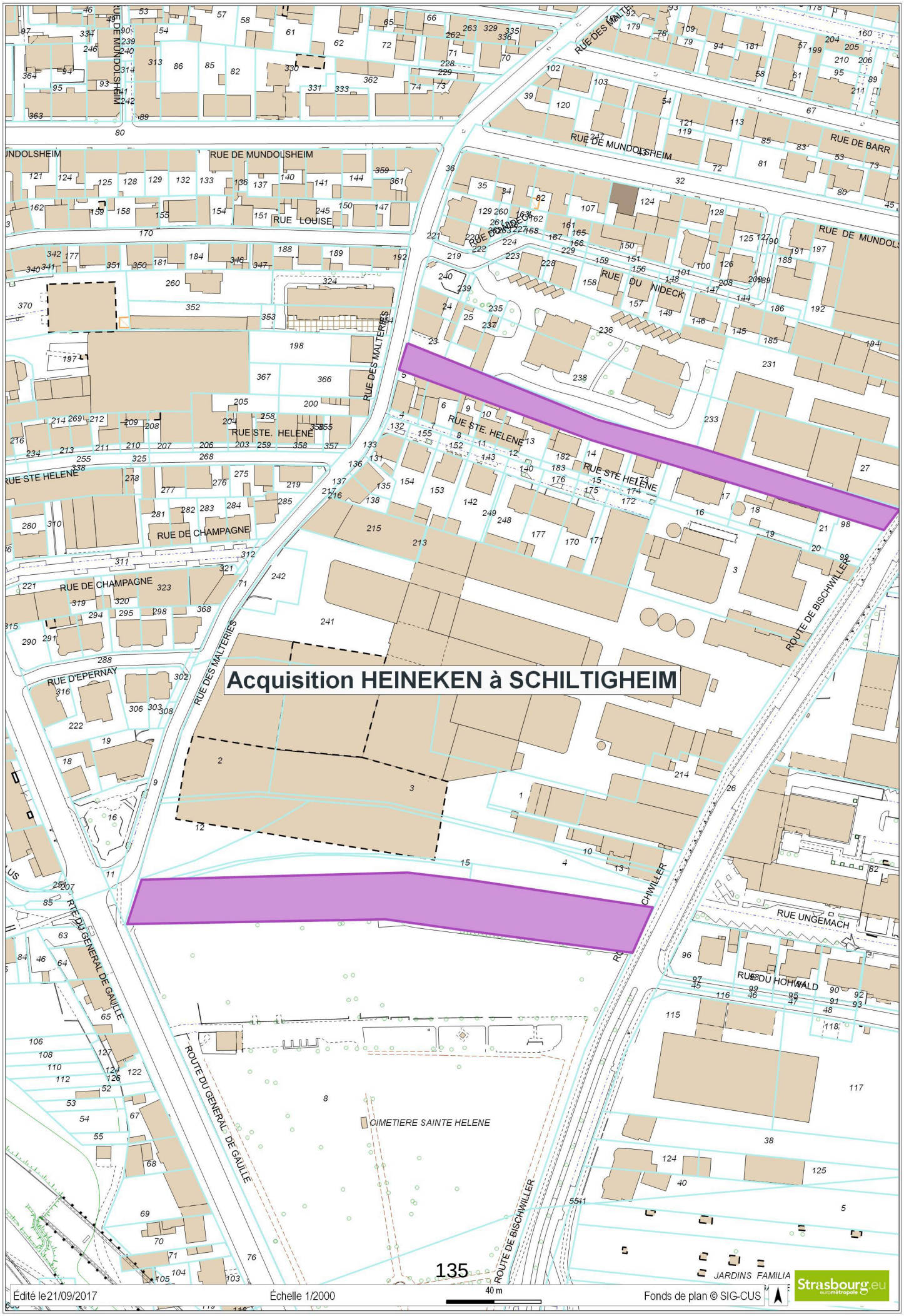
9 – Observations particulières

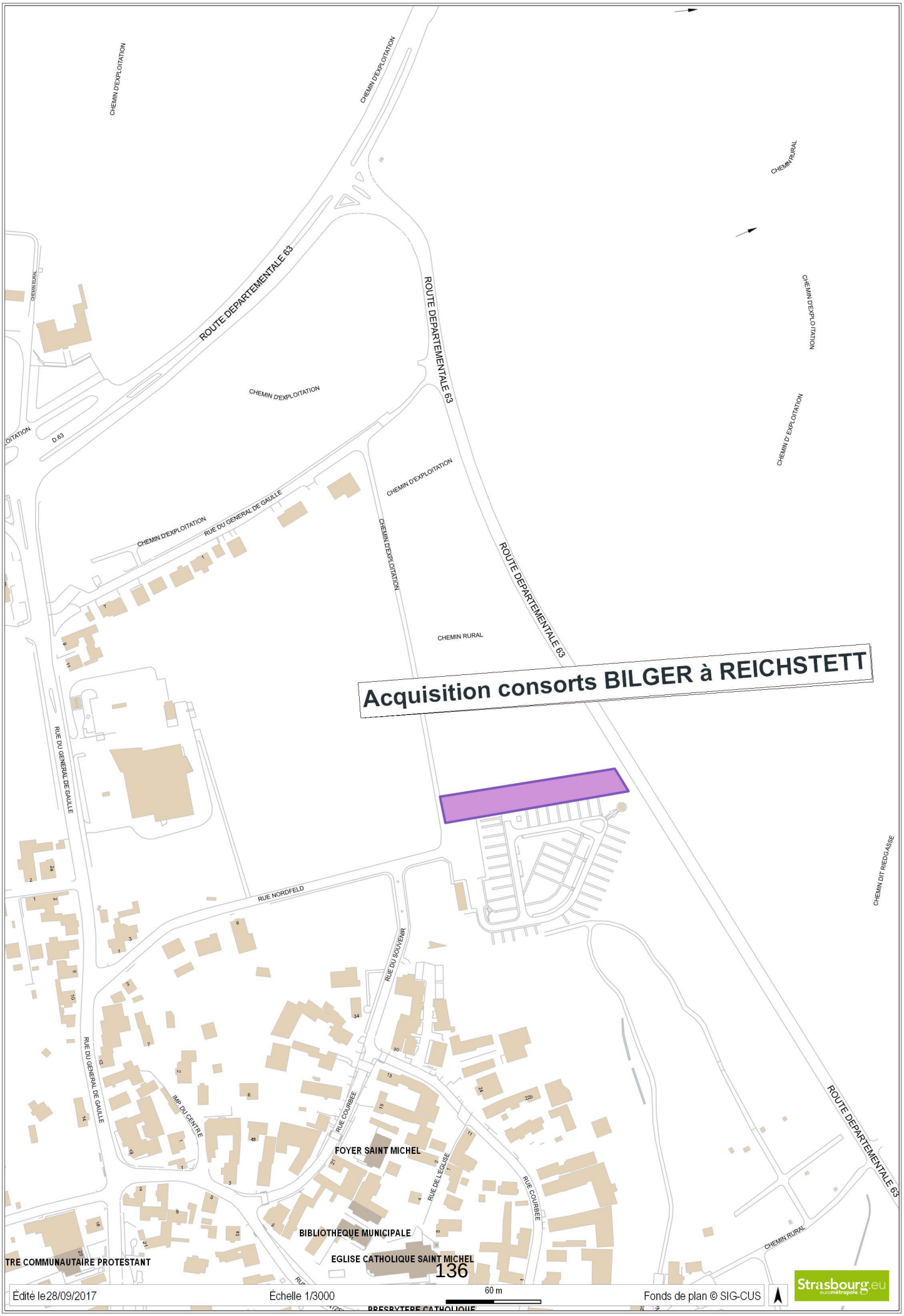
L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si elle intervenait après une modification de la réglementation de l'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.
En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

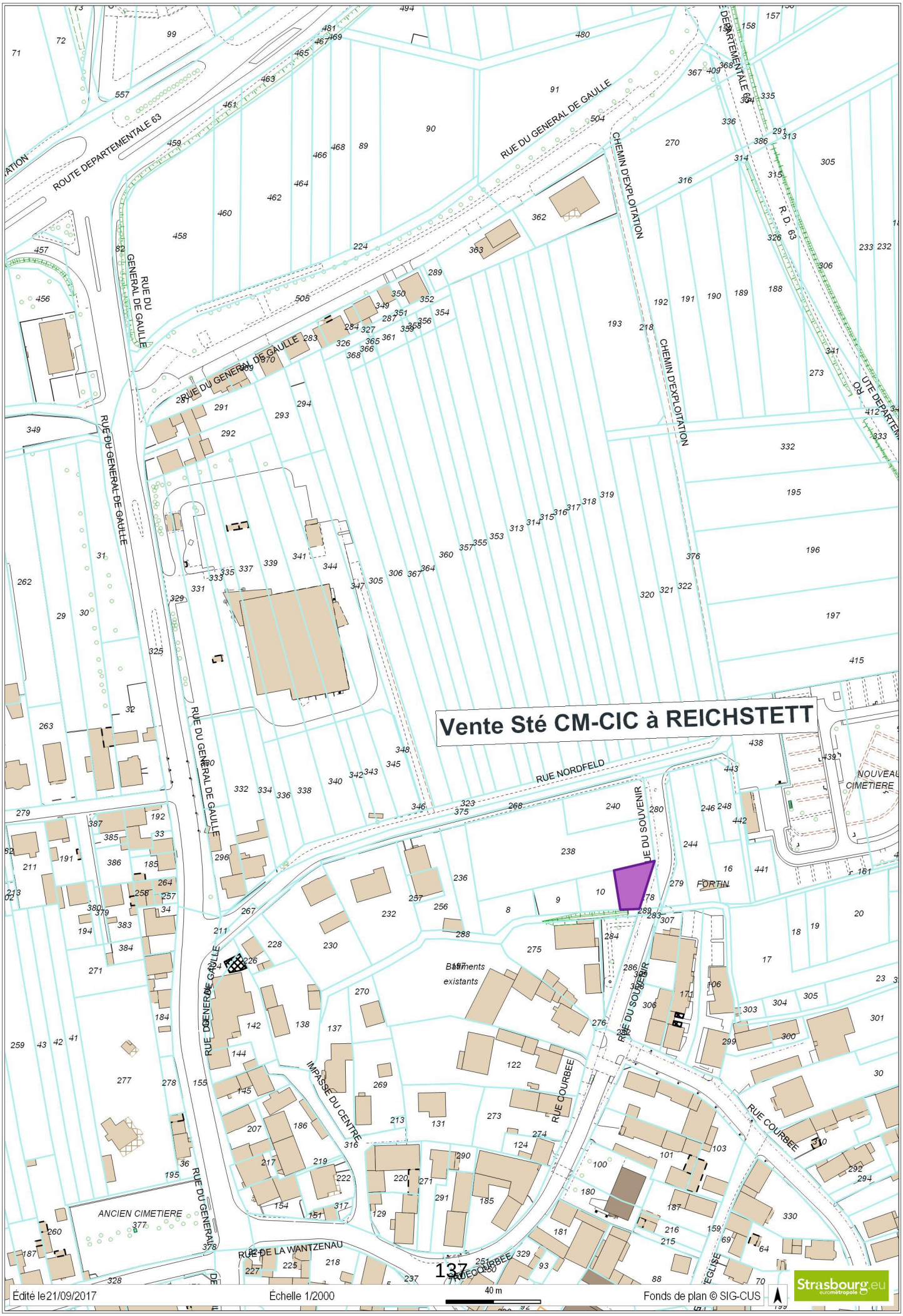
A Strasbourg, le 11 juillet 2017,

Pour l'administrateur général,
Directeur régional des Finances publiques de la région
Grand Est et du département du Bas-Rhin

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Gestion Publique


Acquisition HEINEKEN à SCHILTIGHEIM
RUE DE MUNDOLSHEIM
RUE DES MALTERIES
RUE STE. HELENE
RUE STE HELENE
RUE DE CHAMPAGNE
RUE D'EPERNAY
RUE DU GENERAL DE GAULLE
ROUTE DE BISCHWILLER
RUE DE BARR
RUE DU NIDECK
RUE UNGEMACH
RUE DU HOHWALD
CIMETIERE SAINTE HELENE
JARDINS FAMILIA
Strasbourg.eu
Édité le 21/09/2017
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS


Acquisition consorts BILGER à REICHSTETT
ROUTE DEPARTEMENTALE 63
CHEMIN D'EXPLOITATION
CHEMIN RURAL
RUE DU GENERAL DE GAULLE
RUE NORDFELD
RUE DU SOUVENIR
RUE COURBEE
RUE DE L'EGLISE
IMP. DU CENTRE
CHEMIN DIT RIEDGASSE
FOYER SAINT MICHEL
BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE
EGLISE CATHOLIQUE SAINT MICHEL
TRE COMMUNAUTAIRE PROTESTANT
PRESBYTERE CATHOLIQUE
D 63
Édité le 28/09/2017
Échelle 1/3000
60 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
eurométropole


Vente Sté CM-CIC à REICHSTETT
ROUTE DEPARTEMENTALE 63
RUE DU GENERAL DE GAULLE
CHEMIN D'EXPLOITATION
RUE NORDFELD
RUE DU SOUVENIR
RUE COURBEE
IMPASSE DU CENTRE
RUE DE LA WANTZENAU
ANCIEN CIMETIERE
NOUVEAU CIMETIERE
FORTIN
Bâtiments existants
Édité le 21/09/2017
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Division France Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY

Téléphone : 03 88 10 35 13

Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/850

Le 06/09/2017

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN : parcelle de terre agricole

ADRESSE DU BIEN : ZAC « les vergers de Saint Michel » à Reichstett

VALEUR VÉNALE : 10 260 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

VILLE DE STRASBOURG. Affaire suivie par **Mme Alain MULLER** alain.muller@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 30/08/2017
Demande reçue le : 01/09/2017
Visite le :
Renseignements complémentaires recus le :
Dossier en état : 01/09/2017

3 - OPERATION SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGE :

Cession amiable d'une parcelle de terrain située dans le périmètre de la ZAC « les vergers de Saint Michel » sur le territoire de la commune de Reichstett.

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse - Lieudit	Superficie
3	277	rue de la croix	2,28
		TOTAL	2,28

Superficies exprimées en are

Descriptif sommaire :

Parcelle en nature de terre agricole située dans le périmètre de la ZAC « les vergers de saint Michel » à l'entrée Nord de la commune de Reichstett, entre la rue de Nordfeld au nord, et la rue du souvenir à l'est.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Ville de Strasbourg

6 - URBANISME ET RESEAUX :

Au PLU i approuvé le 16/12/2016, la parcelle est située en zone **IAUA1** qui couvre des secteurs à caractère naturel ou agricole, destinés à être ouverts à l'urbanisation à court et à moyen terme, pour l'essentiel pour des besoins en termes d'habitat. Hauteur maximale : 15 mètres à l'égout toiture

Sont admis dans cette zone :

- les constructions, les installations et les aménagements à condition d'être réalisés dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble et sous réserve :
  que la réalisation de l'opération soit compatible avec les principes édictés par les orientations d'aménagements et de programmation et le développement ultérieur de la zone,
  de ne pas provoquer la formation de terrains enclavés ou de délaissés inconstructibles.
- l'aménagement, la transformation et une extension mesurée des constructions existantes, à condition de ne pas exposer les biens et les personnes supplémentaires à un risque technologique ou naturel.
- les constructions et installations à usage d'activités artisanales et industrielles, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la vocation résidentielle

7- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de la parcelle considérée peut être fixée à 10 260 € HT.

Nota

La parcelle étant située dans le périmètre d'une ZAC déclarée d'utilité publique, l'acquisition est susceptible de donner droit à l'octroi d'une indemnité de remploi calculée au taux de 5 %.

8 - DUREE DE VALIDITE :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIERES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des Finances publiques
Patrick GOGUELY

14

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Vente par l'Eurométropole d'un terrain situé rue de Rouen à Strasbourg Robertsau destiné à l'installation d'un centre de lavage de véhicules.

Monsieur WEBER a manifesté son souhait de trouver un site d'implantation sur le territoire de la Robertsau afin d'installer un centre de lavage automobile.

Après avoir étudié plusieurs opportunités et s'être rapproché de la Direction de Territoire de la Robertsau, Monsieur WEBER a exprimé sa volonté d'acquérir un terrain appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg situé rue de Rouen à Strasbourg Robertsau.

L'acquisition de ce foncier permettrait ainsi à l'acquéreur de réaliser une station de lavage de quatre pistes et deux portiques de lavage sous l'enseigne éléphant bleu.

Le terrain concerné est d'une surface totale de 15,15 ares correspondant à la parcelle cadastrée section DA n°168/22.

Il est classé en zone UXa1 au Plan local d'urbanisme correspondant à une zone dédiée aux constructions et installations destinées à l'industrie et à l'artisanat.

L'emprise foncière a été estimée par France Domaine en date du 19 juillet 2017 au prix de 6000 € l'are soit 90 900 €.

Cette cession est proposée au prix total de 100 000 € hors droits et frais éventuellement dus par l'acquéreur.

Figureront dans les actes de vente un certain nombre de clauses garantissant le respect des engagements de l'acquéreur.

L'acte de vente sera assorti d'une obligation d'achever les travaux conformément au permis de construire dans un délai de 2 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente, garantie par un droit à la résolution portant sur la parcelle objet de la vente.

Ce droit à la résolution prévoit que l'acquéreur s'oblige à rétrocéder les parcelles vendues si la construction n'est pas achevée dans un délai de 2 ans à compter de la signature de l'acte de vente. Cette rétrocession interviendra moyennant le prix objet de la

cession initiale. Si cette résolution intervient, tous les embellissements, constructions et améliorations qui auraient été faits sur les biens et droits immobiliers vendus, demeureront acquis de plein droit à l'Eurométropole, à titre d'indemnité forfaitaire, sans qu'il puisse être exercé aucun recours, ni répétition quelconque, contre l'Eurométropole, de ce chef. Les coûts de démolition éventuels ainsi que les coûts de remise en état du terrain seront à la charge de l'acquéreur. Ce droit à la résolution, que l'Eurométropole se réserve la faculté d'exercer, fera l'objet d'une inscription au Livre Foncier et pourra être levé notamment sur présentation de la déclaration d'achèvement des travaux.

Il sera également inséré dans l'acte de vente une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction de revendre les terrains nus sans accord préalable de l'Eurométropole pendant une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte de vente qui sera inscrite au Livre Foncier.

L'acquéreur prendra les biens en l'état, sans garantie de l'Eurométropole au niveau de l'état du sol et du sous-sol.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg approuver la présente vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
Vu l'avis de France Domaine
après en avoir délibéré
approuve

- *la vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la SCI BWR17 en cours de création de la parcelle cadastrée :*

Section DA n°168/22 de 15.15 ares
lieu dit Rue de Rouen
Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg ;

moyennant le prix de 100 000 €

l'insertion dans les actes à venir :

- *d'une clause contenant droit à résolution au profit de l'Eurométropole de Strasbourg avec inscription au Livre Foncier, permettant de garantir l'achèvement des travaux dans un délai de deux ans à compter de la signature de l'acte de vente. Ce droit à la résolution, que l'Eurométropole se réserve la faculté d'exercer, fera l'objet d'une inscription au Livre Foncier et pourra être levé notamment sur présentation de la déclaration d'achèvement des travaux,*

- *d'une clause contenant une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction pour l'acquéreur de revendre le terrain cédé, nu, sans l'accord de l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai de cinq ans à compter de la signature des actes de vente. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier,*

- *d'une clause stipulant que l'acquéreur prendra les biens en l'état, sans garantie, notamment au niveau de l'état du sol et du sous-sol, dans la mesure où il a pu mener toutes les investigations qu'il jugeait nécessaires et utiles,*

décide

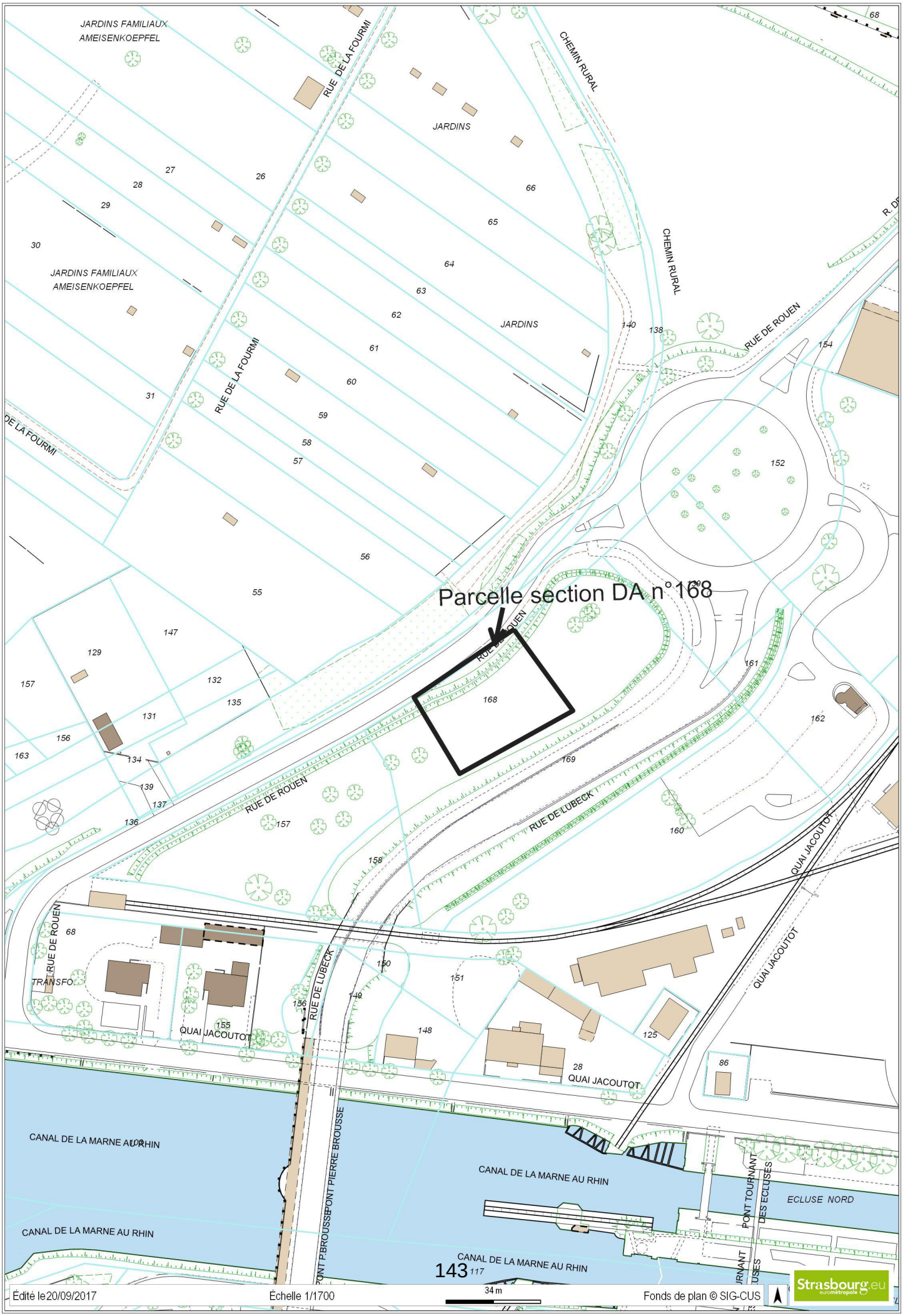
l'imputation de la recette de 100 000 € sur la ligne budgétaire : fonction 820, nature 775, service AD03B,

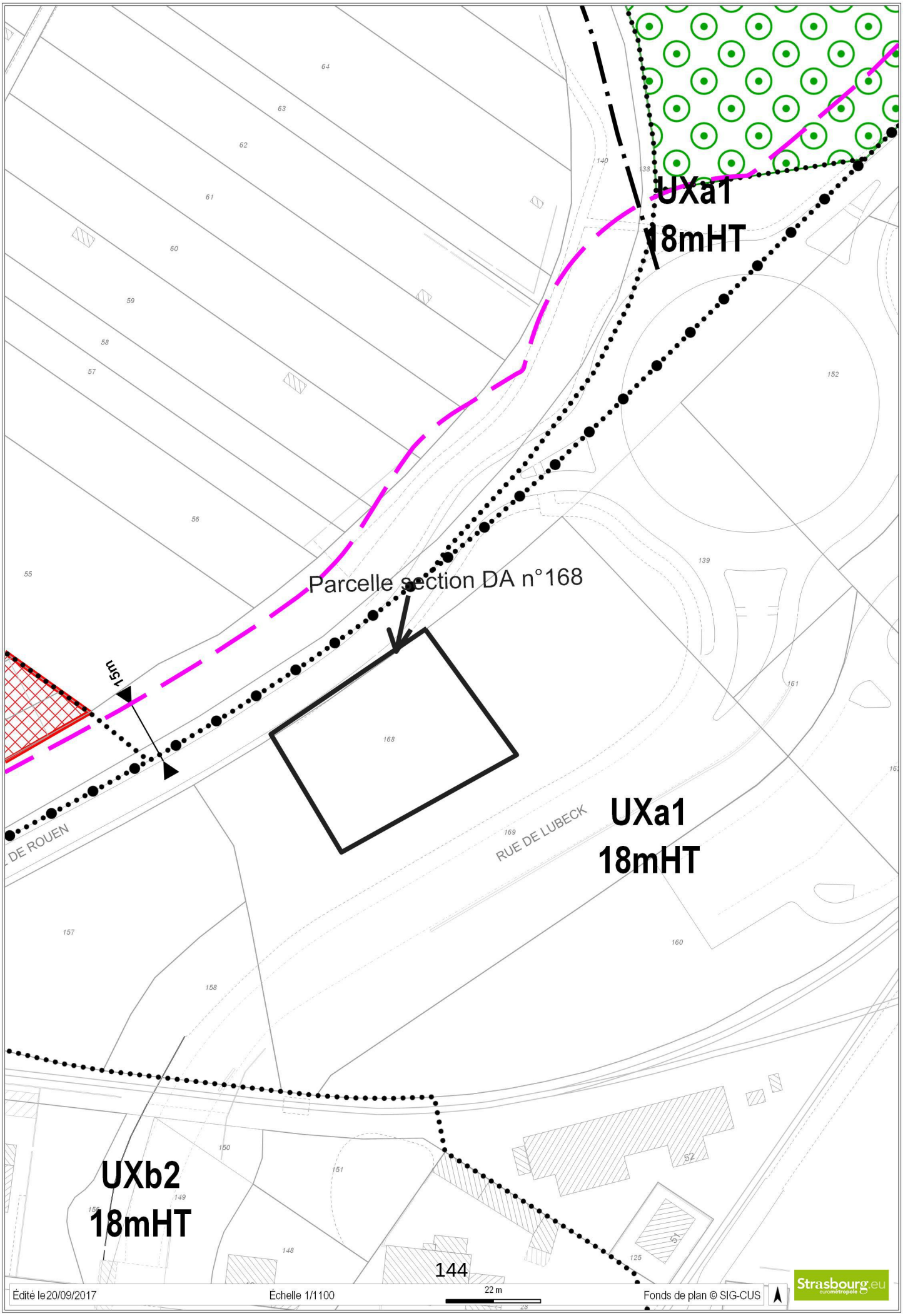
autorise

Le Président ou son-sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017


Parcelle section DA n° 168
JARDINS FAMILIAUX AMEISENKOEPFEL
JARDINS FAMILIAUX AMEISENKOEPFEL
JARDINS
JARDINS
RUE DE LA FOURMI
RUE DE LA FOURMI
CHEMIN RURAL
CHEMIN RURAL
RUE DE ROUEN
RUE DE ROUEN
RUE DE ROUEN
RUE DE LUBECK
RUE DE LUBECK
QUAI JACOUTOT
QUAI JACOUTOT
QUAI JACOUTOT
TRANSFO
PONT P.BROUSSE
PONT TOURNANT DES ECLUSES
ECLUSE NORD
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
Édité le 20/09/2017
Échelle 1/1700
34 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
eurométropole


UXa1
18mHT
Parcelle section DA n°168
15m
RUE DE LUBECK
UXa1
18mHT
UXb2
18mHT
Édité le 20/09/2017
Échelle 1/1100
22 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Gestion publique

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 19 juillet 2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR

Téléphone : 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/682

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

1 Parc de l'Étoile

67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN NU ET LIBRE SITUÉ RUE DE ROUEN À STRASBOURG-ROBERTSAU.

VALEUR VÉNALE : 6 000 €/are, représentant 90 000 € HT pour 15 ares.

1 – SERVICE CONSULTANT : Ville et Eurométropole de Strasbourg.

Affaire suivie par : Mme PECK (coralie.peck@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 30/06/2017
DATE DE RÉCEPTION : 03/07/2017
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 03/07/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

L'évaluation demandée concerne une emprise foncière d'environ 15 ares, à prélever d'une parcelle située rue de Rouen, à l'entrée de la zone portuaire Nord.
La cession s'inscrit dans le cadre de l'installation d'une station de lavage pour véhicules comportant 4 pistes de lavage couvertes, deux portiques, 4 aires d'aspiration, un local technique et un espace bureau.
Actualisation de l'avis n° 2016/76 du 03 février 2016.

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-Secteur ROBERTSAU-PORT du RHIN

Section	Parcelle	Superficie/ ares	Superficie à prélever/ares	Zonage PLU	Adresse cadastrale
DA	159	89,95	15	UXa1 18mHT	Rue de Rouen

La parcelle borde la rue de Rouen et englobe une partie de la rue de Lubeck et ses abords.
Selon le plan fourni pour le projet, l'accès et la sortie de la station de lavage s'effectueront rue de Rouen.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : Eurométropole de Strasbourg.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelle située en zone UXa1 du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.
La zone UX est une zone urbaine destinée aux activités économiques
Sont admis en secteur UXa1, les constructions et installations destinées à l'industrie et à l'artisanat, y compris celles relevant de la directive SEVESO.

Qualification de l'emprise à évaluer :
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-2 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.
S'agissant d'une emprise située à l'entrée de la zone portuaire mais limitrophe au quartier de la Robertsau (uniquement résidentiel sans zone d'activités), l'étude de marché a porté sur les terrains au sein du port de Strasbourg.

Valeur vénale sur la base d'un prix à l'are de 6 000 € HT :
Soit 15 ares * 6 000 €/are = **90 000 €.**

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si une procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,

Éliane BAEHR

15

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

DOMIAL ESH - Droit commun 2016
La Wantzenau - Rue du Petit Magmod - Opération d'acquisition en Vente en état future d'achèvement (VEFA) de neuf logements, dont six logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et trois logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La SA d'HLM DOMIAL ESH s'est portée acquéreur par un contrat de réservation de Vente en état futur d'achèvement (VEFA) en date du 20 décembre 2016, d'un immeuble composé de neuf logements, dont six logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et trois logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), situé à La Wantzenau – Rue du Petit Magmod.

Cette opération, labélisée BBC, se compose d'un bâtiment en R+1+combles de neuf logements dont 1 T1, 5 T2, 2 T3 et 1 T4. Chaque logement dispose d'une place privative de stationnement, ainsi que d'un jardin ou d'un balcon.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 1e septembre 2016 (PC 67519 16 V 0019).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 57 000 €, allouée sur la base des logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et des Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération pour un montant de 657 922 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de participation financière et de prise en garantie du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 7 septembre 2016 ;
Vu le Contrat de prêt n°65726 en annexe signé entre la SA d'HLM DOMIAL ESH, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de neuf logements dont six logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et trois logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à La Wantzenau – Rue du Petit Magmod :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM DOMIAL ESH d'un montant total de 57 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif à usage social (PLUS) : (5 000 € X 6) = 30 000 €*
** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) : (9 000 € X 3)= 27 000 €.*

- *la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 657 922 € souscrit par la SA d'HLM DOMIAL ESH auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 65726 constitué de 4 lignes du prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 57 000 € :

- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 57 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible sur l'AP avant la présente Commission est de 25 655 226 €.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM DOMIAL ESH en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL ESH — **Numéro de référence** **2016091**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
CN	**9**

Opération:

Identification	
Commune	La Wantzenau
Quartier	
Numéro	
Adresse	rue du petit Magmod

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: Collecteur Domial, CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	6	30 000 €
PLAI	3	27 000 €
Total subventions Eurométropole :		**57 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T1	1	31	36	52,22 €	235,04 €	206,10 €			
T2	5	43	44	66,75 €	289,45 €	253,82 €			
T3	2	64	69	90,19 €	455,60 €	399,51 €			
T4	1	78	84	116,03 €	550,88 €	483,06 €			
Total	**9**	**452,40**	**477,87**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,77 €
PLUS	6,58 €

Détail des postes de charges:

fourniture d'eau froide (EF + ECS), électricité partie commune, entretien parties communes, taxes enlèvement ordures ménagères, abonnement cable, entretien chaudière individuelle gaz

Ratios

	0,00 €		prix au m² de SH	2 489,62 €
Charges immobilières	114 912,22 €	/ logement	prix au m² de SU	2 356,92 €
Cout des travaux	1 131,00 €	/ logement	prix au m² de SC	
Prestations intellectuelles	2 431,67 €	/ logement		
Montant de la TVA	6 669,89 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
			Subventions	***144 380 €***	***12,82%***
			ETAT	**22 500 €**	**2,00%**
Charges immobilières	**1 034 210 €**	92%	**Petits logements**	4 800 €	0,43%
Cout des travaux	**10 179 €**	1%			
			Eurométropole	**57 000,00 €**	**5,06%**
Prestations intellectuelles	**21 885 €**	2%	**PLUS**	30 000,00 €	2,66%
			PLAI	27 000,00 €	2,40%
Montant de la TVA	**60 029 €**	5%			
			Région	15 080,00 €	1,34%
			Commune	45 000,00 €	4,00%
			Emprunts	***783 922,00 €***	***69,60%***
			Prêt PLUS Foncier	166 313,00 €	14,77%
			Prêt PLUS Construction	192 061,00 €	17,05%
			Prêt PLAI Foncier	128 263,00 €	11,39%
			Prêt PLAI Construction	171 285,00 €	15,21%
			Prêt collecteur 1%	126 000,00 €	11,19%
			Fonds propres	***198 001 €***	***17,58%***
Total	**1 126 303,00**	**100,00%**	**Total**	**1 126 303,00 €**	**100,00%**

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 65726

Entre

DOMIAL ESH - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL ESH, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS CS 90024 68025 COLMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMIAL ESH** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 9 logements situés Rue du Petit Magmod 67610 WANTZENAU.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de six-cent-cinquante-sept mille neuf-cent-vingt-deux euros (657 922,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-soixante-et-onze mille deux-cent-quatre-vingt-cinq euros (171 285,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-vingt-huit mille deux-cent-soixante-trois euros (128 263,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-quatre-vingt-douze mille soixante-et-un euros (192 061,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-soixante-six mille trois-cent-treize euros (166 313,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le **cas** d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **19/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs des autres financements

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5182621	5182622	5182619	5182620
Montant de la Ligne du Prêt	171 285 €	128 263 €	192 061 €	166 313 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux ».**

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».**

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
MK

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 10 Juillet 2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité :
Nom / Prénom : **Dominique BLANQUET**
Qualité : **Directrice Financière**
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

DOMIAL ESH
25 place du Capitaine Dreyfus
CS 90024
68025
COLMAR CEDEX

Le, 28 juin 2017,
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : **Muriel KLINGLER**
Qualité : Directrice territoriale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0090-PR0068 V2.1.2 page 21/21
Contrat de prêt n° 65726 Emprunteur n° 000211719

Paraphes

16

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

CUS-HABITAT : Droit Commun 2017
Strasbourg (Conseil des XV) 21 à 22 rue Edel / 28 boulevard Leblois / 64 à 72 avenue de la Forêt Noire - Cité Dollfus : opération de réhabilitation et de résidentialisation de 98 logements éligibles à l'Eco-prêt Réhabilitation.
Garantie d'emprunts.

CUS-Habitat a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique ainsi que de résidentialisation pour 98 logements de son patrimoine situé à Strasbourg – Cité Dollfus – rue Edel – boulevard Leblois et avenue de la Forêt Noire.

L'ensemble immobilier a été construit en 1925. Il est formé de deux immeubles de 98 logements répartis sur huit entrées.

Les deux bâtiments présentent des cours intérieures accessibles depuis les parties communes. Les deux immeubles sont composés de huit entrées disposant chacune d'un ascenseur.

Chaque entrée se développe sur 5 niveaux :

- un sous-sol enterré avec caves et locaux techniques,
- rez-de-chaussée surélevé avec logements et commerces (selon l'adresse),
- aux étages 1 à 4 les logements,
- l'étage 5 correspond au niveau des combles perdus.

Il n'y a pas de place de stationnement dédié à cet ensemble.

La consommation énergétique actuelle est d'environ 210 kWh ep/m²/an, soit une étiquette D.

La priorité des travaux est donnée à l'amélioration de la performance énergétique, à l'amélioration des parties communes et à l'amélioration des logements.

Les travaux seront réalisés dans les logements en site occupé.

Le programme des travaux est le suivant :

1. Amélioration de la performance énergétique
- remplacement des menuiseries extérieures,
- isolation thermique extérieures des façades donnant sur les cours avec intégration des loggias,
- isolation de la dalle haute du sous-sol,
- isolation du plancher bas des combles,
- remplacement et repositionnement des radiateurs mal positionnés,
- remplacement du système de ventilation en place par une ventilation mécanique contrôlée (VMC) hygroréglable,

2. Amélioration et entretien des parties communes
- ravalement des façades et pignons sur le côté rue,
- remplacement de la couverture,
- remplacement des portes d'entrées,
- rafraichissement des halls d'entrée,
- peinture des murs, plafonds et mains-courantes des cages d'escaliers,
- remplacement des boîtes aux lettres,
- mise aux normes des garde-corps,
- mise en place d'un système de désenfumage dans les cages d'escaliers,
- mise en place d'une platine de rue avec contrôle d'accès,
- mise en conformité électrique des parties communes,
- remplacement des portes d'accès aux combles et aux caves,

3. Amélioration des logements
- remplacement des menuiseries extérieures,
- réfection des balcons et des loggias,
- remplacement des portes-palières et de l'interphonie,
- mise en place de la réception télévisuelle en toiture,
- mise en conformité électrique des logements,
- réfection des salles d'eau,
- traitement des moisissures,

4. Travaux de résidentialisation
- aménagement des cœurs d'îlots,
- création de locaux déchets et vélos,
- éclairage des zones et du cheminement,
- traitement des cheminements piétons par béton lavé.

Les travaux de réhabilitation ainsi que de résidentialisation sont éligibles à la Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociales (PALULOS), ainsi ils peuvent bénéficier de prêts auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

La réunion publique de concertation a été organisée le 8 septembre 2016. A l'issue de cette réunion, un accord collectif a été conclu le 20 septembre 2016.

Le tarif de loyer actuel hors charges au 1er janvier 2016 est de 2,91 € /mois/m² de surface corrigée, hors charges. Après travaux, le loyer sera porté à 3,61 €/mois/ m² de surface corrigée hors charges.
La diminution de la facture individuelle gaz est estimée à 19 € pour un logement type 2 et à 26 € pour un type 3.

L'attestation de non opposition relative à une déclaration de travaux a été délivrée le 20 mars 2017.

Les caractéristiques des opérations et son plan de financement sont joints en annexes (annexes n°1 et 2).

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération du 16 décembre 2016.

Toutefois, l'opération classée en classe D ne peut bénéficier de subvention de l'Eurométropole puisque l'une des conditions requises demande un gain minimal de consommation d'énergie primaire après travaux de 110.5 Kwh/m²/an.

Le gain minimal de consommation conventionnelle d'énergie primaire après travaux est estimé entre 93 et 95 Kwh/m²/an pour ce projet.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour la prise en garantie d'un contrat de prêt englobant un prêt Eco-réhabilitation, PAM et PAM Amiante d'un montant total de 4 145 574 €, emprunts contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commision permanente (Bureau),
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu la délibération du Conseil CUS du 20 décembre 2013 concernant la mise en place d'un nouveau dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant ;

vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants
du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de l'Etat au titre du Droit Commun en date du 28 juin 2017 ;
vu le contrat de prêt N° 68708 en annexe signé entre l'OPH Cus-Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,
après en avoir délibéré
approuve

- *pour l'opération de réhabilitation et de résidentialisation de 98 logements située à Strasbourg / 21 à 22 rue Edel / 28 boulevard Leblois / 64 à 72 avenue de la Forêt Noire – Cité Dollfus :*

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 145 574 € souscrit par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 68708 constitué de 4 lignes du prêt.*

Le dit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

- *pour l'opération de réhabilitation et de résidentialisation de 98 logements située à Strasbourg / 21 à 22 rue Edel / 28 boulevard Leblois / 64 à 72 avenue de la Forêt Noire – Cité Dollfus :*

a) *le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017 ;*

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2017110**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
REHAB	**98**

Opération:

Identification	Réhabilitation de 98 logements
Commune	Strasbourg
Quartier	Conseil des XV
Numéro	21-22 / 28 / 64
Adresse	rues Edel, Leblois et avenue de la Forêt Noire

Financement **droit commun**

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
Total subventions Eurométropole		**- €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PALULOS(SC)	Loyer mensuel prévisionnel PALULOSAV Trav			
T2	49	41,63	81,78	30,00 €	295,23 €	237,98 €			
T3	49	59,47	100,00	44,00 €	361,00 €	291,00 €			
Total	**98**	**4 953,90**	**8 907,22**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PALULOS après travaux	3,61 €

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, entretien appareil gaz

Ratios

Cout des travaux	42 231,53 €	/ logement	prix au m² de SH	956,76 €
Prestations intellectuelles	2 491,53 €	/ logement	prix au m² de SU	
Montant de la TVA	3 641,12 €	/ logement	prix au m² de SC	532,12 €

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**4 138 690,00 €**	87%	**Subventions**	***216 000 €***	5%
			ETAT	**- €**	
Prestations intellectuelles	**244 170,00 €**	5%			
Montant de la TVA	**356 830,00 €**	8%			
			Eurométropole de Strasbourg	**216 000,00 €**	
			Plan de prévention Bruit dans l'environnement	216 000,00 €	
			Emprunts	***3 945 574,00 €***	83%
			Prêt PAM	2 546 089,00 €	
			Prêt Amiante	223 485,00 €	
			Eco-prêt réhabilitation	1 176 000,00 €	
			Fonds propres	***578 116 €***	12%
Total	**4 739 690,00 €**	**100%**	**Total**	**4 739 690,00 €**	**100%**

Observations:

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°2

Bailleur : CUS HABITAT — **Numéro de référence** **2017127**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
RESID	**98**

Opération:

Identification	Résidentialisation de 98 logements
Commune	Strasbourg
Quartier	
Numéro	21 & 22/ 28/ 64 à 72
Adresse	rue Edel/boulevard Leblois/av de la Forêt Noire

Financement

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
Total subventions Eurométropole		**- €**

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: individuel type: **gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PALULOS(SC)	Loyer mensuel prévisionnel PALULOSAV Trav			
T2	49	41,63	81,78	30,00 €	295,23 €	237,98 €			
T3	49	59,47	100,00	44,00 €	361,00 €	291,00 €			
Total	**98**	**4 953,90**	**8 907,22**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PALULOS après travaux	3,61 €

Détail des postes de charges:

électricité partie commune, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, entretien appareil gaz

Ratios

Cout des travaux	2 997,94 €	/ logement	prix au m² de SH	71,15 €
Prestations intellectuelles	273,69 €	/ logement	prix au m² de SU	39,57 €
Montant de la TVA	325,18 €	/ logement	prix au m² de SC	39,57 €

Plan de financement (€ TTC)

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**293 798,00 €**	83%	**Subventions**	**- €**	0%
			ETAT	**- €**	
Prestations intellectuelles	**26 822,00 €**	8%			
Montant de la TVA	**31 868,00 €**	9%			
			Eurométropole de Strasbourg	**- €**	
			Emprunts	***200 000,00 €***	57%
			Prêt PAM	200 000,00 €	
			Fonds propres	***152 488 €***	43%
Total	**352 488,00 €**	**100%**	**Total**	**352 488,00 €**	**100%**

Observations:

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 68708

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 1/27
Contrat de prêt n° 68708 Emprunteur n° 000107788

Paraphes

LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.25
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.26
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.26

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Réhabilitation de 98 logements situés 21,22 rue Edel, 28 bld Leblois et 64 à 72 avenue de la Forêt Noire 67000 STRASBOURG.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions cent-quarante-cinq mille cinq-cent-soixante-quatorze euros (4 145 574,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant d'un million cent-soixante-seize mille euros (1 176 000,00 euros) ;
- PAM, d'un montant de deux millions cinq-cent-quarante-six mille quatre-vingt-neuf euros (2 546 089,00 euros) ;
- PAM, d'un montant de deux-cent mille euros (200 000,00 euros) ;
- PAM Amiante, d'un montant de deux-cent-vingt-trois mille quatre-cent-quatre-vingt-cinq euros (223 485,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Indemnité de Rupture du Taux Fixe** » désigne, en relation avec tout montant devant être remboursé de manière anticipée ou tout montant devant être annulé, la somme correspondant à la valeur actualisée de l'éventuel excédent (à la date de calcul) :

(a) des intérêts calculés que le montant devant être remboursé de manière anticipée (ou le montant annulé) aurait produits pour la période entre la date de remboursement anticipé (ou la date d'annulation) et la date d'échéance finale si ce montant n'avait pas été remboursé de façon anticipée (ou annulé) ; sur

(b) les intérêts qui auraient été produits pour cette période s'ils avaient été calculés au Taux de Remploi diminué de 0,15% (15 points de base).

La valeur actualisée définie ci-dessus sera calculée à un taux d'actualisation égal au Taux de Remploi, appliqué à chaque Date d'Echéance à laquelle les remboursements auraient été effectués s'il n'y avait pas eu un remboursement anticipé (ou annulation).

L' **« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Perturbation de Marché** » désigne l'un quelconque des événements suivants :

(a) il existe, de l'opinion raisonnable du Prêteur, des événements ou circonstances affectant défavorablement l'accès du Prêteur à ses sources de financement au vu des conditions actuelles de marché ;

(b) de l'opinion du Prêteur, les fonds ne sont pas disponibles auprès de ses sources habituelles de financement pour lui permettre de financer une Ligne du Prêt de manière suffisante pour la maturité demandée, et/ou pour le profil de remboursement demandé ;

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » **(PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Amiante** » **(PAM Amiante)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux présentant de l'amiante et situés en métropole ainsi que dans les départements d'outre-mer. Ce Prêt s'inscrit dans le cadre de la mobilisation de l'Etat pour une rénovation desdits logements dans un contexte de sécurité sanitaire.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux de Remploi** » désigne le taux d'intérêt annuel applicable le jour du calcul de l'indemnité pour un prêt à taux fixe qui aura les mêmes modalités de paiement des intérêts et le même profil de remboursement du principal que la Ligne du Prêt pour laquelle une indemnité est due. Ce taux correspond au coût d'obtention des fonds par le Prêteur auprès de ses sources de financement dans le cadre d'un prêt à taux fixe. Dans le cas où la durée résiduelle de la Ligne du Prêt serait plus courte que quarante-huit (48) mois, les taux suivants seront appliqués :

(a) pour les périodes inférieures à douze (12) mois, le taux interbancaire de référence diminué de 0,125% (12,5 points de base) ;

(b) pour les périodes se situant entre douze (12) et quarante-huit (48) mois (ou trente-six (36) mois), le taux qui, sur la base de la courbe des taux swaps (coté "BID") telle que publiée par Reuters, et tenant compte des caractéristiques du prêt à substituer, serait équivalent au taux interbancaire de référence pour la devise concernée à la date du calcul.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **20/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "**Définitions**" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "**Notifications**".

Paraphes LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Fichier DHUP des travaux prévus

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM	PAM	PAM
Enveloppe	Eco-prêt	-	-	Amiante
Identifiant de la Ligne du Prêt	5205670	5205672	5205671	5205673
Montant de la Ligne du Prêt	1 176 000 €	2 546 089 €	200 000 €	223 485 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Pénalité de dédit	-	Indemnité de Rupture du Taux Fixe	-	-
Durée de la période	Annuelle	Trimestrielle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,5 %	0,43 %	1,35 %	0,5 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %	1,74 %	1,35 %	0,5 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	-	6 mois	-	-
Taux d'intérêt du préfinancement	-	1,75 %	-	-
Règlement des intérêts de préfinancement	-	Paiement en fin de préfinancement	-	-
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans	15 ans	25 ans
Index	Livret A	Taux fixe	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,25 %	-	0,6 %	- 0,25 %
Taux d'intérêt[1]	0,5 %	1,75 %	1,35 %	0,5 %
Périodicité	Annuelle	Trimestrielle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité de Rupture du Taux Fixe	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	Sans objet	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	-	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉ DE DETERMINATION DES INTÉRÊTS DE LA PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, du taux d'intérêt en vigueur pendant cette période. Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement est indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Paraphes LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Toutefois, l'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe, de l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe prévue à l'Article « **Définitions** ». Cette indemnité est calculée à la Date Limite de Mobilisation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- assurer l'exécution de l'opération en conformité à toutes lois et réglementations, en ce compris celles relatives au droit environnemental, auxquelles l'Emprunteur ou l'opération sont soumis ;

- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :

  - d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opérations, que le Prêteur jugerait utiles ;

  - de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;

- fournir, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la fiche « Interventions à caractère thermique » ou lorsque la méthode TH-C-E ex est utilisée, les travaux préconisés par l'audit énergétique avec pour objectif de dégager le gain énergétique convenu dans la fiche de synthèse standard « Engagement de performance globale » remise lors de l'instruction du PAM Eco-Prêt. Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

- renseigner, sur le site de la DHUP puis communiquer au Prêteur, à l'achèvement des travaux situés en métropole, la grille normalisée à des fins statistiques, rendant compte du contenu et de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées conformément au document précité « Engagement de performance globale » dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

- rembourser la Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt et/ou la Ligne du Prêt PAM Amiante octroyée(s) par le Prêteur pour le financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PAM finançant la même opération ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Par ailleurs l'Emprunteur s'engage à ce que le montant cumulé du financement bénéficiant d'un soutien de la BEI n'excède pas 50 % des coûts totaux de l'opération et à ce que le financement obtenu avec le soutien de la BEI et les autres ressources fournies par l'Union européenne n'excède pas 70 % des coûts totaux de l'opération.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu, durant la Phase d'Amortissement, à la perception par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle calculée sur les montants remboursés par anticipation égale à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Pour chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe, ladite pénalité sera majorée d'une indemnité forfaitaire calculée selon les modalités visées au paragraphe **« Conditions financières des remboursements anticipés volontaires »**.

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Pour chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe, ladite indemnité sera majorée d'une indemnité calculée selon les modalités visées au paragraphe « **Conditions financières des remboursements anticipés volontaires** ».

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes
LD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe, l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

LD Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 15/09/2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité : M
Nom / Prénom : Bernard Jambrei
Qualité : Directeur général
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

CUS habitat
O.P.H. de la CUS
Pôle de l'habitat social
24 rue
67087 20128
cedex

Le, 15/09/2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Laurence DEHAN
Qualité : Directrice Déléguée
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Interventions à caractère thermique

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

NOM EMPRUNTEUR	N° SIREN
CUS HABITAT	276 700 028 00026
NOM DU BATIMENT à réhabiliter *	**ADRESSE du bâtiment *[1]**
72 avenue de la Forêt Noire et 22 rue Edel	72 avenue de la Forêt Noire et 22 rue Edel
NOMBRE DE LOGEMENTS	**ANNEE DE CONSTRUCTION**
25	1925

** maison ou lot de maisons pour les logements individuels*

Ce document formalise l'engagement de l'emprunteur en Eco Prêt Logement Social - Réhabilitation de la CDC à réaliser un bouquet de travaux à impact énergétique.

Le présent document est pour toute réhabilitation de logement social achevé avant 1948, ayant fait l'objet d'une étude énergétique préalable attestant, par l'emploi d'une méthode de calcul conventionnelle, **une consommation conventionnelle initiale en énergie primaire du bâtiment supérieure ou égale à 151 kWh / m².an et préconisant un ou des bouquet(s) de travaux thermiques.**

Ce présent document, imprimé, complété et signé, devra être joint en annexe 1 du contrat de prêt.

A / Menu de travaux

Les différents éléments de ce menu listent les interventions à caractère thermique ouvrant droit au prêt sur lesquelles l'emprunteur s'engage à réaliser les travaux.

	Intervention	Exigences	Points attribués	Eléments retenus (à cocher)
Isolation	Toiture terrasse, rampants de pentes inférieure à 60deg; planchers de combles perdus	- CEE niveau max pour toitures terrasses (R ≥ 3,5 m²K/W) - CEE niveau max pour Isolation de combles ou de toitures (R ≥ 5 m²K/W)	4	☑
		Niveau règlementaire RTE 2007	3	☐
	Murs donnant sur extérieur	(Si existence de pignons, 3 points pour les murs hors pignons et 3 points pour les pignons.) Niveau règlementaire RTE 2007	6	☐
	Murs sur locaux non chauffés	Exigences référentiel CEE niveau maximum (R ≥ 2,4 m²K/W)	3	☐
		Niveau règlementaire RTE	2	☐
	Planchers bas sur extérieur, parkings collectifs ou locaux non chauffés	Exigences référentiel CEE niveau maximum (R ≥ 2,4 m²K/W)	3	☑
		Niveau règlementaire RTE 2007	2	☐
	Baies vitrées	Exigences référentiel CEE niveau maximum (Uw ≤ 2 W/m²K)	4	☑
		Niveau règlementaire RTE 2007	3	☐

[1] (Ligne suivante : MAJ+ ENTREE)

Suite au dos

	Intervention	Exigences	Points attribués	Eléments retenus (à cocher)
Ventilation	Ventilation naturelle hygro ou stato-mécanique ou VMC simple flux	Niveau règlementaire RTE 2007	2	☐
	VMC simple flux hygro ou VMC double flux	- VMC double flux : niveau référentiel CEE - VMC Simple Flux hygro-réglable : Exigences référentiel CEE	3	☑
Chauffage	Pose de radiateurs chaleur douce et de robinets thermostatiques	Exigences référentiel CEE	1	☐
	Isolation réseau hors volume chauffé	Exigences référentiel CEE	1	☐
	Installation d'un système de régulation de chaudière à combustible liquide ou gazeux	Si la chaudière n'est pas changée et si elle ne disposait pas d'un tel dispositif. Systèmes éligibles décrit dans le référentiel des CEE : - programmeur d'intermittence - régulation par sonde de température extérieure	1	☐
Chauffage (suite)	Chaudière basse température ou chaudière à condensation, individuelle ou collective	Non éligible si passage d'un système de chauffage collectif à un système de chauffage individuel. Exigence : aucune exigence complémentaire	4	☐
	Raccordement réseau de chaleur alimenté en énergies renouvelables	Eligible si le réseau de chaleur est éligible à la TVA réduite à 5,5 % (c'est-à-dire utilise au moins 50% d'énergies renouvelables)	4	☐
	Chaudière biomasse	- Chaudière biomasse individuelle et appareil indépendant de chauffage au bois : Niveau règlementaire RTE 2007 - Chaudière collective : Niveau règlementaire RTE	4	☐
	Pompe à chaleur	Exigences référentiel CEE niveau maximum : (- COP ≥ 4 pour PAC air / eau et eau / eau - COP ≥ 3,6 pour PAC air / air)	4	☐
		Niveau règlementaire RTE 2007	3	☐
Energie solaire	Eau chaude sanitaire solaire (solaire thermique)	Exigences référentiel CEE	3	☐
	Electricité photovoltaïque	Exigences référentiel crédit d'impôt (normes EN 61215 ou NF EN 61646)	1	☐
Confort d'été	Pose d'occultations solaires extérieures pour les pièces orientées nord-ouest, ouest et sud-ouest	Exigences équivalentes aux précisions des articles 10, 11, 12 et 14 de la RTE 2007	2	☐
	Pose d'occultations solaires extérieures pour toutes les pièces		3	☐
Nombre de points cumulés :	14			

RTE 2007 : arrêté du 3 mai 2007 fixant la réglementation par élément pour les bâtiments existants
CEE : certificats d'économie d'énergie : arrêtés en vigueur à la date du contrat définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie

B / Tableau de synthèse

Nombre de points obtenus	Montant du prêt par logement
7 points	9 000 €
13 points	12 000 €
19 points	14 000 €
22 points	15 000 €
26 points	16 000 €

En fonction de la combinaison de travaux retenue, le montant forfaitaire (I) d'éco prêt Logement Social Réhabilitation mobilisable pour cette opération de rénovation est de :

12000 x 25 = 300 000 €.

Rappel indicatif des consommations énergétiques réelles avant travaux et estimées après travaux (figurant dans l'audit énergétique préalable) :

AVANT : 218.547 kwh/m².an APRES : 123.4 kwh/m².an

C / Bonus de prêt lié à l'obtention d'un label réglementaire

Si l'opération s'inscrit dans une démarche de certification en vue d'obtenir un des labels réglementaires HPE rénovation ou BBC rénovation, elle bénéficie d'une majoration du montant de prêt de 2 k€ / logement rénové. **Un justificatif émanant de l'organisme certificateur est requis** afin de s'assurer que la démarche est effectivement engagée. Il devra être joint au présent document.

Montant du bonus (II) = nb de logements concernés x 2 k€ soit €.

Dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), l'emprunteur doit communiquer à la CDC un document attestant que le label a bien été obtenu. L'absence de ce justificatif entraînera le remboursement anticipé partiel, à concurrence du montant de prêt concerné par le bonus.

D / Récapitulatif : Montant d' Eco Prêt Logement Social - Réhabilitation pour cette opération

En fonction des éléments indiqués ci-dessus, l'emprunteur sollicite pour cette opération un montant d'Eco Prêt Logement Social - Réhabilitation de (I) + (II) soit :

300 000 €.

L'emprunteur s'engage à :

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt et à les achever au plus tard 24 mois après cette même date (36 mois sur dérogation expresse de la CDC prise sur avis conforme de la DDEA ou de son délégataire) ;
- réaliser les travaux en conformité avec les préconisations de l'audit énergétique préalable ;
- communiquer, sur demande de la CDC, les relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes ;
- **remplir sur le site de la DHUP, après travaux, la grille normalisée, conçue spécifiquement par les pouvoirs publics, complète et sincère, permettant de vérifier la bonne réalisation des travaux préconisés**

Fait à Strasbourg

Le 23/5/2017

Le Directeur Financier
Viviane EBERHARDT

CUS habitat
O.P.H. de la CUS
Pôle de l'habitat social
24 route de l'Hôpital - CS 28
67028 STRASBOURG Cedex

LD

GROUPE Caisse des Dépôts

Interventions à caractère thermique

DIRECTION DES FONDS D'EPARGNE

NOM EMPRUNTEUR	N° SIREN
CUS HABITAT	276 700 028 00026
NOM DU BATIMENT à réhabiliter *	**ADRESSE du bâtiment *[1]**
64-70 avenue de la Forêt Noir et 21 rue Edel et 28 boulevard Leblois	64-70 avenue de la Forêt Noire et 21 rue Edel et 28 boulevard Leblois
NOMBRE DE LOGEMENTS	**ANNEE DE CONSTRUCTION**
73	1925

** maison ou lot de maisons pour les logements individuels*

Ce document formalise l'engagement de l'emprunteur en Eco Prêt Logement Social - Réhabilitation de la CDC à réaliser un bouquet de travaux à impact énergétique.

Le présent document est pour toute réhabilitation de logement social achevé avant 1948, ayant fait l'objet d'une étude énergétique préalable attestant, par l'emploi d'une méthode de calcul conventionnelle, une consommation conventionnelle initiale en énergie primaire du bâtiment supérieure ou égale à 151 kWh / m².an et préconisant un ou des bouquet(s) de travaux thermiques.

Ce présent document, imprimé, complété et signé, devra être joint en annexe 1 du contrat de prêt.

A / Menu de travaux

Les différents éléments de ce menu listent les interventions à caractère thermique ouvrant droit au prêt sur lesquelles l'emprunteur s'engage à réaliser les travaux.

	Intervention	Exigences	Points attribués	Eléments retenus (à cocher)
Isolation	Toiture terrasse, rampants de pentes inférieure à 60deg; planchers de combles perdus	- CEE niveau max pour toitures terrasses (R ≥ 3,5 m²K/W) - CEE niveau max pour Isolation de combles ou de toitures (R ≥ 5 m²K/W)	4	☑
		Niveau règlementaire RTE 2007	3	☐
	Murs donnant sur extérieur	(Si existence de pignons, 3 points pour les murs hors pignons et 3 points pour les pignons.) Niveau règlementaire RTE 2007	6	☐
	Murs sur locaux non chauffés	Exigences référentiel CEE niveau maximum (R ≥ 2,4 m²K/W)	3	☐
		Niveau règlementaire RTE	2	☐
	Planchers bas sur extérieur, parkings collectifs ou locaux non chauffés	Exigences référentiel CEE niveau maximum (R ≥ 2,4 m²K/W)	3	☑
		Niveau règlementaire RTE 2007	2	☐
	Baies vitrées	Exigences référentiel CEE niveau maximum (Uw ≤ 2 W/m²K)	4	☑
		Niveau règlementaire RTE 2007	3	☐

[1] (Ligne suivante : MAJ+ ENTREE)

Suite au dos

	Intervention	Exigences	Points attribués	Eléments retenus (à cocher)
Ventilation	Ventilation naturelle hygro ou stato-mécanique ou VMC simple flux	Niveau règlementaire RTE 2007	2	☐
	VMC simple flux hygro ou VMC double flux	- VMC double flux : niveau référentiel CEE - VMC Simple Flux hygro-réglable : Exigences référentiel CEE	3	☑
Chauffage	Pose de radiateurs chaleur douce et de robinets thermostatiques	Exigences référentiel CEE	1	☐
	Isolation réseau hors volume chauffé	Exigences référentiel CEE	1	☐
	Installation d'un système de régulation de chaudière à combustible liquide ou gazeux	Si la chaudière n'est pas changée et si elle ne disposait pas d'un tel dispositif. Systèmes éligibles décrit dans le référentiel des CEE : - programmeur d'intermittence - régulation par sonde de température extérieure	1	☐
Chauffage (suite)	Chaudière basse température ou chaudière à condensation, individuelle ou collective	Non éligible si passage d'un système de chauffage collectif à un système de chauffage individuel. Exigence : aucune exigence complémentaire	4	☐
	Raccordement réseau de chaleur alimenté en énergies renouvelables	Eligible si le réseau de chaleur est éligible à la TVA réduite à 5,5 % (c'est-à-dire utilise au moins 50% d'énergies renouvelables)	4	☐
	Chaudière biomasse	- Chaudière biomasse individuelle et appareil indépendant de chauffage au bois : Niveau règlementaire RTE 2007 - Chaudière collective : Niveau règlementaire RTE	4	☐
	Pompe à chaleur	Exigences référentiel CEE niveau maximum : (- COP ≥ 4 pour PAC air / eau et eau / eau - COP ≥ 3,6 pour PAC air / air)	4	☐
		Niveau règlementaire RTE 2007	3	☐
Energie solaire	Eau chaude sanitaire solaire (solaire thermique)	Exigences référentiel CEE	3	☐
	Electricité photovoltaïque	Exigences référentiel crédit d'impôt (normes EN 61215 ou NF EN 61646)	1	☐
Confort d'été	Pose d'occultations solaires extérieures pour les pièces orientées nord-ouest, ouest et sud-ouest	Exigences équivalentes aux précisions des articles 10, 11, 12 et 14 de la RTE 2007	2	☐
	Pose d'occultations solaires extérieures pour toutes les pièces		3	☐
Nombre de points cumulés :	14			

RTE 2007 : arrêté du 3 mai 2007 fixant la réglementation par élément pour les bâtiments existants
CEE : certificats d'économie d'énergie : arrêtés en vigueur à la date du contrat définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie

LD

B / Tableau de synthèse

Nombre de points obtenus	Montant du prêt par logement
7 points	9 000 €
13 points	12 000 €
19 points	14 000 €
22 points	15 000 €
26 points	16 000 €

En fonction de la combinaison de travaux retenue, le montant forfaitaire (I) d'éco prêt Logement Social Réhabilitation mobilisable pour cette opération de rénovation est de :

12000 x 71 = 876 000 **€.**

Rappel indicatif des consommations énergétiques réelles avant travaux et estimées après travaux (figurant dans l'audit énergétique préalable) :

AVANT : 207.213 kwh/m².an APRES : 114.34 kwh/m².an

C / Bonus de prêt lié à l'obtention d'un label réglementaire

Si l'opération s'inscrit dans une démarche de certification en vue d'obtenir un des labels réglementaires HPE rénovation ou BBC rénovation, elle bénéficie d'une majoration du montant de prêt de 2 k€ / logement rénové. **Un justificatif émanant de l'organisme certificateur est requis** afin de s'assurer que la démarche est effectivement engagée. Il devra être joint au présent document.

Montant du bonus (II) = nb de logements concernés x 2 k€ soit **€.**

Dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), l'emprunteur doit communiquer à la CDC un document attestant que le label a bien été obtenu. L'absence de ce justificatif entraînera le remboursement anticipé partiel, à concurrence du montant de prêt concerné par le bonus.

D / Récapitulatif : Montant d' Eco Prêt Logement Social - Réhabilitation pour cette opération

En fonction des éléments indiqués ci-dessus, l'emprunteur sollicite pour cette opération un montant d'Eco Prêt Logement Social - Réhabilitation de (I) + (II) soit :

876 000 **€.**

L'emprunteur s'engage à :

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt et à les achever au plus tard 24 mois après cette même date (36 mois sur dérogation expresse de la CDC prise sur avis conforme de la DDEA ou de son délégataire) ;
- réaliser les travaux en conformité avec les préconisations de l'audit énergétique préalable ;
- communiquer, sur demande de la CDC, les relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes ;
- **remplir sur le site de la DHUP, après travaux, la grille normalisée, conçue spécifiquement par les pouvoirs publics, complète et sincère, permettant de vérifier la bonne réalisation des travaux préconisés**

Fait à Strasbourg

Le 23/5/2017

Le Directeur Financier
Viviane EHRHARDT

CUS habitat
O.P.H. de la CUS
Pôle de l'habitat social
24 route de Hâ[illegible] 05 70128
67028 STRASBOURG Cedex

17

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

HABITAT DE L'ILL - Droit Commun 2013
Eschau / rue de la place des fêtes - Transformation des 7 logements financés en PLAI en 7 logements financés en PLUS et annulation des logements financés en PLAI pour l'opération de construction d'une résidence pour personnes âgées non dépendantes.
Garantie pour le prêt complémentaire PLUS et participation financière.

Par délibération en date du 19 février 2015, l'Eurométropole de Strasbourg a validé le projet de création d'une résidence pour personnes âgées pour un ensemble de 25 logements répartis entre 18 logements financés en PLUS (Prêt locatif à usage social) et 7 logements financés en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration).

Pour rappel, cette opération a été lauréate d'un appel à projets conjoint entre le Conseil départemental et l'Eurométropole de Strasbourg.

L'opération est livrée depuis le 1er septembre 2016.

Depuis sur les vingt-cinq logements, cinq logements sur les sept logements financés en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) ne sont pas loués.

Pour le fonctionnement de la structure, une association de gestion a été créée pour assurer la gestion et l'animation de la résidence. Pour garantir le projet, la commune s'est engagée à apporter sa garantie financière à l'association et notamment en lui versant, en cas de déficit, une subvention d'équilibre d'exploitation.

Habitat de l'Ill nous a sollicités pour nous faire part des difficultés rencontrées par l'association pour trouver des personnes pouvant bénéficier des logements en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration).

En effet, le niveau de ressources des ménages PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) font que le reste à vivre est très réduit, ce qui dissuade les candidats relevant de ce niveau de ressources.

Dans ce contexte, Habitat de l'Ill sollicite l'Eurométropole de Strasbourg pour accepter de transformer les sept logements financés en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) en sept logements financés en PLUS (Prêt locatif à usage social).

C'est pourquoi la présente délibération annule le montant des subventions accordées en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration), ainsi que la garantie des prêts sollicités en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) et accepte le versement d'une subvention pour les sept logements basculés en PLUS (Prêt locatif à usage social) et la prise en garantie des prêts complémentaires en PLUS (Prêt locatif à usage social) d'un montant 344 400 €.

Conformément à la délibération du 29 septembre 2009, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera pour cette opération sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil CUS du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu le contrat de prêt N°68826 en annexe signé entre la Société Coopérative Habitat de l'Ill, ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,;
après en avoir délibéré
approuve

<u>pour l'opération de construction d'une résidence pour personnes âgées non dépendantes de 25 logements, situés à Eschau / rue de la place des fêtes :</u>

- *le versement d'une participation de l'Eurométropole de Strasbourg à la Société Coopérative Habitat de l'Ill d'un montant total de 35 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLUS (Prêt locatif à usage social) : (5 000 € X 7) = 35 000 €*

- *le remboursement par la Société Coopérative Habitat de l'Ill de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg d'un montant total de 63 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) : (9 000 € X 7) = 63 000 €*

- *le remboursement par la Société Coopérative Habitat de l'Ill de prêts en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) d'un montant total 344 400 € souscrit par la société Coopérative Habitat de l'Ill auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N°21 285 signé le 15 avril 2015.*

- *l'octroi de la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg, à hauteur de 100 % pour le remboursement de prêts complémentaires en PLUS (Prêt locatif à usage social) d'un montant total 344 400 € souscrit par la société Coopérative Habitat de l'Ill auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N°68826 constitué de 2 lignes de prêt.*

Le dit contrat N°68826 est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues la Société Coopérative Habitat de l'Ill dont elle ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Coopérative Habitat de l'Ill pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts,

décide

<u>pour l'opération de construction d'une résidence pour personnes âgées non dépendantes de 25 logements, situés à Eschau / rue de la place des fêtes :</u>

a) des modalités de versement de la subvention de 35 000 € au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLUS (Prêt locatif à usage social) :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 35 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422– activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible en AP avant la présente Commission permanente est de 25 655 225 € ;

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la Société Coopérative Habitat de l'Ill en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 68826

Entre

SOCIETE COOPERATIVE HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L'ILL - n° 000237517

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 1/21
Contrat de prêt n° 68826 Emprunteur n° 000237517

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE COOPERATIVE HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L'ILL, SIREN n°: 778770198, sis(e) 7 RUE QUINTENZ BP 90115 67403 ILLKIRCH CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE COOPERATIVE HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L'ILL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Construction de 25 logements situés 16 rue de la Place des Fêtes 67114 ESCHAU.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois-cent-quarante-quatre mille quatre-cents euros (344 400,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de deux-cent-trente-cinq mille euros (235 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-neuf mille quatre-cents euros (109 400,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » **(DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **18/12/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes
AS

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS	PLUS foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5196408	5196409		
Montant de la Ligne du Prêt	235 000 €	109 400 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,35 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %	1,35 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	0,6 %		
Taux d'intérêt	1,35 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
AS MB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67040 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67060 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes
AS DB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 29/09/2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Madame
Nom / Prénom : BALVA Marie
Qualité : Responsable du Contrôle de Gestion
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

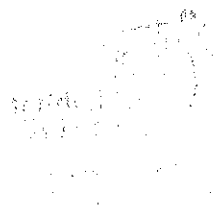
habitat de l'Ill
7 rue Quintenz
BP 90115 - 67403 ILLKIRCH CEDEX

Le, 20/09/2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Alexandre SCHNELL
Qualité : Directeur territorial Eurométropole
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 21/21
Contrat de prêt n° 65826 Emprunteur n° 000237517

Paraphes



18

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

HABITAT DE L'ILL - Droit commun 2017
Illkirch-Graffenstaden / rue de la Niederbourg - opération d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement de 16 logements financés en Prêt locatif à usage social et 7 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration.
Participations financières et garantie d'emprunts.

Habitat de l'Ill, a signé un contrat de réservation auprès du promoteur NEXITY en vue de l'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement d'un immeuble de 23 logements, afin d'y réaliser une opération de logement locatif aidé.

Le projet global comprend la construction de trois immeubles totalisant 64 logements, deux bâtiments sont destinés à du logement en accession, commercialisé par NEXITY et un bâtiment est destiné à Habitat de l'Ill.

Le bâtiment est de type R+2+attique.

L'immeuble est conçu pour atteindre des objectifs en matière de basse consommation d'énergie et sera labélisé NF Habitat.

Les logements en rez-de-chaussée bénéficient d'un accès à un jardin privatif avec terrasse. Chaque logement en étage bénéficie d'une terrasse ou d'un balcon.

L'arrêté portant permis de construire a été délivré le 9 février 2017.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière, allouée sur la base des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg

se fera pour cette opération sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à la demande de participation financière du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 19 juillet 2017;
vu le contrat de prêt N°68812 en annexe signé entre la Société Coopérative Habitat de l'Ill, ci-après l'emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

- *<u>pour l'opération d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement de 33 logements dont 16 financés en Prêt locatif à usage social et 7 financés en Prêt locatif aidé d'intégration située à Illkirch-Graffenstaden / rue de la Niederbourg :</u>*

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à Habitat de l'Ill d'un montant total de 111 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLUS : (3 000 € X 16) = 48 000 €*
** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLAI : (9 000 € X 7) = 63 000 €*

- *l'octroi de la garantie, à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 355 600 € souscrit par Habitat de l'Ill auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt 68812 constitué de 4 lignes de prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Habitat de l'Ill dont elle ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Coopérative Habitat de l'Ill pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

décide

- *pour l'opération d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement de 23 logements dont 16 financés en Prêt locatif à usage social et 7 financés en Prêt locatif aidé d'intégration située à Illkirch-Graffenstaden / rue de la Niederbourg :*

a) *des modalités de versement de la subvention de 111 000 €*
   - *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
   - *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
   - *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) *l'imputation de la dépense globale de 111 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible en AP avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 25 665 225 € ;*

c) *le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017 ;*

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la Société Coopérative Habitat de l'Ill en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 24 novembre 2017

par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après transmission au Contrôle de Légalité préfectoral et affichage au Centre Administratif Le 27 novembre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : Habitat de l'Ill — **Numéro de référence** **2017008**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**23**

Opération:

Identification	
Commune	Illkirch-Graffenstaden
Quartier	
Numéro	
Adresse	rue de Niederbourg

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	16	48 000 €
PLAI	7	63 000 €
Total subventions Eurométropole		**111 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Gaz type: **collectif**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T2	12	47,12	50,60	96,00 €	327,89 €	290,95 €			
T3	7	65,15	69,78	126,00 €	452,17 €	401,24 €			
T4	4	81,28	85,00	150,00 €	550,80 €	488,75 €			
		,00	,00						
		,00	,00						
		,00	,00						
Total	**23**	**1 346,61**	**1 435,66**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,75 €
PLUS	6,48 €

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien VMC, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, chauffage collectif

Ratios

Charges immobilières	37 359,09 €	/ logement	prix au m² de SH	2 254,52 €
Cout des travaux	67 151,78 €	/ logement	prix au m² de SU	2 114,68 €
Prestations intellectuelles	20 606,00 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	6 881,43 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES			
Charges immobilières	**859 259,00 €**	28%	**Subventions**	***163 500 €***		5%
			ETAT	**52 500 €**		
Cout des travaux	**1 544 491,00 €**	51%	PLAI	52 500 €		
Prestations intellectuelles	**473 938,00 €**	16%				
			Eurométropole de Strasbourg	**111 000,00 €**		
Montant de la TVA	**158 273,00 €**	5%				
			PLUS	48 000,00 €		
			PLAI	63 000,00 €		
			Emprunts	***2 355 600,00 €***		78%
			Prêt PLUS Foncier	585 600,00 €		
			Prêt PLUS Construction	940 000,00 €		
			Prêt PLAI Foncier	276 000,00 €		
			Prêt PLAI Construction	554 000,00 €		
			Fonds propres	***516 861 €***		17%
Total	**3 035 961,00 €**	**100%**	**Total**	**3 035 961,00 €**		**100%**

Observations:

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 68812

Entre

SOCIETE COOPERATIVE HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L'ILL - n° 000237517

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0066 V2.2.2 page 1/23
Contrat de prêt n° 68812 Emprunteur n° 000237517

Paraphes
AS MB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE COOPERATIVE HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L'ILL, SIREN n°: 778770198, sis(e) 7 RUE QUINTENZ BP 90115 67403 ILLKIRCH CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE COOPERATIVE HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L'ILL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LA NIEDERBOURG, Parc social public, Acquisition en VEFA de 23 logements situés 1 rue de la Niederbourg 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions trois-cent-cinquante-cinq mille six-cents euros (2 355 600,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cinq-cent-cinquante-quatre mille euros (554 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-soixante-seize mille euros (276 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de neuf-cent-quarante mille euros (940 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq-cent-quatre-vingt-cinq mille six-cents euros (585 600,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » **(DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **18/12/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs des autres financements
  - Titre définitif conférant des droits réels

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5201804	5201803	5201802	5201805
Montant de la Ligne du Prêt	554 000 €	276 000 €	940 000 €	585 600 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = IP + DT

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article **« Calcul et Paiement des intérêts »**, d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67040 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes
AS

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes
AS NB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
AS MB

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 29/09/2017
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Madame
Nom / Prénom : BALVA Marie
Qualité : Responsable du Contrôle de Gestion
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

habitat de l'ill
7 rue Quintenz
BP 90115 - 67403 ILLKIRCH CEDEX

Le, 20/09/2017
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Alexandre SCHNELL
Directeur territorial Eurométropole
Qualité :
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

19

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

NEOLIA - Droit commun 2016
Holtzheim - 7, rue de l'Eglise - Opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de six logements, dont quatre logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et deux logements financés en Prêt locatif aidés d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La société anonyme d'HLM Néolia s'est portée acquéreur par contrat de réservation pour une Vente en état future d'achèvement (VEFA) en date du 27 mars 2017, d'un ensemble immobilier composé de six logements, dont quatre logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et deux logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), situé à Holtzheim – 7, rue de l'Eglise.

De type R+1+combles, l'immeuble se compose de six logements, dont 2 T2, 3 T3 et 1 T4, et six stationnements. Chaque logement dispose d'un balcon ou d'une terrasse. Cette opération fera l'objet d'une certification NF Habitat Logement.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 29 juillet 2016.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 38 000 €, allouée sur la base des logements financés en Prêt locatifs à usage social (PLUS) et en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération pour un montant de 552 467 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de participation financière et de prise en garantie du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 8 septembre 2016;
Vu le Contrat de prêt n°67398 en annexe signé entre la SA d'HLM NEOLIA, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de six logements, dont quatre logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et deux logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), située à Holtzheim – 7, rue de l'Eglise :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM NEOLIA d'un montant total de 38 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif à usage social (PLUS) : (5 000 € X 4) = 20 000 €*
** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) : (9 000 € X 2) = 18 000 €.*

- *la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 552 467 € souscrit par la SA d'HLM NEOLIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 67398 constitué de 4 lignes du prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 38 000 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 38 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible sur l'AP avant la présente Commission est de 25 655 226 €.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM NEOLIA en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA — **Numéro de référence** **2016139**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**6**

Opération:

Identification	
Commune	Holtzheim
Quartier	
Numéro	7
Adresse	Rue de l'Eglise

Financement — droit commun

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: Collecteur CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	4	20 000 €
PLAI	2	18 000 €
Total subventions Eurométropole :		**38 000,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T2	2	48	52	41,59 €	280,40 €	316,68 €			
T3	3	66	73	58,23 €	392,66 €	443,46 €			
T4	1	81	88	70,78 €	477,27 €	539,02 €			
Total	**6**	**376,35**	**409,62**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,41 €
PLUS	6,11 €

Détail des postes de charges:

fourniture d'eau froide (EF + ECS), électricité partie commune, entretien parties communes, entretien chaudière individuelle (chauffage+eau), taxes enlèvement ordures ménagères

Ratios

Charges immobilières	56 643,83 €	/ logement	prix au m² de SH	2 345,94 €
Cout des travaux	80 053,00 €	/ logement	prix au m² de SU	2 155,40 €
Prestations intellectuelles	2 898,05 €	/ logement	prix au m² de SC	
Montant de la TVA	7 554,12 €	/ logement		

Plan de financement (€ TTC)

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**339 863 €**	38%	**Subventions**	***65 586 €***	***7,43%***
			ETAT	**15 000 €**	**1,70%**
Cout des travaux	**480 318 €**	54%			
			Eurométropole	**38 000,00 €**	**4,30%**
Prestations intellectuelles	**17 388 €**	2%	**PLUS**	20 000,00 €	2,27%
			PLAI	18 000,00 €	2,04%
Montant de la TVA	**45 325 €**	5%			
			Région	12 586,00 €	1,43%
			Emprunts	***690 467,00 €***	***78,20%***
			Prêt PLUS Foncier	173 784,00 €	19,68%
			Prêt PLUS Construction	179 750,00 €	20,36%
			Prêt PLAI Foncier	71 408,00 €	8,09%
			Prêt PLAI Construction	127 525,00 €	14,44%
			Prêt collecteur 1%	138 000,00 €	15,63%
			Fonds propres	***126 841 €***	***14,37%***
Total	**882 894,00**	**100,00%**	**Total**	**882 894,00 €**	**100,00%**

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 67398

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 R DE LA COMBE AUX BICHES BP 267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **NEOLIA** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.23
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 6 logements situés 7 rue de l'Eglise 67810 HOLTZHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-cinquante-deux mille quatre-cent-soixante-sept euros (552 467,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-vingt-sept mille cinq-cent-vingt-cinq euros (127 525,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de soixante-et-onze mille quatre-cent-huit euros (71 408,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-soixante-dix-neuf mille sept-cent-cinquante euros (179 750,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-soixante-treize mille sept-cent-quatre-vingt-quatre euros (173 784,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » **(DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **01/11/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatifs des financements de la Région et de l'Eurométropole
  - Titre définitif conférant des droits réels

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

PR0098-PR0098 V2.2.2 page 9/24
Contrat de prêt n° 67398 Emprunteur n° 000206306

Paraphes
AS

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5183570	5183571	5183568	5183569
Montant de la Ligne du Prêt	127 525 €	71 408 €	179 750 €	173 784 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	1,12 %	1,35 %	1,12 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,12 %	1,35 %	1,12 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	-	-	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	-	-	1,35 %	1,12 %
Règlement des intérêts de préfinancement	-	-	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,37 %	0,6 %	0,37 %
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	1,12 %	1,35 %	1,12 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0,5 %	0,5 %	- 0,5 %	- 0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes..

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = IP + DT

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) – 1

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article **« Calcul et Paiement des intérêts »**, d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article **« Calcul et Paiement des Intérêts »**.
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes
AS ID

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 28 AOUT 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom : Jacques DENIS

Qualité : Directeur Administratif et Financier

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Néolia
Groupe ActionLogement
34, rue de la Combe aux Biches - CS 75267
25205 Montbéliard Cedex
Tél. 03 81 99 16 16 - Fax 03 81 99 19 23

Le, 21/08/2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom : Alexandre SCHNELL

Qualité : Directeur territorial Eurométropole

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0080-PR0088 V2.1.2 page 24/24
Contrat de prêt n° 67303 Emprunteur n° 0002083306

Paraphes

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Emprunteur : 0208306 - NEOLIA
N° du Contrat de Prêt : 67398 / N° de la Ligne du Prêt : 5183568
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 179 750 €
Taux actuariel théorique : 1,35 %
Taux effectif global : 1,35 %
Intérêts de Préfinancement : 4 886,01 €
Taux de Préfinancement : 1,35 %

304

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/08/2020	1,35	6 377,79	3 951,17	2 426,62	0,00	175 798,83	0,00
2	01/08/2021	1,35	6 345,90	3 972,62	2 373,28	0,00	171 826,21	0,00
3	01/08/2022	1,35	6 314,17	3 994,52	2 319,65	0,00	167 831,69	0,00
4	01/08/2023	1,35	6 282,60	4 016,87	2 265,73	0,00	163 814,82	0,00
5	01/08/2024	1,35	6 251,18	4 039,68	2 211,50	0,00	159 775,14	0,00
6	01/08/2025	1,35	6 219,93	4 062,97	2 156,96	0,00	155 712,17	0,00
7	01/08/2026	1,35	6 188,83	4 086,72	2 102,11	0,00	151 625,45	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	01/08/2027	1,35	6 157,88	4 110,94	2 046,94	0,00	147 514,51	0,00
9	01/08/2028	1,35	6 127,10	4 135,65	1 991,45	0,00	143 378,86	0,00
10	01/08/2029	1,35	6 096,46	4 160,85	1 935,61	0,00	139 218,01	0,00
11	01/08/2030	1,35	6 065,98	4 186,54	1 879,44	0,00	135 031,47	0,00
12	01/08/2031	1,35	6 035,65	4 212,73	1 822,92	0,00	130 818,74	0,00
13	01/08/2032	1,35	6 005,47	4 239,42	1 766,05	0,00	126 579,32	0,00
14	01/08/2033	1,35	5 975,44	4 266,62	1 708,82	0,00	122 312,70	0,00
15	01/08/2034	1,35	5 945,56	4 294,34	1 651,22	0,00	118 018,36	0,00
16	01/08/2035	1,35	5 915,84	4 322,59	1 593,25	0,00	113 695,77	0,00
17	01/08/2036	1,35	5 886,26	4 351,37	1 534,89	0,00	109 344,40	0,00
18	01/08/2037	1,35	5 856,83	4 380,68	1 476,15	0,00	104 963,72	0,00
19	01/08/2038	1,35	5 827,54	4 410,53	1 417,01	0,00	100 553,19	0,00
20	01/08/2039	1,35	5 798,40	4 440,93	1 357,47	0,00	96 112,26	0,00
21	01/08/2040	1,35	5 769,41	4 471,89	1 297,52	0,00	91 640,37	0,00
22	01/08/2041	1,35	5 740,57	4 503,43	1 237,14	0,00	87 136,94	0,00
23	01/08/2042	1,35	5 711,86	4 535,51	1 176,35	0,00	82 601,43	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

305

PR0090_PR0022 V2.0.0
Offre Contractualisée n° 97280 Emprunteur n° 0002063306

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	01/08/2043	1,35	5 683,30	4 568,18	1 115,12	0,00	78 033,25	0,00
25	01/08/2044	1,35	5 654,89	4 601,44	1 053,45	0,00	73 431,81	0,00
26	01/08/2045	1,35	5 626,61	4 635,28	991,33	0,00	68 796,53	0,00
27	01/08/2046	1,35	5 598,48	4 669,73	928,75	0,00	64 126,80	0,00
28	01/08/2047	1,35	5 570,49	4 704,78	865,71	0,00	59 422,02	0,00
29	01/08/2048	1,35	5 542,63	4 740,43	802,20	0,00	54 681,59	0,00
30	01/08/2049	1,35	5 514,92	4 776,72	738,20	0,00	49 904,87	0,00
31	01/08/2050	1,35	5 487,35	4 813,63	673,72	0,00	45 091,24	0,00
32	01/08/2051	1,35	5 459,91	4 851,18	608,73	0,00	40 240,06	0,00
33	01/08/2052	1,35	5 432,61	4 889,37	543,24	0,00	35 350,69	0,00
34	01/08/2053	1,35	5 405,45	4 928,22	477,23	0,00	30 422,47	0,00
35	01/08/2054	1,35	5 378,42	4 967,72	410,70	0,00	25 454,75	0,00
36	01/08/2055	1,35	5 351,53	5 007,89	343,64	0,00	20 446,86	0,00
37	01/08/2056	1,35	5 324,77	5 048,74	276,03	0,00	15 398,12	0,00
38	01/08/2057	1,35	5 298,15	5 090,28	207,87	0,00	10 307,84	0,00
39	01/08/2058	1,35	5 271,66	5 132,50	139,16	0,00	5 175,34	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

306

PR0090-PP0092 V2.00
Offre Contractuelle n° 67986 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	01/08/2059	1,35	5 245,21	5 175,34	69,87	0,00	0,00	0,00
Total			**231 743,03**	**179 750,00**	**51 993,03**	**0,00**		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

307

PRU050-PR0092 V2.0.0
Offre Consultable n° 35783 Emprunteur n° 00208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Emprunteur : 0208306 - NEOLIA
N° du Contrat de Prêt : 67398 / N° de la Ligne du Prêt : 5183569
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 173 784 €
Taux actuariel théorique : 1,12 %
Taux effectif global : 1,12 %
Intérêts de Préfinancement : 3 914,56 €
Taux de Préfinancement : 1,12 %

308

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/08/2020	1,12	4 536,83	2 590,45	1 946,38	0,00	171 193,55	0,00
2	01/08/2021	1,12	4 514,14	2 596,77	1 917,37	0,00	168 596,78	0,00
3	01/08/2022	1,12	4 491,57	2 603,29	1 888,28	0,00	165 993,49	0,00
4	01/08/2023	1,12	4 469,11	2 609,98	1 859,13	0,00	163 383,51	0,00
5	01/08/2024	1,12	4 446,77	2 616,87	1 829,90	0,00	160 766,64	0,00
6	01/08/2025	1,12	4 424,53	2 623,94	1 800,59	0,00	158 142,70	0,00
7	01/08/2026	1,12	4 402,41	2 631,21	1 771,20	0,00	155 511,49	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 67398 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	01/08/2027	1,12	4 380,40	2 638,67	1 741,73	0,00	152 872,82	0,00
9	01/08/2028	1,12	4 358,50	2 646,32	1 712,18	0,00	150 226,50	0,00
10	01/08/2029	1,12	4 336,70	2 654,16	1 682,54	0,00	147 572,34	0,00
11	01/08/2030	1,12	4 315,02	2 662,21	1 652,81	0,00	144 910,13	0,00
12	01/08/2031	1,12	4 293,45	2 670,46	1 622,99	0,00	142 239,67	0,00
13	01/08/2032	1,12	4 271,98	2 678,90	1 593,08	0,00	139 560,77	0,00
14	01/08/2033	1,12	4 250,62	2 687,54	1 563,08	0,00	136 873,23	0,00
15	01/08/2034	1,12	4 229,37	2 696,39	1 532,98	0,00	134 176,84	0,00
16	01/08/2035	1,12	4 208,22	2 705,44	1 502,78	0,00	131 471,40	0,00
17	01/08/2036	1,12	4 187,18	2 714,70	1 472,48	0,00	128 756,70	0,00
18	01/08/2037	1,12	4 166,24	2 724,16	1 442,08	0,00	126 032,54	0,00
19	01/08/2038	1,12	4 145,41	2 733,85	1 411,56	0,00	123 298,69	0,00
20	01/08/2039	1,12	4 124,68	2 743,73	1 380,95	0,00	120 554,96	0,00
21	01/08/2040	1,12	4 104,06	2 753,84	1 350,22	0,00	117 801,12	0,00
22	01/08/2041	1,12	4 083,54	2 764,17	1 319,37	0,00	115 036,95	0,00
23	01/08/2042	1,12	4 063,12	2 774,71	1 288,41	0,00	112 262,24	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

309

PR0080-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 67398 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	01/08/2043	1,12	4 042,81	2 785,47	1 257,34	0,00	109 476,77	0,00
25	01/08/2044	1,12	4 022,59	2 796,45	1 226,14	0,00	106 680,32	0,00
26	01/08/2045	1,12	4 002,48	2 807,66	1 194,82	0,00	103 872,66	0,00
27	01/08/2046	1,12	3 982,47	2 819,10	1 163,37	0,00	101 053,56	0,00
28	01/08/2047	1,12	3 962,55	2 830,75	1 131,80	0,00	98 222,81	0,00
29	01/08/2048	1,12	3 942,74	2 842,64	1 100,10	0,00	95 380,17	0,00
30	01/08/2049	1,12	3 923,03	2 854,77	1 068,26	0,00	92 525,40	0,00
31	01/08/2050	1,12	3 903,41	2 867,13	1 036,28	0,00	89 658,27	0,00
32	01/08/2051	1,12	3 883,90	2 879,73	1 004,17	0,00	86 778,54	0,00
33	01/08/2052	1,12	3 864,48	2 892,56	971,92	0,00	83 885,98	0,00
34	01/08/2053	1,12	3 845,15	2 905,63	939,52	0,00	80 980,35	0,00
35	01/08/2054	1,12	3 825,93	2 918,95	906,98	0,00	78 061,40	0,00
36	01/08/2055	1,12	3 806,80	2 932,51	874,29	0,00	75 128,89	0,00
37	01/08/2056	1,12	3 787,76	2 946,32	841,44	0,00	72 182,57	0,00
38	01/08/2057	1,12	3 768,83	2 960,39	808,44	0,00	69 222,18	0,00
39	01/08/2058	1,12	3 749,98	2 974,69	775,29	0,00	66 247,49	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

310

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 67396 Emprunteur n° 000208306

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	01/08/2059	1,12	3 731,23	2 989,26	741,97	0,00	63 258,23	0,00
41	01/08/2060	1,12	3 712,58	3 004,09	708,49	0,00	60 254,14	0,00
42	01/08/2061	1,12	3 694,01	3 019,16	674,85	0,00	57 234,98	0,00
43	01/08/2062	1,12	3 675,54	3 034,51	641,03	0,00	54 200,47	0,00
44	01/08/2063	1,12	3 657,16	3 050,11	607,05	0,00	51 150,36	0,00
45	01/08/2064	1,12	3 638,88	3 066,00	572,88	0,00	48 084,36	0,00
46	01/08/2065	1,12	3 620,68	3 082,14	538,54	0,00	45 002,22	0,00
47	01/08/2066	1,12	3 602,58	3 098,56	504,02	0,00	41 903,66	0,00
48	01/08/2067	1,12	3 584,57	3 115,25	469,32	0,00	38 788,41	0,00
49	01/08/2068	1,12	3 566,65	3 132,22	434,43	0,00	35 656,19	0,00
50	01/08/2069	1,12	3 548,81	3 149,46	399,35	0,00	32 506,73	0,00
51	01/08/2070	1,12	3 531,07	3 166,99	364,08	0,00	29 339,74	0,00
52	01/08/2071	1,12	3 513,41	3 184,80	328,61	0,00	26 154,94	0,00
53	01/08/2072	1,12	3 495,85	3 202,91	292,94	0,00	22 952,03	0,00
54	01/08/2073	1,12	3 478,37	3 221,31	257,06	0,00	19 730,72	0,00
55	01/08/2074	1,12	3 460,97	3 239,99	220,98	0,00	16 490,73	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

311

PR0080-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 67398 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
56	01/08/2075	1,12	3 443,67	3 258,97	184,70	0,00	13 231,76	0,00
57	01/08/2076	1,12	3 426,45	3 278,25	148,20	0,00	9 953,51	0,00
58	01/08/2077	1,12	3 409,32	3 297,84	111,48	0,00	6 655,67	0,00
59	01/08/2078	1,12	3 392,27	3 317,73	74,54	0,00	3 337,94	0,00
60	01/08/2079	1,12	3 375,32	3 337,94	37,38	0,00	0,00	0,00
Total			**235 678,15**	**173 784,00**	**61 894,15**	**0,00**		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

312

PR0060-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 375196 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	01/08/2059	1,12	1 760,25	1 409,57	350,68	0,00	29 901,58	0,00
43	01/08/2060	1,12	1 769,05	1 434,15	334,90	0,00	28 467,43	0,00
44	01/08/2061	1,12	1 777,90	1 459,06	318,84	0,00	27 008,37	0,00
45	01/08/2062	1,12	1 786,79	1 484,30	302,49	0,00	25 524,07	0,00
46	01/08/2063	1,12	1 795,72	1 509,85	285,87	0,00	24 014,22	0,00
47	01/08/2064	1,12	1 804,70	1 535,74	268,96	0,00	22 478,48	0,00
48	01/08/2065	1,12	1 813,73	1 561,97	251,76	0,00	20 916,51	0,00
49	01/08/2066	1,12	1 822,79	1 588,53	234,26	0,00	19 327,98	0,00
50	01/08/2067	1,12	1 831,91	1 615,44	216,47	0,00	17 712,54	0,00
51	01/08/2068	1,12	1 841,07	1 642,69	198,38	0,00	16 069,85	0,00
52	01/08/2069	1,12	1 850,27	1 670,29	179,98	0,00	14 399,56	0,00
53	01/08/2070	1,12	1 859,52	1 698,24	161,28	0,00	12 701,32	0,00
54	01/08/2071	1,12	1 868,82	1 726,57	142,25	0,00	10 974,75	0,00
55	01/08/2072	1,12	1 878,17	1 755,25	122,92	0,00	9 219,50	0,00
56	01/08/2073	1,12	1 887,56	1 784,30	103,26	0,00	7 435,20	0,00
57	01/08/2074	1,12	1 896,99	1 813,72	83,27	0,00	5 621,48	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

313

PR0090-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 67398 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/08/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	01/08/2075	1,12	1 906,48	1 843,52	62,96	0,00	3 777,96	0,00
59	01/08/2076	1,12	1 916,01	1 873,70	42,31	0,00	1 904,26	0,00
60	01/08/2077	1,12	1 925,59	1 904,26	21,33	0,00	0,00	0,00
Total			**100 100,32**	**71 408,00**	**28 692,32**	**0,00**		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

314

PR0080-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 67398 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

20

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

NEOLIA - Droit commun 2016
Vendenheim - 2, impasse Rose Eck - Opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de huit logements dont quatre logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et quatre logements financés en Prêt locatif aidés d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La société anonyme d'HLM Néolia s'est portée acquéreur par contrat de réservation pour une Vente en état future d'achèvement (VEFA) en date du 27 juin 2017, d'un ensemble immobilier composé de huit logements, dont quatre logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et quatre logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), situé à Vendenheim – 2, impasse Rose Eck.

De type R+1+combles, l'immeuble se compose de huit logements, dont 4 T2 et 4 T3. Chaque logement dispose d'un balcon, d'une cave, et d'un espace de stationnement (garages ou places privatives).

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'arrêté de permis de construire a été délivré en date du 26 juillet 2016.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière d'un montant de 56 000 €, allouée sur la base des logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération pour un montant de 562 774 €.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'accéder à cette demande de participation financière et de prise en garantie du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision de financement de l'Etat en date du 8 septembre 2016;
Vu le Contrat de prêt n°67390 en annexe signé entre la SA d'HLM NEOLIA, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de huit logements, dont quatre logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et quatre logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), située à Vendenheim – 2, impasse Rose Eck :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM NEOLIA d'un montant total de 56 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif à usage social (PLUS) : (5 000 € X 4) = 20 000 €*
** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) : (9 000 € X 4) = 36 000 €.*

- *la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 562 774 € souscrit par la SA d'HLM NEOLIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 67390 constitué de 4 lignes du prêt.*

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 56 000 € :
- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de 56 000 € sur les crédits disponibles au budget 2017 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible sur l'AP avant la présente Commission est de 25 655 226 €.

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2017,

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM NEOLIA en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA — **Numéro de référence** **2016120**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**8**

Opération:

Identification	
Commune	Vendenheim
Quartier	
Numéro	2
Adresse	impasse Rose ECK

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLUS	4	20 000 €
PLAI	4	36 000 €
Total subventions Eurométropole :		**56 000,00 €**

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T2	4	47	54	81,02 €	293,82 €	330,75 €			
T3	4	59	66	100,39 €	364,10 €	409,86 €			
Total	**8**	**427,00**	**479,36**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,49 €
PLUS	6,18 €

Détail des postes de charges:

fourniture d'eau froide (EF + ECS), électricité partie commune, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, chauffage + eau chaude gaz, taxes enlèvement ordures ménagères

Ratios

Charges immobilières	47 835,00 €	/ logement	prix au m² de SH	2 315,45 €	
Cout des travaux	66 994,13 €	/ logement	prix au m² de SU	2 062,54 €	
Prestations intellectuelles	2 428,38 €	/ logement	prix au m² de SC		
Montant de la TVA	6 329,75 €	/ logement			

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**382 680 €**	39%	**Subventions**	***102 370 €***	***10,35%***
			ETAT	**30 000 €**	**3,03%**
Cout des travaux	**535 953 €**	54%	**Petits logements**	3 200 €	0,32%
Prestations intellectuelles	**19 427 €**	2%			
			Eurométropole	**56 000,00 €**	**5,66%**
Montant de la TVA	**50 638 €**	5%	**PLUS**	20 000,00 €	2,02%
			PLAI	36 000,00 €	3,64%
			Région	13 170,00 €	1,33%
			Emprunts	***742 774,00 €***	***75,13%***
			Prêt PLUS Foncier	133 514,00 €	13,50%
			Prêt PLUS Construction	33 082,00 €	3,35%
			Prêt PLAI Foncier	132 385,00 €	13,39%
			Prêt PLAI Construction	263 793,00 €	26,68%
			Prêt collecteur 1%	180 000,00 €	18,21%
			Fonds propres	***143 554 €***	***14,52%***
Total	**988 698,00**	**100,00%**	**Total**	**988 698,00 €**	**100,00%**

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 67390

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 R DE LA COMBE AUX BICHES BP 267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **NEOLIA** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 8 logements situés 2 Impasse Rose Eck 67550 VENDENHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-soixante-deux mille sept-cent-soixante-quatorze euros (562 774,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-soixante-trois mille sept-cent-quatre-vingt-treize euros (263 793,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-trente-deux mille trois-cent-quatre-vingt-cinq euros (132 385,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trente-trois mille quatre-vingt-deux euros (33 082,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-trente-trois mille cinq-cent-quatorze euros (133 514,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » **(DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr



La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **01/11/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garantie(s) conforme(s)
    - Acte VEFA définitif ou a minima le projet définitif accompagné de la convocation du notaire à la signature de l'acte.

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie electronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5197861	5197862	5197860	5197859
Montant de la Ligne du Prêt	263 793 €	132 385 €	33 082 €	133 514 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,95 %	1,35 %	0,95 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,95 %	1,35 %	0,95 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	-	-	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	-	-	1,35 %	0,95 %
Règlement des intérêts de préfinancement	-	-	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,2 %	0,6 %	0,2 %
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	0,95 %	1,35 %	0,95 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0,5 %	0,5 %	- 0,5 %	- 0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes
SD
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes..

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = IP + DT

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) – 1

Paraphes
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**. Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Paraphes
AS SD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes
AS JD

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes
SD
AS

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Asaraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - BP 20017 - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 -
Télécopie : 03 88 52 92 50
grand-est@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 28 AOUT 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom : **Jacques DENIS**

Qualité : Directeur Administratif et Financier

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Néolia

Groupe ActionLogement

34, rue de la Combe aux Biches - CS 75267
25205 Montbéliard Cedex
Tél. 03 81 99 16 16 - Fax 03 81 99 19 23

Le, 02/08/2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom : **Alexandre SCHNELL**

Qualité : Directeur territorial Eurométropole

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PR0030-PR0069 V6.7.2 page 24/24
Contrat de prêt n° 67390 Emprunteur n° 00206306

Paraphes

21

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Programme d'intérêt général (PIG) Habiter Mieux - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'approuver le versement - au titre des Programmes d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » - de subventions aux particuliers dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **26 740 €**.

Par délibération du 23 mars 2012, le Conseil de communauté a en effet approuvé ce programme sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2016 prolongée jusqu'au 22 juillet 2022 par délibération du 30 juin 2016.

Pour mémoire, le PIG « Habiter Mieux » porte sur des travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies et la lutte contre l'habitat indigne.

Les propriétaires occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnels qui réhabilitent des logements de plus de 15 ans peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 30 juin 2016 validant la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2016-2021,
vu la délibération du Conseil de communauté du 27 mai 2011

relative au lancement d'un fonds d'aide à la rénovation thermique (FART),
vu la délibération du Conseil de communauté du 23 mars 2012
relative aux modalités financières du PIG Habiter Mieux,
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 30 juin 2016
validant les nouvelles modalités financières et le renouvellement du PIG Habiter Mieux,

après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 26 740 €, au titre du programme d'intérêt général Habiter Mieux sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, aux bénéficiaires mentionnés sur le tableau joint en annexe, pour un total de 13 logements concernés,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0117, programme 568, sur les budgets 2017 et suivants, sous réserve du vote des crédits correspondants, dont le montant avant la présente Commission est de 895 686,46 €.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Date de la commission ANAH	N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Propriétaire	Adresse du propriétaire	Type de propriétaire	Nombre de logement	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires (sauf *)	*ANAH Prime FART	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
18/09/2017	067 SLS 201705 0081	sans travaux	Eckbolsheim	42 rue de la Chênaie	Mme Laurence SIMON	20 rue Saint Bernard 67850 OFFENDORF	Bailleur	1	loyer social		0 €	1 000 €	0 €	0%	**3 000 €**
/	067 SLS 201708 0138	sans travaux	La Wantzenau	20 rue du Général Leclerc	M. Nhan-Nguyen CAO et Mme Johanna SCHMITT	18 rue de Molsheim 67120 SOULTZ-LES-BAINS	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201710 0162	sans travaux	La Wantzenau	20 rue du Général Leclerc	M. Nhan-Nguyen CAO et Mme Johanna SCHMITT	18 rue de Molsheim 67120 SOULTZ-LES-BAINS	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201710 0163	sans travaux	La Wantzenau	20 rue du Général Leclerc	M. Nhan-Nguyen CAO et Mme Johanna SCHMITT	18 rue de Molsheim 67120 SOULTZ-LES-BAINS	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201709 0149	sans travaux	Strasbourg	2 rue Rimbach	M. Jacques OESCH SCI LES FOYERS DE LA MUSAU	18 rue de la Ganzau 67100 STRASBOURG	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0 €	0%	**1 500 €**
/	067 SLS 201709 0147	sans travaux	Strasbourg	4 rue Kurnagel	Mme Françoise EGNER	2 rue du Muhlbruchel 67200 STRASBOURG	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0 €	0%	**3 000 €**
/	067 SLS 201709 0151	sans travaux	Eschau	29 rue des Hirondelles	Mme Céleste KREYER	5 rue de la Paix 67114 ESCHAU	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0 €	0%	**1 500 €**
18/09/2017	67011423	avec travaux	Ostwald	2 rue des Cerises	M. et Mme Murat KOCA	2 rue des Cerises 67540 OSTWALD	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
03/10/2017	67011319 (engagement complémentaire)	avec travaux	Strasbourg	76 rue du Faubourg National	M. et Mme Georges LAMBERT	1 impasse du Stade 57400 SARREBOURG	Bailleur	1	loyer social	Classique (MD)*	1 517 €	531 €	0 €	10%	**152 €**
03/10/2017	67011692	avec travaux	Oberschaeffolsheim	101 rue du Général De Gaulle	M. et Mme Ravil MURAT	101 rue du Général De Gaulle 67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	20 000 €	10 000 €	2 000 €	10%	**2 000 €**
03/10/2017	67011731	avec travaux	Strasbourg	28 rue Saint Aloïse	M. Gilbert FASSEL	27 rue Sainte Odile 67560 ROSHEIM	Bailleur	1	loyer social	Lourds	54 028 €	24 313 €	0 €	10%	**5 403 €**
03/10/2017	67011770	avec travaux	Strasbourg	5 rue Rabelais	M. et Mme Mahmoud LAMRINI ALOUAHABI	5 rue Rabelais 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	18 845 €	9 422 €	1 884 €	10%	**1 884 €**
03/10/2017	67011771	avec travaux	Strasbourg	65 rue Georges Bernanos	M. Mohamed MEDJANI	65 rue Georges Bernanos 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Classique avec Economie d'Energie	18 009 €	9 005 €	1 801 €	10%	**1 801 €**
Total								**13**			132 400 €	64 271 €	7 685 €		**26 740 €**

Concernant l'aide de l'ANAH de 1 000 € sur les dossiers sans travaux il s'agit de la Prime d'Intermédiation Locative lorsque le propriétaire passe par Horizon Amitié ou une autre association d'intermédiation locative agréée par l'Etat.
*MD = Travaux Réhabilitation Logement Dégradé (moyennement dégradé) avec économie d'énergie

22

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Subvention à l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace.

Dans le cadre de son soutien aux associations oeuvrant dans le domaine de l'accès à l'habitat pour tous et plus spécifiquement pour les ménages les plus modestes, l'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une subvention de 20 000 euros à l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace.

1. Le champ d'intervention de l'association

La plateforme de logements privés à loyers accessibles contribue à l'accroissement d'une offre de logements à destination de ménages à revenus modestes.

Son action vise à :

- Recenser les offres de logements du parc privés à des loyers accessibles (inférieurs aux loyers moyens du marché)
- Faciliter l'accès de ces logements à des ménages à faibles revenus

Parallèlement, l'association s'engage auprès des propriétaires :

- A assurer la gestion locative adaptée (GLA) des logements
- A sécuriser les risques locatifs (impayés, dégradations) en proposant une assurance
- A établir une relation de médiation entre le locataire et le propriétaire (explication des droits et devoirs du locataire lors de la signature du bail, propositions de modes de paiement adaptés…).

2. L'activité de l'association

En 2016, la plateforme disposait d'un portefeuille de 159 logements (129 en 2015) à l'échelle de l'Eurométropole, dont 30 % de 3 pièces et 21% de deux pièces. Parmi ces logements, 76 ont été conventionnés, ce qui signifie que les propriétaires ont accepté d'aligner le montant des loyers sur ceux des logements sociaux.

3. Les effectifs et le financement

L'activité a été assurée en 2016 par 4 salariés, dont 3 à temps plein et un à temps partiel L'accompagnement des locataires est assuré par des bénévoles, principalement d'anciens professionnels de l'immobilier et de la gestion locative.

Récapitulatif des subventions

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour N-1
Habitat et Humanisme Gestion Alsace	Subvention de fonctionnement	30 000 €	20 000 €	20 000 €

Le budget prévisionnel de l'association pour l'année 2017 est de 222 170 €.

Les principaux financeurs sont :

- L'Eurométropole de Strasbourg : 20 000 €
- Le Conseil départemental du Bas-Rhin : 73 890 €

L'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace sollicite l'Eurométropole pour une subvention de 30 000 euros destinée à poursuivre la mobilisation de propriétaires du parc privé et l'accroissement de l'offre de logements en direction des ménages les plus modestes.

Il est proposé au Conseil d'accorder la somme de 20 000 euros.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation d'une subvention de 20 000 € à l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace, oeuvrant dans le domaine de l'accès au logement privé pour les ménages les plus modestes

décide

l'imputation des crédits nécessaires, soit 20 000 €, au budget 2017, fonction 552, nature 20 422, programme 605 HP01, dont lemontant actuellement disponible est de 74 261 €

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et l'ensemble des documents afférent.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

23

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Subvention à la Chambre de consommation d'Alsace.

Dans le cadre de son soutien aux associations œuvrant dans le domaine de l'information et la sensibilisation du grand public sur l'efficacité énergétique, l'Eurométropole de Strasbourg a attribué en 2016 une subvention de fonctionnement aux deux Espaces Info Energies (EIE) de son territoire, dont la Chambre de Consommation d'Alsace.

1. La mission des Espaces Info Energie (EIE)

Impulsés et soutenus par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) depuis 2001 pour sensibiliser et informer le grand public sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les espaces info énergie développent une mission visant à informer gratuitement et de manière objective le demandeur (principalement le « particulier »), maître d'ouvrage de son projet.

Pour assurer cette mission, l'EIE, via son ou ses conseillers :

- informe sur les orientations retenues en matière de politique énergétique locale, régionale et nationale, notamment en matière d'aides publiques existantes ;
- reçoit et traite les demandes d'informations et de renseignements formulées par téléphone, correspondance ou lors de permanences de l'EIE ;
- apporte des informations d'ordres techniques, financiers, fiscaux et réglementaires.
- peut réaliser des calculs intégrant les enjeux environnementaux afin de faciliter un choix énergétique pour un maître d'ouvrage.
- présente les matériels accessibles sur le marché, en mentionnant, autant que faire se peut, ceux qui bénéficient de subventions ou de crédits d'impôt ;
- oriente, si nécessaire, vers l'ensemble des organismes, bureaux d'étude ou entreprises susceptibles d'intervenir dans le domaine technique concerné par la demande ;
- informe sur les labels et certifications pour les services et les produits ;
- développe des programmes d'animations et participe à des manifestations adaptées (foires, salons,…) à la cible visée par ses activités.

L'EIE participe et s'intègre dans un réseau régional animé par l'ADEME disposant d'une identité commune, de documents et de moyens d'échanges communs (formations,

réunions régionales, rencontres nationales, groupes de travail, réseau de communication électronique).

Depuis 2013, les espaces info-énergie sont également intégrés aux réseaux du Point rénovation info-service unique Bas-Rhinois (PRIS), porté par le Conseil général du Bas-Rhin.

2. Les Espaces info-énergie de l'Eurométropole de Strasbourg et leur activité en 2016

A l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg, seules deux structures hébergent des espaces info-énergie (contre 12 en Alsace) pour répondre à la demande des citoyens : la Chambre de consommation d'Alsace (CCA) et l'association Alter Alsace Énergies (AAE).

Contrairement aux autres EIE régionaux, les EIE de l'Eurométropole ne sont pas portés par des structures communales ou intercommunales, mais par des associations.

Depuis 2013, la Communauté Urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg, participe au financement des postes de conseillers EIE.

Ainsi, pour un équivalent temps plein EIE, ces espaces sont financés à hauteur d'environ 20 000 € par l'ADEME, 10 000 € par la Région Alsace et 10 000 € par l'Eurométropole.

La chambre de consommation d'Alsace

Depuis 2010, la mission d'Espace Info Energie (EIE) qu'assure la Chambre de Consommation d'Alsace (CCA) repose sur deux postes : un conseiller généraliste et un conseiller juridique, spécialisé dans la résolution de litiges entre particuliers et professionnels dans le cadre de travaux visant à réaliser des économies d'énergie ou à recourir aux énergies renouvelables.

En 2016, 646 personnes ont sollicité directement la CCA dans le cadre de ses permanences régulières, 1511 autres ont été directement sensibilisées et conseillées au cours de différentes manifestations.

Tout comme les années précédentes, la Chambre de consommation d'Alsace a principalement renseigné des propriétaires ou copropriétaires occupants (92 %).

Les principales sollicitations concernent les aides financières et l'isolation des bâtiments représentant respectivement 45 % et 25 % des demandes. On relève une augmentation croissante depuis deux ans de ce type de demandes.

La Chambre de consommation d'Alsace constate par ailleurs l'accroissement du nombre de demandes liées à la résolution de litiges et problèmes relatifs aux travaux d'économies d'énergie ou de recours aux énergies renouvelables. En 2016, le conseiller juridique a ainsi renseigné 293 demandes.

Les sujets les plus fréquemment traités sont les litiges relatifs à l'installation de panneaux photovoltaïques (60 % des thèmes abordés) et de pompes à chaleur (montages financiers inexacts, prix « gonflé » des équipements, produits mal dimensionnés ou mal installés, liquidations d'entreprises, etc.) ainsi qu'un accroissement des questions liées aux malfaçons.

Sur l'ensemble des dossiers traités, 32 % ont eu une issue favorable (pouvant aller jusqu'au remboursement de l'installation), 49% se sont conclus par un arrangement amiable et 21 % n'ont pas obtenu d'issue favorable pour les consommateurs. Soit une augmentation de 2 points du taux de résolution des dossiers favorables ou amiables pour le particulier par rapport à 2016.

Enfin, dans le cadre de son activité de conseils aux particuliers, la Chambre de consommation d'Alsace a également organisé ou participé à des actions de conseil et d'information. Par exemple, la CCA a participé à des foires et salons en Alsace, à la Fête de l'énergie, à la démarche « Défi des familles à énergie positive », à des émissions sur France 3 ou France Bleu Alsace, à la rédaction d'articles de presse, dont un dossier complet dans le journal Le Consommateur d'Alsace du mois de septembre –octobre 2016 sur le thème de la rénovation énergétique et des pièges à éviter lors de la réalisation de travaux. Ou encore organisé des ballades thermiques au sein de différentes communes.

3. Le soutien financier proposé

La délibération n°16 du Conseil de l'Eurométropole du vendredi 20 novembre 2015, relative à la participation financière de la collectivité aux projets des associations en faveur des actions d'éducation et de sensibilisation à l'environnement, a accordé une subvention de 10 000 € par équivalent temps plein aux associations répondant aux missions d'espaces info énergie.

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour N-1
Chambre de consommation d'Alsace	Subvention de fonctionnement	20 000 €	20 000 €	20 000 €

Récapitulatif des subventions à la Chambre de consommation d'Alsace au titre des Espaces info énergie

Les missions des Espaces Info Energie rejoignant les objectifs poursuivis par le plan climat territorial et le Programme local de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir, une meilleure efficacité énergétique, un accompagnement au changement de comportement et une promotion des énergies renouvelables, il est proposé que

l'Eurométropole de Strasbourg maintienne, en 2017, cette subvention à la Chambre de Consommation d'Alsace, soit 20 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation de subvention à l'association, reconnue comme Espace Info Energie sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, oeuvrant dans le domaine de l'information et de la sensibilisation du grand public sur l'efficacité énergétique, à savoir :

20 000 € pour la Chambre de Consommation d'Alsace,

décide

l'imputation des crédits nécessaires, soit 20 000 € au budget 2017, fonction 552, nature 6574, programme 8032 HP01F dont le montant actuellement disponible est de 391 655 €

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et l'ensemble des documents afférent.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

24

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Contrat de Plan Etat - Région 2015-2020 (CPER 2015-2020) - Convention particulière de financement A351/RN4 Aménagement multimodal entrée ouest de STRASBOURG (1ère phase).

L'Eurométropole de Strasbourg soutient, notamment financièrement à travers plusieurs contractualisations, le projet d'aménagement de voies dédiées aux transports en commun devant accueillir des services de « cars express» et communément appelé « Transport en Site Propre Ouest - TSPO » pour plusieurs raisons :

- il est destiné à améliorer les conditions de déplacements et à proposer une alternative crédible à la voiture, notamment depuis le secteur de Wasselonne vers Strasbourg mais aussi depuis le Kochersberg. En effet, les aménagements nécessaires à sa réalisation pourraient également être empruntés par d'autres services de cars interurbains,
- il permettra un accès rapide en transport en commun vers Strasbourg (tant pour les communes extérieures à l'Eurométropole que pour les communes de 2ème couronne) et favorisera l'articulation entre les réseaux interurbains et urbains, notamment grâce à la création de points d'échanges (ex : avec le tram au niveau du Pont Eluard),
- il permettra un réaménagement profond et multimodal de la RN4 et de l'A351, grâce à la création de ces voies dédiées aux transports en commun,
- enfin, il doit servir de « support à l'urbanisation » et l'Eurométropole, comme elle l'a affiché dans son PLUi, est favorable à une urbanisation à proximité des axes forts de transports en commun : le TSPO constituera un tel axe entre Wasselonne et Strasbourg.

Dans le « projet TSPO », il faut différencier :

- le service bus, relevant de la compétence de la Région Grand Est, autorité organisatrice de la mobilité depuis le 1er janvier 2017,
- des aménagements, qui relèvent de plusieurs maîtres d'ouvrages (= gestionnaires du réseau viaire). De fait, il y a autant de procédures que de gestionnaires.

Ainsi, la présente convention a pour objet de préciser le cadre général des engagements financiers réciproques de l'État, et des collectivités cofinanceurs dans le cadre de la réalisation de l'opération dont l'Etat à la maîtrise d'ouvrage et qui est inscrite au Contrat de Plan Etat –Région 2015-2020 (« Aménagement multimodal de l'entrée Ouest de Strasbourg - axe A351/RN4 »).

L'opération globale d'aménagement multimodal de l'entrée ouest de Strasbourg consiste à réaliser une voie réservée aux transports en commun sur la RN4 et l'A351 entre la sortie d'Ittenheim et l'extrémité Est de l'A351. Elle est scindée en deux sections fonctionnelles :

- l'aménagement de la voie réservée sur la RN4,
- l'aménagement de la voie réservée sur l'espace Bande d'Arrêt d'Urgence (BAU) de l'A351.

Si les études et les procédures réglementaires sont menées pour l'ensemble de l'opération, la contractualisation du financement fera quant à elle l'objet de deux conventions successives car le montant de 36 M€ inscrit au CPER ne couvre pas la totalité de l'opération estimée à 43,3 M€.

Ce montant de 36M€ permettra cependant de financer une 1ère phase comprenant la totalité des études, les acquisitions foncières, les travaux de la section RN4 considérée comme prioritaire au regard de la nécessité d'optimiser et d'articuler ces travaux avec ceux du contournement ouest de Strasbourg (notamment du futur échangeur RN4/COS), ainsi qu'une partie des travaux sur A351.

La répartition des participations de chacun des cofinanceurs figurant dans le CPER est la suivante (montants TTC) :

État :	18,00 M€ soit 50 %
Eurométropole de Strasbourg :	3,32 M€ soit 9.2 %
Région Grand Est :	7,34 M€ soit 20,4 %
Conseil Départemental du Bas-Rhin :	7,34 M€ soit 20.4 %

Comme indiqué précédemment, le montant de l'opération au stade des études préalables est estimé à 43,3 M€, un complément du financement sera à rechercher, soit lors de la revoyure de 2018, soit dans la contractualisation suivante. Il sera cependant nécessaire d'adapter les clés de financement qui seront retenues pour la 2ème convention en fonction du montant final de l'opération, de la répartition entre RN4 et A 351 et des clés de financements historiquement rattachées à cette opération à savoir :

Pour la RN4,	État :	50 %
	Région Grand Est :	25 %
	Conseil Départemental du Bas-Rhin :	25 %

Pour l'A351,	État :	50 %
	Eurométropole de Strasbourg :	16,6 %
	Région Grand Est :	16,7 %
	Conseil Départemental du Bas-Rhin :	16,7 %

Enfin, les études et travaux seront menés dans l'objectif d'une mise en service de la section RN4 fin 2020, concomitamment avec la mise en service du contournement ouest de Strasbourg, et une mise en service de la voie réservée sur l'A351 en 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la participation financière de l'Eurométropole à la réalisation de l'aménagement multimodal de l'axe RN4/A351entrée ouest de STRASBOURG (1ère phase)

décide

- *le versement à l'Etat d'un fonds de concours à hauteur de 3,32 M€,*
- *l'imputation de la dépense au budget Eurométropole de la Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels AP0195 CP941*

autorise

le Président à signer la convention jointe en annexe à la présente délibération et à signer tout autre document concourant à la présente délibération.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION
2015-2020

****

Convention particulière de financement

A351/ RN4 Aménagement multimodal entrée ouest de Strasbourg

(1ère phase)

Entre

L'État, Ministère de la Transition Écologique et Solidaire , représenté par M Jean-Luc Marx, préfet de la Région Grand Est

ci-après appelé l'ÉTAT

Et

La Région Grand Est, représentée par M. jean ROTTNER, président du Conseil Régional Grand Est

Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, président du Conseil Départemental du Bas-Rhin,

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par M. Robert HERRMANN, président de l'Eurométropole de Strasbourg

ci-après appelés « collectivités cofinanceurs »,

Vu le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 26 avril 2015 et son avenant signé le 2 décembre 2016 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Régional Grand Est en date du 13 octobre 2017 approuvant la présente convention et autorisant le Président de la Région Grand Est à la signer ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental du Bas-Rhin en date du 9 octobre 2017 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Département du Bas-Rhin à la signer ;

Vu la délibération de la commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 24 novembre 2017 approuvant la présente convention et autorisant le Président de l'Eurométropole de Strasbourg à la signer ;

Il est convenu ce qui suit

Préambule

Toutes les opérations routières inscrites au volet « Mobilité multimodale » du Contrat de Plan État – Région 2015 -2020 donnent lieu à la conclusion d'une convention particulière de financement entre l'État et les collectivités cofinanceurs concernées. L'avancement des opérations est présenté lors de comités annuels de suivi du CPER en présence de l'ensemble des signataires du Contrat de Plan. Le calendrier annuel et global d'appels de fonds de concours, tenant compte de l'avancée réelle des projets et des capacités budgétaires des collectivités est par ailleurs présenté en comité technique routes .

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser le cadre général des engagements financiers réciproques de l'État, et des collectivités cofinanceurs dans le cadre de la réalisation de l'opération :

A351/RN4 Aménagement multimodal entrée ouest de Strasbourg
(1ère phase)

L'opération globale d'aménagement multimodal à l'entrée ouest de Strasbourg consiste à réaliser une voie réservée aux transports en commun sur la RN4 et l'A351 entre la sortie d'Ittenheim et l'extrémité Est de l'A351. Elle est scindée en deux sections fonctionnelles :
- l'aménagement de la voie réservée sur la RN4 (opération du CPER)
- l'aménagement de la voie réservée sur l'espace BAU de l'A351 (opération CPER)

Les études et les procédures réglementaires sont menées pour l'ensemble de l'opération mais la contractualisation du financement fera l'objet de deux conventions successives car le montant inscrit au CPER 2015-2020, 36 M€, ne couvre pas la totalité de l'opération estimée à 43,3 M€. Un complément du financement sera à rechercher soit lors de la revoyure de 2018 soit dans la contractualisation suivante.

Le montant inscrit au CPER permettra cependant de financer la totalité des études, les acquisitions foncières, les travaux de la section RN4 considérée comme prioritaire au regard de la nécessité d'optimiser et d'articuler ces travaux avec ceux du contournement ouest de Strasbourg et notamment du futur échangeur RN4/COS, ainsi qu'une partie des travaux sur A351.

Les études et travaux seront menés dans l'objectif d'une mise en service de la section RN4 fin 2020, concomitamment avec la mise en service du contournement ouest de Strasbourg, et une mise en service de la voie réservée sur l'A351 en 2022.

L'ÉTAT assurera la maîtrise d'ouvrage de cette opération dans les conditions techniques et administratives définies aux articles 9 et 10 de la présente convention.

Article 2 - Décisions antérieures

L'ensemble des décisions prises à ce jour concerne l'opération globale d'aménagement multimodal sur A351 et RN4 à l'entrée ouest de Strasbourg.

Par décision en date du 10 février 2015, le Directeur des Infrastructures de Transports (DIT) a levé le point d'arrêt relatif aux études préalables à l'enquête publique et a autorisé le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à conduire l'enquête publique.

Par décision en date du 31 juillet 2015, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement a approuvé le dossier des études préalables et a fixé l'estimation préalable des travaux à 43,3 M€ (valeur mai 2013).

La déclaration d'utilité publique est intervenue par arrêté préfectoral en date du 24 mai 2016.

Cette opération a déjà été inscrite au PDMI 2009-2014 pour un montant de 30 M€ ainsi qu'au contrat triennal Strasbourg Ville Européenne 2009-2011 : 1 M€ pour les études (convention d'études du 13/12/2011 « Etudes et procédures pré-opérationnelles Aménagement multimodal de l'entrée ouest de Strasbourg axe RN4/A351 »). Une première phase est dorénavant inscrite au CPER 2015-2020 pour un montant de 36 M€ TTC.

Article 3 - Présentation de l'opération - Programme

Contexte :

Le secteur Ouest strasbourgeois étant dépourvu d'infrastructure ferroviaire, la seule desserte d'infrastructure de transport de ce secteur est une desserte routière, dont l'axe principal (A351 – RN4) est régulièrement saturé aux heures de pointe du matin et du soir. Plus de 90 % des échanges avec l'Eurométropole de Strasbourg s'effectuent en voiture particulière.

Le projet d'aménagement multimodal de l'axe A351 – RN4 a pour vocation de requalifier cet axe – qui est de la compétence de l'État –, depuis l'est d'Ittenheim jusqu'à Strasbourg pour offrir une alternative efficace et crédible à l'usage de la voiture particulière. Il complète ainsi les aménagements réalisés par le Conseil Départemental du Bas-Rhin dans le cadre du projet TSPO (Transport en Site Propre de l'Ouest Strasbourgeois) sur la RD1004 entre Wasselonne et Ittenheim, aménagements qui permettent d'offrir aux transports interurbains un temps et une fiabilité de parcours maîtrisés. Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg intervient dans la continuité dans le secteur urbain.

L'opération permettra également de répondre à la réorganisation du trafic qui sera engendrée par la réalisation de l'autoroute A355 projetée (ou Contournement Ouest de Strasbourg COS) dont l'échangeur central se trouvera au niveau de la RN4 et, de ce fait, améliorera les conditions de circulation entre le futur COS et l'A351.La mise en service de l'A355 est prévue fin septembre 2020.

Description de la présente opération :

L'opération consiste à aménager une voie réservée aux transports en commun entre la sortie d'Ittenheim et l'extrémité est de l'A351.

Sur la RN4, l'opération comprend :
- la création d'un carrefour plan à la sortie d'Ittenheim qui permet de donner la priorité aux cars,
- l'élargissement à 2X2 voies de la RN4 jusqu'à l'A351,
- l'aménagement de la voie réservée sur l'espace BAU,
- la dénivellation du carrefour RN4/RD228 et la création d'un échangeur complet,
- l'assainissement de la plateforme,
- la réalisation de passages petites faunes
- les rétablissements des circulations agricoles.

Sur l'A351, l'opération comprend :
- la minéralisation et le renforcement du terre-plein-central,
- le renforcement et l'élargissement des bandes d'arrêt d'urgence,
- la création de la voirie pour deux arrêts en connexion avec le réseau urbain de transports en commun : Eluard et un autre à préciser. Il est bien entendu que les infrastructures de station pour le traitement des voyageurs (sas sur le quai – descenderies escaliers et ascenseurs…) ne font pas partie de la convention. Elles seront réalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'autorité organisatrice de la mobilité et devront recevoir la validation fonctionnelle et technique de l'exploitant de l'A351 pour leur réalisation ;
- l'amélioration de l'assainissement de la plateforme,
- les équipements nécessaires.

Le calendrier prévisionnel indicatif de l'opération est le suivant :

- Premiers appels d'offres travaux : 2018 pour les travaux au droit de l'échangeur COS/RN4;
- Début des travaux sur la RN4 : début 2019 pour une durée de 18 mois environ ;

- Début des travaux sur A351 : début 2020 pour une durée de 2 ans environ
- Mise en service : 2022

Il est à noter que l'autorité organisatrice de la mobilité interurbaine doit réaliser ses études et travaux pour l'aménagement de la station Eluard (en bord de voie) pour qu'ils soient coordonnés avec ceux de l'aménagement de l'A351, de façon à ne pas générer de perturbations routières ou d'incompatibilités techniques ultérieures lors de son aménagement.

Article 4 - Financement

Le montant de la présente convention est de 36 M€, correspondant au montant inscrit au CPER 2015-2020 pour une 1ère phase de travaux. La répartition des participations de chacun des cofinanceurs figurant dans le CPER est la suivante (montants TTC) :

État :	18,00 M€ soit 50 %
Conseil Départemental du Bas-Rhin :	7,34 M€ soit 20,4 %
Région Grand Est :	7,34 M€ soit 20,4 %
Eurométropole de Strasbourg :	3,32 M€ soit 9,2 %

Comme indiqué à l'article 1, le montant de l'opération au stade des études préalables est estimé à 43,3 M€, un complément du financement sera à rechercher, soit lors de la revoyure de 2018, soit dans la contractualisation suivante. Il sera cependant nécessaire d'adapter les clés de financements qui seront retenues pour la 2ème convention en fonction du montant final de l'opération, de la répartition entre RN4 et A 351 et des clés de financements historiquement rattachées à cette opération à savoir :

Pour la RN4,	État :	50 %
	Région Grand Est :	25 %
	Conseil Départemental du Bas-Rhin :	25 %
Pour l'A351,	État :	50 %
	Eurométropole de Strasbourg :	16,6 %
	Région Grand Est :	16,7 %
	Conseil Départemental du Bas-Rhin :	16,7 %

Article 5 - Avenant d'ajustement

Le coût plafond de la 1ère phase de cette opération est de 36 M€ TTC. En cas de perspective de dépassement du montant de l'opération et des participations des collectivités cofinanceurs, pour quelque raison que ce soit et notamment pour des raisons techniques, de modification du programme, l'État doit obtenir l'accord des partenaires signataires de la présente convention pour l'attribution d'un financement complémentaire. Pour y parvenir, l'État informera les signataires de la présente convention sitôt qu'un problème sera identifié.

Article 6 - Fonds de concours

Les participations des collectivités cofinanceurs seront versées à l'État, maître d'ouvrage de l'opération, sous forme de fonds de concours dans la limite des montants indiqués à l'article 4. Pour l'estimation du montant des fonds de concours appelés pour les différentes phases de l'opération, il sera fait application de l'une ou l'autre clé de financement selon que les prestations (études, acquisitions foncières ou travaux) concernent l'une ou l'autre section.

Les appels de fonds se font au vu d'un échéancier pluriannuel de l'opération établi par l'État. Cet échéancier sera revu annuellement au plus tard le 30 juin de chaque année, pour tenir compte de l'avancée réelle des projets et selon le calendrier annuel et global d'appels de fonds de concours (toutes opérations du CPER confondues, et par cofinanceur), discuté avec l'ensemble des cofinanceurs.

Les signataires de la présente prévoiront d'inscrire à leurs budgets successifs les sommes nécessaires au règlement des dépenses leur incombant dans la limite des montants indiqués dans l'article 4.

Conformément à l'article L. 1615-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), les collectivités cofinanceurs bénéficient, par dérogation, des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des fonds de concours versés à l'État pour les dépenses réelles d'investissement que celui-ci effectue sur son domaine public routier.

Article 7 – Comptable assignataire

Le comptable assignataire est le Directeur Départemental des Finances Publiques du Haut-Rhin.
Pour la Région Grand Est le comptable assignataire de la dépense est le Payeur régional Grand Est
Pour le Département du Bas-Rhin, le comptable assignataire est le Trésorier Payeur Départemental.
Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le comptable assignataire est le Receveur des Finances de l'Eurométropole

Article 8 - Programmation annuelle

Les propositions de programme annuel, élaborées par l'État, maître d'ouvrage, tiendront compte de l'avancement effectif des travaux et des prestations intellectuelles associées.

Elles seront établies après avoir pris l'attache des partenaires financiers et dans le respect des objectifs de mise en service définis à l'article 1.

Elles seront adressées préalablement à la tenue du Comité de Suivi et feront l'objet d'une présentation.

A la date de l'établissement de la présente convention, l'échéancier prévisionnel de recouvrement des fonds de concours sur cette opération est le suivant :

	Prévision de dépenses (en €)	Part Région (en €)	Par EMS (en €)	Part CD67 (en €)
2018	600 000	122 300	55 400	122 300
2019	10 000 000	2 039 000	922 000	2 039 000
2020	14 500 000	2 956 000	1 338 000	2 956 000
2021	8 500 000	1 733 000	784 000	1 733 000
2022	2400000	489 700	220 600	489 700
Total	36 000 000	7 340 000	3 320 000	7 340 000

Article 9 - Concertation et suivi

La concertation, le suivi et la transparence seront assurés par un comité technique « routes » et un comité de suivi CPER, se réunissant au moins annuellement et regroupant les partenaires au financement de l'opération.

Ils seront l'occasion de présenter à l'ensemble des partenaires :

- l'avancement de l'opération et son calendrier prévisionnel ;
- les difficultés rencontrées et les solutions proposées pour les résoudre ;
- le suivi du coût à terminaison et les éventuels risques de dépassement du coût plafond ;
- les ajustements de programme et leurs conséquences en termes de coûts liés à la réalisation des aléas

En cas de dépassement du coût plafond de l'opération tel qu'indiqué dans l'article 5, les nouvelles modalités de financement seront éventuellement définies dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 10 - Élaboration des projets techniques

Les études sont menées selon les procédures de l'État et, en particulier, suivant l'instruction gouvernementale du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national.

Toutes les décisions d'approbation correspondantes seront portées par l'État à la connaissance des collectivités cofinanceurs en Comité de Suivi et par tout moyen propre à assurer une diffusion diligente de ces informations.

Article 11 - Avenant à la présente convention

Si en cours d'exécution de la présente convention, une modification des dispositions s'avérait nécessaire, un avenant serait proposé et annexé à la convention initiale.

Article 12 - Durée et validité de la convention

La convention est valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

Article 13 - Arrêt d'une opération

L'arrêt de l'opération avant son achèvement ne pourra intervenir qu'à l'issue de la réalisation d'une phase d'étude ou d'une tranche fonctionnelle de travaux, après avoir obtenu l'accord formel de chaque collectivité partenaire.

L'État procédera, sur la base du décompte général des dépenses à la date d'arrêt, à la présentation d'un appel de fonds pour le règlement du solde auprès des co-financeurs au prorata de leur participation sur chacun des périmètres.

Article 14 - Communication

Toute communication sur les projets fera mention des cofinanceurs et cela quel que soit le support (plaquettes, brochures, relations avec les médias, panneaux etc.). Elle sera définie en concertation avec les partenaires financiers et validée préalablement par les services compétents.

Article 15 - Règlement des litiges

Un règlement amiable de toute contestation naissant de la mise en œuvre de la présente convention devra être recherché. En cas d'échec, le litige relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Fait à Strasbourg, le

Le Préfet de la Région
Grand Est

Jean-Luc MARX

Le Président du Conseil Régional Grand Est

Philippe RICHERT

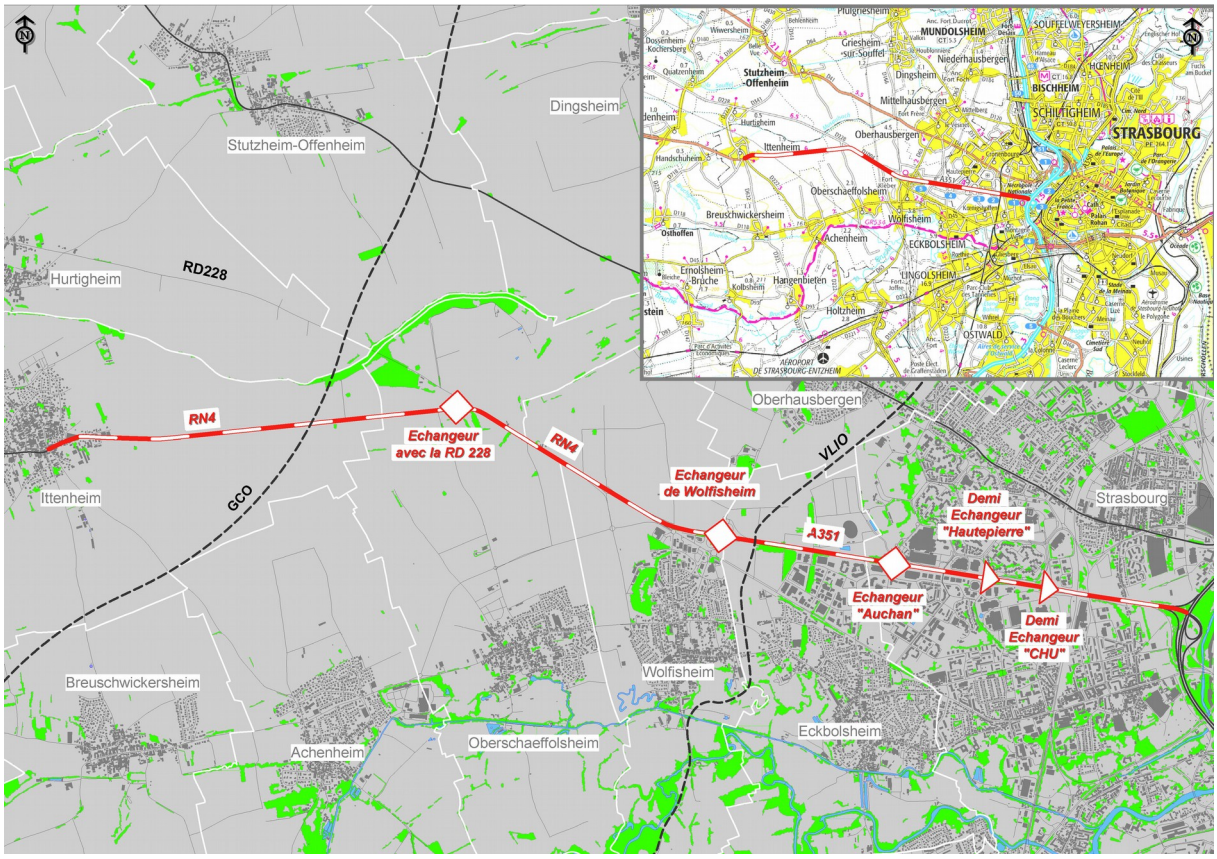
Le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin

Frédéric BIERRY

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Robert HERRMANN

ANNEXE : Plan de situation



25

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Subvention CITIZ 2017.

Précurseur en 1999 de l'autopartage en France, l'association Auto'trement, devenue Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) en 2004, est un partenaire clef dans la mise en œuvre de la politique de mobilité de l'agglomération.

D'après les dernières études en la matière, chaque voiture en autopartage remplace 10 voitures particulières et libère 9 places de stationnement en moyenne.

L'autopartage, en complément de l'offre de transport en commun et de la promotion des modes actifs, est donc un outil puissant de démotorisation des zones d'habitation denses, et devient un incontournable des nouveaux projets d'urbanisme. Ainsi la plupart des projets d'écoquartiers se voient pourvus de leurs véhicules en autopartage : 2 véhicules sur l'écoquartier des Brasseurs à Cronenbourg, un véhicule sur l'écoquartier Adelshoffen à Schiltigheim, 5 véhicules sur l'écoquartier Danube, etc…

En 2017, 129 véhicules Citiz en libre-service répartis sur 67 stations sont à disposition des 6500 abonnés de l'Eurométropole de Strasbourg. A cela se rajoutent les 44 véhicules Yea ! du service de freefloating sans stations, proposé en plus par la SCIC Auto'trement à l'ensemble de ses abonnés.

La croissance du nombre d'abonnés est constante depuis le démarrage de l'activité. La SCIC Auto'trement a ainsi gagné 700 nouveaux clients depuis 2016.

L'autopartage est aussi un service prisé des professionnels, avec plus de 300 comptes d'entreprises et d'administrations ouverts chez Citiz Alsace.

Bien que concentré sur l'extension du service Yea ! au deuxième semestre 2017 et au premier semestre 2018, avec un périmètre de pose et de dépose élargi, et le doublement de la flotte de véhicules Yea !, la SCIC Auto'trement a poursuivi ses investissements dans l'écosystème Citiz.

Ainsi, plusieurs nouvelles stations ont été créées cette année, dont la moitié sur la zone d'extension du stationnement payant dans le quartier des XV et celui de l'Esplanade pour offrir aux habitants de ces secteurs une alternative à la possession d'un véhicule. D'autres

stations viennent accompagner l'extension de la ligne D vers Kehl ou la future extension de la ligne E de la Robertsau.

Au titre de l'année 2017, la SCIC Auto'trement sollicite donc l'attribution d'une subvention pour l'aménagement de 7 nouvelles stations : Meinau-Krimmeri P+R, Robertsau-Mélanie, Port du Rhin, Esplanade – rue de Rome, Esplanade- rue de Palerme, Quartier des XV-Anvers, Quartier des XV-place Golbery.

Consciente des bienfaits de l'activité de la SCIC Auto'trement sur l'atteinte des objectifs de la politique de mobilité inscrite au PLUi, l'Eurométropole souhaite poursuivre son soutien financier annuel pour la création de stations d'autopartage Citiz par le versement d'une aide financière d'un montant de 8479,21 €, soit 50% des frais d'aménagement des stations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'accorder à la SCIC Auto'trement, sise 5 rue Saint Michel à Strasbourg, au titre de l'exercice 2017, une subvention d'investissement de 8 479,21 €, pour la création de sept nouvelles stations,*

- *d'imputer la dépense sur le programme 7056 compte 204 22 du budget 2017 de la Direction de la Mobilité des Espaces Publics et Naturels,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention financière et tout autre document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant octroyé en 2016
SCIC Auto'trement	subvention d'investissement pour la création de 7 stations en 2017	8479.21 €	8479.21 €	0 €

26

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Conclusion d'une convention transactionnelle avec la société SAS BONNARD et GARDEL - Ingénieurs Conseils, concernant le marché n° 2001/225 : assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des études et travaux de mise aux normes internationales de la station d'épuration de Strasbourg.

CONTEXTE DE LA TRANSACTION

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la société SAS BONNARD et GARDEL Ingénieurs conseils à 94 204 IVRY sur SEINE le marché après appel d'offres restreint n° 2001/225, notifié le 7 mars 2001. Il a pour objet l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour la réalisation des études et travaux de mise aux normes internationales de la station d'épuration de Strasbourg.

L'exécution de cette mission d'AMO avait pour but d'effectuer une étude de programmation des travaux de mise aux normes internationales, puis d'assurer la consultation de Maîtrise d'Œuvre (MOe), le suivi des études, la consultation des entreprises, le suivi des travaux, les essais et la réception des travaux.

Le marché initial d'AMO a été notifié pour un montant de 651 795,77 € HT, avec un délai global d'exécution d'environ 4 ans (1 500 jours).

L'avenant n°1, notifié le 17 décembre 2001, porte le montant du marché à **732 807,18 € HT**, sans modifier les autres clauses du marché initial.

Dates et délais prévus pour l'exécution du marché :

Le délai global d'exécution de la mission d'AMO était fixé à 1500 jours par l'acte d'engagement.
Le planning initial prévoyait la mise en service des deux sécheurs le 14 novembre 2005, puis un arrêt de four et le raccordement du traitement des fumées, ce dernier devant être opérationnel pour le 28 décembre 2005 (échéance réglementaire). Suite à des retards de construction, des problèmes sur les échangeurs à huile des sécheurs et des retards de livraison, l'arrêt du four a été décalé en 2006.
Le calendrier annexé à l'avenant n°1 du marché d'AMO retenait la réception et le décompte général définitif du marché de MOe, à la fin de la première semaine de **septembre 2006, cette date constituant la fin de la mission d'AMO** (comprenant la période de parfait achèvement).

Dates et délais constatés

Les sécheurs n'ont jamais été opérationnels pour des raisons liés au gel des installations, à l'encrassement des échangeurs et finalement à un incendie sur le sécheur 1 dans la nuit du 13 au 14 mars 2007. La Communauté Urbaine de Strasbourg a fait une requête en référé-instruction, selon l'article R.532-1 du Code de Justice administrative.
Du fait des retards précités, la mission d'AMO ne pouvait pas être achevée à la date du 3 novembre 2011 (date convenue avec l'AMO). Le délai global d'exécution du marché était alors dépassé de 5 ans et 2 mois. La durée de sa mission a ainsi été prolongée en conséquence pour les phases n° 7 (AMO lors de la préparation et de l'exécution des marchés de travaux et fournitures), n° 8 (AMO pour la réception des travaux) et n° 9 (suivi année de garantie).

Réclamation du titulaire du marché d'AMO :

Cet allongement imprévu de la durée de la mission de l'AMO a mobilisé des frais de personnel pour le suivi de l'opération, l'analyse des dossiers transmis, les propositions au Maître d'Ouvrage (MO), la participation aux réunions de chantier, aux réunions plénières et aux réunions MO - MOe ; toutes ces tâches étant figées initialement dans le cadre de la durée prévisionnelle du marché d'AMO.

L'AMO a ainsi présenté une demande de rémunération complémentaire en date du 24 juin 2010, pour un montant de 521 458,00 € HT. Suite à des négociations, l'AMO a accepté de renoncer à une partie de sa demande indemnitaire.
Les parties ont convenu de la rédaction de la présente convention, valant accord transactionnel, pour le règlement de l'indemnité sollicitée, à hauteur de 102 128,00 € HT.
Ce procédé repose sur une logique de concession mutuelle et procède d'un esprit de coopération afin d'éviter de recourir à la voie contraignante et onéreuse de résolution contentieuse du différend.

De ce qui précède, il est expressément convenu et accepté par les parties de recourir à une transaction pour prévenir tout différent et s'épargner une évolution longue et dispendieuse afin de garantir une clôture administrative saine de l'opération.

CONSEQUENCES DE LA TRANSACTION

La signature d'une convention transactionnelle qui s'analyse comme une transaction par voie amiable au sens de l'article 2044 du Code Civil permettra de mettre un terme et de prévenir tout nouveau différend entre les parties.

La convention transactionnelle acte le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une somme de 102 128,00 € HT soit 122 553,60 € TTC (valeur nov. 2000) à la société SAS BONNARD et GARDEL ; ceci valant paiement de prestations fondées sur l'enrichissement sans cause.

Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg et la société SAS BONNARD et GARDEL renoncent à tout recours, instances et/ou actions portant sur des éléments entrant dans

le champ de la présente transaction et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe de prévention du règlement à l'amiable du différend avec la société SAS BONNARD ET GARDEL au moyen d'une convention transactionnelle portant sur le règlement de prestations complémentaires relatives au marché n° 2001/225 et son avenant n° 1 ;*

- *la conclusion d'une convention transactionnelle avec la société BONNARD ET GARDEL selon le projet joint en annexe à la présente délibération et dont les principales stipulations sont :*

    - *le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une somme de 102 128 € HT soit 122 553,60 € TTC (valeur nov. 2000) à la société SAS BONNARD et GARDEL au titre des prestations réalisées et utiles à l'Eurométropole de Strasbourg ;*
    - *la société SAS BONNARD et GARDEL renonce au surplus de sa demande indemnitaire à hauteur de 102 128,00 € HT - valeur novembre 2000 ;*
    - *les parties liées par la convention renoncent à tout recours ultérieur sur les faits entrant dans le champ de la présente transaction jointe à la présente délibération.*

décide

l'imputation des dépenses sur le budget assainissement 02, fonction 811, nature 2313.04, programme 363, CRB GP69, autorisation de programme 2004/AP0084-9.

autorise

le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer la convention transactionnelle jointe en annexe et à mettre en paiement par mandatement administratif le montant des prestations complémentaires relatives au marché n° 2001/225 et son avenant n° 1, pour solde de tout différent.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, agissant en exécution d'une délibération de la Commission Permanente du 24 novembre 2017, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité,
D'une part,

La société SAS BONNARD ET GARDEL sise Immeuble Le Panoramique, 5, avenue de Verdun, représentée par son Directeur, Monsieur Jean MONFORT,
D'autre part,

Vu le Code Civil, et notamment ses articles 2044 et 2052,
Vu la circulaire du 06 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,
Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06 décembre 2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du district de L'Haÿ-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.
Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de comptabilité publique »,

PREAMBULE :

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec la société SAS BONNARD et GARDEL Ingénieurs conseils à 94 204 IVRY sur SEINE le marché public après appel d'offres restreint n° 2001/225, notifié le 7 mars 2001, ayant pour objet l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des études et travaux de mise aux normes internationales de la station d'épuration de Strasbourg.
Le marché initial d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été notifié pour un montant de 651 795,77 € HT, avec un délai global d'exécution d'environ 4 ans (1 500 jours).

L'avenant n°1, notifié le 17 décembre 2001, porte le montant du marché à **732 807,18 € HT**, sans modifier les autres clauses du marché initial.

Le planning initial prévoyait la mise en service des deux sécheurs le 14 novembre 2005, puis un arrêt de four et le raccordement du traitement des fumées, ce dernier devant être opérationnel pour le 28 décembre 2005 (échéance réglementaire). Suite à des retards de construction, des problèmes sur les échangeurs à huile des sécheurs et des retards de livraison, l'arrêt de four a été décalé en 2006. Les sécheurs n'ont jamais été opérationnels pour des raisons liés au gel des installations, à l'encrassement des échangeurs et finalement à un incendie sur le sécheur 1 dans la nuit du 13 au 14 mars 2007. La Communauté Urbaine de Strasbourg a fait une requête en référé-instruction, selon l'article R.532-1 du Code de Justice administrative.
Du fait des retards précités, la mission d'AMO ne pouvait être achevée à la date du 3 novembre 2011 (date convenue avec l'AMO). Le délai global d'exécution du marché était alors dépassé de 5 ans et 2 mois.

Cet allongement imprévu de la durée de la mission de l'AMO a mobilisé des frais de personnel pour le suivi de l'opération, l'analyse des dossiers transmis, les propositions au Maître d'Ouvrage (MO), la participation aux réunions de chantier, aux réunions plénières et aux réunions MO - MOe ; toutes ces tâches étant figées initialement dans le cadre de la durée prévisionnelle du marché d'AMO.
L'AMO a ainsi présenté une demande de rémunération complémentaire en date du 24 juin 2010, pour un montant de 521 458,00 € HT. Suite à des négociations, l'AMO a accepté de renoncer à une partie de sa demande indemnitaire.
Les parties ont convenu de la rédaction de la présente convention, valant accord transactionnel, pour le règlement de l'indemnité sollicitée, à hauteur de 102 128,00 €HT.
Ce procédé repose sur une logique de concession mutuelle et procède d'un esprit de coopération afin d'éviter de recourir à la voie contraignante et onéreuse de résolution contentieuse du différend.

Article 1 Objet de la transaction

Le présent protocole transactionnel a pour objet de prévenir un différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la SAS BONNARD ET GARDEL suite aux prestations effectuées et utiles à la CUS.

Article 2 Bilan de la transaction, concessions réciproques

En l'espèce, les concessions réciproques entre le maître d'ouvrage et son assistant sont :

- D'une part l'acceptation de la SAS BONNARD ET GARDEL Ingénieurs conseils de diminuer le montant de sa demande en tenant compte d'une pondération pour temps partiel moins importante.
  Le montant de sa demande est ramené à un total de : **102 128 € HT, valeur novembre 2000.**
- D'autre part, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à verser la somme de **102 128 € HT valeur novembre 2000 à la société SAS BONNARD ET GARDEL au titre des prestations réalisées** (voir annexe détaillant le montant).

Article 3 Modalités de règlement financier

Le paiement par l'Eurométropole de Strasbourg de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif, en application de l'article L.411-6 du Code du commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société SAS BONNARD ET GARDEL :

IBAN : FR76 1780 6007 9162 2149 3339 542
BIC : AGRIFRPP878

Article 4 Engagements de non-recours

L'Eurométropole de Strasbourg et la Société renoncent à tous recours, instance et/ou action, portant sur les faits entrant dans le champ de la présente transaction et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

Il est cependant précisé que le présent document n'emporte, fût-ce implicitement, aucune renonciation par la maîtrise d'ouvrage aux garanties contractuelles auxquelles la Société est tenue à raison de son marché, y compris la garantie de parfait achèvement et la garantie décennale portant sur l'ensemble des travaux réalisés.

Article 5 Entrée en vigueur

Le présent protocole vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent.

A ce titre, elle règle définitivement entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et leur renonciation à tous les droits, actions et prétentions y afférents.

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par l'Eurométropole de Strasbourg au titulaire, après accomplissement par elle des formalités de transmission en Préfecture, conformément aux articles L.2131-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 Compétence d'attribution en cas de litige

Tout litige relatif à l'exécution et/ou l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à STRASBOURG le

LE CONTRACTANT

L'EUROMETROPOLE
DE STRASBOURG

DESCRIPTIF DU MARCHE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO)

Le marché est divisé en huit domaines d'intervention et en dix phases qui sont fonction de l'avancement du projet.

Le tableau ci-dessous décrit la nature des huit domaines d'intervention et leur correspondance avec les lots des marchés de travaux :

Désignation Domaine AMO	**N° lot Travaux**	**Désignation Travaux**
1 - Optimisation et adaptation fil eau	Lot 1	Traitement des eaux et des odeurs
	Lot 2	Supervision
2 - Epaississement des boues	Lot 2	Epaississement des boues primaires
	Lot 2	Epaississement des boues biologiques
3 - Digestion des boues	Lot 2	Digestion
	Lot 2	Cogénération
	Lot 2	Traitement des retours
	Lot 2	Déshydratation
4 - Traitement des boues et valorisation des fumées	Lot 2	Traitement des fumées
	Lot 2	Circuit d'huile thermique
	Lot 2	Ensemble commun aux sécheurs 1 et 2
	Lot 2	Sécheur 1
	Lot 2	Supervision
5 - Couverture anti-odeurs	Lot 1	Traitement des eaux et des odeurs
	Lot 2	Traitement des boues
6 - Fosse de dépotage contrôlée	Lot 2	Traitement des boues
7 - Bâtiment d'exploitation	Lot 3	Bâtiment du personnel et circuit de visite
8 - Circuit de visite et film de présentation	Lot 3	Bâtiment du personnel et circuit de visite
	Lot 1	Traitement des eaux et des odeurs
	Lot 2	Traitement des boues

Les dix phases, fonction de l'avancement du projet, sont les suivantes :

0 – Organisation.
1 - Analyse des besoins découlant des travaux projetés.
2 - Préprogramme.
3 - Programme technique détaillé.
4 - AMO pour la désignation du groupement de maîtrise d'œuvre.
5 - Vérification de la conformité au programme des études AVP.
6 - Vérification de la conformité au programme des études PRO.
7 - AMO lors de la préparation et de l'exécution des marchés de travaux et fournitures.
8 - AMO pour la réception des travaux.
9 - AMO pendant l'année de garantie de parfait achèvement et pour la réception des éléments.

DETAIL DE L'ALLONGEMENT DE LA DUREE DE LA MISSION D'AMO SUR LES PHASES 7, 8 ET 9

- **Prolongation de la phase 7 AMO lors de la préparation et de l'exécution des marchés de travaux et fournitures.**

Pour chaque domaine, celle-ci correspond à la différence entre les dates de CATC (Constat d'Achèvement des Travaux de Construction) prévues et constatées d'après l'avenant 1 du marché d'AMO :

Domaine	CATC prévu	CATC constaté	Durée initiale (en mois)	Durée supplémentaire (en mois)	% d'allongement du délai
1 - Optimisation et adaptation fil eau	1ère sem avril 2005	24 août 2006	21,5	16,5	77 %
2 - Epaississement des boues	1ère sem avril 2005	22 juin 2005	21,5	2,5	12%
3 - Digestion des boues	1ère sem avril 2005	28 nov 2006	21,5	19,7	92%
4 - Traitement des boues et valorisation des fumées	1ère sem avril 2005	Voir assignation en référé par la CUS (hors champ de la présente transaction)			
5 - Couverture anti-odeurs	1ère sem avril 2005	22 déc 2006	21,5	20,5	95 %
6 - Fosse de dépotage contrôlée	1ère sem avril 2005	22 déc 2006	21,5	20,5	95 %
7 - Bâtiment d'exploitation	1ère sem avril 2005	déc 2007	21,5	28 *	110 %
8 - Circuit de visite et film de présentation	1ère sem avril 2005	déc 2007	21,5	28 *	110 %

* intégrant des interruptions de délai

- **Prolongation de la phase 8 AMO pour la réception des travaux**

Pour chaque domaine, celle-ci correspond à la différence entre la date de réception constatée ou retenue par défaut et la date de réception prévue d'après l'avenant 1 du marché d'AMO :

Domaine	Date de réception prévue	Date de réception retenue	Durée initiale (en mois)	Durée supplémentaire (en mois)	% d'allongement du délai
1 - Optimisation et adaptation fil eau	1ère sem avril 2005	7 mai 2007	4	21	525 %
2 - Epaississement des boues	1ère sem avril 2005	23 fev 2009	4	53,5	1338%
3 - Digestion des boues	1ère sem avril 2005	3 nov 2011	4	75	1875%
4 - Traitement des boues et valorisation des fumées	1ère sem avril 2005	Voir assignation en référé par la CUS (hors champ de la présente transaction)			
5 - Couverture anti-odeurs	1ère sem avril 2005	7 mai 2007	4	21	525 %
6 - Fosse de dépotage contrôlée	1ère sem avril 2005	7 mai 2007	4	21	525 %
7 - Bâtiment d'exploitation	1ère sem avril 2005	déc 2007	4	28	700 %
8 - Circuit de visite et film de présentation	1ère sem avril 2005	déc 2007	4	28	700 %

- **Prolongation de la phase 9 AMO pendant l'année de garantie de parfait achèvement et pour la réception des éléments de mission du marché de MOe**

Pour chaque domaine, celle-ci correspond à la différence entre les dates de levée des réserves prévues et retenues d'après l'avenant n°1 du marché d'AMO :

Domaine	Date de levée des réserves prévue	Date de levée des réserves retenue	Durée initiale (en mois)	Durée supplémentaire (en mois)	% d'allongement du délai
1 - Optimisation et adaptation fil eau	30 sept 2007	30 sept 2007	13	0	0 %
2 - Epaississement des boues	23 fev 2009	03 nov 2011	13	32	246 %
3 - Digestion des boues	03 nov 2011	03 nov 2011	13	0	0 %
4 - Traitement des boues et valorisation des fumées	Voir assignation en référé par la CUS (hors champ de la présente transaction)				
5 - Couverture anti-odeurs	30 sept 2007	6 jan 2010	13	27	208 %
6 - Fosse de dépotage contrôlée	30 sept 2007	6 jan 2010	13	27	208 %
7 - Bâtiment d'exploitation	Déc 2007	Inachevée au 03 nov 2011	13	47	362 %
8 - Circuit de visite et film de présentation	Déc 2007	Pas de réserves	13	0	0 %

DEMANDE DE REMUNERATION COMPLEMENTAIRE 13/03/2013 - BILAN

Pour mémoire, la décomposition du montant du marché, après avenant n°1, entre les domaines d'intervention et les différentes phases est la suivante (montants en € HT valeur novembre 2000) :

	Phase 0	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6	Phase 7	Phase 8	Phase 9	TOTAL
Domaine 1	3 736,91	26 175,50	18 492,07	15 077,21	15 443,09	8 887,78	6 585,80	52 686,38	13 994,82	4 039,90	**165 119,44**
Domaine 2 bis	5 002,23	22 806,37	15 641,27	12 150,19	13 949,09	7 409,02	4 725,92	50 475,87	15 641,27	6 280,90	**154 082,13**
Domaine 3	12 075,87	26 099,27	9 024,98	7 668,19	9 299,39	4 741,16	3 231,92	53 753,52	14 970,49	18 949,41	**159 814,21**
Domaine 4	6 526,72	17 196,25	15 732,74	14 147,27	15 046,72	8 095,04	5 427,19	61 055,83	20 260,47	9 009,74	**172 497,97**
Domaine 5	2 425,84	2 469,67	2 256,25	2 027,57	2 149,53	1 158,61	1 326,31	9 863,45	5 579,63	1 661,69	**30 918,57**
Domaine 6	1 648,35	426,86	381,12	1 722,67	365,88	213,43	1 692,18	4 466,76	1 478,76	289,65	**12 685,66**
Domaine 7	1 831,29	884,20	807,98	3 155,69	762,25	411,61	1 859,88	5 091,80	1 951,35	594,55	**17 350,60**
Domaine 8	1 556,89	182,94	167,69	289,65	152,45	76,22	1 448,27	14 604,62	1 737,92	121,96	**20 338,60**
TOTAL	**34 804,11**	**96 241,06**	**62 504,10**	**56 238,44**	**57 168,38**	**30 992,89**	**26 297,46**	**251 998,23**	**75 614,71**	**40 947,80**	**732 807,18**

L'impact financier de l'allongement des délais de la **phase 7 - AMO lors de la préparation et de l'exécution des marchés de travaux et fournitures** se calcule en appliquant aux montants des phases et des domaines considérés les pourcentages d'allongement des délais constatés, affectés d'un coefficient de pondération prenant en compte le fait que la mobilisation supplémentaire de l'assistant au maître d'ouvrage s'effectue à temps partiel.
Il n'y a pas une relation linéaire entre le retard constaté sur l'achèvement des **phases 8 - AMO pour la réception des travaux** et **9 - AMO pendant l'année de garantie de parfait achèvement et pour la réception des éléments de mission du marché de maîtrise d'œuvre** et le coût de la mission. Il s'agit plutôt de prendre en compte l'impact financier de la désorganisation de ces prestations résultant du retard général de l'opération. Nous proposons l'hypothèse d'un surcoût de 20% du montant de la prestation concernée.

Coûts engendrés par les délais supplémentaires (montants en € HT valeur novembre 2000) :

	Phase 7				Phase 8			Phase 9			TOTAL (val. Nov. 2000)
	montant initial	allongement délai	pondération	surcoût	montant initial	pondération	surcoût	montant initial	pondération	surcoût	
Domaine 1	52 686,38	77%	0,60	24 341	13 994,82	0,20	2 799	4 039,90	0,20	808	**27 948 €HT**
Domaine 2 bis	50 475,87	12%	0,60	3 634	15 641,27	0,20	3 128	6 280,90	0,20	1 256	**8 019 €HT**
Domaine 3	53 753,52	92%	0,60	29 672	14 970,49	0,20	2 994	18 949,41	0,20	3 790	**36 456 €HT**
Domaine 4	61 055,83	Voir action en référé-expertise			20 260,47	0,20	4 052	9 009,74	0,20	1 802	**5 854 €HT**
Domaine 5	9 863,45	95%	0,60	5 622	5 579,63	0,20	1 116	1 661,69	0,20	332	**7 070 €HT**
Domaine 6	4 466,76	95%	0,60	2 546	1 478,76	0,20	296	289,65	0,20	58	**2 900 €HT**
Domaine 7	5 091,80	110%	0,60	3 361	1 951,35	0,20	390	594,55	0,20	119	**3 870 €HT**
Domaine 8	14 604,62	110%	0,60	9 639	1 737,92	0,20	348	121,96	0,20	24	**10 011 €HT**
TOTAL	**251 998,23**			**78 815**	**75 614,71**		**15 123**	**40 947,80**		**8 190**	**102 128 €HT**

27

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution de subventions FEDER 2014-2020 et reprogrammations.

Le 26 juin 2015, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a validé le nouveau programme **FEDER 2014-2020** intégré dans un investissement territorial intégré (ITI) basé sur la stratégie de développement économique du territoire.

Le financement de ce Programme repose sur la mobilisation d'une enveloppe de 7,5 millions d'euros de crédits du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER). Cette enveloppe de crédits européens a été déléguée à la collectivité par la Commission permanente du Conseil régional du 10 juillet 2015.

Les fonds FEDER sont attribués par l'Eurométropole sous forme de subventions à des porteurs de projet de toute nature dont les opérations répondent aux critères de sélection du programme ITI.

5 projets portés par des entreprises et 2 projets portés par des associations, *(cf. tableau en annexe 1)* ayant fait l'objet d'une demande de subvention FEDER et contribuant aux objectifs de développement économique de l'Eurométropole, sont proposés pour approbation à la Commission permanente :

- 2 projets portés par des entreprises au titre de l'axe 1 « Faire de Strasbourg et son Eurométropole une « Fab Ville » en favorisant l'usage des technologies de l'information et de la communication »,
- 2 projets portés par une entreprise au titre de l'axe 2 – mesure 1 « Soutenir les entrepreneurs de l'idée à la création de l'entreprise »,
- 1 projet porté par une entreprise et 2 associations au titre de l'axe 2 – mesure 2 « Soutenir les entrepreneurs dans le développement de leur entreprise ».

Le coût total de ces opérations s'élève à 1 872 419,37 €. Le montant total des subventions FEDER attribuées dans le cadre de ce projet de délibération s'établit à 561 725,81 €. Le montant total de subventions FEDER programmé depuis le lancement du dispositif représente 35,37 % de l'enveloppe déléguée.

Concernant les reprogrammations, quatre opérations sont présentées pour le programme 2014-2020. La reprogrammation de ces opérations *(cf. tableau en annexe 2)* est également

soumise, pour validation, à la Commission permanente afin d'entériner leur plan de financement définitif et annuler deux d'entre elles.

Le présent projet de délibération a pour objet d'approuver la sélection des projets bénéficiaires des crédits FEDER 2014-2020, les montants de subventions FEDER octroyées, la reprogrammation des opérations du programme FEDER 2014-2020 et d'autoriser le Président ou son représentant à signer les conventions d'octroi correspondantes et les avenants, en sa qualité de représentant de l'organisme intermédiaire gestionnaire des crédits FEDER.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

les projets suivants portés par une entreprise au titre de l'axe 1 du programme « Faire de Strasbourg et son Eurométropole une 'Fab Ville' en favorisant l'usage des TIC » ainsi que le montant de la subvention FEDER :

Intitulé	*Maître d'Ouvrage*	*Critère spécifique d'éligibilité*	*Coût total éligible*	*Montant subvention FEDER*	*Montant prévisionnel cofinancements*
Création de l'espace de co-working Siligon Valley	*SASU Siligon Valley*	*Numérique*	*305 380 €*	*91 614,00 €*	
Hacking Health Camp 3	*ITAware*	*Numérique*	*173 787,84 € H.T.*	*52 136,35 €*	*SPONSORING 52 500 €*

les projets suivants portés par une entreprise au titre de l'axe 2-mesure 1 du programme « soutenir les entrepreneurs de l'idée à la création/reprise de l'entreprise » ainsi que le montant de la subvention FEDER :

Intitulé	*Maître d'Ouvrage*	*Critère spécifique d'éligibilité*	*Coût total éligible*	*Montant subvention FEDER*	*Montant prévisionnel cofinancements*

Aménagement et équipement d'un bar PMU	*SASU La Canardière*	*QPV Meinau*	*70 246,21 € HT*	*21 073,86 €*	
Extension de la boulangerie « le fournil de la Meinau »	*SARL Le fournil de la Meinau*	*QPV Meinau*	*159 407,08 € HT*	*47 822,12 €*	

les projets suivants portés par une association, une collectivité et une entreprise au titre de l'axe 2-mesure 2 du programme « soutenir les entrepreneurs dans le développement de leur entreprise » ainsi que les montants de la subvention FEDER :

Intitulé	*Maître d'Ouvrage*	*Critère spécifique d'éligibilité*	*Coût total éligible*	*Montant subvention FEDER*	*Montant prévisionnel cofinancements*
Création d'un restaurant associatif	*Table et Culture*	*QPV Hautepierre*	*37 581,69 €*	*11 274,51 €*	
Transfert de la pharmacie	*Pharmacie du Maillon*	*QPV Hautepierre*	*386 048,41 €*	*115 814,52 €*	
Déménagement de la banque alimentaire	*Banque alimentaire du Bas-Rhin*	*ESS*	*739 967,94 €*	*221 990,38 €*	*FDI, Etat 30 000 €* *CD67 50 000 €* *Eurométropole 30 000 €* *Région 63 557 €* *Mécénat 50 000 €* *FAPE EDF 20 000 €*

les reprogrammations de projets 2014/2020 suivantes en raison de la modification de leur plan de financement initial ou de leur annulation :

Intitulé	*Maître d'ouvrage*	*Coût total initial*	*Subvention FEDER initiale*	*Coût total final*	*Subvention FEDER finale*
Dispositif Citéslab	*Start Hop*	*85 000,00 €*	*27 000,00 €*		
Entreprendre collectivement pour les quartiers	*Studiobjet*	*150 000,00 €*	*45 000,00 €*		
Création et aménagement de l'espace K	*Kafteur*	*167 278,75 €*	*50 000,00 €*	*164 779,83 €*	*21 507,64 €*
Acquisition d'un centre d'usinage	*Menuiserie Jantzi*	*131 580,00 €*	*39 474,00 €*	*127 000,00 €*	*38 100,00 €*

décide

- *d'accorder les subventions au titre du Fonds Européen de Développement Régional de l'Union européenne pour les projets cités ci-dessus, sous réserve de la disponibilité effective des crédits communautaires et de valider la reprogrammation des opérations,*

- *d'imputer les paiements FEDER sur les crédits ouverts au BP 2017 des lignes :*
  DU01 – AP0045/Programme1051 - 20422
  DU01 – AP0045/Programme1051 – 20421
  DU01S - 6574

autorise

le Président ou son-sa représentant-e, à signer les conventions et les éventuels avenants relatifs aux projets cités ci-dessus, en sa qualité de représentant de l'organisme intermédiaire gestionnaire de crédits FEDER.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

ANNEXE 1 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FEDER AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE FEDER 2014-2020

Axe 1 : Faire de Strasbourg et son Eurométropole une « Fab Ville » en favorisant l'usage des TIC					
Intitulé du projet	**Maître d'ouvrage**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinance-ments prévisionnels**	**Subvention et taux FEDER**
Création de l'espace de co-working Siligon Valley	SASU Siligon Valley	La société Sereliance déménage dans un bâtiment de 3000m² situé à l'espace européen de l'entreprise. Au sein de ce site, Siligon Valley crée un espace de co-working digital de 280m² afin de fédérer des compétences dans un réseau social physique. Le cadre de travail sera optimal avec des bureaux partagés, des salles mutualisées (de réunion et restaurant), un animateur d'espace qui organisera des événements visant à soutenir les start-up, des casiers dédiés et une ouverture 24h/24 et 7j/7. Le site devrait accueillir environ 40 coworkers. Le FEDER est sollicité pour le cofinancement de l'aménagement du local, les équipements et le poste de l'animateur.	305 380 €		**91 614,00 € 30%**
Hacking Health Camp 3	ITAware	Le Hacking Health Camp est un évènement international sur 4 jours qui vise à briser les barrières de l'innovation en santé. Chaque jour, un évènement crée un espace collaboratif entre professionnels de santé, designers, hackers, makers et entrepreneurs. L'évènement s'adresse aux professionnels de santé, patients, développeurs, designers, entrepreneurs, acteurs de la santé publique (établissements de soins, organisations, instituts de recherche...) et privés (laboratoires, assureurs, industriels, ...). Sont prévus 4 conférences inspirantes sur le futur de la santé par des personnalités internationalement reconnues, 4 pitchs de startups innovantes en santé numérique et 40 conférences et ateliers sur les aspects techniques, légaux, médicaux et design en santé et numérique. 400 participants sont attendus. Le FEDER est sollicité pour le cofinancement de l'organisationde l'événement.	173 787,84 € H.T.	SPONSORING 52 500 €	**52 136,35 € 30 %**

Axe 2 – mesure 1 : Soutenir les entrepreneurs de l'idée à la création/reprise de l'entreprise					
Intitulé du projet	**Maître d'ouvrage**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinance-ments prévisionnels**	**Subvention et taux FEDER**
Aménagement et équipement d'un bar PMU	SASU La Canardière	Après une tentative de reconversion professionnelle qui n'a pas pu aboutir, Mme YILDIZ a décidé d'ouvrir un bar PMU sur Strasbourg, activité qu'elle a déjà exercée il y a plusieurs années au centre-ville. Le local, propriété de la Société immobilière de commerce et d'industrie (SICI), situé 48 rue de la Canardière, en quartier prioritaire de la politique de la ville, était vacant. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de rénovation urbaine de la Meinau pour redynamiser le quartier et renforcer les services et commerces de proximité. Mme YILDIZ a obtenu l'accord du propriétaire pour l'aménager afin d'exploiter un bar. Les démarches ont donc été entreprises pour obtenir l'agrément PMU et la licence IV. La cible visée par cet établissement sera la clientèle de proximité car le choix de l'emplacement est motivé par l'absence de concurrence dans un proche périmètre. La demande de financement porte sur les travaux d'aménagement du local ainsi que l'équipement de celui-ci en mobilier et en matériel informatique.	70 246,21 € HT		**21 073,86 € 30,00%**
Extension de la boulangerie « le fournil de la Meinau »	SARL Le fournil de la Meinau	M. LEBLOND a repris la boulangerie située 5 place de l'Ile de France à la Meinau en juillet 2016. Il souhaite étendre son local d'exploitation d'environ 90m² pour y installer un laboratoire de pâtisserie et une activité traiteur. Un espace de restauration sur place sera également aménagé. Toute la production sera ainsi fabriquée « maison » et permettra de répondre à une demande forte de la clientèle. L'activité traiteur nécessitera la création d'un emploi de cuisinier à court terme. La demande de financement porte sur les travaux d'extension du local ainsi que sur l'achat de quelques équipements.	159 407,08 € HT		**47 822,12 € 30,00 %**

Axe 2 – mesure 2 : Soutenir les entrepreneurs dans le développement de leur entreprise					
Intitulé du projet	**Maître d'ouvrage**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinance-ments prévisionnels**	**Subvention et taux FEDER**
Création d'un restaurant associatif	Table et Culture	Table et Culture est une association située sur le quartier prioritaire à Hautepierre dont le projet consiste à ouvrir et développer un restaurant associatif et culturel. Au-delà du restaurant, le projet vise notamment à proposer une offre de restauration sociale de qualité, à prix modiques, à destination des résidents du QPV, recruter et former des publics éloignés de l'emploi et sensibiliser les jeunes scolaires en QPV à l'hygiène alimentaire. Après la démolition du bâtiment La Passerelle en 2016, le projet a été relocalisé grâce au soutien de l'Eurométropole au sein de l'espace caféteria du Théâtre de Hautepierre. La réhabilitation de cet espace laissé vacant par l'ancienne médiathèque de Hautepierre offre à l'association l'opportunité d'intégrer un espace adapté au développement de ses activités. Le FEDER est sollicité pour le cofinancement des équipements de cuisine et de la salle de restauration.	37 581,69 €		**11 274,51 €, 30%**
Transfert de la pharmacie	Pharmacie du Maillon	Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier d'Hautepierre, et la volonté de renforcer l'offre de services et de commerces, de nouveaux locaux en rez-de-chaussée ont été aménagés par Locusem rue Cervantes. Il s'agit notamment de créer un pôle de proximité faisant suite à l'installation du supermarché Aldi en 2015, visant à diversifier l'offre de ce territoire en complémentarité à la grande surface. C'est dans ce cadre que la pharmacie du Maillon, actuellement locataire de la Sibar dans un local d'environ 110m², prévoit son déménagement rue Cervantes. Après avoir formé puis embauché des préparatrices en pharmacie habitant le quartier et parlant plusieurs langues (russe, turc, arabe, allemand, anglais, alsacien), le gérant souhaite aujourd'hui améliorer la qualité de travail. L'augmentation de la surface réservée à la clientèle permettra d'élargir l'offre de produits et de créer des espaces clos disponibles aux essayages de matériel médical et aux entretiens sur des sujets comme l'asthme ou les produits anticoagulants du sang. Le FEDER est sollicité pour le cofinancement des travaux et des équipements dans le cadre du déménagement.	386 048,41 €		**115 814,52 € 30%**

Intitulé du projet	Maître d'ouvrage	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinance-ments prévisionnels**	**Subvention et taux FEDER**
Déménagement de la banque alimentaire	Banque alimentaire du Bas-Rhin	Créée en 1985, la Banque Alimentaire du Bas-Rhin tente d'apporter une réponse à l'urgence alimentaire et s'appuie sur l'aide alimentaire comme levier d'aide à l'insertion. Née grâce au regroupement de 12 associations locales, la Banque alimentaire repose sur un principe fondamental : lutter contre le gaspillage alimentaire et redistribuer aux personnes en précarité. Chaque année, ce sont environ 2000 tonnes de denrées alimentaires qui sont récupérées : 48% des grands distributeurs, 16% de la collecte, 10% des industriels, 8% des producteurs locaux, 16% de l'Europe et 2% de l'Etat français. A travers son réseau d'associations la Banque Alimentaire soutient 45 000 personnes chaque année. Depuis 2005, l'association est également chantier d'insertion et embauche des personnels aux profils variés mais désireux d'intégrer des métiers de la logistique. En 2016, 60 bénévoles actifs ont réalisé 36 305 heures de bénévolat (dont 6 000 heures liées à la collecte). Une équipe de salariés permanents composée de 4 personnes renforcent l'organisation. Bien qu'affichant une superficie de 2200m², l'entrepôt actuel situé à Strasbourg n'offre pas les conditions de sécurité pour traiter les 2100 tonnes de nourriture. Aujourd'hui implantée rue de la plaine des bouchers à la Meinau, la Banque alimentaire étudie la réimplantation de son activité au 9 rue de l'industrie à Illkirch dans un espace de 3 200 M2. Ce déménagement offrira de meilleures conditions de stockage, de déchargement et comportera un espace en pôle froid et un espace dédié à de la transformation des produits frais invendus (confitures...). Le FEDER est sollicité pour le cofinancement des travaux d'aménagement, les cloisonnements, la mise en place d'un quai de déchargement, d'un atelier pôle froid et de transformation des produits et l'achat d'équipements.	739 967,94 €	FDI, Etat 30 000 € CD67 50 000 € Eurométropole 30 000 € Région 63 557 € Mécénat 50 000 € FAPE EDF 20 000 €	**221 990,38 €** **30%**
		TOTAL	**1 872 419,37 €**		**561 725,81 €**

ANNEXE 2 – REPROGRAMMATION D'OPERATIONS AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE FEDER 2014-2020

N° Synergie	Intitulé du projet	Maître d'ouvrage	Coût total initial	Subvention FEDER initiale	Coût total final	Subvention FEDER finale	Commentaires
AL0007129	Dispositif Citéslab	Start Hop	85 000,00 €	27 000,00 €			Annulation de la subvention FEDER. Aucun justificatif n'a été transmis malgré plusieurs relances.
AL0003183	Entreprendre collectivement pour les quartiers	Studiobjet	150 000,00 €	45 000,00 €			Annulation de la subvention FEDER. Aucun justificatif n'a été transmis malgré plusieurs relances.
AL0003148	Création et aménagement de l'espace K	Kafteur	167 278,75 €	50 000,00 €	164 779,83 €	21 507,64 €	Sous-réalisation financière de l'opération (98,51%). Modification du montant de la subvention FEDER et modification du taux afin de maintenir un taux de cofinancement public à 80% conformément au régime cadre exempté de notification n°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine.

N° Synergie	Intitulé du projet	Maître d'ouvrage	Coût total initial	Subvention FEDER initiale	Coût total final	Subvention FEDER finale	Commentaires
AL0008019	Acquisition d'un centre d'usinage	Menuiserie Jantzi	131 580,00 €	39 474,00 €	127 000,00 €	38 100,00 €	Sous-réalisation financière de l'opération (96,52%). Modification du montant de la subvention FEDER sans modification du taux.

28

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Economie circulaire : soutien à l'association Emmaüs Mundolsheim.

Cette délibération s'inscrit dans le cadre des politiques de soutien à l'économie sociale et solidaire et de Territoire zéro déchet et zéro gaspillage (TZDZG) soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg.

Elle vise à soutenir et à encourager les projets portant une dimension d'insertion en faveur des publics éloignés de l'emploi et encourage le développement d'initiatives contribuant à la réduction des déchets sur le territoire.

Emmaüs Mundolsheim
L'association Emmaüs Mundolsheim développe une mission de récupération-réemploi de bric à brac dans le cadre d'un Atelier chantier d'insertion (ACI). Elle souhaite renforcer son intervention dans les cinq domaines que sont l'insertion, la prolongation de la seconde vie des objets collectés, la solidarité, la sensibilisation du grand public et l'innovation.

Au titre de l'insertion, elle souhaite contribuer à l'acquisition de savoirs des personnes en précarité en s'appuyant sur les potentiels d'objets collectés par leur structure. Ainsi des activités de lecture seront mises en place à partir du stock de livres relevant de leur métier de la récupération.

L'étude de la prolongation de la seconde vie des objets vise la réduction du volume de déchets ultimes. Elle sera conduite avec les différentes communautés Emmaüs du Grand Est afin de renforcer les débouchés produits et optimiser les filières déchets en mutualisant les points forts que chaque communauté a mis en place (papier, fer, etc.).

Pour conjuguer la seconde vie des objets et la solidarité, Emmaüs met à l'étude un projet de plateforme des invendus, dédiée aux dons, notamment au profit des acteurs de proximité (meubles, puériculture, couvertures, etc .)

Des actions d'interpellation et de sensibilisation seront mises en place sous forme d'un espace pédagogique au sein de leur salle de vente. Ce dernier devra contribuer notamment à faire découvrir des solutions de réemploi locales existantes comme le textile, le réemploi du matériel informatique et de téléphonie.

Des partenariats innovants seront examinés pour des publics marginalisés tels que les détenus. L'association Emmaüs expérimente, à ce titre, différents projets, notamment la restauration de meubles en milieu carcéral. Elle a également déployé des activités dites « à ciel ouvert », par exemple un projet de ferme mixant une activité d'exploitation agricole et d'hébergement (selon le modèle de la ferme de Moyembrie).

Il est proposé de soutenir Emmaüs Mundolsheim à hauteur de 10 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer une subvention de 10 000 € pour l'exercice budgétaire 2017 à l'association Emmaüs Mundolsheim ;*

- *d'imputer la somme de 10 000 € sur les crédits ouverts sur la ligne budgétaire 6574-DU05D programme 8023 dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 64 215 €, sous réserve du vote de la décision modificative intervenant lors de la séance du 24 novembre 2017 ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires: conventions, arrêtés et avenants.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Attribution d’une subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l’année n-1
Emmaüs Mundolsheim	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	
TOTAL		**10 000 €**	**10 000 €**	

29

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Soutien à l'emploi dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV).

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique Strasbourg Eco 2030, l'Eurométropole mène une politique volontariste de soutien au développement d'expérimentations et à la mise en œuvre de projets structurants dans le domaine de l'emploi, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). L'objectif est toujours de faciliter l'accès ou le retour à l'emploi pour ceux qui en sont le plus éloignés, en lien avec les besoins en compétences des entreprises.

Si une attention particulière est portée aux jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire sans qualification, les adultes à la recherche d'un emploi sont également concernés.

Un groupe de travail spécifique « Accès à l'emploi pour les habitants des QPV » se réunit régulièrement dans le cadre du Service public de l'emploi de proximité (SPEP) pour bien connecter la feuille de route aux préoccupations des acteurs de terrain et aux réalités des besoins des publics.

Un des enjeux identifiés collectivement est de multiplier les occasions de mettre les jeunes en situation d'emploi rémunéré. Le contrat de travail devient le support d'un accompagnement renforcé pour améliorer le plus rapidement possible les compétences nécessaires pour accéder à un emploi durable : compétences techniques mais surtout compétences transversales comme la connaissance des codes de l'entreprise, le savoir-être au travail, la capacité à travailler en équipe, l'esprit d'initiative.
Les quatre premières subventions présentées ci-dessous contribuent au financement d'actions qui s'inscrivent dans le dispositif du contrat de ville.

Centre socio culturel Victor Schoelcher – Chantier éducatif

Le service de prévention spécialisé de l'association Centre socio-culturel de Cronenbourg a pour projet de mettre en place un chantier éducatif en partenariat avec l'association intermédiaire LOGISERVICES. L'objectif est de proposer une activité rémunérée à des jeunes issus du quartier prioritaire QPV de Cronenbourg - Cité nucléaire éloignés des dispositifs du droit commun de l'insertion ou en voie de marginalisation. L'objectif est d'inscrire une activité rémunérée dans le cadre d'un accompagnement éducatif global. Les jeunes visés par cette action auront entre 18 et 25 ans. Des premières activités ont pu

être identifiées par le service des espaces verts et de la nature de la ville de Strasbourg telles que le désherbage sous divers bancs et l'enlèvement de la végétation, le désherbage du parvis derrière le centre culturel de Cronenbourg, le balayage et renflouage du sable autour des bacs à sable dans divers espaces de jeux pour enfants, le balayage des sols souples et nettoyage sur les aires de jeux.

Il est proposé de soutenir le Centre socio-culturel Victor Schoelcher – chantier éducatif à hauteur de 5 000 €.

Drugstore – Régie publicitaire

L'association Drugstore intervient auprès des jeunes gens du quartier du Port du Rhin. La finalité de l'action est de proposer aux jeunes des séquences d'insertion en milieu professionnel pour leur permettre de se projeter dans le monde du travail. Il s'agit de créer les conditions pour qu'ils acquièrent rapidement les postures, savoir-être, compétences transversales qui faciliteront leur accès à l'emploi et leur intégration dans l'entreprise.

Pour cela, les jeunes sont orientés par les partenaires et habitants du quartier, ils sont obligatoirement inscrits à la Mission locale à cette occasion et signent un contrat d'engagement.

Des ateliers hebdomadaires sont organisés pendant un trimestre pour accompagner la mise à jour de leur curriculum vitae, proposer la rencontre avec différents professionnels dont une conseillère d'orientation.

Au cours de cette période, les jeunes sont accompagnés dans la recherche de contrats d'affichage ou de flocage (réalisation de campagnes d'affichage, distribution de tracts, impressions publicitaires,…) auprès de différents donneurs d'ordre puis dans l'exécution de ces contrats.

Par petits groupes d'environ 8 personnes, les jeunes bénéficient donc d'environ 50 heures d'ateliers, 20 heures de contrat d'affichage/flocage et 25 heures de stage en entreprise.

Il est proposé de soutenir Drugstore à hauteur de 6 000 €.

CPCV Est - Référentiel de compétences CléA

L'objectif du projet porté par CPCV EST est de mettre en œuvre la certification CléA, un premier diplôme pour les personnes qui n'en ont pas, qui certifie l'acquisition d'un socle commun de connaissances et de compétences professionnelles organisé en 7 domaines comme l'aptitude à communiquer en langue française, les compétences numériques de base, l'utilisation des règles de base du calcul et du raisonnement mathématique, etc…

Les formations et la certification CléA visent la valorisation et la sécurisation des parcours d'insertion professionnelle, et au final l'employabilité des personnes. Cette certification est promue auprès des entreprises du territoire par les acteurs publics et associatifs de l'insertion et de l'emploi, notamment dans le cadre de la charte entreprises et quartiers

dont l'animation a été confiée à la Maison de l'emploi, le Conseil départemental et la Mission locale de Strasbourg.

Il est proposé de soutenir le CPCV Est pour la mise en place du référentiel de compétences CléA à hauteur de 6 600 €.

CPCV Est - Ateliers d'enseignement du français à visée professionnelle

L'association CPCV Est organise dans le quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) Neuhof – Meinau, une action d'enseignement du français à visée professionnelle pour un groupe de 15 personnes étrangères en situation régulière pour faciliter leur accès ou leur retour à l'emploi. Il s'agit de leur permettre de développer des compétences utiles à leur insertion professionnelle en travaillant à la fois sur les compétences linguistiques, sur la connaissance des métiers et des secteurs d'activités qui recrutent, sur les méthodes de recherche d'emploi. Chaque personne a alors la possibilité d'avancer en parallèle sur l'apprentissage du français et sur l'élaboration de son projet professionnel.

Il est proposé de soutenir le CPCV Est pour la mise en place d'ateliers d'enseignement du français à visée professionnelle à hauteur de 7 500 €.

Relais Chantiers – Chantier citoyen au Neuhof

Le Relais chantiers, la Mission locale de Strasbourg et la Maison de l'emploi ont identifié ensemble des pistes d'action à expérimenter pour faciliter l'accès à l'emploi de leurs publics. L'action du « Chantier citoyen » au Neuhof consiste à salarier 8 jeunes pendant deux semaines, intéressés par les métiers de la propreté. Agés de 18 à 25 ans sans qualification et éloignés de l'emploi, les jeunes sont mis en situation professionnelle grâce à un partenariat avec l'entreprise d'insertion SCOPROBAT située au Neuhof : Cette période d'immersion leur permet d'obtenir une première expérience de travail dans ce domaine et de consolider leur projet professionnel. Des visites de structures du secteur sont organisées ainsi que l'intervention de conseillers d'organismes de formation préparant à des certifications et diplômes dans le domaine de la propreté. Les jeunes sont aussi amenés à sensibiliser les habitants au respect de leur environnement (tri sélectif des déchets etc.) et organisent un événement festif ouvert à tous sur le quartier du Neuhof.

Il est proposé de soutenir le Relais chantiers pour la mise en place de l'action « Chantier citoyen au Neuhof » à hauteur de 8 000 €.

Centre socio-culturel L'Escale – Pôle insertion / emploi

Le centre-socio-culturel de l'Escale a choisi de porter un projet de pôle insertion/emploi avec pour objectif principal de réinstaller une dynamique autour de l'emploi à la Cité de l'Ill qui est un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV). Le projet s'appuie sur trois piliers :

- l'organisation d'une présence régulière de professionnels de l'emploi et l'insertion sur le territoire pour recevoir, orienter et conseiller chaque personne. On peut ainsi renforcer les accompagnements individuels, soutenus par un partenariat resserré et des

interventions mises en cohérence, qui permettent l'organisation de véritables parcours vers l'emploi ;
- le développement de temps forts réguliers autour de l'emploi et de l'insertion ;
- la création d'un centre de ressources pour les partenaires.

Le projet, intégré dans une dynamique de réseau institutionnel, associatif et d'entreprises, constitue un relais essentiel de l'action du service public de l'emploi de proximité sur le quartier.

Il est proposé de soutenir le Centre socio-culturel l'Escale pour son projet de Pôle insertion/emploi à hauteur de 8 000 €.

Activ'action – Ateliers Activ'citoyens sur les quartiers Neuhof et Cité de l'Ill

L'association Activ'action intervient auprès des demandeurs d'emploi pour faire du chômage une période d'élargissement du réseau et de renforcement des compétences. Elle organise des ateliers d'émergence de projets collectifs à impact social notamment sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Une série de 5 ateliers sur un à deux mois permet à un groupe de personnes à la recherche d'un emploi d'élaborer un projet citoyen, d'acquérir les bases de la méthodologie de projet, de mettre en œuvre une action utile à la vie sociale.

Ces ateliers sont organisés pour accompagner le lancement de deux projets structurants pour l'emploi dans les QPV : le projet de plate-forme emploi/formation/insertion dans les anciens locaux de la Maison de l'insertion et du développement économique (MIDE) au Neuhof et le projet de Pôle insertion/emploi porté par le CSC l'Escale à la Cité de l'Ill. Les demandeurs d'emploi qui se découvrent porteurs de projet deviennent des points d'appui pour le développement de dynamiques collectives positives dans le quartier, les énergies individuelles s'agrègent au profit du développement local du territoire.

Il est proposé de soutenir Activ'action à hauteur de 7 200 €.

Form'maker

L'association Form'maker développe des ateliers de découverte et prise en main des outils numériques (imprimante 3D, fraiseuse numérique, découpe laser) par la création collective d'objets innovants. Les pratiques pédagogiques adaptées à un public totalement étranger au monde du numérique favorisent l'appropriation des outils dans un cadre créatif et ludique.

Ces ateliers sont organisés pour accompagner le lancement de deux projets structurants pour l'emploi dans les QPV : le projet de plate-forme emploi/formation/insertion dans les anciens locaux de la MIDE au Neuhof et le projet de Pôle insertion/emploi porté par le CSC l'Escale à la Cité de l'Ill. L'intérêt est de favoriser la découverte de la diversité des métiers du numérique, d'ouvrir les jeunes à des horizons professionnels nouveaux à l'heure où la transition numérique touche l'ensemble des secteurs d'activités,

de l'industrie à l'artisanat en passant par les métiers de la vente ou ceux de l'hôtellerie-restauration par exemple.

Il est proposé de soutenir l'association Form'maker à hauteur de 6 000 €.

Lupovino - Implication dans l'élaboration de la plate-forme
Emploi – formation – insertion au Neuhof

L'association Lupovino a obtenu l'agrément pour devenir Centre socio-culturel. Elle est amenée à diversifier les publics accompagnés et la palette de ses activités. Les actions autour de l'accès à l'emploi se renforcent et s'enrichissent, le lien est davantage recherché et travaillé avec les entreprises du territoire. Le rapprochement entre demandeurs d'emploi et entrepreneurs est systématiquement organisé. L'association s'implique activement dans l'élaboration du projet partenarial de plate-forme emploi/formation/insertion au Neuhof, dans les anciens bâtiments de la MIDE qu'elle a en partie occupés cette année.

Il est proposé de soutenir Lupovino à hauteur de 10 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *l'attribution des subventions suivantes :*

Centre socio culturel Victor Schoelcher	*5 000 €*
Drugstore	*6 000 €*
CPCV Est – CléA	*6 600 €*
CPCV Est – FLE	*7 500 €*
Relais Chantiers	*8 000 €*
Centre socio-culturel l'Escale	*8 000 €*
Activ'action	*7 200 €*
Form'maker	*6 000 €*
Lupovino	*10 000 €*
TOTAL	***64 300 €***

décide

- *d'imputer la somme de 64 300 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 6574-DU05D programme 8023 dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 64 215 €, sous réserve du vote de la décision modificative intervenant lors de la séance du 24 novembre 2017,*

autorise

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires au versement des subventions : conventions financières, arrêtés et avenants.*

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Centre Socio Culturel Victor Schoelcher	Fonctionnement	18 000 €	5 000 €	/
Drugstore	Projet	6 000 €	6 000 €	/
CPCV Est - CléA	Projet	8 700 €	6 600 €	6 600 €
CPCV Est - FLE	Projet	8 500 €	7 500 €	/
Relais chantiers	Projet	8 000 €	8 000 €	/
Centre socio-culturel L'Escale	Fonctionnement	8 000 €	8 000 €	/
Activ'action	Projet	7 200 €	7 200 €	/
Form'maker	Fonctionnement	6 000 €	6 000 €	/
Lupovino	Projet	10 000 €	10 000 €	/
TOTAL		**80 400 €**	**64 300 €**	**6 600 €**

30

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution de subventions FSE 2014-2020.

Le 26 juin 2015, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a validé les nouveaux programmes Fonds européen de développement régional (FEDER) et Fonds social européen (FSE) 2014-2020 intégrés dans un investissement territorial intégré (ITI) basé sur la stratégie de développement économique du territoire.

Le financement du Programme FSE repose sur la mobilisation de deux enveloppes financières. Une première enveloppe de 1,5 millions d'euros de crédits européens a été déléguée par une convention de subvention globale de gestion de FSE 2014-2016, validée par la Commission permanente le 16 octobre 2015. Le 16 décembre 2016, le Conseil de l'Eurométropole validait la gestion d'une seconde convention de subvention globale de 3,9 millions d'euros pour la période 2017-2020. Organisme intermédiaire, l'Eurométropole gère une subvention orientée majoritairement sur les thématiques de la coordination de l'offre de services pour les personnes éloignées de l'emploi, la politique de la ville et l'insertion des jeunes.

Les fonds FSE sont attribués par l'Eurométropole sous forme de subventions à des porteurs de projet de toute nature dont les opérations répondent aux critères de sélection du programme.

7 projets ayant fait l'objet d'une demande de subvention FSE sont proposés pour approbation à la Commission permanente au titre des 4 dispositifs suivants (cf. tableau en annexe 1) :

- 3 projets au tire du Dispositif 2 *« Développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences »,*
- 2 projets au titre du Dispositif 3 *« Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle »,*
- 1 projet au titre du Dispositif 4 *« Accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise »,*
- et 1 projet au titre du Dispositif 5 *« Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi »*.

Le coût total de ces opérations s'élève à 739 571,46 €. Le montant total des subventions FSE attribuées dans le cadre de ce projet de délibération s'établit à 369 785,27 €.

La programmation FSE se déroule tout au long de la période 2017-2020. Avec l'ensemble des dossiers déjà validés lors de commissions permanentes précédentes, le montant FSE programmé est de 931 221,24 €, ce qui correspond à un taux de programmation pour la subvention globale 2017-2020 de 23,15 %.

Le présent projet de délibération a pour objet d'approuver la sélection des projets bénéficiaires des crédits FSE 2014-2020, les montants de subventions FSE et d'autoriser le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions d'octroi correspondantes et les avenants, en sa qualité de représentant de l'organisme intermédiaire gestionnaire des crédits FSE.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *les projets suivants au titre du Dispositif 2 ainsi que le montant des subventions FSE :*

Intitulé du projet	*Porteur de projet*	*Coût total éligible*	*Montant subvention FSE*	*Montant prévisionnel cofinancements*
GPEC Secteur numérique	*Numeric'Emploi*	*35 182,34 € T.T.C*	***17 591,22 € 50%***	*Autofinancement 14 311,12 € Bénévolat 3 280 €*
GPECT – Métiers en tension et en développement	*ADEUS*	*18 477,71 € T.T.C.*	***9 238,85 € 50 %***	*Autofinancement 9 238,86 €*
GPECT transverse	*Maison de l'Emploi de Strasbourg*	*334 060 € T.T.C.*	***167 030 € 50 %***	*Région Grand Est 100 000 € Etat - DIRECCTE 14 580 € Eurométropole 48 950 € Autofinancement 3 500 €*

- *les projets suivants au titre du Dispositif 3 ainsi que le montant des subventions FSE :*

Intitulé du projet	*Porteur de projet*	*Coût total éligible*	*Critère spécifique d'éligibilité relatif au public cible*	*Montant subvention FSE*	*Montant prévisionnel cofinancements*
Des passerelles vers l'emploi	*RE.FORM.E.*	*20 022,54 € T.T.C.*	*Demandeurs d'emploi – primo-arrivants*	***10 011,27 € 50%***	*Etat DRDJSCS 8 000 € Autofinancement 2 011,27 €*
Immersion professionnelle au profit des jeunes - Rénovation de mobiliers urbains	*Ville de Strasbourg*	*79 000 € H.T.*	*Demandeurs d'emploi - Jeunes*	***39 500 € 50 %***	*Autofinancement 39 500 €*

- *le projet suivant au titre du Dispositif 4 ainsi que le montant de la subvention FSE :*

Intitulé du projet	*Porteur de projet*	*Coût total éligible*	*Montant subvention FSE*	*Montant prévisionnel cofinancements*
Animation de la charte entreprises et quartiers	*Maison de l'Emploi de Strasbourg*	*48 828,87 € T.T.C.*	***24 414,43 € 50 %***	*Etat - CGET 20 000 € Autofinancement 4 414,44 €*

- *le projet suivant au titre du Dispositif 5 ainsi que le montant de la subvention FSE :*

Intitulé du projet	*Porteur de projet*	*Coût total éligible*	*Montant subvention FSE*	*Montant prévisionnel cofinancements*
Coordination et animation des acteurs de l'emploi du territoire de Strasbourg	*Maison de l'Emploi de Strasbourg*	*204 000 € T.T.C.*	***102 000€ 50 %***	*Eurométropole 43 000 € Etat 59 000 €*

décide

- *d'accorder les subventions au titre du Fonds social européen de l'Union européenne pour les projets cités ci-dessus, sous réserve de la disponibilité effective des crédits communautaires,*

- *d'imputer le paiement FSE du projet porté par la ville de Strasbourg sur les crédits ouverts de la ligne DU01T – 052 – 657382 et pour les autres porteurs sur les crédits ouverts de la ligne DU01T - 052 – 6574,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e, à signer les conventions et les éventuels avenants relatifs aux projets cités ci-dessus, en sa qualité de représentant de l'organisme intermédiaire gestionnaire de crédits FSE.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

ANNEXE 1 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FSE AU TITRE DU
PROGRAMME FSE DE L'EUROMETROPOLE 2014-2020

DISPOSITIF 2 Développement de l'emploi au sein des filières d'avenir et en mutation à travers la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences					
Intitulé du projet et N° Ma Démarche FSE	**Porteur de projet**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences (GPEC) – Secteur Numérique 2017 03784	Numeric'Emploi	Le projet s'inscrit dans un contexte local caractérisé par la concomitance d'un taux de chômage non négligeable dans le domaine du numérique et d'un déficit de main d'œuvre formée dans les emplois s'y rapportant. Le projet tend à combler le déficit de ressources compétentes en apportant une réponse aux besoins des personnes en recherche d'emploi, afin qu'elles acquièrent un niveau de qualification suffisant, et aux besoins des entreprises du numérique, qui recherchent une main d'œuvre formée et qualifiée. Numeric'Emploi, émanation opérationnelle de Syntec Numérique dans le champ de l'adaptation des compétences, s'appuie sur un réseau de structures d'insertion professionnelle, d'entreprises numériques et met en place un processus structuré (Commission d'aide au recrutement, Commission d'adaptation des compétences) pour atteindre son objectif. Le projet dure deux ans (septembre 2017 à septembre 2019) et la demande de subvention porte sur des frais de personnel, l'achat d'une prestation externe, la valorisation du bénévolat et des coûts indirects. *Information complémentaire : Nouvelle opération financée au titre du FSE. La démarche de GPEC est une priorité de travail du le Service public de l'emploi de proximité (SPEP) et figure parmi les stratégies opérationnelles prioritaires de Strasbourg Eco 2030.*	35 182,34 € T.T.C.	*Autofinancement 14 311,12 €* *Bénévolat 3 280 €*	**17 591,22 €** **50%**

Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences Territoriale (GPECT) – Métiers en tension et en développement 2017 04006	ADEUS	Le projet mené par l'ADEUS a pour objet l'identification d'une quinzaine de métiers en tension et en développement pouvant tirer profit d'une intervention collective des acteurs de l'emploi, pour une meilleure adéquation entre l'offre et la demande. De par ses compétences en matière d'observation des dynamiques des territoires, d'analyses et de prospectives, l'ADEUS réalise un benchmark des principales études nationales et locales sur les métiers de demain, tout en les couplant aux sources statistiques de l'emploi sur le bassin de l'Eurométropole. L'ADEUS s'intègre dans un projet global GPECT transverse (v. projet ci-dessous) et contribue également à la mise en place d'un séminaire à destination des entreprises locales autour des thématiques de l'attractivité, des nouvelles méthodes de recrutement, de l'adaptation des compétences... Le projet dure un an (2017) et la demande de subvention porte sur des frais de personnel et des coûts indirects. *Information complémentaire : Nouvelle opération financée au titre du FSE. La démarche de GPEC est une priorité de travail du SPEP et figure parmi les stratégies opérationnelles prioritaires de Strasbourg Eco 2030.*	18 477,71 € T.T.C.	*Autofinancement 9238,86 €*	**9 238,85 € 50 %**
Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences Territoriale (GPECT) Transverse 2017 04117	Maison de l'emploi	Le projet a pour objectif de réduire les difficultés de recrutement pour les métiers en tension et en développement, de répondre aux besoins des entreprises qui recrutent, de favoriser les transitions professionnelles de la population active, de promouvoir les métiers et les secteurs méconnus et d'anticiper les besoins des entreprises pour accompagner les publics dans le recrutement, la formation et la qualification. La Maison de l'emploi participe à l'identification et la priorisation des secteurs et métiers qui seront pris en compte dans le cadre de la GPECT transverse, sensibilise et mobilise les acteurs de l'emploi autour de cette thématique, promeut les outils, les solutions RH et les acteurs opérationnels auprès des entreprises concernées. Elle développe également une nouvelle offre de services tant sur la GPECT transverse que sur la GPECT Industrie qui porte ses fruits depuis sept ans. Le projet dure deux ans (2017-2018) et la demande de subvention porte sur des frais de personnel, des achats de prestations, des dépenses de fonctionnement et des coûts indirects. *Information complémentaire : Nouvelle opération financée au titre*	334 060 € T.T.C.	Région Grand Est 100 000 € Etat - DIRECCTE 14 580 € Eurométropole 48 950 € *Autofinancement 3 500 €*	**167 030 € 50 %**

		du FSE.La démarche de GPEC est une priorité de travail du SPEP et figure parmi les stratégies opérationnelles prioritaires de Strasbourg Eco 2030.			

DISPOSITIF 3 Mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle					
Intitulé du projet et N° Ma Démarche FSE	**Porteur de projet**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Des passerelles vers l'emploi 2017 03852	RE.FORM.E.	Le projet a pour objectif l'engagement de primo-arrivants dans un parcours d'accès à l'emploi par le développement des compétences linguistiques. La formation est organisée sous forme de deux sessions de 12 participants. Elles sont à temps partiel et construites en alternance entre des cours et des temps en entreprise. Les contenus portent sur le développement de compétences linguistiques à visée d'intégration, la connaissance de l'environnement, la validation du projet professionnel et la mise en dynamique du parcours professionnel. Le projet dure six mois (septembre 2017 à mars 2018) et la demande de subvention porte sur des frais de personnel et des coûts indirects. *Information complémentaire : Nouvelle opération financée au titre du FSE. Le Français Langue Etrangère est une priorité de travail du SPEP.*	20 022,54 € T.T.C.	Etat – DRDJSCS 8 000 € *Autofinancement* *2 011,27 €*	**10 011,27 €** **50%**
Immersion professionnelle au profit des jeunes – Rénovation de mobiliers publics 2017 04369	Ville de Strasbourg	Le projet a pour objectif l'insertion sociale et professionnelle de jeunes strasbourgeois en permettant la facilitation de l'accès à l'emploi ou à la formation de jeunes par la mise en place d'une mobilisation personnelle et une reprise de confiance acquise, lors d'une période d'immersion professionnelle. Les jeunes sont mis en emploi pour réaliser des travaux de rénovation de mobiliers urbains (menuiserie, peinture...). Ils ont un contrat de travail de 20 heures par semaine pendant un mois, renouvelable une fois. Cette activité support servira également à mettre en pratique les notions d'employabilité et les repères professionnels nécessaires (rythme de vie, confiance en soi, travail en équipe, respect des consignes...). L'accompagnement	79 000 € H.T.	*Autofinancement* *39 500 €*	**39 500 €** **50 %**

		est composé d'un suivi individualisé socio-professionnel, d'un encadrement technique, de l'élaboration de préconisations de suites de parcours et de mises en relation avec des entreprises et ou organisme de formation. Le projet dure quatre mois (septembre à décembre 2016). Le nombre prévisionnel de participants est de 30 jeunes de 18 à 25 ans. La demande de subventions porte sur l'achat d'une prestation. *Information complémentaire : En 2015, des solutions emploi ou formation à court terme ont été trouvées pour 61% des jeunes de la Garantie Jeunes. En 2016, 52% était en activité à la fin de l'opération.*			

DISPOSITIF 4 Accompagnement des entreprises pour une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise					
Intitulé du projet et N° Ma Démarche FSE	**Porteur de projet**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Animation de la Charte Entreprises et Quartiers dans le Bas-Rhin 2017 03957	Maison de l'Emploi de Strasbourg	Le projet a pour finalité de permettre aux habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville d'accéder au monde de l'entreprise malgré leurs fragilités sociales et professionnelles, d'aider ces habitants à révéler, exprimer et proposer aux entreprises leur motivation, compétence, et esprit entrepreneurial, mais également d'accompagner les entreprises pour qu'elles mettent en œuvre tous les processus adaptés pour intégrer ces habitants. L'inscription de nouvelles entreprises dans la démarche et sa déclinaison à travers un plan d'actions concret sont les deux objectifs principaux que s'est donnée la Maison de l'Emploi. La Maison de l'emploi travaille en partenariat avec la Mission locale et le Conseil Départemental pour l'animation de la Charte Entreprises et Quartiers. L'équipe mobilisée donne du sens et une direction aux entreprises signataires par la mise en place d'actions ciblées en faveur de l'employabilité des habitants. Elle permet également, avec l'aide des entreprises, d'engager pour ces habitants des parcours d'acquisition des compétences opérationnelles en entreprise, notamment avec la certification	48 828,87 € T.T.C.	Etat - CGET 20 000 € *Autofinancement* *4 414,44 €*	**24 414,43 €** **50 %**

		« CléA ». Le projet dure un an (2017) et la demande de subvention porte sur des frais de personnels, un achat de prestation et des coûts indirects. *Information complémentaire : Nouvelle opération financée au titre du FSE. L'accès à l'emploi des habitants des QPV est une priorité de travail du SPEP.*			

DISPOSITIF 5 Animation et coordination de l'offre liée à l'emploi					
Intitulé du projet et N° Ma Démarche FSE	**Porteur de projet**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Coordination et animation des acteurs de l'emploi du territoire de Strasbourg 2017 03842	Maison de l'Emploi de Strasbourg	L'animation et la coordination des acteurs de l'emploi du territoire de Strasbourg a pour objectif de mieux identifier les besoins du territoire en terme d'emploi et de développement économique, de mettre en articulation les programmes d'actions des différents partenaires tout en concordant les stratégies des acteurs de l'emploi et de développer collectivement les actions innovantes et pertinentes au regard des besoins identifiés. La Maison de l'Emploi travaille à l'animation de son programme transversal d'actions, anime le SPEP en lien avec les pilotes des quatre groupes de travail (Politique de la Ville, Transfrontalier, GPEC, Publics les plus en difficulté) et elle accompagne plus particulièrement le développement des actions en faveur des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville en coordonnant ou en apportant son appui au développement d'actions innovantes. Le projet dure deux ans (2017-2018) et la demande de subvention porte sur des frais de personnels et des coûts indirects.	204 000 € T.T.C.	Eurométropole 59 000 € Etat - DIRECCTE 43 000 €	**102 000 €** **50 %**

		TOTAL	**739 571,46 €**		**369 785,27 €**

31

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Soutien à l'économie sociale et solidaire et à l'insertion professionnelle.

Le Stück

L'association le Stück expérimente depuis le 3 octobre 2015 l'usage d'une monnaie locale complémentaire (MLC) sur Strasbourg, et son bassin économique, outil dont la vocation est d'inciter les acteurs de l'économie à adopter des démarches de production et de consommation respectant des valeurs sociales, environnementales, équitables.

Une monnaie locale est une unité de compte complémentaire à l'euro circulant sur un territoire restreint. Elle est dédiée à des achats locaux, circule plus vite que l'euro, n'est pas thésaurisable et favorise une consommation responsable. Les euros, déposés en banque pour se procurer des unités de monnaie, constituent un fonds de garantie finançant des projets locaux.

Elle doit répondre ainsi des enjeux suivants :

- interpeler le grand public sur le sens de l'argent, la richesse économique et le système financier,
- développer l'économie de proximité par les circuits courts et la relocalisation des fournisseurs dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, de l'industrie et des services,
- développer l'usage des outils et des processus de démocratie participative,
- véhiculer et transmettre les valeurs de l'économie sociale et solidaire.

Chiffres clés au 31 décembre 2016 :

- plus de 1 280 citoyens adhérents,
- 180 professionnels du réseau,
- 13 bureaux de change,
- 61 000 stücks en circulation.

Des monnaies locales complémentaires se sont développées sous différentes formes en France (il en existe près de 5 000 dans le monde) : SOL Violette à Toulouse, So'Nantes, Galléco en Ill et Vilaine, eusko au Pays Basque, mais aussi Chiemgauer en

Bavière (Allemagne), probablement la monnaie la plus développée en Europe, avec 3 000 utilisateurs, près de 650 commerces et entreprises acceptant la monnaie, un montant de 650 000 Chiemgauer en circulation et un chiffre d'affaires avoisinant les 6 000 000 Chiemgauer (chiffres mai 2009).

L'objectif fin 2017 est d'atteindre 1 340 citoyens adhérents et 335 professionnels adhérents, ainsi qu'un bureau de change par quartier de Strasbourg.

Les monnaies locales complémentaires ont été mieux reconnues récemment, dans le cadre de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

Les différents financeurs sollicités et les montants prévisionnels :

Etat (CUI-CAE)	20 565 €
Ville de Strasbourg	20 000 €
Eurométropole de Strasbourg	15 000 €
Communes de l'Eurométropole	3 500 €
Autres communes et Communautés de communes	3 000 €
Département du Bas-Rhin	5 750 €
Fonds européens (FSE)	5 079 €
Tango&Scan	5 500 €
Autres financements	100 €

Il est proposé de soutenir le Stück à hauteur de 5 000€.

Mouvement du Nid

Afin de favoriser une démarche d'insertion professionnelle et/ou de formation, l'atelier passerelle du Mouvement du nid propose un suivi individuel et des modules collectifs (création d'objets, français langue étrangère, citoyenneté, culture générales, modules professionnels…).

L'association a mis en œuvre un projet pilote permettant le développement d'un important partenariat pour faciliter l'accès à l'emploi et à la formation des personnes en situation ou ayant connu la prostitution. Ainsi, parmi les trente-sept personnes ayant bénéficié de cet atelier, en 2016, dix-sept ont connu une étape dynamique de parcours par l'entrée en stage ou formation ou la reprise d'une activité salariée (onze personnes dont trois en CDI). La subvention permet à l'association de continuer de mettre en œuvre un accompagnement vers l'emploi spécifique aux personnes souhaitant rompre avec la prostitution et engager des démarches de recherche d'emploi.

Il est proposé de soutenir l'atelier passerelle de l'association Mouvement du Nid à hauteur de 5 500 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer une subvention de 5 000 € pour l'exercice budgétaire 2017 à l'association Le Stück*

- *d'attribuer une subvention de 5 500 € pour l'exercice budgétaire 2017 à l'association Le Mouvement du Nid*

- *d'imputer la somme de 15 500 € sur les crédits ouverts sur la ligne budgétaire 6574-DU05D programme 8023 dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 23 743 €*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires: conventions, arrêtés et avenants

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Le Stück	Fonctionnement	15 000 €	5 000 €	5 000 €
Mouvement du Nid	Fonctionnement	6 500 €	5 500 €	5 500 €
TOTAL		**21 500 €**	**10 500 €**	**10 500 €**

32

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution d'une subvention à l'Office de tourisme de Strasbourg et sa région pour la mise en œuvre de sa stratégie digitale.

La révolution numérique provoquée par l'avènement de l'Internet est particulièrement remarquable dans le secteur du tourisme. La multiplication des réseaux sociaux, des blogs, des sites d'avis et Internet a augmenté considérablement le niveau de concurrence entre destinations.
La ville de Strasbourg, malgré le pouvoir d'attractivité et la qualité de son offre touristique, n'échappe pas aux effets de cette concurrence et doit renforcer sans cesse la puissance de ses outils numériques.

Dans cet objectif, l'Office de tourisme de Strasbourg et sa région (OTSR), en charge de la promotion de la destination Strasbourg, de l'accueil et de l'information de ses visiteurs (plus de 6,5 millions de nuitées touristiques par an), a élaboré une stratégie digitale ambitieuse et multicanal, qui intègre des lignes éditoriales adaptées à chaque support de diffusion (site internet, réseaux sociaux).

Les principaux objectifs de cette stratégie sont :

1) Développer l'attractivité de Strasbourg.
   a. Augmenter la visibilité de la destination sur internet
   b. Augmenter l'image de la marque de la destination Strasbourg
   c. Mettre en œuvre une stratégie de fidélisation
   d. Utiliser le marketing expérientiel pour se différencier

2) Se rapprocher des touristes.
   a. Etablir une stratégie gagnant-gagnant avec les prestataires
   b. Offrir de nouveaux services aux touristes

3) Améliorer la performance avec un budget maitrisé.

Le coût global de mise en œuvre de cette stratégie digitale s'élève à 48 648 € TTC correspondant aux dépenses de développements informatiques de conception graphique d'intégration de données ou encore de gestion de projet.

Compte tenu des enjeux de compétitivité liés à ce projet, il est proposé à la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg d'attribuer une subvention d'investissement d'une valeur de 25 900 € à l'OTSR.

Cette subvention, qui représente 53,2 % du coût global de l'opération, fera l'objet de deux versements :

- le premier versement, d'une valeur de 20 720 € représentant 80 % de la subvention, sera effectué à la signature de la convention financière ;
- le deuxième versement, correspondant au solde de la subvention, sera ajusté et effectué après transmission d'un état des dépenses réelles de l'opération par l'OTSR.

La ville de Strasbourg est sollicitée à hauteur de 13 000 € pour la mise en œuvre de ce projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer à l'Office de tourisme de Strasbourg et sa région une subvention d'investissement de 25 900 €. Les crédits sont disponibles au BP 2017, ligne 95- 20421 programme 7006 DU 04 dont le montant disponible inscrit à la Décision modificative est de 79 300 €.*

autorise

- *le Président ou son-sa représentant-e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Office de tourisme de Strasbourg et sa Région	Investissement	43 104 € (Ville et Eurométropole)	25 900 €	/

33

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution de subventions aux lauréats de l'édition 2017 de l'appel à projets Kit Emergence French Tech Alsace.

Il est proposé à la Commission permanente d'approuver l'allocation d'une enveloppe de 15 000 € à l'édition 2017 de l'appel à projet Kit Emergence French Tech Alsace permettant le versement de subventions d'investissement d'un montant de 7 500 € chacune aux entreprises numériques et créatives sélectionnées.

Contexte général et évolutions du Kit Emergence

Le Kit Emergence a été lancé en 2015 au sein du Shadok afin de proposer un dispositif de soutien au développement de jeunes entreprises issues des secteurs numérique et créatif. Cet outil a été élaboré à titre expérimental dans le cadre de la Convention de coopération du 16 décembre 2014 entre la Ville et la Communauté urbaine (aujourd'hui Eurométropole) de Strasbourg relative à la création et à l'exploitation du pôle culturel et créatif Seegmüller (aujourd'hui Shadok).

Son objectif est d'accompagner sur une année deux jeunes entreprises (moins de trois années d'ancienneté), notamment du secteur numérique et créatif, domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole en vue de leur permettre de consolider leur modèle économique et de conforter leur position sur le marché. Le Kit Emergence vise prioritairement des entreprises porteuses d'un projet innovant, à fort potentiel économique, et susceptibles d'une forte croissance en France et à l'international. Cette nouvelle édition privilégie les entreprises candidates ne bénéficiant pas d'un autre programme d'accompagnement et d'hébergement sur le territoire.

Au regard des objectifs du Kit Emergence, il a été proposé que la French Tech Alsace intègre ce dispositif dans ses outils consacrés au développement des startups du territoire.

L'initiative gouvernementale French Tech vise l'émergence de champions numériques de niveau mondial. C'est une aventure collective qui repose sur l'excellence et la mobilisation de l'ensemble des acteurs, entrepreneurs, investisseurs, financeurs, organismes de formation et de recherche, associations. Portée par le Pôle Métropolitain Strasbourg-Mulhouse au nom de tous les acteurs de l'écosystème numérique alsacien, la labellisation Métropoles French Tech traduit la mobilisation et la détermination du

territoire et de ses acteurs à faire valoir leur capacité d'innovation et de coopération dans le domaine de l'économie numérique.

La mission de la French Tech Alsace étant de fédérer l'écosystème du territoire, son rôle de coordination du Kit Emergence est d'autant plus justifié puisque le dispositif propose un programme support réunissant plusieurs professionnels de l'accompagnement d'entreprises (Alsace Digitale, ACCRO, CCI, Orange).

Le Kit Emergence French Tech Alsace : modalités

Le Kit Emergence propose pour une durée de six mois aux deux entreprises lauréates les avantages suivants :

- un lieu et équipements de travail pour une durée de six mois : l'espace de co-working (valorisation des 3 places de coworking à hauteur de 4 140 € HT sur 6 mois) et les ressources du Shadok.
- un parcours d'accompagnement sur mesure coordonné par la French Tech Alsace, composé des services complémentaires des partenaires tel que le suivi personnalisé et régulier réalisé par Alsace Digitale ; une session de coaching par des experts sélectionnés par ACCRO ; un accès privilégié aux outils d'accompagnement de la CCI Alsace Eurométropole; un accès aux ateliers de l'accélérateur d'Orange
- d'un financement de 7 500 € TTC versé par l'Eurométropole de Strasbourg destiné à contribuer au financement de dépenses d'investissement dans un ou plusieurs des domaines suivants :

    - Prototypage et achat de matériel
    - Brevets, licences, marques
    - Frais R&D
    - Etudes, conseils de mise sur le marché (juridique, fiscal, marketing)
    - Création de logiciels et sites internet

Les entreprises lauréates s'engagent à respecter la règle de minimis de l'Union européenne qui plafonne à 200 000 € le montant total des aides publiques reçues sur une période de trois ans.

Bilan de l'édition 2016

Sept entreprises ont déposé un dossier et ce sont l'entreprise SYNE et l'entreprise VIJUMP qui ont été sélectionnées pour bénéficier du Kit Emergence sur l'année 2017.

- **SYNE** est une entreprise de l'économie sociale et solidaire qui propose une plateforme en ligne de mode de garde d'enfants. L'entreprise a particulièrement apprécié de profiter de conditions de travail professionnelles au sein de l'espace de coworking. La dotation de 7 500 € a été utilisée pour de l'expertise en marketing et communication ainsi que la finalisation du développement de la plateforme. Les conseils en droit du travail, en fiscalité dispensés par la CCI et le partenariat en cours avec Orange ont également bénéficié au développement du projet SYNE.

- **VIJUMP** propose un outil unique de séquençage des vidéos en ligne pour faciliter leur visionnage et la recherche par mots clés. VIJUMP vient de commencer sa résidence au Shadok. La dotation de 7 500 € sera probablement utilisée pour l'intervention d'experts en fiscalité, en comptabilité et en droit ; pour le dépôt du brevet de leur technologie et en partie pour le recrutement d'un stagiaire en R&D.

L'édition 2017 du Kit Emergence French Tech Alsace

La date limite de dépôt des projets ayant été fixée au 23 octobre 2017, 7 dossiers ont été réceptionnés.

Un jury de sélection s'est réuni le vendredi 3 novembre 2017 composé de :

- un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg
- un représentant du Shadok
- un représentant d'Alsace Digitale
- un représentant d'ACCRO
- un représentant de la CCI Alsace Eurométropole
- un représentant d'Orange
- un représentant de SEMIA
- un représentant de la BPI France

Les représentants de la French Tech Alsace, en tant que coordinateurs du Kit Emergence, avaient le statut d'observateurs.

Le jury a évalué les dossiers selon les critères suivants :

- pertinence de l'équipe et organisation de la structure
- identification du marché et potentiel de développement (chiffre d'affaire, création d'emplois)
- viabilité du projet d'entreprise et clarté du plan de mise en oeuvre
- originalité du projet et caractère innovant du projet d'entreprise
- pertinence du dispositif d'accompagnement en fonction du stade de
- développement de la structure et de ses moyens

Il est proposé de soutenir les deux entreprises ci-dessous à hauteur de 7 500 € chacune :

- l'entreprise PRENDS MA PLACE
- l'entreprise INMAN

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)

après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

  - *7 500 € à l'entreprise PRENDS MA PLACE*
  - *7 500 € à l'entreprise INMAN*

- *d'imputer les crédits en résultants sur la ligne budgétaire n° 633-20421-7063-DU04, dont le solde disponible avant la présente Commission permanente est de 117 140 €*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières y afférentes.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

34

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution de subventions aux lauréats de l'édition 2017 de l'aide structurelle à la filière Image.

Il est proposé à la Commission permanente d'approuver l'allocation d'une enveloppe de 100 000 € à l'édition 2017 de l'aide structurelle à la filière Image, permettant le versement de subventions d'investissement d'un montant de 25 000 € chacune aux entreprises sélectionnées.

Contexte et objectifs de l'aide structurelle à la filière Image

Le dispositif de l'aide structurelle a été initié par l'Eurométropole de Strasbourg en 2011 en vue de soutenir les entreprises de production de la filière Image et en complément de la politique de soutien de la collectivité au secteur audiovisuel. Il a été élaboré en concertation avec les professionnels du secteur réunis notamment au sein de l'Association des Producteurs Audiovisuels d'Alsace. L'ensemble des entreprises de production de la filière Image est éligible : audiovisuel et cinéma, mais aussi transmédia, crossmédia et jeux vidéo.

La finalité de l'aide structurelle est d'accompagner financièrement les entreprises du territoire dans leur développement, afin de consolider leur stratégie éditoriale et économique dans une perspective à moyen terme.

Cet objectif se traduit par une intervention sur les volets suivants de l'activité des entreprises : prospection, investissements matériels et immatériels, embauche, formation et promotion.

L'aide structurelle aux entreprises de l'audiovisuel s'inscrit dans le cadre de la feuille de route Strasbourg Eco 2030 au titre de l'axe entrepreneuriat. Le dispositif est l'une des actions-clé du secteur des entreprises créatives, s'agissant d'une filière soutenue de manière prioritaire aux côtés des métiers d'art, du design et de l'illustration.

Bilans des éditions précédentes

Un total de 30 aides a été attribué depuis 2011, en général sur la base de 20 000 € par entreprise, parfois de 10 000 € ou de 30 000 €. Les entreprises soutenues font l'objet d'un

suivi et d'une évaluation au terme des deux années de mise en œuvre de leur stratégie de développement.

Le bilan de la dernière édition finalisée en 2017 se traduise par des résultats concrets sur les différents volets soutenus.

Edition 2015 (5 entreprises lauréates) :

- emplois : un total de 6 emplois maintenus ou créés en CDI pour 4 des 5 entreprises soutenues.
- investissements : adaptation du matériel de mixage et optimisation son pour des productions en 360° et en réalité virtuelle (Seppia) ; aménagement de studios et d'un auditorium (Innervision) ; aménagement de studios de création et de montage (Amopix) ; matériel applicatif web (Laetoli production).
- prospection / promotion : vente de programmes sur les marchés asiatiques et nord-américains (Seppia) ; partenariat avec le Ministère de l'Education et plusieurs musées nationaux (Laetoli production) version trilingue ou modernisée du site web (Innervision, Un film à la patte, Laetoli production).

L'aide structurelle 2015 a été un levier d'ampleur qui a permis aux entreprises lauréates soit de se positionner sur un nouveau marché promoteur (la vidéo 360° pour Seppia, le jeune public pour Un film à la patte ; les applications ludo-éducatives pour Laetoli production), soit de consolider un positionnement régional dans leur domaine d'expertise (la post-production son pour Innervision ; la production de long-métrages d'animation pour Amopix avec la création d'un département Amopix animation).

Les 5 entreprises lauréates de l'édition 2016 (septembre 2016) n'ont pas encore finalisées leurs projets puisqu'elles ont 18 à 24 mois pour le faire. Dans des domaines aussi variés que le jeu sérieux (Almédia), la vidéo 360° (les Editions du bout des doigts), la production musicale pour le cinéma (Will production), la post-production et la réalisation (Alapage, Les Films Hatari), il est à prévoir, entre autres, la création de 5 CDI et des investissements d'équipement de studios et stations d'étalonnage.

Nous notons l'existence d'une synergie remarquable entre les acteurs de l'audiovisuel sur le territoire de l'Eurométropole avec de nombreux projets partenariaux comme la création des Studios du Rhin (regroupement de trois sociétés – Innervision, Alpage et Red Revolver - sur un même site, rue du Rhin Napoléon) ou des co-productions impliquant plusieurs sociétés locales. L'aide structurelle encourage ces synergies puisque l'un de ces buts est d'encourager les partages de ressources et de bonnes pratiques entre les entreprises de la filière.

L'aide structurelle représente en moyenne 18% des frais de développement annuels des entreprises soutenues. Les financements publics complémentaires ne sont présents dans tous les projets et ne peuvent dépasser 50% du budget total de développement. Ils proviennent essentiellement du Centre National du Cinéma et de la Région Grand Est, via l'AMI numérique ou les dispositifs Gradient, qui n'existent plus aujourd'hui.

Modalités

Pour chaque catégorie de dépenses éligibles, les entreprises sont encouragées à solliciter l'ensemble des dispositifs régionaux et nationaux en vigueur. Dans une logique de bon usage des ressources publiques, l'aide structurelle répond à des besoins spécifiques non adressés par les dispositifs existants, ou les complète s'il y a lieu. Le total d'aides publiques par dépense éligible est plafonné à 50 %.

Le cahier des charges de l'aide structurelle 2017 joint en annexe précise les conditions et les modalités de demande, de sélection et d'attribution de cette aide.

L'aide accordée est désormais forfaitaire, d'un montant de 25 000 € par bénéficiaire représentant au maximum 50% du budget prévisionnel. Les entreprises lauréates s'engagent à respecter la règle de minimis de l'Union européenne qui plafonne à 200 000 € le montant total des aides publiques reçues sur une période de trois ans.

Afin d'encourager le renouvellement des structures lauréates et insister sur le caractère exceptionnel de l'aide structurelle, les lauréats 2015 et 2016 de l'aide structurelle ne peuvent déposer un dossier de candidature en 2017. A partir de 2017, une entreprise ne pourra obtenir l'aide structurelle à plus de deux reprises.

L'édition 2017

Un jury de sélection s'est réuni le mardi 7 novembre 2017 composé des personnes qualifiées suivantes :

- un représentant du Fond Eurimage
- un représentant de ARTE
- un représentant d'Alsace Digitale
- un représentant d'ACCRO
- un représentant de Relais Culture Europe
- un représentant du Syndicat des Producteurs Indépendants
- un représentant du cabinet Gestion et Stratégie Grand Est

Les représentants de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est avaient le statut d'observateurs.

Le jury a évalué les 8 dossiers réceptionnés selon les critères suivants :

- Caractère structurant des objectifs et actions présentées à 2 ans
- Fiabilité du business plan et des objectifs chiffrés
- Cohérence des moyens proposés (investissements, formation, embauche, promotion…)
- Capacité à mobiliser des moyens complémentaires et à fédérer des partenaires

Il est proposé de soutenir les entreprises ci-dessous à hauteur de 25 000 € chacune :

- l'entreprise LES FILMS DU TONNERRE

- l’entreprise LES FILMS DE L’ETRANGER
- l’entreprise SANCHO&COMPAGNIE
- l’entreprise 2 CAPS PRODUCTIONS.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d’allouer les subventions suivantes :*
  - *25 000 € à l’entreprise LES FILMS DU TONNERRE*
  - *25 000 € à l’entreprise LES FILMS DE L’ETRANGER*
  - *25 000 € à l’entreprise SANCHO&COMPAGNIE*
  - *25 000 € à l’entreprise 2 CAPS PRODUCTIONS*

- *d’imputer les crédits en résultants sur la ligne budgétaire n° 633-20421-7063-DU04, dont le solde disponible avant la présente Commission permanente est de 117 140 €,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières y afférentes.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

35

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Acquisition par les Hôpitaux universitaires de Strasbourg / HUS d'un robot chirurgical de dernière génération Da Vinci Xi - attribution d'une subvention d'équipement.

1) Le contexte

Les HUS ont été parmi les premiers à se doter de la technologie Da Vinci, dès 2006, et se positionnent depuis lors comme un établissement de référence en matière de chirurgie robotisée. La capacité de proposer aux patients le recours à la robotique dans plusieurs spécialités chirurgicales (urologie, chirurgie thoracique et vasculaire, ORL, chirurgie digestive, chirurgie de la main, gynécologie…) contribue de façon significative à l'amélioration de la qualité et la sécurité des soins.

Toutefois, l'équipement initial est aujourd'hui obsolète compte-tenu des évolutions technologiques récentes dans ce domaine et l'arrêt prochain de la maintenance. L'acquisition d'un robot Da Vinci de dernière génération s'avère indispensable pour maintenir et amplifier la dynamique d'excellence impulsée.

L'investissement s'élève à 2,2 M€. Le soutien conjoint de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est est sollicité.

2) Les points d'analyse et de vigilance

L'activité de soins hospitaliers, l'une des finalités de l'équipement, n'entre pas dans le champ de compétences des collectivités. En revanche, le soutien à l'enseignement et la recherche constitue de longue date un périmètre d'intervention volontariste de leur part. Ces deux segments sont en l'occurrence bien présents :

- le volet enseignement : il est orienté sur la formation initiale des jeunes professionnels soignants et médicaux par le biais de la double console (manipulation en direct par l'apprenant, le chirurgien pouvant reprendre la main sur le geste opératoire en temps réel). Il s'adresse également aux internes et chefs de clinique en chirurgie soucieux de parfaire leur formation à l'utilisation de la technique robotique (ouverture d'une salle dédiée)

- le volet recherche : il sera mené sur la plateforme de robotique chirurgicale du service d'urologie du Professeur Hervé Lang en partenariat avec le Professeur Michel de Mathelin, Directeur du laboratoire ICube et le Professeur Afshin Gangi, responsable du pôle d'imagerie des HUS et Professeur associé au prestigieux King's College de Londres. Le projet de recherche appréhendera d'une part l'analyse automatisée de la situation opératoire lors d'interventions de chirurgies robotisées et, d'autre part, la semi-automatisation des gestes chirurgicaux robotisés et la réalité augmentée.

Un dernier aspect est à souligner, à savoir :

- l'articulation avec l'Institut hospitalo-universitaire/IHU : l'Institut est équipé d'un robot de génération intermédiaire mais surtout ne permet pas le développement des disciplines autres que celles ciblées par le projet médical et scientifique de l'IHU axé autour de la chirurgie digestive. L'équipement en question assurera une adaptabilité et une interdisciplinarité ouvertes aux différentes spécialités chirurgicales mutualisées (voir sous 1). Par ailleurs, le niveau de vacation susceptible d'être dégagé sur le robot de l'IHU serait insuffisant à l'égard de l'équipe d'infirmiers-ères du bloc opératoire, gage également de la performance du projet.

Le projet d'acquisition du robot Da Vinci Xi et ses développements à trois dimensions -enseignement, recherche et complémentarité IHU (sans compter l'aspect clinique)- répondent aux ambitions de la feuille de route Strasbourg Eco 2030 – Pôle santé et technologies médicales.

Il est en outre un puissant facteur d'attractivité vis-à-vis de la fidélisation à l'Hôpital public -confronté à la « concurrence » du privé- tant à l'égard des chirurgiens que de la patientèle.

Enfin, les activités de formation et de recherche entraîneront l'organisation de colloques et des publications scientifiques, marquant l'excellence du territoire eurométropolitain dans un secteur stratégique.

En conséquence et en concertation avec la Région Grand Est, il vous est proposé d'attribuer aux HUS une subvention d'équipement de 500 000 € s'inscrivant dans le plan de financement prévisionnel suivant :

Hôpitaux universitaires de Strasbourg	1 100 000 €
Agence régionale de santé	100 000 €
Région Grand Est	500 000 €
Eurométropole de Strasbourg	500 000 €
TOTAL	**2 200 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer aux Hôpitaux universitaires de Strasbourg/HUS une subvention d'équipement de 500 000 € pour l'acquisition d'un robot chirurgical Da Vinci Xi de dernière génération, équipement dédié -outre les soins- à la formation et la recherche en chirurgie robotisée couvrant plusieurs spécialités mutualisées*

- *d'imputer les dépenses en résultant sur la ligne budgétaire DU03C-23-204181 – programme 7008*

- *de verser cette subvention en deux annuités, respectivement :*
  - *2017 : 400 000 € (signature de la convention – crédits disponibles au BP voté)*
  - *2019 : 100 000 € (sur présentation du décompte général définitif)*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention financière organisant les modalités et l'échéancier des versements.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

36

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution d'une subvention à l'association SOUNDSITIV pour l'évènement « 50 000 mercis pour l'économie ».

La présente délibération a pour objet l'attribution d'une subvention à l'association SOUNDSITIV pour l'organisation de l'évènement « 50 000 mercis pour l'économie ».

Présentation de l'évènement

L'objectif de cet évènement est de permettre la rencontre entre des chefs d'entreprises et les startups locales en vue de favoriser des collaborations entre ces acteurs.

En effet, on constate une méconnaissance des startups locales et de leurs compétences par les entreprises du territoire, alors que les startups pourraient représenter un gisement d'innovation dans le cadre de la transformation digitale des PME et entreprises de taille intermédiaire. De plus, la culture de l'expérimentation reste encore peu développée au sein des entreprises. Les startups, grâce à leur agilité et leur approche disruptive, sont en mesure d'apporter cette dimension aux entreprises plus matures.

Par ailleurs, les startups rencontrent parfois des difficultés pour accéder à certains interlocuteurs au sein des entreprises. L'évènement « 50 000 mercis pour l'économie » représente pour les startups une opportunité pour nouer des contacts, étendre leur réseau et accéder à de nouveaux marchés.

L'ambition de l'évènement est en effet de connecter les entreprises et les startups dans un contexte convivial, dans l'objectif de diffuser la culture startup et de déboucher rapidement sur 5 à 10 expérimentations ou collaborations concrètes, qui représenteraient un montant cumulé de 50 000 €.

Enjeux pour la collectivité

Les objectifs de l'évènement « 50 000 mercis pour l'économie » croisent les priorités de la collectivité en matière de développement économique et de rayonnement du territoire.

En effet, dans la feuille de route Strasbourg Eco 2030, l'Eurométropole souhaite :

- stimuler l'émergence et la croissance de startups en lien avec la dynamique de la French Tech Alsace ;
- encourager la transition numérique des entreprises ;
- accompagner le développement de l'emploi au sein des filières d'avenir ;
- promouvoir et favoriser l'entrepreneuriat.

Dans le cadre d'une démarche d'innovation ouverte, l'évènement « 50 000 mercis pour l'économie » apporte une réponse à ces enjeux.

Le budget global de l'évènement s'élève à 7 776 €. La subvention de projet sollicitée auprès de l'Eurométropole de Strasbourg est de 3 500 €.

Grâce à ce soutien, l'Eurométropole de Strasbourg bénéficie d'une visibilité dans les communications relatives à cet évènement.

Il vous est proposé d'attribuer à l'association SOUNDSITIV une subvention de projet de 3 500 € pour l'organisation de cet évènement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer à l'association SOUNDSITIV une subvention de projet de 3 500 € pour l'organisation de cet évènement,*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU03D – 6574 - 8017 dont le solde est de 197 032 €,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'arrêté d'attribution de la subvention à l'association SOUNDSITIV.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association SOUNDSITIV	Subvention de projet	3 500 €	3 500 €	0 €

37

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Projet Unistart (Fab Lab Unistra).

L'un des objectifs de la feuille de route Strasbourg Eco 2030 est de favoriser les conditions de l'entrepreneuriat étudiant au sein des lieux d'enseignement, de promouvoir la culture entrepreneuriale et de susciter des vocations par un contact précoce avec le monde de l'entreprise. Porté par l'Université de Strasbourg (Unistra), le projet STRAS'LAB a justement pour vocation de favoriser la dynamique entrepreneuriale des étudiants-es et des jeunes diplômé-ées. Il permettra en effet à ce public d'avoir accès à des équipements scientifiques afin de lever les incertitudes techniques liées à l'émergence d'un projet technologique. Concrètement, il prendra place dans un contexte plus global de développement de l'entrepreneuriat universitaire, comprenant :

- Six fab-labs mis en réseau,
- la mise à disposition d'espaces de travail partagés,
- la structuration d'un axe dédié à l'entrepreneuriat de la recherche avec notamment la détection de projets à forts potentiels technologiques, en partenariat avec la SATT Conectus (Société d'accélération du transfert de technologies) et SEMIA (Sciences, entreprises, marché, incubateur d'Alsace).

Le coût global du projet est estimé à 504 K €, dont la majeure partie est destinée à des investissements. Le dispositif IdEx (initiative d'excellence) de l'Université de Strasbourg est co-financeur de ce projet à hauteur d'environ 384 K €, la SATT participant pour 20 K €. La présente délibération a pour objet de proposer à la Commission d'attribuer une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 € à destination de l'Université de Strasbourg afin de compléter le financement du projet.

Cette proposition s'inscrit dans la politique de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ci-dessous sont présentés le contexte, les enjeux, les retombées et les conditions de mise en œuvre du projet :

1) Le contexte et les enjeux du projet

De plus en plus de structures de type « laboratoires à projets » sont mises en place dans les écoles et facultés de Strasbourg, traduisant une volonté de faire participer le monde académique à des projets d'entreprises et d'entrepreneuriat. Cela se traduit par une mise à disposition du matériel d'excellence et des compétences spécialisées. Cependant, les porteurs-euses de projets, particulièrement les étudiants-es et les jeunes diplômés-ées porteurs-euses de projets, rencontrent des difficultés pour avoir accès à ces équipements, par manque soit de dispositifs d'accueil, soit de visibilité au sein même de l'Université.

Localement, plusieurs moyens sont déjà en place pour dynamiser l'entrepreneuriat : évènements d'idéation et de créativité, incubateurs, pépinières, juniors-entreprises, statut étudiant-entrepreneur… Le projet STRAS'LAB permettra de compléter cette chaine de l'innovation en rajoutant la brique indispensable entre l'idéation et l'incubation : le prototypage.

Ainsi, grâce à ce projet, de nombreux étudiants-es, jeunes diplômés-ées voire professionnels-es, pourront s'initier à l'entrepreneuriat. Ce réseau de laboratoires apportera de nouvelles compétences aux étudiants-es, par la pratique, mais aussi par la gestion et le management de projet.

Trois types d'usages sont prévus :

- Tout d'abord une **voie entrepreneuriale**, où un/une porteur-euse de projet pourra venir travailler et réaliser sa preuve de concept en fab-lab.
- La seconde voie consiste à permettre aux écoles et facultés d'utiliser les fab-lab pour créer des **équipes étudiantes** qui travailleront sur des projets en partenariat industriel avec des entreprises.
- Et enfin la troisième voix consiste à lier des partenariats avec les **juniors-entreprises**, pour leur permettre de réaliser des travaux plus poussés pour les entreprises, grâces aux fab-lab.

Ce réseau de fab-lab et l'accès facilité aux étudiants-es entrepreneurs-euses, est le pendant technique manquant jusqu'alors de l'accompagnement « business » proposé par le pôle entrepreneurial universitaire ETENA (étudiant entreprenant en Alsace) (associé du projet). En effet, celui-ci offre l'accompagnement nécessaire aux étudiants-es pour valider les aspects commerciaux, financiers et juridiques liés au projet de création. Le réseau de fab-labs permettra d'apporter la brique technique nécessaire pour permettre aux jeunes porteurs-euses de projet de prototyper et tester rapidement la faisabilité technique du projet. Cette offre renforcée permettra de répondre globalement aux velléités entrepreneuriales grandissantes des étudiants-es.
Dans ce contexte, le Réseau de fab-labs regroupera dès ses débuts un large scope de domaines scientifiques avec des spécialités telles que la Biologie, la Chimie, l'Électronique, la Physique, la Robotique, le Design, l'Architecture.

2) Valeur ajoutée attendue du projet STRAS'LAB :

- Le projet permettra aux étudiants-es de mieux s'ouvrir vers le monde de l'entreprise grâce à un apprentissage plus pratique, par projets,

- Les fab-labs permettront aux porteurs-euses d'idées, étudiants-entrepreneurs ou jeunes diplômés-es de mettre en place une preuve de concept, étape critique pour démarrer la création d'une startup ou déposer un brevet, et jusqu'alors quasi impossible dans des domaines spécialisés tels que les biotechnologies. Il s'agira d'une structure permettant d'offrir une suite logique des « Startups Weekends », « Hackatons », et concours tels que Pépite ou « docteur-entrepreneur », en leur apportant des lieux de prototypage pour tester les idées émergentes.

- Le projet permettra aux différentes initiatives fab-lab d'être fédérées afin de permettre des échanges et une meilleure communication entre elles, favorisant ainsi les équipes pluridisciplinaires.

- Il permettra aussi de rendre plus visibles et de mieux rentabiliser les équipements des laboratoires universitaires avec les entreprises, incubateurs et pépinières. Ceci notamment grâce à la création de pages web dédiées dès la fin d'année 2017.

- Il permettra d'apporter à l'Unistra dans son ensemble, une meilleure visibilité au niveau national et international.

3) Détail et organisation du projet

Le dispositif STRAS'LAB s'organise en deux grandes parties :

➢ Un réseau fédéré de fab-labs au sein des écoles et des facultés : créer et/ou améliorer des fab-labs pour permettre à des entrepreneurs-euses d'accéder à des laboratoires multi-compétences, pour des écoles et Master de réaliser des formations conjointement à des projets d'entreprises à l'interface des disciplines, et pour des Junior-entreprises, d'accéder à des laboratoires équipés de l'université.

Pour les besoins du projet, six structures et laboratoires sur les trois campus de Strasbourg seront mises en réseau et verront leur équipement complété :

- Cronenbourg : Le Chem-lab (CHIMIE) ;

- Illkirch : le fab-lab Biotech (BIOTECHNOLOGIES : en cours de montage) et celui de l'école TPS (Télécom Physique Strasbourg) pour ELECTRONIQUE ET ROBOTIQUE ;

- Central : le Végé-lab (BIOLOGIE VEGETALE); le Transfo (ART et DESIGN) et la Ruche à projets (encadrement et business).

- Des espaces de coworking : des espaces de travail basés sur le partage et permettant de favoriser les échanges et les synergies entre les entrepreneurs-euses qui y sont présents.

Ces espaces de coworking sont les satellites indispensables au réseau STRAS'LAB et devront mailler le territoire eurométropolitain. Ainsi un espace de co-working central est prévu au centre-ville et sera opérationnel au 1er semestre 2018 (à proximité de l'hôpital civil). Deux espaces satellites sont prévus en proximité des autres fab-labs, sur les campus d'Illkich (ESBS-Ecole Supérieure de Biotechnologie de Strasbourg) et de Cronenbourg (ECPM- Ecole européenne de chimie, polymères et matériaux de Strasbourg). Les étudiants-es pourront y présenter leurs projets, leurs créations, se réunir pour travailler sur leurs projets, et enfin participer à des animations. Ces dernières comprendront à la fois des présentations, des challenges, des participations à des concours, des compétitions. Elles seront mises en place ensemble avec le pôle Pépite (Pôle étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat) -ETENA et l'Unistra (Université de Strasbourg).

Calendrier de lancement du projet STRAS'LAB :

Phase 1 : sept-nov 2017, recherche de financement ;
Phase 2 : nov 2017- juin 2018, démarrage des projets et campagne de communication.

Le projet, une fois lancé à grande échelle, se poursuivra pour accueillir de plus en plus de projets. Il identifiera les besoins des fab-labs en place et de ceux en construction à Strasbourg. Des nouvelles sources de financement sont attendues dans un second temps. Pourront aussi se mettre en place du sponsoring (entreprises), du parrainage (entreprises) et des partenariats (instituts de recherche).
Enfin, les projets associés aux entreprises pratiqueront des tarifs permettant de maintenir le réseau et les fab-lab, financièrement autonome et ce, dès la seconde année d'ouverture.

4) Le financement du projet STRAS'LAB

Le coût global du projet est estimé à 504 500 €. Le dispositif IdEx de l'Université de Strasbourg est co-financeur de ce projet à hauteur d'environ 384 500 €, la SATT Conectus participant pour 20 000 €.
La demande de financement de l'Université de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg est d'un montant de 100 000 € et se décompose de la manière suivante :

- 35 000 € pour l'équipement complet du fab-lab Biotech.
- 40 000 € pour l'aménagement des espaces de coworking
- 25 000 € pour renforcer les équipements des fab-lab déjà existants (Végé-lab, Transfo, TPS-lab, Chem-lab)

Budget de l'opération STRAS'LAB :

DEPENSES		RECETTES	

Conception et fédération des Fab-labs (RH + fonctionnement)	69 500 €	IdEx Unistra - COPIL (Comité de pilotage) 22 juin 2017	69 500 €
Travaux de mise à niveau des espaces de co-working	250 000 €	IdEx Unistra - COPIL 12 oct 2017	315 000 €
Entrepreneuriat de la recherche (RH + fonctionnement)	85 000 €	SEMIA/SATT Conectus	20 000 €
Investissements & aménagements	100 000 €	Cofinancement Eurométropole de Strasbourg	100 000 €
Total :	504 500 €	Total :	504 500 €

Vu les enjeux de ce projet pour le territoire et sa cohérence avec les ambitions de la Stratégie Strasbourg Eco 2030 il est proposé de le soutenir.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *de soutenir financièrement le projet de réseau de fab-labs universitaires STRAS'LAB et d'attribuer à ce titre à l'Université de Strasbourg, une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 € lui permettant de mener à bien son projet*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire 64-204181-1050-DU01 – 2016 - AP0244 dont le crédit disponible avant la présente Commission est de 100 000 €.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention afférente.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Université de Strasbourg	Soutien à la mise en place du programme STRAS'LAB	100 000 €	100 000 €	0 €

38

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Lancement nouvelle démarche d'écologie industrielle et territoriale (EIT) - accord de principe.

Le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg totalise plus de 20 000 entreprises industrielles, commerciales et de services, qui elles-mêmes emploient près de 200 000 personnes.

Au travers de sa stratégie *Strasbourg Eco 2030*, l'Eurométropole de Strasbourg a fait le double choix de favoriser le développement économique des entreprises de son territoire tout en encourageant leur transition écologique. Ce choix stratégique trouve sa source dans la conviction que cette transition verte est aussi une opportunité de performance économique et sociale.

Forte de cette ambition, l'Eurométropole de Strasbourg a co-initié en 2013 une première démarche d'écologie industrielle et territoriale (EIT) sur le territoire du Port autonome de Strasbourg baptisée « CLES » (pour Coopérations Locales et Environnementales en Synergies). Impliquant plus de 20 entreprises qui cumulent environ 3000 salariés-es et 3 milliards d'euros de chiffre d'affaire, la démarche CLES est aujourd'hui un succès à tout point de vue. Ainsi, la motivation des entreprises impliquées s'est maintenue depuis le départ, les retombées économiques pour elles sont réelles et les impacts environnementaux annuels sont déjà tangibles : 3 500 tonnes de papier recyclées, 40 000 l d'eau économisés, plus de 3 000 t eqCo2 non émis. En outre le financement et la gouvernance partenariaux de cette démarche ont démontré leur efficacité en donnant le jour à huit synergies industrielles et en jetant les bases d'un modèle dont la pérennité ne cesse de se renforcer dans un équilibre public-privé gage de stabilité : à compter de 2018 le projet sera en effet financé à 50 % par les entreprises elles-mêmes.

Pour autant, le modèle CLES reste circonscrit à un territoire délimité de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir son port. Or, outre ses résultats directs, sa vocation est aussi d'être étendu à d'autres secteurs du territoire métropolitain afin d'impliquer un nombre et une variété croissante d'entreprises. C'est pourquoi il est proposé d'entamer un travail de conception et de mise en œuvre d'une nouvelle démarche d'écologie industrielle territoriale dans un nouveau secteur de l'Eurométropole de Strasbourg.

OBJECTIFS DU PROJET

Les objectifs stratégiques poursuivis par le projet sont multiples :

- impliquer l'industrie dans nos politiques de réduction de l'empreinte écologique de l'activité humaine ;
- démontrer par l'exemple la complémentarité transition écologique/développement économique ;
- renforcer la compétitivité des entreprises du territoire par une optimisation et une valorisation de leurs flux, une réduction de leurs coûts, un renforcement de leurs liens mutuels et un accroissement de leur productivité ;
- conférer aux entreprises du territoire une meilleure résilience face aux aléas des marchés ;
- accroître l'attractivité économique et environnementale de notre territoire ;
- améliorer la qualité de vie de nos concitoyens.

Les objectifs opérationnels sont les suivants :

- une nouvelle zone mise en réseau et animée en mode EIT à partir de 2019 ;
- au moins 20 entreprises impliquées ;
- au moins 4 synergies (mutualisation et/ou valorisation) mises en œuvre en 2020 ;
- un premier scénario de pérennisation proposé.

PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

L'Eurométropole de Strasbourg compte 85 zones d'activités artisanales, commerciales et industrielles représentant 3 430 hectares répartis sur 26 communes. A ces secteurs s'ajoutent quatre hôtels d'entreprises et deux pépinières d'entreprises. Compte tenu de l'ampleur de ce territoire et pour garantir à cette nouvelle démarche d'écologie industrielle un succès comparable à celle menée à bien sur le port, le choix du secteur sur lequel l'effort devra se porter doit s'opérer préalablement à toute opération.
Le périmètre géographique de cette première phase du projet, sera donc celui de l'Eurométropole de Strasbourg, L'idée étant de choisir le secteur le plus propice au déploiement d'une nouvelle démarche d'écologie industrielle au terme d'une étude d'opportunité.
Une fois ce secteur identifié, la deuxième phase du projet sera la mobilisation des entreprises en présence. Ce secteur pourra être une ou plusieurs zones d'activité reliées ou un quartier entier. Le choix devra s'opérer en fonction des caractéristiques de sa population d'entreprises, de leur compatibilité avec les prérequis de l'écologie industrielle en particulier en termes de flux et enfin de l'impact environnemental que la mise en place de synergies sera susceptible d'engendrer.

METHODE :

Le travail devra se dérouler en 5 étapes :

- Etape 1 : étude d'opportunité permettant le choix du secteur d'intervention,
- Etape 2: opération de mobilisation/sensibilisation des entreprises du secteur
  => objectif de 20 entreprises impliquées,
- Etape 3 : actions de collecte de données (audits, ateliers, autres méthodes innovantes)
- Etape 4: choix et mise en œuvre des synergies à raison de 2 synergies multipartites/an,
- Etape 5: démarche de pérennisation : création de structure dédiée, transfert de gouvernance (en parallèle de l'étape 4).

Pour mener à bien ces étapes il est proposé de faire appel à un-e prestataire spécialisé-e qui pourra prendre en charge les actions suivantes :

- la réalisation d'une étude d'opportunité assortie de prescriptions permettant le choix du secteur géographique d'intervention et de préconisation en matière de méthode d'intervention ;
- l'animation d'actions de sensibilisation et de mobilisation des entreprises du secteur ;
- la collecte des données de flux et économiques ;
- l'identification des synergies potentielles et leur hiérarchisation (par ordre de faisabilité et de retombées économiques et environnementales) ;
- la mise en œuvre des synergies choisies par l'organe de gouvernance ou à défaut le/ la maître d'ouvrage ;
- le suivi économique et environnemental des synergies ;
- le pilotage de la communication de la démarche ;
- la formulation des scénarios de pérennisation de la démarche.

BUDGET PREVISIONNEL :

Le coût prévisionnel d'une telle opération est d'environ 128 600 € incluant la prestation (120 K€), les frais de communication (5 K€) et la valorisation du temps homme interne de pilotage (3 600 €). Cette enveloppe a fait l'objet d'une demande de financement auprès de l'ADEME et de la Région Grand Est à hauteur de 84 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe du lancement d'une nouvelle démarche d'écologie industrielle sur un secteur à définir de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

- *le principe de l'achat, après mise en concurrence et pour une enveloppe estimée à 120 000€, d'une prestation d'accompagnement d'une durée de trois ans renouvelable un an pour la conception et l'animation d'une démarche d'écologie industrielle territoriale sur un secteur à identifier du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.*

autorise

le Président ou so-/sa représentant-e à signer les documents y afférents

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

39

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution d'une subvention au Groupement Commercial du Bas Rhin.

Le Groupement Commercial du Bas-Rhin, la Chambre du Commerce et de l'Industrie Alsace Eurométropole et l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre d'une convention partenariale, ont pour ambition la réalisation d'une stratégie commune et d'une feuille de route opérationnelle pour le commerce de proximité.

Le commerce compte près de 3 000 points de vente soit près d'un million de m² commerciaux. Le commerce est un important pourvoyeur d'emplois avec environ 28 000 postes et 3,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires. La fonction commerciale est par conséquent, une composante majeure de l'économie de l'agglomération et n'est pas délocalisable.

Toutefois, la conjoncture économique assez difficile et les mutations des modes de consommation incitent à la prudence. En effet, nous constatons sur le plan national une stagnation des dépenses dans l'alimentaire et un recul dans le non alimentaire. La crise vient aussi jouer un rôle d'accélérateur des mutations. Pour accompagner ces évolutions, il est nécessaire d'adopter une nouvelle approche et permettant d'imaginer de nouvelles stratégies territoriales pour le commerce de proximité.

L'étude doit alors porter sur les 33 communes de l'Eurométropole (centres villes, centres bourgs et centres de quartiers) et permettra de disposer d'une lisibilité et d'une vision stratégique des besoins quant aux différentes polarités.

Le montant global de l'opération s'élève à 21 120 euros.

Le Groupement Commercial du Bas-Rhin, mandataire de l'étude, sollicite une subvention de fonctionnement auprès de l'Eurométropole de Strasbourg pour un montant de 10 560 euros (50 % du coût total de l'opération) pour un financement en parité avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie Alsace Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente
après en avoir délibéré
approuve

le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une subvention de fonctionnement de 10 560 € au Groupement Commercial du Bas-Rhin pour la réalisation d'une stratégie et feuille de route opérationnelle pour le commerce de proximité,

décide

d'imputer la dépense, soit 10 560 euros, sur la ligne budgétaire 90-6574 – 65 DU02C programme 8012, dont le disponible avant le présent conseil est de 10 560 euros,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la décision d'attribution nécessaire.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Attribution de subventions au Groupement Commercial du Bas-Rhin

Commission permanente du vendredi 24 novembre 2017

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant alloué pour l'année n-1	Montant proposé au Conseil municipal
Groupement commercial du Bas – Rhin	Subvention « Stratégie et feuille de route pour le commerce »	10 560 €	0 €	10 560 €

40

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Accompagnement XPlore.

Dans le cadre de sa feuille de route, l'Eurométropole de Strasbourg s'est fixé pour objectif de créer près de 27000 emplois et d'assurer une plus grande attractivité du territoire favorisant l'implantation d'entreprises en provenance de l'international.

L'existence d'un écosystème de l'innovation dense et performant, incluant la présence d'une université parmi les plus performantes au niveau mondial sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est un véritable atout en matière d'attractivité. Cependant, cela ne suffit pas toujours à provoquer une décision d'implantation sur notre territoire.

L'Eurométropole de Strasbourg propose la mise en place d'un dispositif appelé «Programme Xplore ».
Le programme Xplore a pour objectifs de favoriser l'implantation de startups et entreprises innovantes venant de l'international sur notre territoire dans un contexte national et international particulièrement concurrentiel. L'attrait des territoires se joue de plus en plus sur leur capacité à accueillir et à accompagner des start-ups et/ou entreprises innovantes à haute valeur ajoutée (technologique ou sociale). Ce programme est proposé dans l'optique à plus long terme d'une implantation pérenne des entreprises sélectionnées.

Un benchmark a permis de valider les conditions d'attractivité de notre territoire pour les structures-cibles comme étant :

- un écosystème universitaire et de l'innovation de reconnaissance internationale
- la facilitation à l'implantation (lieu, démarches administratives, accompagnement, réseaux etc.) qui déclenche l'intérêt de l'entreprise pour une destination quand plusieurs territoires sont mis en concurrence,
- la qualité de l'accueil et de l'accompagnement (l'humain) et la phase de rencontre avec l'entreprise qui permet de passer un cap dans la relation au territoire
- la proximité du marché allemand est le facteur différenciant positif par rapport aux autres territoires et représente un véritable atout pour Strasbourg
- la mise en place d'un ticket de financement qui constitue généralement le facteur déclenchant définitivement la phase d'implantation

Objectifs du dispositif

1. Favoriser l'implantation de startups et d'entreprises innovantes sur le territoire (notamment celles ayant une forte teneur numérique)
2. Permettre à ces entreprises de tester à moindre risque le marché européen, et plus particulièrement celui du Rhin supérieur,
3. Fournir aux acteurs du territoire œuvrant à l'international un outil adapté et spécifique à l'Eurométropole dans le cadre de leurs prospections.
4. Augmenter le nombre de startups/entreprises internationales implantées sur notre territoire et favorisant l'emploi

Bénéficiaires du dispositif

Les startups et petites et moyennes entreprises internationales à forte teneur numérique et/ou créative souhaitant se développer en France et/ou en Europe.

Fonctionnement du dispositif

La sélection se fera sur présentation du projet d'implantation devant un jury constitué d'acteurs clés du territoire.
Suite à la sélection, l'entreprise retenue bénéficiera :

- d'un hébergement pour une période maximale de 6 mois
- d'un accompagnement personnalisé coordonné par l'Eurométropole de Strasbourg afin d'assurer le succès de la démarche d'implantation
- une enveloppe financière de 10 000 euros d'aide à l'implantation

A la suite de la période de 6 mois, une évaluation est réalisée afin de valider la pérennisation de l'implantation sur notre territoire

Intérêt du dispositif

Pour les entreprises	**Pour le territoire**
Bénéficier d'un accompagnement individualisé et adapté	Etre dans la compétition des « villes attractives »
Réduire les coûts initiaux d'installation dans un pays étranger	Disposer d'un outil adapté aux attentes des entreprises en recherche d'implantation sur un nouveau marché
Réduire globalement les risques d'une prospection et d'une implantation à l'international	Adopter une démarche plus partenariale dans l'approche de l'accueil des entreprises, en partageant les outils avec les agences
	Disposer d'un dispositif complet et compatible avec les autres dispositifs disponibles sur le territoire

Conditions d'expérimentation et financement

Dans le cadre de cette expérimentation, il est proposé de financer l'entreprise SOCIAL IMPULSE, spécialisée dans le développement de plateformes logicielles de gestion de contenu au service du domaine de la santé. Elle développe également des plateformes de marketing entrant visant à faciliter la vie des entreprises (TPE/PME).

Sélectionnés au Maroc par Business France et forte de plusieurs années de recherche, de développement et d'expérimentation, la start-up, constituée de son fondateur et d'une directrice technique, souhaite s'implanter à Strasbourg afin de donner une dimension européenne à ses ambitions. L'entreprise envisage d'atteindre un chiffre d'affaire de 1,5 millions d'euros et créer 20 emplois d'ici à 2020.

La subvention accordée correspond à une aide à l'implantation dans le cadre de l'internationalisation de son activité en Europe.

Cette aide lui permettra de financer un ensemble de dépenses relatives à cette démarche incluant des frais de consultants, d'hébergement au sein de pépinières d'accueil d'entreprises innovantes telles que la pépinière de Hautepierre ou le pH8, de frais d'homologation de produits, etc…

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

approuve

- *le dispositif explore,*

- *l'attribution à ce titre à la société SOCIALIMPPULSE d'une subvention de fonctionnement de 10 000 € pour lui permettre de mener à bien son projet d'implantation sur l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *l'engagement des budgets nécessaires au soutien de l'entreprise, sur la ligne budgétaire 6574-67 programme 8017 DU03D, dont le solde disponible avant la présente Commission est de 14 032 € ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières.

Adopté le 24 novembre 2017

par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après transmission au Contrôle de Légalité préfectoral et affichage au Centre Administratif Le 27 novembre 2017

Expérimentation et validation du programme d'accompagnement à l'implantation d'entreprises étrangères Xplore (Soft landing à Strasbourg) et versement des financements

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
SOCIAL IMPULSE	Subvention de fonctionnement	10 000 €	10 000 €	-

41

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Conventionnement pour la réalisation d'opérations de collecte, réemploi et recyclage du matériel informatique et électronique (TIC) de l'administration de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée dans le programme Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage (TZDZG) par sa délibération du 3 juin 2016, mais aussi au travers de la signature du contrat de territoire avec l'ADEME suite à la délibération du 27 janvier 2017. Cette délibération comporte plusieurs enjeux en faveur de la réduction des déchets, y figurent dans l'ordre de priorité : la prévention, le réemploi ainsi que le recyclage et la valorisation matière. Ce label octroyé par le Ministère de la Transition écologique et solidaire reconnaît ainsi l'engagement de la collectivité à réduire de façon drastique toutes les formes de gaspillage et à augmenter les quantités de déchets recyclés. C'est un véritable enjeu de service public d'écologie urbaine qui concerne l'ensemble des déchets et repose sur la promotion de l'économie circulaire.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite s'inscrire pleinement dans ces orientations en l'appliquant aux matériels informatiques et assimilés de la collectivité et en renforçant ainsi des actions qui avaient déjà été engagées dans le cadre du Programme Local de Prévention entre 2010 et 2015.
Le réemploi et la réutilisation sont identifiés comme une solution déterminante de la réduction à la source des déchets. Ces activités prolongent la durée de vie des produits, retardent l'apparition des déchets et limitent la consommation de ressources.

L'Eurométropole de Strasbourg remplace chaque année environ 450 postes informatiques incompatibles avec les exigences du réseau de la collectivité, mais pouvant être réutilisés. Pour contribuer à la limitation des déchets de matériels informatiques sur son territoire tout en luttant contre la fracture numérique, elle propose de céder ces ordinateurs et autres matériels numériques à des acteurs porteurs de projet à dimension technique et sociale ayant un impact fort sur son territoire.

Un appel à projets et à candidatures portant sur la réalisation d'opérations de collecte de réemploi et de recyclage du matériel informatique et électronique (TIC) de la collectivité a été lancé au courant de l'été 2017.

Il comporte :

- une dimension sociale de politique d'emploi en faveur des personnes en situation d'exclusion, des quartiers prioritaires de la politique de la ville, et de lutte contre la fracture numérique ;
- une dimension technique et environnementale intégrant les moyens dédiés à la collecte, le volume dédié au réemploi, au recyclage, la pertinence des processus proposés et l'adéquation entre le projet et les moyens pressentis ;
- une dimension de partenariat innovant avec des structures locales.

L'appel à projets s'adresse à tout acteur disposant du label national Ordi 3.0. Ce programme, rattaché aux Ministères chargés du Numérique et de l'Economie Sociale et Solidaire, répond à 3 orientations pleinement partagées avec celles de la collectivité : contribuer à l'inclusion numérique de la population, soutenir l'Economie Sociale et Solidaire et favoriser l'économie circulaire pour optimiser la gestion des déchets et viser l'efficience de l'utilisation des ressources.

Les dossiers de candidatures déposés, ont été analysés sur la base des critères ci-dessous figurant dans l'appel à projets :

Pertinence du projet global développé dans la lettre de motivation	10 %
Dimension sociale	40 %
Dimension technique et environnementale	40 %
Qualité du partenariat	10 %

Deux structures ont déposé un dossier. Les deux candidatures répondant aux exigences sociale, environnementale et partenariale de la collectivité, elles ont été toutes deux retenues.

Il s'agit des associations :

- ENVIE implantée 6 rue Herrade à Strasbourg
- HUMANIS implantée 7 rue du Héron à Schiltigheim.

L'appel à projets prévoit une attribution au prorata de la notation, l'analyse concluant à une notation quasiment identique, le gisement sera cédé pour moitié à chacun des postulants. Il est à noter que les conventions ne font l'objet d'aucune rémunération de la part de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion d'une convention pour la réalisation d'opérations de collecte, de réemploi et de recyclage du matériel informatique et électronique de l'administration, entre

l'Eurométropole de Strasbourg et les deux structures ENVIE et HUMANIS présentes sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour une durée de quatre ans à compter de sa signature ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération, en particulier la convention annexée à la présente délibération.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Convention pour la réalisation d'opérations de collecte, réemploi et recyclage de matériel informatique et électronique (TIC) de l'administration de l'Eurométropole de Strasbourg entre l'Eurométropole de Strasbourg et ENVIE et HUMANIS

Entre les soussignés,

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1 Parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex, représentée par son Président, dûment habilitée par la Commission permanente du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 24 novembre 2017
Ci-après dénommée, **«** l'**Eurométropole »,**

et **ENVIE** représentée par son Président en exercice, Monsieur ***Bruno LALLEMAND***
et **HUMANIS** représentée par son co-président en exercice, Monsieur ***Michel STEINECKER***
Ci-après dénommés les partenaires,

Préambule
Afin de contribuer à la limitation des déchets de matériels informatique et pour accélérer l'équipement à bas prix des publics en difficulté, le gouvernement soutient le déploiement d'une filière nationale de collecte, de rénovation et de réemploi solidaire de matériel informatique baptisée Ordi 3.0.

Cette filière, coordonnée par la Délégation aux usages de l'Internet, réunit tous les acteurs de la chaîne, des donateurs aux bénéficiaires, en passant par les structures de reconditionnement, d'insertion professionnelle afin de les structurer en pôles interrégionaux. Ce label Ordi 3.0 garantit un professionnalisme, une traçabilité et une protection de l'environnement, tout en mettant en confiance les donateurs et les utilisateurs finaux d'ordinateurs de seconde main.

Le matériel collecté contribue à la limitation des déchets dans la mesure où il est revalorisé, tout en apportant des moyens matériels qui luttent contre la fracture numérique et en créant de l'emploi. L'Eurométropole s'inscrit pleinement dans ces orientations en portant un programme Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage (TZDZG) sur son territoire qui renforce les actions déjà engagées dans le cadre du Programme Local de Prévention entre 2010 et 2015.

Le label TZDZG octroyé par le Ministère reconnaît l'engagement de la collectivité à réduire de façon drastique toutes les formes de gaspillage et à augmenter les quantités de déchets recyclés. C'est un véritable enjeu de service public d'écologie urbaine qui concerne l'ensemble des déchets et repose sur la promotion de l'économie circulaire. L'Eurométropole souhaite l'appliquer aux matériels informatiques et assimilés de la collectivité.

Article 1 - Objet de la Convention
Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de gestion des déchets, dont l'un des axes est la réduction des déchets, l'Eurométropole met en place un partenariat avec ENVIE et HUMANIS.

Les partenaires devront assurer la collecte, le réemploi et le recyclage du matériel informatique et électronique de l'Eurométropole en cohérence avec le programme Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage (TZDZG). Une attention particulière sera portée aux taux de réemploi, suivi ensuite du recyclage et la valorisation matière. En parallèle, la convention devra faciliter l'accès à l'outil informatique pour les plus démunis.
La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations de chacune des parties.

Article 2 - Objets concernés
L'Eurométropole, dont le réseau informatique est très développé, est pour des raisons techniques, tenue de remplacer chaque année environ 450 postes informatiques dont 100 portables, 350 écrans plats, quelques dizaines d'imprimantes et du matériel de téléphonie, associés à un ensemble de périphériques divers. Ces matériels, en état de fonctionnement âgés d'environ 6 à 10 ans, sont incompatibles avec les exigences du réseau de l'Eurométropole, alors qu'ils peuvent être utilisés de façon individuelle ou sur des réseaux plus modestes avec des logiciels plus simples.

Article 3- Procédure de suivi
La nature et le nombre des objets enlevés feront l'objet d'un bordereau d'enlèvement établi par la collectivité et seront consignés dans une base de données informatique gérée par HUMANIS et ENVIE qui s'engagent à la transmettre une fois l'an à l'Eurométropole.

Article 4 – Effacement des données et démontage des étiquettes signalétiques
Toutes les étiquettes indiquant la propriété de l'Eurométropole ou de la Communauté urbaine de Strasbourg du matériel devront être enlevées du matériel destiné au ré-usage.
Les objets comportant des mémoires : ordinateurs, disques dur et clés USB devront faire l'objet soit d'une destruction soit d'un formatage approprié afin de garantir l'effacement total des données.
Ces actions sont à la charge de ENVIE et HUMANIS.

Article 5 – Lieux d'exercice de la convention et communication
La présente convention s'exerce sur le territoire de l'Eurométropole en ce qui concerne la récupération des matériels et leur reconditionnement.
Des actions de communication et d'information pourront être conjointement ou séparément réalisées par les trois partenaires.

Article 6 – Répartition du gisement entre les partenaires
Le principe général consiste à céder le gisement à part égale aux deux partenaires. Ce principe pourra faire l'objet d'aménagements dans l'intérêt et avec l'accord des partenaires.

A défaut d'accords spécifiques entre les deux partenaires, le matériel est confié alternativement à l'un et à l'autre à une fréquence variable, dépendante des actions de renouvellement du parc des matériels de la collectivité.

Article 7 – Modalités et planification des prises en charge du matériel
La prise en charge du matériel devra répondre aux contraintes de l'Eurométropole. Le besoin d'un enlèvement sera confirmé à ENVIE ou HUMANIS par mail quinze jours avant retrait, avec envoi du nombre et du détail des biens concernés.

Il est notamment attendu que:
- les enlèvements soient réalisés aux horaires et aux emplacements prévus lors de la commande,
- les enlèvements soient réalisés dans le respect des règles de sécurité du site concerné,
- l'enlèvement soit accompagné de l'enregistrement d'un bordereau de prise en charge comportant la liste exhaustive des biens ainsi que les numéros de série constructeur,
- la manutention (chargement/déchargement) des matériels soit réalisée par les partenaires ENVIE et HUMANIS.

Article 8 – Réversibilité de la prise en charge, au bénéfice de l'Eurométropole
Au cas où, de façon temporaire ou définitive, le ou les partenaires se trouvaient dans l'impossibilité de valoriser ou de traiter correctement tout ou partie du matériel que l'Eurométropole leur aurait confié, l'Eurométropole se réserve le droit de reprendre à ses frais le matériel concerné.

Article 9 - Propriété des matériels et objets déposés et remises à des structures scolaires
Il est convenu que les objets seront propriété des partenaires dès l'enlèvement au Centre Administratif ou autre lieu que l'Eurométropole aura désigné. Les partenaires sont libres de le vendre ou d'en faire don aux structures et personnes de leur choix, étant précisé que l'éventuel prix de cession pratiqué par les partenaires ne pourra alors correspondre qu'à l'unique valorisation de la prestation.

Toutefois, les partenaires s'engagent à réserver et à remettre gratuitement du matériel informatique en état de fonctionnement aux écoles et associations de parents d'élèves de l'Eurométropole qui en feraient la demande, dans la limite maximum de 10% du gisement annuel qui leur a été confié par l'Eurométropole.
De même, les partenaires sont propriétaires des déchets résultants de leur activité, ils en assurent l'élimination conformément aux règlements en vigueur et dans le respect de l'environnement.

Article 10 - Indicateurs annuels de suivi
Afin d'assurer un suivi optimal de la convention, les partenaires fourniront à l'Eurométropole des bilans annuels intégrant les indicateurs suivants :

a/ Indicateurs sociaux

- nombre d'ETP et pourcentage de personnes en insertion dans l'effectif de l'établissement,
- nombre d'ETP et pourcentage de personnes en insertion affecté à l'activité de prévention, réemploi, recyclage et valorisation NTIC,
- nombre de personnes en précarité bénéficiaires de matériels et le chiffre d'affaire correspondant (bénéficiaires de minima sociaux, étudiants…),
- nombre d'initiation de type « prise en main »….
- nombre d'appareils remis aux associations de parents d'élèves, ou associations parascolaires.

b/ indicateurs environnementaux

- Part en % du matériel de l'Eurométropole sur l'ensemble du matériel traité par les partenaires.

Le nombre d'appareils par catégorie (unité centrale, ordinateur portable, imprimante, photocopieur, téléphone…):

- remis en état,
- vendu ou cédé,
- démantelé.

C/ indicateurs de partenariat

- Etat des partenariats relevant de l'activité de réemploi et recyclage des matériels informatiques et assimilés.

Article 11 - Formation et sécurité
Les partenaires devront s'assurer ou mettre en place les formations nécessaires de leur personnel, afin d'éviter tout accident. Un plan de prévention sera établi avant la mise en œuvre de l'activité.

Article 12 - Durée de la convention
La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 4 années courant à partir de sa signature par l'ensemble des parties.

Article 13 - Caducité de la convention
La présente convention sera caduque dans l'un des cas suivants :

- non-respect des obligations contractuelles par l'une ou l'autre des parties,
- résiliation pour faute après mise en demeure par LRAR restée sans effet pendant 1 mois.
- dissolution de la structure partenaire,
- faillite, liquidation judiciaire ou insolvabilité notoire de la structure partenaire,
- défaillance technique du partenaire,
- impossibilité d'exécution du contrat,
- évolution règlementaire significative.

Toutefois, la caducité de la convention avec l'un des deux partenaires ne remet pas en cause la validité de la convention avec l'autre partenaire. De plus en cas de défaillance de l'un des partenaires il sera proposé à l'autre partenaire de prendre en charge la totalité du gisement.

Article 14 - Résiliation
La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Aucune indemnité ne pourra être demandée en cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties.

Article 15 - Règlement des litiges
En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Strasbourg et ce, après épuisement des voies amiables.

Fait à Strasbourg, le

Pour :

ENVIE,	l'Eurométropole de Strasbourg, par délégation. Vice-présidente	HUMANIS,

42

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Participation financière de la collectivité aux projets des associations en faveurs des actions d'éducation à l'environnement pour 2017 dans le cadre de l'appel à projets (3ème et dernière vague).

Lors de la séance du 28 avril 2017, la Commission permanente (Bureau) a validé l'octroi d'une deuxième vague de subventions destinées à soutenir les actions en faveur de l'éducation à l'environnement.

Rappel :

L'appel à projets 2017 a été adressé au secteur associatif durant l'été 2016, il prend en compte les nouvelles orientations et constitue une étape de transition dans le but :

- de poursuivre ou finaliser les actions relatives à l'environnement déjà initiées sur l'année civile 2016 et qui se poursuivront sur la fin d'année scolaire dans le domaine de l'éducation à l'environnement,

- de permettre l'émergence de nouvelles initiatives associatives notamment sur de nouveaux thèmes et de soutenir la conception de ces projets.

Pour 2017, 57 projets ont été déposés par 24 associations du territoire. Ces derniers sont regroupés selon 6 grands thèmes :

1) L'air et la santé environnementale ;

2) La biodiversité et la préservation des ressources ;

3) La consommation et la protection de la ressource en eau ;

4) L'énergie et le plan climat ;

5) La réduction des déchets ;

6) Les projets environnementaux transversaux et l'éco-consommation.

Il s'agit dans cette délibération de proposer à la Commission permanente une troisième et dernière vague d'actions proposées dans le cadre de l'appel à projets 2017.

Dans les deux premières délibérations un soutien financier avait été octroyé à 24 associations dont le montant total s'élevait à 247 551 €.

Ainsi, il est proposé, dans une troisième et dernière vague, d'octroyer les montants ci-dessous à 4 associations pour 4 projets dont le montant total s'élève à 10 000 €.

1) Les projets en lien avec l'énergie et le plan climat :

Une association (Les Petits Débrouillards Grand Est) est soutenue pour animer des cessions de « cafés scientifiques » sur les thématiques environnementales et des cessions de contes pour enfants sur le réchauffement climatique.
Le projet a fait l'objet d'un premier soutien à hauteur de 5 000 €.
Il est proposé d'abonder le projet au regard du bilan à mi-année de la réalisation du projet.
L'association a su instaurer un partenariat cohérent avec certains centres sociaux culturels pour planifier des cafés et contes scientifiques à destination d'un public non initié, dans le cadre de programmes plus généraux axés sur les problématiques environnementales.
L'engagement de notre collectivité en faveur du nouveau plan climat trouve ici une déclinaison particulièrement intéressante auprès du public visant à apporter des éléments de réflexion et d'argumentation face aux positions climato sceptiques.

Au total 4 000 € seront consacrés à cette thématique.

2) Les projets en lien avec la réduction des déchets :

Deux associations (Alsace Nature et Zéro Déchet Strasbourg) ont présenté deux projets visant à sensibiliser à la réduction des déchets.

Pour Alsace Nature : une action de nettoyage de l'Ill (berges et cours d'eau du canal des Faux Remparts) pendant la semaine européenne de réduction des déchets afin de sensibiliser les consommateurs et citoyens à la problématique des déchets aquatiques.

Pour Zéro Déchet Strasbourg : un accompagnement de 22 foyers pour les amener à réduire de 30% leur production d'ordures ménagères (conseils, ateliers, formations, suivi personnalisé, kit de démarrage, guide).
Ce projet a fait l'objet d'un premier soutien à hauteur de 5 000 €.
Un abondement du projet est proposé au regard du bilan à mi- étape de la mise en œuvre de l'action. L'association doit faire face à des difficultés logistiques récurrentes malgré un investissement important de bénévoles. Il s'agit également de valoriser le projet dans des évènements de promotion sous l'impulsion de la collectivité, évènements qui sont sources de dépenses difficiles à anticiper et que l'association ne peut supporter intégralement.

Au total 3 000 € seront consacrés à ces projets qui tendent à réduire la production de déchets.

3) Les projets environnementaux transversaux et l'éco consommation :

Une association (La Ferme éducative de la Ganzau) a présenté un projet visant à sensibiliser le public sur des thèmes environnementaux plus transversaux et en lien avec l'éco consommation. Elle propose de faire le lien entre les enfants et la nature nourricière, la découverte de l'agriculture durable et l'initiation à la nature.
Le projet a fait l'objet d'un premier soutien à hauteur de 10 000 €. Un abondement du projet est proposé pour faciliter notamment la mise en œuvre des actions de sensibilisation autour des circuits courts.

Au total 3 000 € seront consacrés aux projets environnementaux transversaux.

Ainsi, il est proposé, d'octroyer les montants ci-dessous à 4 associations pour 4 projets dont le montant total s'élève à 10 000 €.

Au total pour 2017, 24 associations sont soutenues pour le financement de 46 projets différents et dont le montant total s'élève à 257 551 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

l'allocation de subventions aux associations suivantes dans le cadre de l'appel à projets :

LES PETITS DEBROUILLARDS GRAND EST	*4 000 €*
ALSACE NATURE	*1 000 €*
ZERO DECHET STRASBOURG	*2 000 €*
FERME DE LA GANZAU	*3 000 €*
TOTAL	***10 000 €***

- *l'imputation des crédits nécessaires, soit 10 000 € au budget 2017 fonction 7211, nature 6574 programme 8038 CRB EN00E dont le montant inscrit au BP 2017 est de 299 000 €*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et de mise à disposition d'équipements y afférentes.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Synthèse des projets 2017

Participation financière de la collectivité aux projets des associations en faveur des actions d'éducation et de sensibilisation à l'environnement pour 2017	Montant 2017		Montant alloué pour 2016
	demandé	**proposé**	
ALSACE NATURE (1 projet)			
1) Nettoyage de l'Ill Action de nettoyage de l'Ill (berges et cours d'eau du Canal des Faux Remparts) pendant la Semaine Européenne de réduction des déchets, afin de sensibiliser les consommateurs et citoyens à la problématique des déchets aquatiques. **Public concerné :** grand public	6 000 €	**1 000 €**	0 € (nouveau projet)
LES PETITS DEBROUILLARDS (1 projet)			
2) Ça chauffe en Alsace! Café scientifiques et contes scientifiques : 5 contes dans 8 quartiers et 5 cafés sciences. 20 ½ journées **Nombre de participants** : 500 **Public concerné : adultes et enfants**	9 500 €	**4 000 €**	9 500 €
ZERO WASTE (1 projet)			
1) Opération Foyers Zéro Déchet : accompagner pendant 6 mois des foyers pour les amener à réduire au maximum leur production de déchets : conseils, ateliers-formations, suivi personnalisé par des membres de l'association, kit de démarrage, guide. **Nombre de participants :** 20 foyers **Public** : grand public	2 000 €	**2 000 €**	0 € (nouveau projet)
FERME DE LA GANZAU (1 projet)			
L'association réalise au travers de son projet éducatif 3 missions : Créer du lien entre les enfants et la nature nourricière, faire découvrir l'agriculture durable, être un acteur de l'initiation à la nature. Pour ce faire l'association réalise des animations thématiques allant de la visite e la ferme à la 1/2 journée et depuis 2016 propose un projet pédagogique plus construit sur les circuits courts. **Public** : public scolaire	25 000 €	**3 000 €** en plus des 10 000 € délibérés le 28/04/2017	19 000 €
TOTAUX	**42 500 €**	**10 000 €**	

43

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Convention d'entretien et de superposition d'affectation des ouvrages de gestion d'alternative des eaux pluviales.

Afin de répondre aux objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau pour l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau, au risque d'inondation et aux grands principes de la collectivité en terme de biodiversité, de lutte contre le réchauffement climatique et de réintroduction de la nature en ville, le service de l'eau et de l'assainissement a mis en place depuis plusieurs années une politique de gestion alternative des eaux pluviales, en parallèle des travaux structurant sur le réseau unitaire de la collectivité menés dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement.

Ainsi, depuis 2009, l'obligation de gestion à la parcelle des eaux pluviales est la règle pour les nouvelles constructions. Le PLU Intercommunal a réaffirmé ce mode de gestion notamment au travers du zonage pluvial.

De plus, tous les aménagements sur l'espace public font l'objet d'une analyse afin de limiter l'utilisation du réseau d'assainissement unitaire de la collectivité pour gérer ces eaux pluviales faiblement chargée en pollution au plus près du lieu où elles touchent le sol.

L'arrêté du 21 juillet 2015 en matière d'assainissement conforte la voie dans laquelle s'est orientée la collectivité, notamment au travers son article 5 qui fixe que la gestion amont des eaux pluviales est une solution à étudier et à privilégier.

En dépit du fait que ces aménagements sont adaptés à leur environnement, des questions sur la gestion de tels ouvrages et surtout sur leur entretien sont régulièrement mises en avant, d'autant plus que ces ouvrages atypiques se rapprochent le plus souvent d'espaces verts que d'ouvrages hydrauliques traditionnels d'assainissement. Certains ouvrages sont intégrés dans un aménagement paysager plus global auquel ils contribuent fortement.

C'est pourquoi la collectivité se dote des outils nécessaires à la bonne gestion de ces ouvrages sur le plan technique, administratif et financier. Depuis fin 2016, un marché de prestation d'insertion sociale et professionnelle avec comme activité support l'entretien des noues pour la gestion des eaux pluviales ainsi qu'un marché de prestation pour l'entretien des noues, bassins et fossés pour la gestion alternative des eaux pluviales

(entretien lourd) ont été mis en place et sont opérationnels pour les ouvrages dont l'enjeu paysager n'apparaît pas primordial.

Néanmoins, certaines communes ont souhaité pouvoir gérer et entretenir tout ou partie des ouvrages de gestion alternative des eaux pluviales du service de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Sur les communes qui ne souhaitent pas assurer l'entretien, le service de l'Eau et de l'Assainissement procédera à l'entretien nécessaire des ouvrages pour sa fonction première : la gestion des eaux pluviales. Le niveau de service est fixé dans la convention.

Toutes les communes de l'Eurométroplole ont été consultées afin de stabiliser la connaissance de ce patrimoine et de recueillir le choix des communes sur l'entretien.

La présente délibération a donc pour objet d'autoriser la signature de la convention entre l'Eurométropole et chacune des communes qui précise :

- le niveau de service correspondant au besoin du service de l'Eau et de l'Assainissement sur ces ouvrages,

- les modalités financières de cette intervention pour les communes qui souhaitent assurer cet entretien. La rémunération est constituée d'une part fixe correspondant à un forfait de mobilisation des équipes et matériel et d'une part variable fonction de la surface à entretenir,

- les règles de superposition d'affectation des usages,

- l'inventaire exhaustif et à jour des ouvrages de gestion alternative des eaux pluviales.

La convention a une durée d'un an tacitement reconductible sans limitation de durée.
Les annexes de la convention seront revues annuellement en fonction des nouveaux ouvrages construits et du choix des communes, s'il venait à évoluer.

Elle ne concerne que les ouvrages relevant de la compétence assainissement de l'Eurométropole. Les ouvrages privés ou communaux sont exclus de son champ d'application. Elle ne concerne pas non plus les fossés d'accompagnement de voirie situés en dehors de l'aire urbaine de la commune.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la convention relative à l'entretien des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales et la superposition d'affectation,

décide

d'imputer les dépenses correspondantes sur la ligne budgétaire EN22C, 62.878 du budget général,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer ladite convention.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Convention d'entretien et de superposition d'affectation des ouvrages de gestion alternative des eaux pluviales

Préambule

Les techniques alternatives (noues, fossés, bassins à ciel ouvert…) permettent la gestion des eaux pluviales en local, sans recourir au « tout tuyau ». Elles sont généralement intégrées dans un aménagement paysager plus global auquel elles contribuent fortement.

Contribuant à la gestion des eaux pluviales, les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales relèvent de la compétence assainissement de l'Eurométropole en application de l'article L. 5217-2 I 5 a du CGCT. Cependant, dans un souci de maintenir un niveau d'entretien semblable aux espaces communaux dans lesquels elles s'insèrent (espaces verts), il est convenu que l'aspect technique et opérationnel de l'entretien de certains espaces verts contribuant à la gestion des eaux pluviales (cf. annexe 1) incombera à la Commune.

Pour les ouvrages dont l'enjeu paysager n'apparaît pas primordial et dont les espaces verts ne seraient pas entretenus par la Commune, c'est l'Eurométropole qui en assurera l'entretien.

Parallèlement, et quel que soit la collectivité qui effectue l'entretien de la surface, l'Eurométropole interviendra, dans son champ de compétence habituel, pour l'entretien des équipements d'assainissement souterrains.

La présente convention est conclue en application des dispositions de l'article L. 5215-27 alinéa 1er du Code Général des Collectivités Territoriales, applicables aux métropoles en vertu de l'article L. 5217-7 I du CGCT, qui dispose « La communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public ».

La présente convention définit non seulement le niveau d'entretien mais aussi les engagements des différentes parties en matière de **superposition d'affectation**, d'**entretien** des noues, fossés urbains et bassins à ciel ouverts, ainsi que les modalités de **règlement** des prestations d'entretien des espaces verts lorsque cela est nécessaire.

Elle ne concerne que les ouvrages relevant de la compétence assainissement de l'Eurométropole. Sont exclus de son champ d'application les ouvrages privés ou communaux. Elle ne concerne pas non plus les fossés d'accompagnement de voirie situés en dehors de l'aire urbaine de la Commune.

Entre les soussignés :

L'Eurométropole de Strasbourg
représentée par …, agissant en vertu de la délibération du Conseil Métropolitain du …,

désignée ci-après l'Eurométropole

Et

La Commune de …
représentée par …, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du …,

désignée ci-après la Commune.

Il a été convenu ce qui suit :

I. GENERALITES, NIVEAU D'ENTRETIEN

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet de définir le niveau d'entretien requis pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales (équipements d'assainissement souterrains et espaces verts). **Elle porte exclusivement sur les noues, bassins à ciel ouvert et fossés urbains relevant de la compétence assainissement de l'Eurométropole.**

Lorsque la Commune en assure l'entretien, la présente convention définit également les modalités de superposition d'affectation, d'entretien et de gestion des espaces verts couverts par les ouvrages de gestion alternative des eaux pluviales.

Les modalités techniques et financières de cette gestion sont détaillées ci-après. Elles s'inscrivent strictement dans le cadre des budgets annuels votés par les Communes et l'Eurométropole pour ces types d'intervention.

Article 2. Interlocuteur

La Commune et le service de l'Assainissement de l'Eurométropole s'engagent à désigner, chacun pour ce qui les concerne un référent chargé d'assurer une collaboration étroite pour échanger sur les pratiques envisagées et la qualité du service.

Les référents seront désignés nominativement par courrier.

Article 3. Entretien des espaces verts

Qu'il soit réalisé par la Commune ou par le service de l'assainissement de l'Eurométropole, l'entretien des espaces verts, des noues, fossés et bassins à ciel ouverts comportent les missions suivantes :

- ramassage des détritus
- fauchage de toute la surface de l'ouvrage (fauchage sans ramassage), à la tondeuse ou à la débroussailleuse
- le cas échéant, taille d'entretien des arbustes, haies décoratives ou couvre-sols

Pour satisfaire la fonction hydraulique des ouvrages, ces prestations sont réalisées une fois au printemps et une fois à l'automne.

Article 4. Entretien des dispositifs d'assainissement

Indépendamment de l'entretien des espaces verts, l'Eurométropole interviendra dans ses domaines de compétence habituels, à savoir, l'entretien des puisards de rue situés en domaine public ainsi que l'ensemble des ouvrages souterrains (tuyaux, structures de rétention et d'infiltration…).

Le cas échéant, l'Eurométropole interviendra également pour l'entretien des clôtures, y compris tonte ou débroussaillage des 2 côtés de la clôture, ainsi que les travaux qui sortent du cadre de l'entretien courant (abattage d'arbres…).

II. REPARTITION DES MISSIONS

Article 5. Entretien des techniques alternatives

5.1- Choix du mode de gestion

A tout moment, pour ses besoins propres (aspects paysagers, entretien différencié…), la Commune peut aller au-delà des deux entretiens annuels. Dans ce cas, les interventions complémentaires sont à sa charge financière.

5.1.1. Ouvrages entretenus par la Commune

La Commune a choisi de réaliser elle-même l'entretien des espaces verts, des noues, fossés et bassins à ciel ouverts figurant à l'**annexe 1** « Ouvrages publics dont l'entretien est réalisé par la Commune » et sera rémunérée par l'Eurométropole selon les termes de l'article 5.3- ci-après.

5.1.2. Ouvrages entretenus par l'Eurométropole

La Commune ne souhaite pas réaliser elle-même l'entretien des espaces verts des noues, fossés et bassins à ciels ouverts relevant de la compétence de l'Eurométropole figurant à l'**annexe 2** « Ouvrages publics dont l'entretien est réalisé par le service de l'assainissement de l'Eurométropole ». L'Eurométropole assurera cette tâche au titre de sa compétence assainissement.

5.1.3. Ouvrages d'accompagnement de voirie

A titre indicatif, les ouvrages identifiés comme accessoire de voirie de l'aire extra-urbaine sont listés à l'**annexe 3**. Leur entretien répond à des contraintes de voirie et ne sont pas concernés par les engagements et objectifs du chapitre I. L'entretien est réalisé par le service Voies Publiques, en interne ou externalisé.

5.1.4. Autres ouvrages

A titre indicatif, les ouvrages non concernés par cette convention mais pour lesquels le service dispose d'information (ouvrages privés ou communaux) sont listés à l'**annexe 4**.

5.2- Responsabilités

Les intervenants amenés à réaliser les prestations de la part de la Commune sur les noues, fossés et bassins à ciel ouverts seront désignés par le Maire. Ils assurent sous la responsabilité de la Commune les missions décrites dans le cadre de la présente convention.

En cas d'inexécution des travaux d'entretien confiés à la Commune, le service de l'assainissement mettra en demeure la Commune de remplir ses engagements, le défaut d'inexécution, valant motif de résiliation de la présente convention selon les termes de l'Article 7.

5.3- Modalités financières

Pour les Communes qui ont choisi de réaliser tout ou partie de l'entretien des espaces verts, l'Eurométropole prévoit une dotation budgétaire annuelle pour prendre à sa charge les dépenses correspondantes. Le montant de la dotation pour l'entretien des noues, fossés et bassins à ciel ouvert est calculé au prorata des surfaces des ouvrages, telles que définies aux annexes 1 et 2.

5.3.1. Dotations forfaitaires

Les sommes dues par l'Eurométropole au titre de la présente convention sous forme de dotation, seront versées en une seule fois, fin novembre de chaque année.

Le montant est calculé sur la base de la surface de l'ouvrage telle que figurant à l'Article 3, rémunérée suivant les tarifs délibérés de l'Eurométropole. Le tarif en vigueur pour l'année civile N est calculé à partir des derniers paramètres connus au 31/03 de ladite année N.

Taux horaire composé

- Le taux horaire inclus la rémunération de 2 agents de catégorie C, 1 véhicule de type camionnette parcourant 10 km et 1 tondeuse ou débroussailleuse, majorés des frais de structure.

$$\begin{aligned} \textbf{\textit{Taux horaire}}\ (\textbf{\textit{Th}}) &= 2 \times \textbf{\textit{Agents}}_{\textbf{\textit{C}}} + (\textbf{\textit{Camionnette}} + \textbf{\textit{Outillage}}) \times \textbf{\textit{Frais de structure}} \\ &= 2 \times \textbf{\textit{RH}}_{\textbf{\textit{C}}} + (\textbf{\textit{V}} + \textbf{\textit{TD}}) \times \textbf{\textit{M}}_{\textbf{\textit{CS}}} \\ &= \mathbf{63,67}\ \text{€}\ \mathbf{HT}/\text{heure}\ (\textbf{valeur indicative pour 2017}) \end{aligned}$$

Groupement des ouvrages

- Pour le calcul de la redevance, les ouvrages sont groupés pour tenir compte de la mutualisation des moyens et des déplacements (proximité géographique).
  La redevance annuelle versée à la Commune est la somme des redevances pour chaque groupe.
  Il est compté une redevance pour la campagne de printemps et une pour l'automne.

$$\textbf{\textit{Redevance annuelle}} = 2 \times \sum_{\textit{sur l'ensemble des groupes}} \textbf{\textit{Redevance unitaire}}$$

Surface horaire

- La surface horaire est fonction du type d'ouvrage.
  - pour les noues (NO) et les fossés (FO) dont la majeure partie de la surface correspond aux berges (pente importante)

    $\textbf{\textit{Surface horaire}}\ (S_{h\ noue}) = 200\ m^2/heure,$ soit $1000\ m^2/jour$

  - pour les bassins à ciel ouvert (BC) dont la majeure partie de la surface correspond au fond de l'ouvrage (terrain plat)

    $\textbf{\textit{Surface horaire}}\ (S_{h\ bassin}) = 500\ m^2/heure,\ soit\ 2500\ m^2/jour$

Redevance unitaire

- Chaque redevance unitaire comprend une part fixe correspondant au temps de préparation du matériel, chargement, déplacement et déchargement (2 heures) et une part variable proportionnelle à la surface de l'ouvrage.

  Pour les sites dont la surface nécessite plusieurs jours de travail, il est compté autant de part fixe que de jour d'intervention (sur la base de 5 heures de travail sur site).

$$\begin{aligned} \textbf{\textit{Redevance unitaire}} &= \textbf{\textit{Part fixe}} + \textbf{\textit{Part variable}} \\ &= 2 \times \textbf{\textit{Taux horaire}} \times \textbf{\textit{Nb jour}} + \frac{\textbf{\textit{Surface}} \times \textbf{\textit{Taux horaire}}}{\textbf{\textit{Surface horaire}}} \\ &= 2 \times \textbf{\textit{T}}_{\textbf{\textit{h}}} \times \textbf{\textit{Nb jour}} + \frac{\textbf{\textit{S}} \times \textbf{\textit{T}}_{\textbf{\textit{h}}}}{\textbf{\textit{S}}_{\textbf{\textit{h}}}} \end{aligned}$$

Valeurs et références de chaque paramètre

Paramètre	Définition	Valeur indicative au 31/03/2017	Document de référence
R	**Redevance** annuelle incluant les 2 campagnes d'entretien		
S	**Surface** de l'ouvrage en mètre carré (m²) Pour les ouvrages clôturés, la surface est celle comprise dans la clôture. Pour ceux qui ne sont pas clôturés, la surface est celle du niveau des plus hautes eaux.	cf. Annexes 1 et 2 de la présente convention	Système d'Information Géographique ELYX
RH_C	Taux horaire d'un agent de catégorie C selon la dernière délibération tarifaire de l'Eurométropole	24,81 € HT	Délibération tarifaire annuelle EMS *(Pour 2017, délibération n°2 du 16/12/2016, page 144-coûts horaires du personnel)*
V	Taux horaire d'une camionnette plateau bâche parcourant 10 km	10,11 € HT	Délibération tarifaire annuelle EMS *(Pour 2017, délibération n°2 du 16/12/2016, page 149-prestations de véhicules et engins)*
TD	Taux horaire d'une tondeuse-scarificateur	2,56 € HT	Délibération tarifaire annuelle EMS *(Pour 2017, délibération n°2 du 16/12/2016, page 137-location de matériel et engins pour la maintenance d'aires de jeux sportifs)*
M_{CS}	Taux de majoration lié aux charges de structure. Ne s'applique pas aux taux horaires de personnel.	1,1106	Pour 2017, note aux chefs de service 2016-008 du 11/05/2016

Dans le cas où l'un ou l'autre des paramètres du calcul ne seraient pas reconduits, les parties s'entendront pour les remplacer.

5.3.2. Domiciliation des parties

Pour l'exécution de la présente convention, les domiciliations des parties sont les suivantes :

Adresse de facturation	Service administratif	
	Nom du service	**Contact**
Eurométropole de Strasbourg 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX	Service Eau et Assainissement	Lionel SCHNEIDER lionel.schneider@strasbourg.eu 03.68.98.50.00 poste 81 487
Mairie de … … 67…		

Article 6. Superposition d'affectation

L'Eurométropole autorise la mise en superposition d'affectation des ouvrages de gestion des eaux pluviales communautaires dont la Commune assure l'entretien (ouvrages de l'Annexe 1). Les règles et contraintes de la superposition d'affectation sont définies au présent article.

6.1- Usages autorisés et interdits

Dans le cadre de la présente convention, la Commune ne peut réaliser d'autres aménagements que ceux expressément listés ici :

- réalisation de cheminement piéton
- réalisation d'espaces de jeu
- réalisation de pontons et passerelles
- réalisation de jardins d'agrément
- pose de clôture basse (type lisse bois par exemple)

et sous réserve de ne pas détériorer l'ouvrage et dans les limites des interdictions ci-après.

Pour les équipements et installations qui n'existent pas à la date de signature de la présente convention, le programme de travaux devra être approuvé par le service de l'assainissement de l'Eurométropole. Les aménagements devront être conformes aux prescriptions suivantes :

- interdiction de planter des arbres de grandes tiges
- interdiction de modifier le profil du terrain
- interdiction de combler les ouvrages, même partiellement
- interdiction d'implanter des ouvrages avec des fondations d'une profondeur supérieure à vingt centimes (au cas par cas)
- interdiction de réaliser des excavations supérieures à vingt centimètres (au cas par cas)
- obligation de maintenir accessible aux engins et au personnel, les parties nécessitant un entretien « traditionnel » (curage, entretien des dessableurs, séparateurs-hydrocarbures…, armoires électriques…)

L'Eurométropole s'engage à préserver cette affectation, sous réserve de tout motif d'intérêt général.

6.2- Droits réels

La présente convention ne permet pas la délivrance de droits réels au sens des dispositions des articles L.1311-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

6.3- Responsabilités

L'Eurométropole fait son affaire de tous les risques pouvant provenir du fait de la vocation initiale de l'ouvrage (gestion des eaux pluviales).

La Commune fait son affaire de tous les risques pouvant provenir du fait de sa gestion des lieux. Elle est seule responsable vis-à-vis des tiers, de tout accident, dégât et dommage de quelque nature que ce soit provenant de ce fait.

III. DUREE, RESILIATION, LITIGES

Article 7. Durée de la convention et modifications

La présente convention est mise en place pour une année civile. Elle est reconductible tacitement sans limitation de durée.

La résiliation au terme du contrat (chaque année, à la date anniversaire) doit faire l'objet d'une information de la partie cosignataire, au moins trois mois avant cette échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR). Cette résiliation peut intervenir à l'initiative de la Commune ou de l'Eurométropole.

Les éventuelles modifications aux stipulations de la convention feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Les éventuelles modifications de l'inventaire des ouvrages concernés par cette convention feront l'objet d'une mise à jour au courant du 1er trimestre de l'année civile, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR). Autant que nécessaire, ces modifications seront approuvées par le biais d'un avenant à la présente convention.

Article 8. Résiliation

L'Eurométropole pourra prononcer la résiliation anticipée de la convention en cas d'usage contraire aux dispositions de l'article 6.1-

La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de préavis de 3 mois à compter de sa notification à la Commune par lettre recommandée avec demande d'accusé réception.

Article 9. Règlement des litiges

Les deux parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, et notamment la médiation ou la conciliation, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou l'exécution de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 10. Entrée en vigueur

La présente convention prendra effet à la date de signature de l'acte et s'applique pour l'année en cours.

Article 11. Annexes

Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la convention :

- Annexe 1 : ouvrages publics dont l'entretien est réalisé par la commune
- Annexe 2 : ouvrages publics dont l'entretien est réalisé par le service de l'Assainissement de l'Eurométropole
- Annexe 3 : ouvrages d'accompagnement de voirie
- Annexe 4 : inventaire et caractéristiques des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales privées (maitrise d'ouvrage ne relevant pas du service de l'Assainissement)
- Annexe 5 : plan de localisation des ouvrages

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le	Fait à , le
Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Commune de
Le Président par délégation,	
Béatrice BULOU	
Vice-présidente en charge de l'eau et de l'assainissement	

CADRE TYPE DES ANNEXES A DECLINER POUR CHAQUE COMMUNE

ANNEXE 1 : Ouvrages publics dont l'entretien est réalisé par la Commune

N° ouvrage	N° groupe	Localisation	Superficie (en m²)	Observation

ANNEXE 2 : Ouvrages publics dont l'entretien est réalisé par le service de l'Assainissement de l'Eurométropole

N° ouvrage	N° groupe	Localisation	Superficie (en m²)	Observation

ANNEXE 3 : Ouvrages d'accompagnement de voirie

Ce tableau est donné à titre purement indicatif. Il ne constitue pas la liste exhaustive des fossés entretenus par le service Voies Publiques

N° ouvrage	Localisation	Superficie (en m²)	Observation

ANNEXE 4 : Inventaire et caractéristiques des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales privées (maitrise d'ouvrage ne relevant pas du service de l'Assainissement)

Ce tableau est donné à titre purement indicatif. Il ne constitue pas la liste exhaustive des ouvrages privés situés sur la Commune

N° ouvrage	Localisation	Superficie (en m²)	Observation

ANNEXE 5 : Plan de localisation des ouvrages

	Eurométropole			**Communes adhérents au dispositif actuellement**	
	nombre total d'ouvrages relevant de la compétence assainissement	Nombre d'ouvrages pouvant entrer dans le dispositif	Redevance annuelle *(valeur 2017)*	Nombre d'ouvrages	Redevance annuelle *(valeur 2017)*
noues et fossés urbains	174	101	26 181 € HT	17	7 373 € HT
bassins à ciel ouvert	49	14	27 732 € HT	2	409 € HT
TOTAL	**223**	**115**	**53 913 € HT**	**19**	**7 782 € HT**
			Coût max du dispositif		

44

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Changement des modalités d'intervention de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse (AERM) concernant la réhabilitation des Assainissements Non Collectifs, Non Conformes sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Contexte
Dans son Xème programme de financement, l'Agence de l'Eau Rhin Meuse (AERM) a ouvert la possibilité de subventionner la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif non conformes.

Afin de se conformer à la réglementation et de faire bénéficier aux particuliers des modalités de financement de l'AERM, la collectivité s'est engagée pour accompagner ces réhabilitations à travers un programme de partenariat signé entre l'Eurométropole et l'AERM conformément à la délibération du conseil de l'Eurométropole n°22 du 30 janvier 2015.

Ce partenariat a aujourd'hui permis la réhabilitation de 16 installations sur le territoire et 9 dossiers sont en cours d'instruction.

Nouvelles modalités
Afin de mettre en conformité cette procédure avec le décret n°2016-544 du 3 mai 2016 portant dispositions relatives aux conventions de mandat conclues par les établissements publics et les groupements d'intérêt public nationaux et les autorités publiques indépendantes avec des tiers, l'AERM propose de substituer le programme de partenariat signé le 6 mai 2015 (PPART0034) par une convention de mandat (délibération 2017/04 du 2 mars 2017 du Conseil d'Administration de l'AERM).

Incidence pour la collectivité
L'AERM donne mandat à la collectivité pour juger de l'éligibilité des installations au dispositif.

Le mode de financement reste inchangé.

L'AERM souhaite en parallèle que la collectivité prenne la maitrise d'ouvrage pour la conduite des études préliminaires afin d'en garantir la bonne réalisation. Cet engagement

nécessitera de revoir le périmètre de compétence du service public d'assainissement non collectif mis en place en 2015. La réflexion doit être menée. Cependant, la continuité du contrat de partenariat doit être assurée. Aussi l'Agence de l'Eau a prévu dans sa délibération du 2 mars 2017 la possibilité d'apporter les ajustements nécessaires dans le respect des engagements initiaux du contrat de partenariat existant. Ainsi un échange de courrier a eu lieu à ce titre.

Le courrier joint de l'AERM permet de déroger à la conduite des études préliminaires sans prise de la maîtrise d'ouvrage par la collectivité. Le service de l'Eau et de l'Assainissement s'assurera donc, comme actuellement, de la qualité des études produites par les bureaux d'études mandatés par les particuliers.

De plus, la délibération 2017/13 du 29 juin 2017 du Conseil d'Administration de l'AERM ouvre droit à une « prime réhabilitation » qui est attribuée aux collectivités porteuses d'opérations groupées de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif d'un montant de 250€ par dossier instruit.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

les nouvelles modalités de la convention de mandat pour la réhabilitation des assainissements non collectifs non conformes fixées par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,

décide

de poursuivre l'application du programme de réhabilitation en prenant en compte ces nouvelles modalités,

autorise

le président ou son-sa représentant-e de signer la convention de mandat ainsi que les documents relatifs.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 27 novembre 2017

AGENCE DE L'EAU RHIN•MEUSE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Convention de mandat – Conditions particulières applicables aux aides à l'assainissement non collectif

- Vu la délibération n°2015/28 modifiée relative aux dispositions communes applicables aux aides de l'Agence de l'eau,
- Vu la délibération n°2015/30 modifiée relative aux modalités d'intervention dans le domaine des actions concernant les investissements et le fonctionnement en matière d'assainissement,
- Vu la délibération n°2012/23 modifiée relative aux modalités d'intervention au titre du dispositif de solidarité urbain-rural,
- Vu la délibération n° 2017/12 relative à la mise en œuvre des conventions de mandat et adoptant les présentes dispositions particulières,

Les conditions particulières ont pour objet de préciser les dispositions relatives aux conditions d'attribution, de liquidation et de paiement des aides dont la gestion, la liquidation et le paiement sont confiées par convention de mandat à un mandataire

Les présentes conditions particulières font partie intégrante de la convention de mandat.

Elles s'appliquent aux aides à l'assainissement non collectif

I. Dispositions relatives aux conditions et aux modalités de conventionnement

I.1) Conditions d'éligibilité aux aides à l'assainissement non collectif

La réhabilitation des installations d'assainissement non collectif est financée par l'Agence de l'eau dans le cadre de démarches groupées à l'échelle d'un territoire.

Sont éligibles :

- les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif que le service public d'assainissement non collectif (SPANC) estime « *absentes* » ou « *présentant un danger pour la santé des personnes* » ou « *présentant un risque avéré de pollution de l'environnement* », déclarées et notifiées non conformes, pour lesquelles un délai de mise en conformité inférieur ou égal à 4 ans est imposé au maître d'ouvrage au sens de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;
- lorsque le risque pour la ressource en eau est jugé élevé par l'Agence de l'eau, les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif, déclarées et notifiées non conformes par le SPANC, et prescrits sans délai de réalisation.

Les travaux de réhabilitation réalisés sous maîtrise d'ouvrage privée, objets de la convention de mandat, ne peuvent par ailleurs être aidés par l'Agence de l'eau que lorsque les études préliminaires ont été réalisées sous maitrise d'ouvrage publique, en tenant compte des éléments de cadrage définis par l'Agence de l'eau *(Guide disponible sur le site internet de l'Agence de l'eau).*

En particulier, chaque projet de réhabilitation doit faire l'objet d'études préliminaires comportant a minima une étude de contexte, une étude de sol et une étude comparative d'au moins deux solutions techniques (coûts d'investissement et coûts de fonctionnement), dont une traditionnelle.

I.2) Demande de conventionnement

La collectivité qui souhaite obtenir mandat de l'Agence de l'eau pour assurer l'instruction, la liquidation et le paiement des aides de l'Agence de l'eau aux maîtres d'ouvrages de travaux de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif doit déposer une demande de conventionnement, signée de la personne habilitée à engager la collectivité.

Le dossier de demande de conventionnement doit comporter :

- les conclusions des éventuelles études de schéma d'assainissement, ainsi que la délibération adoptant le zonage d'assainissement couvrant l'ensemble du périmètre proposé pour la démarche groupée de réhabilitation ;
- une synthèse des contrôles réalisés par le SPANC, mettant en évidence le nombre de maîtres d'ouvrage disposant d'une installation non conforme (distinguant les deux cas : avec ou sans délai de réalisation) ;
- une évaluation du nombre de maîtres d'ouvrage susceptible de s'engager sur la période couverte par le conventionnement ;
- un échéancier des opérations de réhabilitation projetées.

La demande doit également être accompagnée des éléments qui permettront d'apprécier l'organisation et les compétences techniques et administratives qui seront mobilisées par le mandataire pour mettre en œuvre la convention de mandat.

I.3) Processus de conventionnement

La demande est étudiée par les services de l'Agence de l'eau.

En cas d'avis favorable, un projet de convention de mandat est ensuite soumis à l'approbation de la Commission des aides financières de l'Agence de l'eau.

Une fois approuvé, le projet est soumis à la signature du mandataire et du Directeur général de l'Agence de l'eau, puis la convention de mandat est notifiée au mandataire.

II. Dispositions relatives à la détermination des aides

II.1) Maitres d'ouvrage bénéficiaires des aides

Les particuliers, les collectivités, les petites activités économiques (*auberges, chambres d'hôtes, hôtels, restaurants, etc.*), maîtres d'ouvrage des travaux de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif, sont susceptibles de bénéficier des subventions de l'Agence de l'eau.

II.2) Modalités de calcul du montant de l'aide par installation

II.2.1. Montant de travaux retenu

Le montant retenu pour le calcul de l'aide est le coût des travaux de réhabilitation plafonné à :

- 9 000 € HT par installation projetée de capacité < 7 équivalents-habitants (EH) ;
- [1 350 € HT × nombre d'EH] pour les installations projetées de capacité ≥ 7 EH.

Dans le cas où le maître d'ouvrage ne récupère pas la TVA, le montant retenu est exprimé en TTC.

II.2.2. Montant d'aide par installation

- Aide dite « classique » : l'aide est une subvention de 60% du montant retenu des travaux.

- Aide « SUR » de solidarité urbain-rural : lorsque les travaux sont réalisés dans une commune rurale, l'aide « classique » peut, dans certains cas, être complétée par une aide au titre d'un dispositif particulier dit « de solidarité urbain-rural ». L'application effective de ce dispositif ainsi que le taux de subvention complémentaire correspondant font l'objet d'une concertation préalable avec le Conseil Départemental et sont explicitement portés à la connaissance du mandataire par l'Agence de l'eau au moment de la notification de la convention de mandat.

II.3) Instruction des aides par le mandataire

Suite au contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes et à la réalisation des études préliminaires, le mandataire recense les maîtres d'ouvrage volontaires pour la réhabilitation parmi ceux disposant d'une installation éligible et assure, pour le compte de l'Agence de l'eau, la réception et l'instruction de leurs demandes d'aide.

La mise en œuvre de la convention de mandat fait l'objet d'une ou de plusieurs décisions d'aide financière regroupant des demandes des maîtres d'ouvrage.

La demande d'aide, présentée par le mandataire à l'Agence de l'eau, doit s'appuyer a minima sur :

- l'avant-projet relatif à chaque installation d'assainissement non collectif établi en tenant compte des éléments de cadrage définis par l'Agence de l'eau ;
- les mandats conclus entre les maîtres d'ouvrages concernés et le mandataire par lesquels, le maître d'ouvrage confie au mandataire le soin de déposer sa demande d'aide et de percevoir l'aide correspondante de l'Agence de l'eau, en son nom et pour son compte (*conforme au modèle joint en annexe 1*) ;
- l'avis favorable du SPANC suite au contrôle de conception de chaque installation projetée.

Le mandataire transmet à l'Agence de l'eau un tableau récapitulatif (*conforme au modèle joint en annexe 2*) de l'instruction réalisée par ses soins, sur la base duquel l'Agence de l'eau prendra la décision d'aide.

III. Dispositions relatives à la liquidation des aides

Le mandataire assure la liquidation et le paiement des aides de l'Agence de l'eau aux maîtres d'ouvrages.

Il bénéficie d'un versement d'avance(s) dans les conditions prévues dans la convention de mandat.

A l'issue de l'achèvement des opérations de réhabilitation visées par une décision d'aide, le mandataire renseigne et transmet à l'Agence de l'eau l'annexe financière (*conforme au modèle joint en annexe 3*) justifiant les travaux réalisés et sur la base de laquelle le solde de l'aide sera versé au mandataire.

Le mandataire devra tenir à disposition :

- la liste et la copie des factures de travaux pour chaque maître d'ouvrage ;
- le montant de l'aide payée par le mandataire à chaque maître d'ouvrage ;
- l'attestation de bonne exécution conforme des travaux, établie par le SPANC pour chacune des installations.

Dans un délai de 2 mois à compter du versement du solde de l'aide au mandataire, celui-ci renseigne et transmet à l'Agence de l'eau l'état justificatif du reversement de la totalité des aides aux maîtres d'ouvrage (*conforme au modèle joint en annexe 4*).

Fait à Rozérieulles, le .....

Pour l'Agence de l'eau,

Le Directeur général
de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

Fait à ....., le.....

Pour le mandataire,

(nom et qualité du signataire, cachet de l'entité)

ANNEXE n° 1 aux conditions particulières ANC (convention de mandat)

AGENCE DE L'EAU RHIN•MEUSE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Madame, Monsieur,

Vous avez décidé de réhabiliter prochainement votre installation d'assainissement non collectif (ANC) dans le cadre d'une opération coordonnée par une collectivité mandatée par l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Cette action revêt un caractère réglementaire et est nécessaire pour améliorer la qualité des ressources en eau et la salubrité publique. On estime que sur le territoire d'intervention de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, 1 000 communes sont encore concernées par un niveau d'assainissement insatisfaisant.

C'est pourquoi l'agence de l'eau, établissement public de l'Etat, encourage et accompagne financièrement les collectivités qui mettent en conformité leur assainissement. Ainsi, depuis 2013, plus de 3 000 installations d'assainissement non collectif ont déjà été remises à niveau dans les zones où l'ANC constitue un mode d'assainissement durable. Vous allez vous aussi bénéficier de ce soutien financier par l'intermédiaire de votre collectivité.

A travers l'ensemble des actions qu'elle soutient (2 000 dossiers d'aides chaque année), l'agence de l'eau Rhin-Meuse a pour missions de contribuer à réduire les pollutions de l'eau de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques de l'Est de la France. Son territoire d'intervention couvre les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et en partie celui des Vosges, de la Meuse, des Ardennes et de la Haute-Marne.

Il s'agit d'une mission d'intérêt commun de préservation de l'environnement et du cadre de vie, et de développement de l'attractivité des territoires. Chaque usager de l'eau (consommateurs, activités économiques) contribue à ces actions par le biais de redevances perçues par l'agence de l'eau, notamment sur la facture d'eau, et redistribuées ensuite sous forme d'aides.

Pour en savoir plus sur les missions de l'agence de l'eau Rhin-Meuse nous vous invitons à consulter notre site internet : **www.eau-rhin-meuse.fr**

Le Directeur Général,

Marc HOELTZEL

MANDAT ET ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Opération : Réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif

Je soussigné : .....

Demeurant à : .....

Disposant d'une installation d'assainissement non collectif jugée non-conforme par le service public d'assainissement non collectif, à l'adresse suivante :

.....

- Donne mandat à « *désigner la collectivité compétente* » pour solliciter et percevoir de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, en mon nom et pour mon compte, la subvention afférente à l'opération susvisée, avant de me la reverser intégralement ;
- Certifie avoir pris connaissance du contenu des études préliminaires effectuées sur mon installation m'ayant permis de décider des travaux à réaliser ;
- Suis informé(e) des aides maximales que je suis susceptible de recevoir de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse au titre de la réhabilitation de mon installation d'assainissement non collectif ;
- M'engage à ne pas commencer les travaux de réhabilitation avant d'avoir été informé par « *désigner la collectivité compétente* » de la possibilité de le faire ;
- M'engage à reverser à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse les aides que j'aurais reçues en cas de non-respect de mes obligations, à savoir la réalisation des travaux conformément au projet validé par le service public d'assainissement collectif ;
- M'engage à assurer l'entretien nécessaire pour garantir le bon fonctionnement du dispositif d'assainissement non collectif qui va être mis en place.

Fait à ....., le .....

Signature du maître d'ouvrage,

ANNEXE 2 AUX CONDITIONS PARTICULIERES ANC (convention de mandat)

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'INSTRUCTION DES AIDES AUX TRAVAUX DE REHABILITATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Données sur les bénéficiaires potentiels			**Calcul de l'aide PREVISIONNELLE**							
Nom, prénom du bénéficiaire (1)	Adresse des travaux	Commune	Montant ESTIME des travaux, y compris maîtrise d'œuvre **en € HT**	Montant ESTIME des travaux, y compris maîtrise d'œuvre **en € TTC** (2)	**Montant plafond en € HT** (ou en € TTC si le bénéficiaire ne récupère par la TVA)	**Montant retenu en €**	Montant de l'aide "classique" AERM prévisionnelle **en €**	Montant de l'aide de Solidarité Urbain Rural (SUR) prévisionnelle **en €**	Montant des autres aides publiques prévisionnelles éventuelles **en €**	**Montant TOTAL de l'aide PREVISIONNELLE de l'AERM (classique + SUR) en €**
		MONTANT TOTAL								

(1) En cas de regroupement de plusieurs maîtres d'ouvrage sur une installation, chaque maître d'ouvrage doit apparaitre dans le tableau avec le montant de travaux qui le concerne
(2) Colonne à ne remplir que si le bénéficiaire ne récupère pas la TVA

482

⇨ **Tenir à disposition, pour chaque installation :**
- **l'avant-projet établi en tenant compte des éléments de cadrage définis par l'agence de l'eau**
- **le mandat conclu entre le maître d'ouvrage et la collectivité mandataire**
- **l'avis favorable du SPANC suite au contrôle de conception des dispositifs projetés**

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration.

Fait à

Le

Nom et qualité du signataire :

Signature et cachet originaux

ANNEXE 3 AUX CONDITIONS PARTICULIERES ANC (convention de mandat)

ANNEXE FINANCIERE
NECESSAIRE POUR DEUXIEME AVANCE OU AU SOLDE DES AIDES AUX TRAVAUX DE REHABILITATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

(Ce formulaire, à transmettre à l'Agence de l'eau sous format papier, doit être complet et ne doit comporter ni rature, ni rayure ou blan correcteur, sous peine d'être considéré comme nul)

N° de décision d'aide :

Données sur les bénéficiaires			**Calcul de l'aide A VERSER**							
Nom, prénom du bénéficiaire (1)	Adresse des travaux	Nom de la commune	Montant des travaux REALISES, y compris maîtrise d'œuvre **en € HT**	Montant des travaux REALISES, y compris maîtrise d'œuvre **en € TTC** (2)	**Montant plafond en € HT** (ou en € TTC si le bénéficiaire ne récupère par la TVA)	**Montant retenu en €**	Montant de l'aide "classique" AERM **en €**	Montant de l'aide de Solidarité Urbain Rural (SUR) **en €**	Montant des autres aides publiques **en €**	**Montant TOTAL de l'aide A VERSER par l'AERM (classique + SUR) en €**
		MONTANT TOTAL								

(1) En cas de regroupement de plusieurs maîtres d'ouvrage sur une installation, chaque maître d'ouvrage doit apparaitre dans le tableau avec la part de facture qui le concerne.
(2) Colonne à ne remplir que si le bénéficiaire ne récupère pas la TVA

⇨ Tenir à disposition :
– pour chaque installation, l'attestation de contrôle de bonne exécution conforme des travaux, établie par le service public d'assainissement non collectif
– la copie de la facture des travaux de chaque installation

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration,

Fait à

Le

Nom et qualité du signataire :

Signature et cachet originaux

ANNEXE 4 AUX CONDITIONS PARTICULIERES ANC (convention de mandat)

ETAT JUSTIFICATIF DU REVERSEMENT DES AIDES DE L'AGENCE DE L'EAU AUX MAITRES D'OUVRAGE DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

(Ce formulaire, à transmettre à l'Agence de l'eau sous format papier, doit être complet et ne doit comporter ni rature, ni rayure ou blan correcteur, sous peine d'être considéré comme nul)

N° de décision d'aide :

Données sur les bénéficiaires			Calcul de l'aide A VERSER								Montant total de l'aide reversée aux bénéficiaires	
Nom, prénom du bénéficiaire (1)	Adresse des travaux	Nom de la commune	Montant des travaux REALISES, y compris maîtrise d'œuvre **en € HT**	Montant des travaux REALISES, y compris maîtrise d'œuvre **en € TTC** (2)	**Montant plafond** (en € HT ou en € TTC si le bénéficiaire ne récupère par la TVA)	**Montant retenu en €**	Montant de l'aide "classique" AERM **en €**	Montant de l'aide de Solidarité Urbain Rural (SUR) **en €**	Montant des autres aides publiques **en €**	**Montant TOTAL de l'aide A VERSER par l'AERM (classique + SUR) en €**	Montant total de l'aide versée	Date du reversement par le comptable public
		MONTANT TOTAL										

(1) En cas de regroupement de plusieurs maîtres d'ouvrage sur une installation, chaque maître d'ouvrage doit apparaitre dans le tableau avec la part de facture qui le concerne.
(2) Colonne à ne remplir que si le bénéficiaire ne récupère pas la TVA

⇨ Tenir à disposition :
– pour chaque installation, l'attestation de contrôle de bonne exécution conforme des travaux, établie par le service public d'assainissement non collectif
– la copie de la facture des travaux de chaque installation

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration,

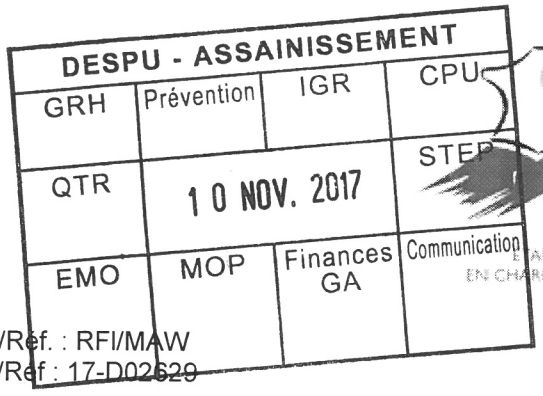
Fait à

Le

Nom et qualité du signataire :

Signature et cachet originaux

Certificat de reversement par le comptable public :

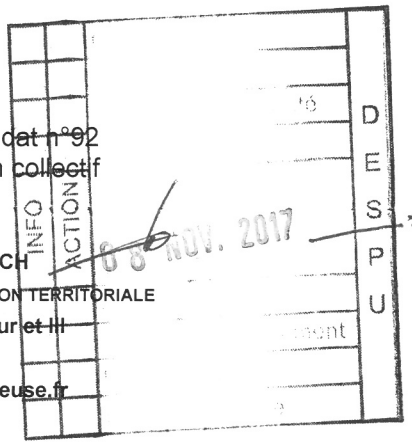


AGENCE DE L'EAU RHIN•MEUSE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ville Eurométropole STRASBOURG
07 NOV. 2017
Courrier - J.H. -

N/Réf. : RFI/MAW
V/Réf : 17-D02629

Monsieur le Président
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains
Service de l'Eau et de l'Assainissement
1 PARC DE L'ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX



Objet : Convention de mandat n°92
Assainissement non collectif

Affaire suivie par Roger FLUTSCH
DIRECTION DES AIDES ET DE L'ACTION TERRITORIALE
Service territorial Rhin Supérieur et III
Tél : 03 87 34 47 57
Mel : roger.flutsch@eau-rhin-meuse.fr

Rozérieulles, le - 3 NOV. 2017

Monsieur le Président,

En réponse à mon courrier du 17 août 2017, vous me faites part, par courrier du 17 octobre 2017, de vos remarques relatives à la mise en œuvre de la convention de mandat se substituant au contrat de partenariat (PPART0034) pour l'accompagnement à la réhabilitation des assainissements non collectifs non conformes sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous rappelle les éléments suivants :

- le contrat de partenariat qui a été notifié le 28 mai 2015 n'est pas conforme aux termes du décret n°2016-544 du 3 mai 2016. La première conséquence qui en résulte est l'impossibilité pour l'agence de l'eau d'attribuer de nouvelles aides à l'assainissement non collectif sous maîtrise d'ouvrage privée ni de mandater les aides en cours ;

- la convention de mandat qui a été approuvée par le Conseil d'administration de l'agence de l'eau permet la mise en conformité aux nouveaux textes de 2016 et de poursuivre les dossiers en cours dans le respect des engagements initiaux.

Dès la notification de la convention de mandat, les dossiers en cours faisant l'objet d'une convention d'aide seront traités selon les termes de cette convention d'aide et une subvention sera attribuée à l'Eurométropole pour les 9 installations selon les modalités de la convention de mandat.

Dans sa séance du 2 mars 2017, le Conseil d'administration de l'agence de l'eau a validé les éléments de cadrage des études préliminaires à la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectifs suivants :

a) ces études préliminaires doivent comporter a minima une étude de contexte, une étude sol et une étude comparative d'au moins deux solutions techniques (coûts d'investissement et coûts de fonctionnement) dont une traditionnelle ;

.../...

afaq ISO 9001 Qualité AFNOR CERTIFICATION

b) ces études devront être réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique, c'est-à-dire par la collectivité mandataire d'une opération de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif lorsque les travaux sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage privée, ceci afin d'assurer la production d'études de qualité et homogènes permettant de guider objectivement et efficacement les particuliers et autres maîtres d'ouvrage privés dans leurs travaux d'assainissement non collectif.

Du fait que l'Eurométropole de Strasbourg ne dispose pas de la compétence de conception pour son service d'assainissement non collectif, vous ne souhaitez pas vous engager dans la maîtrise d'ouvrage des études. Dès lors que vous disposez cependant de la capacité technique permettant une analyse critique des études présentées par les maîtres d'ouvrages privés, et conformément aux orientations du Conseil d'administration de l'agence de l'eau qui a souhaité que la signature des conventions de mandat soit réalisée dans le respect des engagements antérieurs, je vous autorise à poursuivre selon les modalités actuelles.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur général,

Pour le Directeur Général,
Le Directeur des Aides et de l'Action Territoriale,

Bruno PELLERIN

45

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Sécurisation de l'alimentation électrique des installations de production d'eau.

Les systèmes d'alimentation en eau potable sont des infrastructures critiques qui sont exposées à différents risques pouvant aboutir à des dysfonctionnements généralisés. Parmi eux, l'alimentation électrique des sites de production peut avoir des conséquences graves sur la distribution d'eau.

C'est pourquoi, dès 1979 la station de production de Strasbourg Polygone a été équipée d'un groupe électrogène susceptible de pallier toute défaillance de l'alimentation électrique (elle-même déjà secourue par deux lignes d'arrivée électrique sur le principe de la coupure d'artère).

Ce groupe électrogène est aujourd'hui vétuste.

Avant de programmer son renouvellement, l'Eurométropole de Strasbourg a missionné la société Hydratec pour une prestation d'expertise du système d'alimentation en énergie électrique des installations de production d'eau comprenant le diagnostic des équipements et l'évaluation de la vulnérabilité de l'alimentation en énergie électrique.

L'évaluation des besoins et la rédaction d'un programme d'opération pour atteindre un niveau optimum de sécurité de l'alimentation électrique ont été définies en prenant en compte les projets de nouveaux captages et notamment celui de Plobsheim.

Sur le site de production du Polygone, l'analyse montre que le seuil de criticité acceptable est dépassé dès lors qu'il y a une défaillance sur l'alimentation électrique HTA du poste de livraison qui gère l'alimentation électrique des groupes de pompage.

Le futur site de production de Plobsheim a quant à lui été conçu afin d'assurer la continuité de l'alimentation électrique en cas de défaillance. Le site sera en effet alimenté en coupure d'artère (alimentation par deux lignes électriques), et le poste client sera séparé en deux demi-tableaux indépendants pouvant être reliés en cas de besoin. Une sécurité supplémentaire par un groupe électrogène est prévue, de sorte à compenser 50% de la production en cas de coupure HTA.

Sur la base du diagnostic, trois scénarios de sécurité électrique ont été envisagés.

Le scénario 1 consiste à équiper chaque site de production d'eau pour satisfaire le besoin de pointe en situation de secours par des groupes électrogènes. Cette situation étant très improbable notamment sur le site de Plobsheim, le secours est alors considéré comme étant surdimensionné.
Le scénario 2 a été pensé pour limiter les investissements de départ, en proposant un dimensionnement des installations de sorte à ce que le secours du Polygone puisse être transféré à Plobsheim en cas de besoin. Cependant, les frais de fonctionnement associés à ce scénario sont plus élevés que pour le précédent, puisque le transport du groupe mobile nécessite l'utilisation d'engins spécifiques de types camions grues adaptés pour une telle charge. Par ailleurs, il est à relever un délai d'environ une semaine entre la décision de déplacer le groupe électrogène du Polygone à Plobsheim et sa mise en route sur le nouveau site. Ce délai est incompatible avec la mise en place d'une solution de secours.
Le scénario 3 prévoit trois groupes électrogènes identiques dont deux positionnés sur le site de Strasbourg et un sur le site de Plobsheim. Ce scénario garantit une redondance dans la sécurité d'alimentation électrique du Polygone, avec deux groupes électrogènes.

Au regard de ces trois scénarii, il est proposé de retenir le 3ème scénario. Il optimise les investissements tout en assurant une parfaite réponse à une situation de secours la plus réaliste.

Dans tous les scénarios, la station d'Oberhausbergen est secourue par la mise en œuvre d'un marché à bons de commande qui prévoit une livraison dans les deux heures d'un groupe de secours.

Ce marché à bons de commande ainsi que le dispositif de secours par groupe électrogène sur Plobsheim sont déjà prévus.

La délibération porte sur les équipements qui seront mis en œuvre sur la station de Strasbourg Polygone, à savoir :

- la mise en place de deux groupes électrogènes compatibles avec celui de la station de Plobsheim dans un souci d'optimisation des opérations de maintenance et de réponse au besoin de sécurité tel que retenu dans le scénario 3 pour un montant estimatif de 1 000 000 € HT ;
- le déplacement et la modernisation du poste de livraison principal (remplacement des cellules du poste de livraison, la motorisation des interrupteurs des cellules pour la coupure d'artère, le câblage induit par le déplacement du poste et l'évacuation de l'ancien poste) pour un montant de 900 000 € HT.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

- *la réalisation de l'opération de sécurisation de l'alimentation électrique des installations de production d'eau potable sur le site de Strasbourg Polygone ;*

- *sous réserve de l'inscription au budget des crédits nécessaires, le lancement et la passation après mise en concurrence, du marché de la première phase de travaux pour un montant maximum de 1 900 000 € HT ;*

décide

d'imputer les dépenses sur les crédits inscrits au budget eau, fonction 811, AP230, Programme 1015 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e

- *à lancer la consultation, à prendre les décisions y relatives, à signer les marchés en résultant ainsi que les éventuels avenants et tout autre document concernant les marchés en phase d'exécution ;*

- *à solliciter les éventuelles aides financières ;*

- *à solliciter toutes les autorisations nécessaires pour la réalisation de ce projet ;*

- *à signer tous les documents y relatifs.*

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

46

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Sécurité du site de captage en eau potable de Strasbourg Polygone - Renforcement de la clôture périphérique.

En tant qu'opérateur de gestion de l'eau, l'Eurométropole de Strasbourg doit mettre en application les mesures VIGIPIRATE et les tenir à jour.

Dans ce cadre, il est nécessaire de renforcer la sécurité des installations de production d'eau potable et de s'assurer de la maîtrise des dispositifs existants.

A ce titre, un renforcement des clôtures de l'enceinte du périmètre de protection immédiate du captage de Strasbourg-Polygone est à prévoir. Ces travaux consistent en la mise en place d'un muret et d'une clôture renforcée sur le périmètre extérieur du site et d'une clôture renforcée autour des équipements internes au site y compris les systèmes de détection de passage. Le coût prévisionnel de ces travaux qui permettront de renforcer l'ensemble de la clôture périphérique, s'élève à 1 million d'euros HT.

Ainsi, il est proposé à la Commission permanente (Bureau) d'approuver le lancement de la consultation du marché de renforcement de la clôture de l'enceinte du périmètre de protection immédiate du captage du Polygone.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré

approuve

le lancement et la passation d'un marché de travaux pour le renforcement de la clôture de l'enceinte du périmètre de protection immédiate du captage du Polygone ;

décide

d'imputer les dépenses sur les crédits disponibles sur la ligne budgétaire AP230, nature 2151.00, programme 1015 du budget annexe de l'Eau ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à prendre toutes les décisions relatives à cette opération ;*
- *à signer et à exécuter les marchés d'études, de travaux et de fournitures, en résultant, conformément au Code des Marchés Publics ;*
- *à solliciter toutes les autorisations ou conventions relatives à cette opération ;*
- *à solliciter les aides financières auprès des différents organismes susceptibles de financer ces travaux.*

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

47

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Animations de fin d'année.

Afin de permettre la programmation pour cette fin d'année d'une animation diversifiée ouverte au plus large public, l'Eurométrople a favorisé dans le cadre d'un appel à projets associatifs, la réalisation par les associations et les communes, de projets d'animations de proximité festives : spectacles, rencontres et animations diverses en journée et en soirée. Cette démarche encourage les initiatives relevant d'un esprit de générosité, d'accueil et d'ouverture, impliquant largement les habitants.

Les projets retenus par l'Eurométropole visent particulièrement les jeunes et les familles. Il s'agit soit d'événements ponctuels (soirées, concerts, fêtes), soit d'animations sur la période des vacances scolaires et ouvertes aux jeunes de toutes l'agglomération, 14 dossiers réceptionnés par l'Eurométropole sont présentés dans le présent rapport. Cette contribution représente un montant global de 74 650 €.

Le Conseil municipal de Strasbourg, pour sa part, a approuvé l'allocation de subventions lors des séances du 23 octobre et du 20 novembre 2017.

Plusieurs de ces initiatives devraient être co-financées par l'Etat, ou des sponsors privés.

Les projets émanent des associations suivantes :

Commune de Niederhausbergen	**1 000 €**

Organisation, le 2 décembre 2017, d'une marche aux flambeaux avec des haltes "contes" et d'un marché de Noël avec les commerçants et artistes de la commune.

Centre Social et Culturel du Marais	**3 000 €**

Organisation des manifestations suivantes en décembre 2017:

- Présentation de spectacles,
- Soirée de la St Sylvestre, le 31 décembre 2017, à l'espace jeune,
- Réveillon familial, dans les locaux du CSC,
- Présence des bénévoles dans les rues du quartier.

L'Ill Rive Gauche	**13 000 €**

Organisation de concerts avec la présence de chorales, fête de la St Nicolas, animations de rues, calendrier de l'Avent, mise en place de décorations.

Collectif des Associations du Quartier Ouest de Schiltigheim	**1 000 €**

Organisation d'un marché de Noël en partenariat avec les associations du quartier ouest (animations pour les enfants, passage du Père Noël), du 8 au 10 décembre 2017.

Association des Commerçants de la rue des Frères et Environs	**2 000 €**

Organisation d'animations musicales les 25 novembre et 2 décembre 2017.

Association des Commerçants et Artisans du Neuhof Stockfeld – ACANS	**5 000 €**

Décoration du quartier et organisation de manifestations au cours du mois de décembre 2017.

Commune de Bischheim	**1 200 €**

- Action de prévention en direction des jeunes lors du mois de décembre notamment par rapport à la dangerosité des pétards (portée par l'association Echanges).
- Animation en direction des jeunes en amont de la soirée de la Saint Sylvestre.
- Le 31décembre 2017 :
- Animation familiale au local ALSH du Guirbaden,
- Animation pour les jeunes à l'Espace Rencontre du Guirbaden
- Organisation d'une tournée d'habitants pour prévenir les conduites à risques (portée par l'association échanges).

Ephémère 21	**7 450 €**

Organisation des animations suivantes, du 24 novembre au 24 décembre 2017:
- Décoration de la place Mathias Mérian, de la rue des Sœurs et de la rue des Veaux,
- Concours « Sapin de Noël »,
- Confection d'un calendrier de l'Avent et de guirlandes décoratives avec les enfants de l'école maternelle Pasteur,
- Décoration de la passerelle de l'Abreuvoir avec une créatrice du quartier,
- Animation et présence du Père Noël,
- Distribution de vin chaud, chocolat chaud, brédelés

Génération Marais	**500 €**

Soirée du Nouvel An au local de l'association et présence dans différents secteurs géographiques du quartier. Médiation dans les rues pendant la soirée.

Office Municipal des Sports, des Arts, des Loisirs et de la Culture d'Eckbolsheim - OMSCAL	**2 500 €**

Organisation des manifestations suivantes, en décembre 2017:
- Marché de Noël,
- Concours de dessins de Noël,
- Librairie de Noël,
- Crèche vivante et animations de rues,
- Concert de musique.

Le Carré d'Or	**20 000 €**

Marché de Noël du Carré d'Or sur la place du Temple Neuf et décoration des rues du quartier.

Amicale des Commerçants Détaillants et Artisans de Neudorf - ACDAN	**10 000 €**

Installation de décorations et d'illuminations dans le quartier du Neudorf.

Association de la Rue du Jeu des Enfants	**3 000 €**

- Appel à la participation des publics pour venir fabriquer, poser des décorations de Noël (guirlandes, boule de Noël, formes…) et décorer la forêt de sapins installée pour les festivités. Des ateliers de création de décorations seront proposés pour les familles des QPV par le biais de Tôt ou t'art et à tous les publics les samedis du mois de décembre.
- Collecte de jouets qui fait écho au nom de la rue : appel à participation des commerçants et de tous donateurs bienveillants souhaitant remettre un cadeau pour enfant. La collecte sera intégralement remise aux familles bénéficiaires des actions de l'association « La main du cœur Strasbourg ».

Jeunes Equipes d'Education Populaire - JEEP	**2 000 €**

Organisation de la soirée de la Saint-Sylvestre :
- Soirée famille à la salle Kléber ou au centre social et familial Victor Hugo,
- Soirée jeunes à l'espace jeune Albert Camus,
- Maraude dans les rues des Ecrivains.

La Tribu des gourmets du vin d'Alsace	**3 000 €**

Installation et animation d'un chalet en partenariat avec les associations du quartier, place Saint Etienne, du 25 novembre au 24 décembre 2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation, dans le cadre des animations de fin d'année, des subventions suivantes :

Commune de Niederhausbergen	*1 000 €*
Centre Social et Culturel du Marais	*3 000 €*
L'Ill Rive Gauche	*13 000 €*
Collectif des Associations du Quartier Ouest de Schiltigheim	*1 000 €*
Association des Commerçants de la rue des Frères et Environs	*2 000 €*
Association des Commerçants et Artisans du Neuhof Stockfeld – ACANS	*5 000 €*
Commune de Bischheim	*1 200 €*
Ephémère 21	*7 450 €*
Génération Marais	*500 €*
Office Municipal des Sports, des Arts, des Loisirs et de la Culture d'Eckbolsheim - OMSCAL	*2 500 €*
Le Carré d'Or	*20 000 €*
Amicale des Commerçants Détaillants et Artisans de Neudorf - ACDAN	*10 000 €*

Association de la Rue du Jeu des Enfants	*3 000 €*
Jeunes Equipes d'Education Populaire - JEEP	*2 000 €*
La Tribu des gourmets du vin d'Alsace	*3 000 €*

Les crédits nécessaires, soit 74 650 € sont disponibles au budget de l'Eurométropole sous la ligne PC02B – fonction 33 – nature 6574 dont le disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) est de 81 090 €.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année N-1
Commune de Niederhausbergen	Subvention affectée	3 000,00	1 000,00	1 000,00
Centre Social et Culturel du Marais	Subvention affectée	3 500,00	3 000,00	3 000,00
L'Ill Rive Gauche	Subvention affectée	14 000,00	13 000,00	
Collectif des Associations du Quartier Ouest de Schiltigheim	Subvention affectée	1 000,00	1 000,00	
Association des Commerçants de la rue des Frères et Environs	Subvention affectée	2 300,00	2 000,00	
Association des Commerçants et Artisans du Neuhof Stockfeld – ACANS	Subvention affectée	5 000,00	5 000,00	5 000,00
Commune de Bischheim	Subvention affectée	2 000,00	1 200,00	1 200,00
Ephémère 21	Subvention affectée	24 482,00	7 450,00	
Génération Marais	Subvention affectée	900,00	500,00	500,00
Office Municipal des Sports, des Arts, des Loisirs et de la Culture d'Eckbolsheim - OMSCAL	Subvention affectée	2 500,00	2 500,00	2 500,00
Le Carré d'Or	Subvention affectée	20 000,00	20 000,00	20 000,00
Amicale des Commerçants Détaillants et Artisans de Neudorf - ACDAN	Subvention affectée	14 000,00	10 000,00	10 000,00
Association de la Rue du Jeu des Enfants	Subvention affectée	5 500,00	3 000,00	
Jeunes Equipes d'Education Populaire - JEEP	Subvention affectée	2 000,00	2 000,00	
La Tribu des gourmets du vin d'Alsace	Subvention affectée	3 000,00	3 000,00	

48

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Versement de subventions aux associations sportives de haut niveau individuel.

Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du sport de haut niveau, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir financièrement les associations sportives ayant des athlètes inscrits sur la liste du Ministère chargé des Sports ou ayant obtenu un titre de champion (France, Europe, Monde) ou ayant été sélectionnés à des compétitions majeures les associations sportives de haut niveau amateur.

Ces associations peuvent bénéficier d'une aide de l'Eurométropole de Strasbourg dans les cas de figure suivants :

1. Les athlètes inscrits sur la liste du Ministère chargé des Sports :

Cette possibilité d'aide concerne les athlètes de sports individuels inscrits sur la liste du Ministère chargé des Sports dans les catégories « Jeune », « Espoir », « Elite » et « Sénior ».

Les critères d'attribution :
- forfait par athlète évalué sur la saison 2016/2017 à 460 €,
- barème évolutif en fonction du nombre,
- les sportifs-ves des catégories "Elite" et "Sénior" soutenus dans le cadre du partenariat avec les champions (cf.§2.) ne sont pas retenus dans le présent dispositif,
- les clubs percevant ces aides peuvent, soit les reverser aux athlètes, soit les utiliser pour leurs stages et déplacements.

Les athlètes et leurs clubs :
- Pour la saison 2016/2017, 68 athlètes de 31 associations sportives sont concernés par ce dispositif (voir détails en annexe).

2. Les athlètes ayant obtenu un titre de champion (France, Europe, Monde) ou ayant été sélectionnés à des compétitions majeures :

La participation de l'Eurométropole de Strasbourg est calculée sur la base d'un forfait déterminé selon les critères figurant dans le tableau joint en annexe.

Les athlètes ayant remporté un titre de Champion de France, un podium européen, mondial en **2016**, ou ayant été sélectionnés pour participer à des compétitions européennes ou mondiales en **2016**.
Le nombre d'athlètes concernés par ce dispositif est de 11 évoluant dans 9 clubs de l'agglomération (voir tableau récapitulatif annexe 2).

L'ensemble des aides financières octroyées pour les résultats des sportifs-ves sont versées aux clubs d'appartenance. Les modalités de répartition de ces subventions sont laissées à l'appréciation des présidents-es de club (soit sous la forme de reversement à l'athlète, de contribution aux frais de stages, de déplacements ou toute autre forme à leur convenance).

Il est dès lors proposé l'allocation d'une aide financière aux associations de sports individuels de haut niveau amateur d'un montant total de 46 400 € et répartie comme suit :

- une aide financière d'un montant total de 31 280 € pour les clubs ci-après ayant des athlètes inscrits sur la liste du Ministère chargé des Sports (voir détails en annexe) :

Académie Sportive Evaé	460 €
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air	460 €
Amitié Lingolsheim	1 380 €
ASL Robertsau	460 €
ASPTT Strasbourg	2 760 €
Association Sportive Strasbourg	460 €
Aviron Strasbourg 1881	920 €
Ballet Nautique de Strasbourg	5 980 €
Club d'Orientation Strasbourg Europe	460 €
Club Sportif de Hautepierre	460 €
Concordia Schiltigheim	460 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	460 €
FC Kronenbourg Tennis	460 €
Golf de La Wantzenau	460 €
Judo Club Strasbourg	460 €
La Pédale d'Alsace	460 €
Léo Lagrange Schiltigheim Bischheim	460 €
Olympia Lutte Schiltigheim	460 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	920 €
Rowing Club de Strasbourg	1 380 €
Skieurs de Strasbourg	460 €
Strasbourg Agglomération Athlétisme	2 300 €
Strasbourg Eaux-Vives	920 €

Strasbourg GRS	920 €
Strasbourg Université Club	1 380 €
SUS Tennis de Table	1 380 €
Team Strasbourg SNS ASPTT	1 380 €
Tennis Club La Wantzenau	460 €
Tennis Club Reichstett	460 €
Tennis Club d'Ostwald	1 380 €
Vélo Club Eckwersheim	460 €

- une aide financière d'un montant total de 15 120 € pour les associations dont les athlètes ont obtenu un titre de champion-ne ou ont été sélectionnés à des compétitions majeures en 2016 (voir détails en annexe).

Association Strasbourg Handisport Passion Aventure	1 440 €
Centre Ecole Parachutisme d'Alsace	1 080 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	1 080 €
Olympia Lutte Schiltigheim	2 160 €
Strasbourg Agglomération Athlétisme	2 880 €
Skieurs de Strasbourg	1 080 €
Strasbourg Eaux Vives	1 980 €
Strasbourg Université Club	1 440 €
Souffelweyersheim Escrime Club	1 980 €

Il est par ailleurs proposé de verser à l'ASPTT haltérophilie un 2ème acompte de 1 550 € au titre de l'engagement de son équipe en championnat de France N1 pour la saison 2017-2018 (un 1er acompte de 438 € ayant été délibéré le 30 juin 2017).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

la Commission permanente (Bureau),
vu l'avis de la délibération du Conseil communautaire du 9 juillet 2004
relatif à l'intercommunalité dans le domaine sportif – transfert de compétence
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation d'une aide financière aux associations de sports individuels de haut niveau amateur d'un montant total 46 400 € et répartie comme suit :

a) une aide financière d'un montant total de 31 280 € pour les clubs ci-après ayant des athlètes inscrits sur la liste du Ministère chargé des Sports (voir détails en annexe) :

Académie Sportive Evaé	*460 €*
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air	*460 €*
Amitié Lingolsheim	*1 380 €*
ASL. Robertsau	*460 €*
ASPTT Strasbourg	*2 760 €*
Association Sportive Strasbourg	*460 €*
Aviron Strasbourg 1881	*920 €*
Ballet Nautique de Strasbourg	*5 980 €*
Club d'Orientation Strasbourg Europe	*460 €*
Club Sportif de Hautepierre	*460 €*
Concordia Schiltigheim	*460 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*460 €*
FC Kronenbourg Tennis	*460 €*
Golf de La Wantzenau	*460 €*
Judo Club Strasbourg	*460 €*
La Pédale d'Alsace	*460 €*
Léo Lagrange Schiltigheim Bischheim	*460 €*
Olympia Lutte Schiltigheim	*460 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*920 €*
Rowing Club de Strasbourg	*1 380 €*
Skieurs de Strasbourg	*460 €*
Strasbourg Agglomération Athlétisme	*2 300 €*
Strasbourg Eaux-Vives	*920 €*
Strasbourg GRS	*920 €*
Strasbourg Université Club	*1 380 €*
SUS Tennis de Table	*1 380 €*
Team Strasbourg SNS ASPTT	*1 380 €*
Tennis Club La Wantzenau	*460 €*
Tennis Club Reichstett	*460 €*
Tennis Club d'Ostwald	*1 380 €*
Vélo Club Eckwersheim	*460 €*

b) une aide financière d'un montant total de 15 120 € pour les associations dont les athlètes ont obtenu un titre de champion-ne ou ont été sélectionnés à des compétitions majeures en 2016 :

Association Strasbourg Handisport Passion Aventure	*1 440 €*
Centre Ecole Parachutisme d'Alsace	*1 080 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*1 080 €*
Olympia Lutte Schiltigheim	*2 160 €*
Strasbourg Agglomération Athlétisme	*2 880 €*
Skieurs de Strasbourg	*1 080 €*
Strasbourg Eaux Vives	*1 980 €*
Strasbourg Université Club	*1 440 €*
Souffelweyersheim Escrime Club	*1 980 €*
ASPTT (allocation d'une aide financière pour son équipe engagée en championnat de France N1 d'haltérophile en 2017-2018)	*1 550 €*

décide

- *l'imputation de 31 280 € sur la ligne SJ03C/6574/8055/30 dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) s'élève à 38 000 € ;*
- *l'imputation de 15 120 € sur la ligne SJ03C/6574/8053/30 dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) s'élève à 24 700 €,*
- *l'imputation de 1 550 € sur la ligne SJ03C/6574/8054 dont le montant disponible avant la présente Commission permanente (Bureau) s'élève à 5 795 € ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer les conventions ou tous autres documents relatifs à ces opérations,*
- *à engager les dépenses.*

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Liste des sportifs de haut niveau et sportifs classés
Grand Est

Nbre de sportifs 68

Fédération	Discipline	Nom	Prénom	type shn	Club de licence	Ville club
CYCLISME	Cyclo-cross	RAUGEL	Antoine	Espoir	VC ECKWERSHEIM	ECKWERSHEIM
GOLF	Golf	MULLER	Nicolas	Espoir	Golf de La Wantzenau	LA WANTZENAU
TENNIS	Tennis	LEY	Dorian	Espoir	TCL WANTZENAU	LA WANTZENAU
TIR	Carabine	GASSER	Anne	Jeune	AMITIE LINGOLSHEIM	LINGOLSHEIM
TIR	Carabine	RODRIGUES	Pierre	Jeune	AMITIE LINGOLSHEIM	LINGOLSHEIM
TIR	Carabine	EVENOT	Noellie	Jeune	AMITIE LINGOLSHEIM	LINGOLSHEIM
TENNIS	Tennis	ADDED	Dan	Espoir	TCP OSTWALD	OSTWALD
TENNIS	Tennis	HEMERY	Calvin	Jeune	TCP OSTWALD	OSTWALD
TENNIS	Tennis	SCHNEIDER	Théo	Espoir	TCP OSTWALD	OSTWALD
TENNIS	Tennis	RAMIREZ	Evita	Espoir	TC REICHSTETT	REICHSTETT
GYMNASTIQUE	Gymnastique artistique	GERBRON	Anais	Espoir	CONCORDIA SCHILTIGHEIM GYMNASTIQUE	SCHILTIGHEIM
NATATION	Natation course	NEHDI	Ayoub	Espoir	LÉO-L. SCHILTIGHEIM-BISCHHEIM	SCHILTIGHEIM
LUTTE	Lutte olympique gréco romaine	VAHANYAN	Koryun	Espoir	OLYMPIA LUTTE SCHILTIGHEIM	SCHILTIGHEIM
TENNIS DE TABLE	Tennis de table	LUTZ	Charlotte	Espoir	SU SCHILTIGHEIM TT	SCHILTIGHEIM
TENNIS DE TABLE	Tennis de table	LUTZ	Camille	Jeune	SU SCHILTIGHEIM TT	SCHILTIGHEIM
TENNIS DE TABLE	Tennis de table	WITZ	Hélène	Jeune	SU SCHILTIGHEIM TT	SCHILTIGHEIM
MONTAGNE ET ESCALADE	Escalade	DEVRAINNE	Aliénor	Espoir	A.S.C.P.A	STRASBOURG
SQUASH	Squash	HODAPP	Emma	Espoir	ACADEMIE SPORTIVE EVAE	STRASBOURG
ATHLETISME	Courses sur piste	KODAD	Mohamed-Amine	Espoir	AS STRASBOURG	STRASBOURG
SQUASH	Squash	MALSANG	Gregory	Espoir	ASL ROBERTSAU	STRASBOURG
BADMINTON	Badminton	LAMBLOT	Maximilien	Espoir	ASPTT STRASBOURG	STRASBOURG
BADMINTON	Badminton	BAURES	Thomas	Jeune	ASPTT STRASBOURG	STRASBOURG
BADMINTON	Badminton	BANCHONPANITH	Kelly	Espoir	ASPTT STRASBOURG	STRASBOURG
HALTEROPHILIE	Haltérophilie	ELAFATI	Mehdi	Espoir	ASPTT STRASBOURG	STRASBOURG
HALTEROPHILIE	Haltérophilie	CHRISTOPHEL	Marie	Espoir	ASPTT STRASBOURG	STRASBOURG
JUDO	Judo	KEITA	Tanou	Jeune	ASPTT STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	MURESAN	Alexia	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG

Liste des sportifs de haut niveau et sportifs classés
Grand Est

Nbre de sportifs 68

Fédération	Discipline	Nom	Prénom	type shn	Club de licence	Ville club
NATATION	Natation synchronisée	BÖNISCH	Iris	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	DOROFEEV	Natalia	Jeune	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	LUCK	Rowan	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	BERAUD	Emma	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	TELLIER	Marine	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	DEMEYER	Salome	Jeune	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	HESTROFFER	Jade	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	RASSON	Marie	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	JEREMIC	Elena	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	FURON	Bérénice	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	JENKINS	Maureen	Jeune	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
NATATION	Natation synchronisée	FRINGUELLO	Jade	Espoir	BALLET NAUTIQUE STRASBOURG	STRASBOURG
COURSE D'ORIENTATION	Course d'orientation pédestre	VILLAR	Zoe	Espoir	CLUB ORIENTATION STRASBOURG EUROPE	STRASBOURG
CYCLISME	Bicross	LOLLIER	Margaux	Espoir	CSH BMX STRASBOURG	STRASBOURG
TENNIS	Tennis	BREYSACH	Martin	Jeune	FC KRONENBOURG TENNIS	STRASBOURG
JUDO	Judo	TOSSA GBEGO	Pascal Mohamed	Jeune	JUDO CLUB STRASBOURG	STRASBOURG
CYCLISME	Velo tout terrain (vtt)	THOMAS	Victor	Espoir	LA PEDALE D'ALSACE	STRASBOURG
TIR	Carabine	ERDMANN	Emmanuelle	Espoir	RACING CLUB STRASBOURG	STRASBOURG
TIR	Carabine	PICARD	Justine	Espoir	RACING CLUB STRASBOURG	STRASBOURG
SKI	Ski Alpin	BELLIN	EDGARD	Espoir	ASSOCIATION SKIEURS DE STRASBOURG	STRASBOURG
ATHLETISME	Concours	VIOLA	Auriane	Espoir	STRASBOURG AGGLOMERATION ATHLETISME	STRASBOURG
ATHLETISME	Concours	YOMBA	Valentin	Espoir	STRASBOURG AGGLOMERATION ATHLETISME	STRASBOURG
ATHLETISME	Concours	LALLEMENT	Louise	Espoir	STRASBOURG AGGLOMERATION ATHLETISME	STRASBOURG
ATHLETISME	Courses sur piste	TANO	Ilies	Espoir	STRASBOURG AGGLOMERATION ATHLETISME	STRASBOURG
ATHLETISME	Courses sur piste	EL BOUJAJI	Mohamed Amine	Jeune	STRASBOURG AGGLOMERATION ATHLETISME	STRASBOURG
AVIRON	Aviron	CHARBOGNE	Jeanne	Espoir	STRASBOURG AVIRON	STRASBOURG
AVIRON	Aviron	DURR	Carla	Espoir	STRASBOURG AVIRON	STRASBOURG

Liste des sportifs de haut niveau et sportifs classés
Grand Est

Nbre de sportifs 68

Fédération	Discipline	Nom	Prénom	type shn	Club de licence	Ville club
AVIRON	Aviron	ROWELL	Ella	Espoir	STRASBOURG ROWING CLUB	STRASBOURG
CANOE-KAYAK	Descente	GODEL	Robin	Espoir	STRASBOURG EAUX VIVES	STRASBOURG
CANOE-KAYAK	Descente	TRYOEN	Camille	Espoir	STRASBOURG EAUX VIVES	STRASBOURG
GYMNASTIQUE	Gymnastique rythmique	FETTER	Candice	Espoir	STRASBOURG G.R.S.	STRASBOURG
GYMNASTIQUE	Gymnastique rythmique	OHLMANN	Elsa	Espoir	STRASBOURG G.R.S.	STRASBOURG
AVIRON	Aviron	BASTIAN	Éva	Espoir	STRASBOURG ROWING CLUB	STRASBOURG
AVIRON	Aviron	RISSO	Mathilde	Espoir	STRASBOURG ROWING CLUB	STRASBOURG
ESCRIME	Sabre	NOUTCHA	Sarh Camille	Jeune	STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	STRASBOURG
ESCRIME	Sabre	ROGER	Benjamin	Jeune	STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	STRASBOURG
ESCRIME	Sabre	ZWINGELSTEIN	Meline	Espoir	STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	STRASBOURG
TAEKWONDO	Taekwondo	GULEC	Melissa	Jeune	EUROMETROPOLE STRASBOURG TAEKWONDO	STRASBOURG
NATATION	Natation course	BIDARD	Clément	Espoir	TEAM STRASBOURG SNS-ASPTT-PCS	STRASBOURG
NATATION	Plongeon	BONNAUD	Léa	Jeune	TEAM STRASBOURG SNS-ASPTT-PCS	STRASBOURG
NATATION	Plongeon	DENEUVILLE	Timothé	Jeune	TEAM STRASBOURG SNS-ASPTT-PCS	STRASBOURG

Annexe 2

Communes	Clubs	NOM	Prénom	Disciplines	Résultats en 2015	Championnat de France	Championnat d'Europe			Championnat du monde			JO		Montants accordés en €
						Titre	Selection	Podium	Titre	Selection	Podium	Titre	Sélection	podium	
						60	30	60	80	40	80	110	80	160	
Schiltigheim	**OLYMPIA LUTTE SCHILTIGHEIM**	BUR	Johnny	Lutte	Championne de France	1 080									**1 080**
		LORENTZ	Matthieu	Lutte	Champion de France	1 080									**1 080**
Strasbourg	**Centre Ecole Parachutisme d'Alsace**	JEANNEROT	Thomas	Parachutisme (PA)	Champion de France combiné, voltige et précision d'atterrissage	1 080									**1 080**
	ASHPA	STOKLIIN	Thibault	Equitation	Sélectionné aux Jeux Paralympiques à Rio								1 440		**1 440**
	Eurométropole Strasbourg Taekwondo	MALLIEN	Clara	Taekwondo	Championne de France (-57 kg)	1 080	*								**1 080**
	Skieurs de Strasbourg	FAVROT	Thiebault	Ski	Champion de France combiné	1 080									**1 080**
	STRASBOURG EAUX VIVES	DAZEUR	Quentin	Canoé-kayak	Champion du Monde C2 sprint							1 980			**1 980**
	Strasbourg Université Club	LEMBACH	Charlotte	Escrime Sabre	Vice Championne d'Europe et sélectionnée aux JO à Rio			*					1 440		**1 440**
	S2A	DISTEL	Céline	Athlétisme	Sélectionnée aux JO à Rio					*			1 440		**1 440**
		CAMPAORE	Benjamin	Athlétisme	Sélectionnée aux JO à Rio								1 440		**1 440**
Souffleweyersheim	**Souffelweyersheim Escrime Club**	ANSTETT	Vincent	Escrime Sabre	Vainqueur de la Coupe du Monde et sélectionné aux JO à Rio	*		*				1 980	*		**1 980**
TOTAL															**15 120**

49

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Versement de fonds de concours aux communes pour les plans d'eau à usage de baignade.

Pour venir en aide aux communes exploitant des plans d'eau à usage de baignade surveillée, le Conseil de Communauté a approuvé, par délibération du 20 décembre 2002, la mise en place d'un fonds de concours en investissement s'élevant à 35 % du montant HT des travaux de réalisation, d'extension ou de réhabilitation, plafonné à 150 000 €, ainsi qu'un fonds de concours en fonctionnement représentant 35 % du budget annuel de fonctionnement, plafonné à 100 000 €.

a. La commune de Reichstett a déposé pour l'année **2017** un dossier de demande d'attribution d'un fonds de concours en fonctionnement.

Elle a fourni un budget prévisionnel de fonctionnement du plan d'eau du Neubiltz de 117 688 € pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 41 190 € et un budget d'investissement de 24 000 € HT pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 8 400 €.

b. La commune de Bischheim a déposé pour l'année 2017 un dossier de demande d'attribution de fonds de concours en fonctionnement et en investissement.

Elle a présenté un budget prévisionnel de fonctionnement du plan d'eau de la Ballastière de 165 300 € pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 57 855 € et un budget d'investissement de 57 812 € HT pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 20 234 €.

c. La ville de Strasbourg a déposé pour l'année 2017 un dossier de demande d'attribution de fonds de concours en fonctionnement.

Elle a fourni un budget prévisionnel de fonctionnement du plan d'eau du Baggersee de 654 610 € pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours d'un montant de 100 000 € (application du plafond) et d'un budget d'investissement de 66 666 € HT pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 23 333 €.

Les fonds de concours seront versés en une seule fois.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

la Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil de Communauté du 6 novembre 1998
vu la délibération d'orientations communautaires relatives au sport du 11 juillet 2002
vu la délibération du Conseil de Communauté du 20 décembre 2002
vu l'arrêté préfectoral du 14 août 2002 portant consolidation
et extension des compétences de la CUS
après en avoir délibéré
approuve

a. *le versement par l'Eurométropole de Strasbourg, au titre de l'exercice 2017, d'un fonds de concours d'un montant total de 49 590 € à la commune de Reichstett pour l'aménagement et le fonctionnement du plan d'eau du Neubiltz, à usage de baignade surveillée, réparti selon la manière suivante :*

- *un montant de 41 190 € pour les dépenses de fonctionnement,*
- *un montant de 8 400 € pour les dépenses d'investissement ;*

b. *le versement par l'Eurométropole de Strasbourg, au titre de l'exercice 2017, d'un fonds de concours d'un montant total de 78 089 € à la commune de Bischheim pour l'aménagement et le fonctionnement du plan d'eau de la Ballastière, à usage de baignade surveillée, réparti selon la manière suivante :*

- *un montant de 57 855 € pour les dépenses de fonctionnement,*
- *un montant de 20 234 € pour les dépenses d'investissement ;*

c. *le versement par l'Eurométropole de Strasbourg, au titre de l'exercice 2017, d'un fonds de concours à la ville de Strasbourg pour l'aménagement et le fonctionnement du plan d'eau du Baggersee, à usage de baignade surveillée, réparti selon la manière suivante :*

- *un montant de 100 000 € pour les dépenses de fonctionnement,*
- *un montant de 23 333 € pour les dépenses d'investissement décide*

pour les communes de Bischheim, de Reichstett et de Strasbourg : l'imputation des dépenses d'un montant total de 199 045 €, sur les crédits disponibles au budget de l'Eurométropole de Strasbourg sous la ligne 323/657341/8056/SJ04A dont le montant disponible avant la présente Commission s'élève à 199 045 € pour les dépenses de fonctionnement et 323/2041412/7003/SJ00 pour l'imputation des dépenses d'un montant total de 51 967 € dont le montant disponible avant la présente Commission s'élève à 52 000 € pour les dépenses d'investissement,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e légal à signer les conventions ainsi que tous les documents y relatifs avec les communes de Reichstett, Bischheim et Strasbourg.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

ALLOCATION D'UN FONDS DE CONCOURS
en fonctionnement et en investissement pour un plan d'eau destiné à la baignade
par l'Eurométropole de Strasbourg

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg

dont le siège est 1 Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG

représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président de l'Eurométropole de Strasbourg

d'une part,

et

La Commune de Bischheim

dont le siège est situé 37 route de Bischwiller 67801 BISCHHEIM

représentée par Monsieur Jean-Louis HOERLE, Maire

d'autre part,

Vu la délibération du 6 novembre 1998 instaurant un fonds de concours communautaire en fonctionnement en faveur des équipements de tourisme et de loisirs,

Vu la délibération du 20 décembre 2002 du Conseil communautaire relative à l'attribution d'un fonds de concours communautaire en fonctionnement et en investissement en faveur des plans d'eau du Baggersee, de Reichstett, et de Bischheim à usage de baignade surveillée et fixant à 35 % des dépenses de fonctionnement et d'investissement la proportion allouable à compter de 2003,

Vu la demande de subvention relative au **plan d'eau de la Ballastière,** adressée par la commune de Bischheim, pour l'exercice 2017,

Vu la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 approuvant l'attribution à la commune de Bischheim pour la gestion du plan d'eau de la Ballastière, d'un fonds de concours en fonctionnement d'un montant de 57 855 € et d'un fonds de concours en investissement de 20 234 € pour l'exercice 2017.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les plans d'eau aménagés pour la baignade constituent des équipements d'agglomération dont certains attirent, en période estivale, 2 000 à 3 000 personnes par jour, avec des pointes pouvant atteindre 10 000 personnes par jour. Ces plans d'eau renforcent l'offre de baignade des piscines et permettent d'écrêter le surplus de demande constaté durant cette période.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de participation des signataires aux frais de fonctionnement du "plan d'eau de la Ballastière " géré par la commune de Bischheim.

La contribution communautaire réside en la mise en place d'un fonds de concours annuel sur la base de 35 % du budget annuel figurant dans un budget prévisionnel type pour l'exercice 2017 en fonctionnement et en investissement.

Le budget annuel prévisionnel pour l'année 2017 établi par la commune de Bischheim s'élève à 165 300 € pour les dépenses de fonctionnement et à 57 812 € HT pour les dépenses d'investissement.

Article 2: Montant du fonds de concours

La participation annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg **aux dépenses de fonctionnement** du plan d'eau de la Ballastière effectuées par la commune de Bischheim s'élève 57 855 € pour l'exercice 2017.

La participation annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg **aux dépenses d'investissement** du plan d'eau de la Ballastière effectuées par la commune de Bischheim s'élève à 20 234 € pour l'exercice 2017.

Article 3 : Modalités de versement du fonds de concours

Le fonds de concours en fonctionnement *sera versé par l'Eurométropole de Strasbourg selon les modalités usuelles en matière de participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir 50% lors de la présentation du budget prévisionnel et le solde, soit 50%, en fin d'exercice au vu du justificatif de dépenses arrêté au 31 décembre de l'année concernée.*

Pour le fonds de concours en investissement *un acompte de 50% sera versé sur présentation du premier décompte de travaux et le solde sur présentation du décompte final.*

Les justificatifs présentés devront permettre à l'Eurométropole de Strasbourg de s'assurer des dépenses effectivement engagées:

- si celles-ci résultent de travaux ou services réalisés par des entreprises privées, la commune devra fournir le justificatif de paiement (facture, certificat de paiement ou autre),
- si les travaux ont été exécutés en régie, dans ce cas, la Commune estimera le coût de la prestation (frais de personnel, de matériel et fournitures) et fournira à l'Eurométropole de Strasbourg un descriptif du coût de la prestation certifié exact et sincère, l'Eurométropole de Strasbourg se réservant le droit de demander toutes pièces complémentaires qu'elle jugerait nécessaires à l'appréciation du chiffrage fourni.

Ce fonds de concours exclut les prestations en nature par les services communautaires, dès lors qu'elles n'incombent pas à l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre strict de ses compétences.

Avant versement, ces subventions pourront être soumises à un contrôle financier de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 4 : Mise à disposition du fonds de concours

Il sera crédité auprès du Receveur des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 : Conditions de la participation financière

La commune s'engage à :

- utiliser les fonds communautaires exclusivement en vue d'assurer le bon fonctionnement du plan d'eau de la Ballastière.
- faciliter le contrôle, par les services de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment par le libre accès aux documents administratifs et comptables.

Article 6 : Conditions de résiliation

En cas d'irrespect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Le cas échéant, ladite participation financière déjà versée par l'Eurométropole de Strasbourg serait à rembourser par la commune de Bischheim dans un délai d'un mois après la date de résiliation de la présente convention.

Il pourra en être ainsi notamment si l'équipement lui-même ne devait plus être utilisé.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour l'année civile 2017

Article 8 : Identification de l'agent comptable

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 parc de l'Etoile, 67000 Strasbourg.

Article 9 : Engagements des signataires quant à une éventuelle réestimation du budget

L'Eurométropole de Strasbourg ne sera pas liée par une éventuelle réestimation de l'opération.

Tout dépassement du budget annuel de l'équipement ne pourra être justifié que par des faits exceptionnels et ne pourra intervenir qu'avec l'accord préalable de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg et dans le cadre d'un avenant à cette convention.

Article 10 : Modalités de communication

Toutes les actions de communication relatives à l'opération mentionneront la participation de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 11

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Fait à Strasbourg, le 24 novembre 2017

en deux exemplaires,

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la commune de Bischheim
Robert HERRMANN Président	Jean-Louis HOERLE Maire

ALLOCATION D'UN FONDS DE CONCOURS
en fonctionnement et en investissement pour un plan d'eau destiné à la baignade
par l'Eurométropole de Strasbourg

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg

dont le siège est 1 Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG

représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président de l'Eurométropole de Strasbourg,

d'une part,

et

La ville de Strasbourg

dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg

représentée par Monsieur Roland RIES, Maire de la ville de Strasbourg

d'autre part,

Vu la délibération du 6 novembre 1998 instaurant un fonds de concours communautaire en fonctionnement en faveur des équipements de tourisme et de loisirs,

Vu la délibération du 20 décembre 2002 du Conseil communautaire relative à l'attribution d'un fonds de concours communautaire en fonctionnement et en investissement en faveur des plans d'eau du Baggersee, de Reichstett et de Bischheim à usage de baignade surveillée et fixant à 35 % des dépenses de fonctionnement et d'investissement la proportion allouable à compter de 2003,

Vu la demande de subvention relative au **plan d'eau du Baggersee,** adressée par la ville de Strasbourg pour l'exercice 2017,

Vu la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 approuvant l'attribution à la ville de Strasbourg pour la gestion du plan d'eau du Baggersee, d'un fonds de concours en fonctionnement d'un montant de 100 000 € et en investissement de 23 333 € pour l'exercice 2017.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les plans d'eau aménagés pour la baignade constituent des équipements d'agglomération dont certains attirent, en période estivale, 2 000 à 3 000 personnes par jour, avec des pointes pouvant atteindre 10 000 personnes par jour. Ces plans d'eau renforcent l'offre de baignade des piscines et permettent d'écrêter le surplus de demande constaté durant cette période.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de participation des signataires aux frais de fonctionnement du "plan d'eau du Baggersee" géré par la ville de Strasbourg.

La contribution de l'Eurométropole de Strasbourg réside en la mise en place d'un fonds de concours annuel sur la base de 35 % du budget annuel figurant dans un budget prévisionnel type pour l'exercice 2017 en fonctionnement et en investissement.

Le budget annuel prévisionnel pour l'année 2017 établi par la ville de Strasbourg est de :

- 654 610 € TTC pour les dépenses de fonctionnement
- 66 666 € HT pour les dépenses d'investissement

Article 2: Montant du fonds de concours

La participation annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg **aux dépenses de fonctionnement** du plan d'eau du Baggersee effectuées par la ville de Strasbourg s'élève à 100 000 € pour l'exercice 2017.

La participation annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg aux dépenses d'investissement du plan d'eau du Baggersee effectuées par la ville de Strasbourg s'élève à 23 333 € pour l'exercice 2017.

Article 3 : Modalités de versement du fonds de concours

Le fonds de concours en fonctionnement *sera versé par l'Eurométropole de Strasbourg selon les modalités usuelles en matière de participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir 50% lors de la présentation du budget prévisionnel et le solde, soit 50%, en fin d'exercice au vu du justificatif de dépenses arrêté au 31 décembre de l'année concernée.*

Pour le fonds de concours en investissement *un acompte de 50% sera versé sur présentation du premier décompte de travaux et le solde sur présentation du décompte final.*

Les justificatifs présentés devront permettre à l'Eurométropole de Strasbourg de s'assurer des dépenses effectivement engagées:

- si celles-ci résultent de travaux ou services réalisés par des entreprises privées, la commune devra fournir le justificatif de paiement (facture, certificat de paiement ou autre),
- si les travaux ont été exécutés en régie, dans ce cas, la commune estimera le coût de la prestation (frais de personnel, de matériel et fournitures) et fournira à l'Eurométropole de Strasbourg un descriptif du coût de la prestation certifié exact et sincère, l'Eurométropole de Strasbourg se réservant le droit de demander toutes pièces complémentaires qu'elle jugerait nécessaires à l'appréciation du chiffrage fourni.

Ce fonds de concours exclut les prestations en nature par les services de l'Eurométropole de Strasbourg, dès lors qu'elles n'incombent pas à l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre strict de ses compétences.

Avant versement, ces subventions pourront être soumises à un contrôle financier de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 4 : Mise à disposition du fonds de concours

Il sera crédité auprès du Receveur des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 : Conditions de la participation financière

La commune s'engage à :

- utiliser les fonds de l'Eurométropole de Strasbourg exclusivement en vue d'assurer le bon fonctionnement du plan d'eau du Baggersee,
- faciliter le contrôle, par les services de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment par le libre accès aux documents administratifs et comptables.

Article 6 : Conditions de résiliation

En cas d'irrespect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Le cas échéant, ladite participation financière déjà versée par l'Eurométropole de Strasbourg serait à rembourser par la ville de Strasbourg dans un délai d'un mois après la date de résiliation de la présente convention.

Il pourra en être ainsi notamment si l'équipement lui-même ne devait plus être utilisé.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour l'année civile 2017.

Article 8 : Identification de l'agent comptable

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 parc de l'Etoile, 67000 Strasbourg.

Article 9 : Engagements des signataires quant à une éventuelle réestimation du budget

L'Eurométropole de Strasbourg ne sera pas liée par une éventuelle réestimation de l'opération.

Tout dépassement du budget annuel de l'équipement ne pourra être justifié que par des faits exceptionnels et ne pourra intervenir qu'avec l'accord préalable de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg et dans le cadre d'un avenant à cette convention.

Article 10 : Modalités de communication

Toutes les actions de communication relatives à l'opération mentionneront la participation de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 11

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Fait à Strasbourg, le 24 novembre 2017 en deux exemplaires,

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la ville de Strasbourg
Robert HERRMANN Président	Roland RIES Maire

ALLOCATION D'UN FONDS DE CONCOURS
en fonctionnement et en investissement pour un plan d'eau destiné à la baignade
par l'Eurométropole de Strasbourg

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg

dont le siège est 1 Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG

représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président de l'Eurométropole de Strasbourg,

d'une part,

et

La Commune de Reichstett

dont le siège est situé 24 rue de La Wantzenau 67116 REICHSTETT

représentée par Monsieur Georges SCHULER, Maire

d'autre part,

Vu la délibération du 6 novembre 1998 instaurant un fonds de concours communautaire en fonctionnement en faveur des équipements de tourisme et de loisirs,

Vu la délibération du 20 décembre 2002 du Conseil communautaire relative à l'attribution d'un fonds de concours communautaire en fonctionnement et en investissement en faveur des plans d'eau du Baggersee, de Reichstett, et de Bischheim à usage de baignade surveillée et fixant à 35% des dépenses de fonctionnement et d'investissement la proportion allouable à compter de 2003,

Vu la demande de subvention relative au **plan d'eau du Neubiltz,** adressée par la commune de Reichstett, pour l'exercice 2017,

Vu la délibération de la Commission permanente (Bureau) du 24 novembre 2017 approuvant l'attribution à la commune de Reichstett pour la gestion du plan d'eau du Neubiltz, d'un fonds de concours en fonctionnement d'un montant de 41 190 € et en investissement d'un montant de 8 400 € pour l'exercice 2017.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les plans d'eau aménagés pour la baignade constituent des équipements d'agglomération dont certains attirent, en période estivale, 2 000 à 3 000 personnes par jour, avec des pointes pouvant atteindre 10 000 personnes par jour. Ces plans d'eau renforcent l'offre de baignade des piscines et permettent d'écrêter le surplus de demande constaté durant cette période.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de participation des signataires aux frais de fonctionnement du "plan d'eau du Neubiltz " géré par la commune de Reichstett.

La contribution communautaire réside en la mise en place d'un fonds de concours annuel sur la base de 35 % du budget annuel figurant dans un budget prévisionnel type pour l'exercice 2017 en fonctionnement et en investissement.

Le budget annuel prévisionnel pour l'année 2017 établi par la commune de Reichstett s'élève à 117 688 € pour les dépenses de fonctionnement et à 24 000 € HT pour les dépenses d'investissement.

Article 2: Montant du fonds de concours

La participation annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg **aux dépenses de fonctionnement** du plan d'eau du Neubiltz effectuées par la commune de Reichstett s'élève à 41 190 € pour l'exercice 2017.

La participation annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg **aux dépenses d'investissement** du plan d'eau de la Ballastière effectuées par la commune de Reichstett s'élève à 8 400 € pour l'exercice 2017.

Article 3 : Modalités de versement du fonds de concours

Le fonds de concours en fonctionnement *sera versé par l'Eurométropole de Strasbourg selon les modalités usuelles en matière de participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir 50% lors de la présentation du budget prévisionnel et le solde, soit 50 %, en fin d'exercice au vu du justificatif de dépenses arrêté au 31 décembre de l'année concernée.*

Pour le fonds de concours en investissement *un acompte de 50% sera versé sur présentation du premier décompte de travaux et le solde sur présentation du décompte final.*

Les justificatifs présentés devront permettre à l'Eurométropole de Strasbourg de s'assurer des dépenses effectivement engagées :

- si celles-ci résultent de travaux ou services réalisés par des entreprises privées, la Commune devra fournir le justificatif de paiement (facture, certificat de paiement ou autre)

- si les travaux ont été exécutés en régie, dans ce cas, la Commune estimera le coût de la prestation (frais de personnel, de matériel et fournitures) et fournira à l'Eurométropole de Strasbourg un descriptif du coût de la prestation certifié exact et sincère, l'Eurométropole de Strasbourg se réservant le droit de demander toutes pièces complémentaires qu'elle jugerait nécessaires à l'appréciation du chiffrage fourni.

Ce fonds de concours exclut les prestations en nature par les services communautaires, dès lors qu'elles n'incombent pas à l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre strict de ses compétences.

Avant versement, ces subventions pourront être soumises à un contrôle financier de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 4 : Mise à disposition du fonds de concours

Il sera crédité auprès du Receveur des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 : Conditions de la participation financière

La commune s'engage à :

- utiliser les fonds communautaires exclusivement en vue d'assurer le bon fonctionnement du plan d'eau du Neubiltz.
- faciliter le contrôle, par les services de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment par le libre accès aux documents administratifs et comptables.

Article 6 : Conditions de résiliation

En cas d'irrespect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Le cas échéant, ladite participation financière déjà versée par l'Eurométropole de Strasbourg serait à rembourser par la commune de Reichstett dans un délai d'un mois après la date de résiliation de la présente convention.

Il pourra en être ainsi notamment si l'équipement lui-même ne devait plus être utilisé.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour l'année civile 2017.

Article 8 : Identification de l'agent comptable

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 parc de l'Etoile, 67000 Strasbourg.

Article 9 : Engagements des signataires quant à une éventuelle réestimation du budget

L'Eurométropole de Strasbourg ne sera pas liée par une éventuelle réestimation de l'opération.

Tout dépassement du budget annuel de l'équipement ne pourra être justifié que par des faits exceptionnels et ne pourra intervenir qu'avec l'accord préalable de la Commission permanente (bureau) de l'Eurométropole de Strasbourg et dans le cadre d'un avenant à cette convention.

Article 10 : Modalités de communication

Toutes les actions de communication relatives à l'opération mentionneront la participation de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 11

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Fait à Strasbourg, le 24 novembre 2017

en deux exemplaires,

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la commune de Reichstett
Robert HERRMANN Président	Georges SCHULER Maire

50

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Centre Social Ressources des Gens du voyage - Conventions pluriannuelles d'objectifs, Contrat Enfance Jeunesse et subventions 2017.

Un nouveau cadre d'action pour les partenaires associatifs : le Centre Social Ressources des Gens du voyage de l'Eurométropole

Compétente en matière d'accueil des gens du voyage, l'Eurométropole de Strasbourg gère actuellement huit aires permanentes d'accueil des gens du voyage sur son territoire, soit 283 places. A titre d'exemple, elle a accueilli plus de 2 800 personnes sur l'année 2016, dont un tiers de familles avec enfants.

L'Eurométropole de Strasbourg a obtenu le 31 mars 2017, l'agrément de la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin « Centre Social Ressources », valable quatre ans, en partenariat avec cinq Espaces de Vie Sociale (EVS) – structures associatives offrant une animation sociale de proximité. Ensemble, le Centre social et les EVS déploient leur projet social commun sur les aires d'accueil des gens du voyage de l'Eurométropole afin d'offrir des activités inclusives pour et avec les familles de voyageurs qui fréquentent peu, de par leur itinérance, les centres sociaux de droit commun.

Le Centre Social Ressources, porté par le Service Gens du voyage, est chargé de la coordination de l'action des EVS et des activités transversales, telles que le Lieu d'Accueil Enfants-Parents itinérant, qu'il développe auprès des usagers. Cette coordination est organisée sur la base d'objectifs qui ont été définis et partagés collectivement avec les opérateurs EVS.

Le projet social du Centre se décline en trois axes prioritaires, partagés et mis en œuvre par nos différents partenaires associatifs :

- développer la participation des voyageurs,
- garantir l'accès aux droits communs en poursuivant le travail quotidien réalisé par la coordination sociale et la dynamique autour de la domiciliation,
- promouvoir la parentalité et favoriser la scolarisation.

I. Des Conventions pluriannuelles d'objectifs pour les opérateurs EVS

A ce jour, quatre associations portent les Espaces de vie sociale, mis en place sur cinq sites prioritaires :

- Arachnima sur l'aire d'Illkirch-Graffenstaden,
- l'ARSEA (Association Régionale Spécialisée d'action sociale d'Education et d'Animation) sur l'aire de Geispolsheim,
- AVA Habitat et Nomadisme sur les deux aires de Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau et de Schiltigheim,
- et les Francas du Bas-Rhin sur l'aire de Strasbourg.

Outre l'appui financier et logistique du Centre social aux EVS, la Collectivité met gracieusement à leur disposition des locaux modulaires, pour lesquels ils ont signé une convention d'occupation.

Il est proposé d'établir des conventions annuelles d'objectifs (en annexe de la présente délibération) avec les quatre EVS pour simplifier et pérenniser les procédures de suivi et de subventions. Celles-ci s'appuient sur le projet social commun, qui a été entériné par la délibération de la Commission permanente du Conseil de l'Eurométropole le 31 mars dernier (Délibération BE-2017-277), et qui institue les objectifs communs au Centre social et aux EVS.

II. Un Contrat Enfance Jeunesse EMS-CAF pour le Lieu d'Accueil Enfants-Parents itinérant

Dans le cadre de son agrément en tant que Centre Social Ressources des Gens du Voyage, l'Eurométropole de Strasbourg a initié l'expérimentation d'un Lieu d'Accueil Enfants-Parents (LAEP) itinérant, porté par l'association Contact et Promotion depuis novembre 2016.

Il paraît aujourd'hui opportun de pérenniser cette action, car la pré-socialisation des enfants, ainsi que le renforcement du rôle parental, sont des objectifs opérationnels défendus par le Centre social pour améliorer l'inclusion sociale de la génération en devenir.

L'Eurométropole étant compétente en matière d'accueil des gens du voyage, il est proposé de conclure un Contrat Enfance Jeunesse CAF-EMS, pour financer cette action expérimentale et innovante de soutien à la parentalité auprès des gens du voyage. Ce dispositif administratif, annexé à cette délibération, permet à la CAF de reverser 55 % de la part financée par l'Eurométropole (montant plafonné). Ainsi, pour les exercices 2018, 2019 et 2020, la contribution de la Collectivité de 52 560 € au fonctionnement du LAEP itinérant, ouvrira droit à un remboursement de 27 800 € à l'année n+1.

La CAF du Bas-Rhin est très favorable à ce projet et s'engage à compléter le financement assuré par la Cnaf au titre de la prestation de service ordinaire (Pso) LAEP, par une aide exceptionnelle, émanant de sa ligne budgétaire « Fonds Publics et Territoires ».

III. Attribution des subventions aux associations partenaires pour les années 2017 et 2018

- **Détail des subventions aux Espaces de Vie Sociale**

Arachnima	**7 000 €**
ARSEA	**7 000 €**
AVA Habitat et Nomadisme	**14 000 €**
Les Francas du Bas-Rhin	**7 000 €**

La signature des conventions pluriannuelles d'objectifs permettra un financement stable sur l'année civile. La présente délibération porte donc sur l'attribution du solde pour 2017, à raison de 1 000 € par mois, et d'un acompte pour le premier trimestre 2018. Les cinq EVS bénéficieront donc d'une subvention de 7 000 € chacun.

- **Subvention au Lieu d'Accueil Enfants-Parents itinérant**

Contact et Promotion	**Fonctionnement en CEJ**	**30 205 €**
	Investissement	**28 500 €**

L'activité 2017 du LAEP sera financée à hauteur de 30 205 €, sur deux périodes distinctes :

- Expérimentation de janvier et septembre (financement classique) : prise en charge de 20 % du fonctionnement (80 % à charge de la CAF),
- Contrat Enfance Jeunesse du 1er septembre au 31 décembre 2017, donnant lieu au reversement de la part de la CAF de 55 % de la subvention allouée par la Collectivité, soit 9 467,71 € versés l'année prochaine.

D'autre part, l'association envisage d'acquérir un camping-car, afin d'effectuer quinze heures d'intervention en itinérant sur les aires d'accueil, et pour laquelle une subvention d'investissement d'un montant de 28 500 € sera attribuée (financement à parts égales avec la CAF).

- **Détails des subventions aux actions transversales**

Compagnie les Gladiateurs	**1 333 €**

Les Gladiateurs proposent une action culturelle et pédagogique hebdomadaire, autour des arts du cirque sur les aires de Geispolsheim et de Strasbourg. Cette action, s'étalant sur l'année scolaire 2016-2017, est déjà financée dans le cadre du Contrat de ville (crédits Culture). L'attribution d'un complément de 1 333 € permettra son déploiement sur le territoire de l'Eurométropole (aire d'accueil des gens du voyage de Geispolsheim).

Association Ballade	**4 000 €**

L'association Ballade offre un projet innovant d'enseignement musical par transmission orale, faisant écho à la culture des voyageurs. Ce projet vise à valoriser l'apprentissage

et le partage culturel par une pédagogie alternative qui favorise l'inclusion sociale. Il est soutenu à hauteur de 4 000 € pour l'année 2017-2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

les conventions pluriannuelles d'objectifs 2017-2020 fixant pour les quatre associations agrées Espaces de Vie Sociale (Arachnima Art et Echange, ARSEA, AVA Habitat et Nomadisme, Francas d'Alsace) les objectifs prioritaires,

pour la réalisation desquels une contribution au fonctionnement est versée pour leur action sur les aires d'accueil pour lesquelles elles sont agréées Espaces de Vie Sociale,

le programme du Contrat Enfance Jeunesse Eurométropole de Strasbourg-CAF du Bas-Rhin 2017-2020 joint au présent rapport ;

décide

- *d'allouer les subventions de fonctionnement suivantes aux Espaces de Vie Sociale et autres partenaires associatifs œuvrant dans le cadre du Centre Social Ressources*

		Association	**Aire d'accueil**	**Montant**
EVS	1.	Arachnima	Illkirch	7 000,00 €
	2.	ARSEA	Geispolsheim	7 000,00 €
	3.	AVA Habitat et Nomadisme	BHW	7 000,00 €
			Schiltigheim	7 000,00 €
	4.	Francas du Bas-Rhin	Dunkerque	7 000,00 €
Transversal	5.	Contact et Promotion - LAEP itinérant	5 aires d'accueil	30 205,00 €
	6.	Gladiateurs	Geispolsheim	1 333,00 €
	7.	Ballade	Geispolsheim	4 000,00 €
Sous-total subventions Fonctionnement				**70 538,00 €**

- *d'imputer ces montants au compte AS09 B – 6574 – 524 dont le disponible avant le présent conseil est de 107 615 € ;*

- *d'allouer la subvention d'investissement d'un montant forfaitaire de 28 500 € à l'association Contact et Promotion pour l'acquisition d'un camping-car*

- *d'imputer ce montant au compte AS00 – 20421 – 420 Prog. 7060 dont le disponible avant le présent conseil est de 154 500 € ;*

autorise

- *le Président ou son représentant à signer les conventions pluriannuelles d'objectifs et les conventions financières y afférentes.*

- *le Président ou son représentant à signer avec la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin un Contrat Enfance Jeunesse pour une durée de quatre ans, prenant effet de manière rétrospective au 1er septembre 2017.*

- *le Président à imputer les recettes liées au Contrat Enfance Jeunesse sous la ligne Service : AS09B – Fonction 554 – Nature : 74718 – Prog. 8006 pour les subventions de fonctionnement*

- *le Président ou son représentant à signer les conventions financières ainsi que les conventions d'occupation des bâtiments modulaires.*

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2017-2020

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président Mr Robert HERRMANN, habilité à signer la présente convention d'objectifs en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 31 mars 2017 et

- l'association Arachnima Art et Echange, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous Vol : 79 Folio : 143 et dont le siège est 33 rue de la Course 67000 STRASBOURG,
  représentée par sa Présidente en exercice, Magali SCHAEDELIN

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 31 mars 2017 approuvant le Projet Social du Centre Social Ressources des Gens du voyage de l'Eurométropole
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 novembre 2017.

Préambule

Le 31 mars 2017, le Service Gens du Voyage de l'Eurométropole de Strasbourg, qui assure l'aménagement, la création et la gestion des dispositifs d'accueil de gens du voyage pour l'Eurométropole, a été agréé **Centre social Ressources des Gens du voyage par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Bas-Rhin**.

Ce dispositif se déploie sur le dispositif d'accueil des gens du voyage géré par le service, pour répondre aux besoins des habitants des aires et améliorer l'animation de la vie sociale dans ces espaces, jusque-là quasi inexistante.

Pour pallier la difficulté du terrain, à la fois par son éclatement en plusieurs sites, et par sa population spécifique et mouvante, il a été décidé que l'intervention du Centre Social Ressources se ferait par le biais d'**Espaces de Vie Sociale (EVS)**.

Ces EVS permettent l'installation, sur le site même des aires d'accueil, d'une **structure associative de proximité offrant une animation de la vie sociale touchant tous les publics** (surtout les familles, les enfants et les jeunes). Leur action contribue à :
- lutter contre l'isolement (inclusion sociale et socialisation),
- promouvoir le « vivre-ensemble » (développement des liens sociaux et de la cohésion sociale interne)
- et d'impliquer les voyageurs dans la vie de l'aire et dans la société (participation, expression, formation citoyenne).

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association « Arachnima Art et Echange » définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par le Service Gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg en faveur des Gens du voyage

L'action du Centre Social Ressources des Gens du voyage et de ses opérateurs EVS a été définie dans un projet social, élaboré collectivement, qui en décline les objectifs pour les quatre années à venir.

La population des gens du voyage accueillie sur l'Eurométropole est caractérisée par un cumul de problématiques sociales : isolement des structures de droit commun, précarité, dépendance administrative, faible taux de scolarisation, illettrisme, manque de suivi médical… Mais aussi par une grande représentativité des enfants (37%), appelant une approche familiale de l'action sociale.

La première priorité du projet social est de **promouvoir la participation des voyageurs** :

- **à la vie sur l'aire** : améliorer leur quotidien, animer ces sites souvent isolés, mais aussi renforcer la cohésion entre ses occupants ;
- **à la vie sur la commune de résidence** : s'ouvrir sur l'autre, s'insérer dans son environnement, créer des solidarités de voisinage ;
- **à la prise en compte de leurs besoins** à court, moyen et long terme, notamment à travers la prise de parole et la formation citoyenne.

Le projet a aussi pour objectif général **l'amélioration de l'accès aux droits communs** des gens du voyage, en combattant **les discriminations et l'exclusion** auxquelles ils font face.

Enfin, le projet social se donne pour mission **de soutenir les relations interfamiliales, et d'accompagner parents et enfants vers la scolarisation**, en favorisant le développement socio-éducatif et la socialisation inclusive des enfants. Cela inclue également de réduire l'éloignement du système scolaire et de **lutter contre l'illettrisme** des adultes.

Article 4 : le projet associatif sur l'aire d'accueil des gens du voyage d'Illkirch-Graffenstaden

Acteur de la médiation culturelle sur le territoire de l'agglomération strasbourgeoise, l'association Arachnima inscrit son projet social dans la proximité ; il vise à animer les territoires en partageant des processus créatifs. Toute son activité se rassemble autour de

pratiques émancipatrices, culturelles et artistiques au service du dialogue, du lien social et à leur développement durable sur le territoire.

Le projet organisé autour de l'Espace de vie sociale sur l'aire d'accueil des gens du voyage d'Illkirch-Graffenstaden s'inscrit dans la durée : il vise à améliorer les conditions de vie des voyageurs y séjournant en mettant à profit tous les outils culturels utiles pour le dialogue, et la réalisation des objectifs visés .

Des objectifs coordonnés avec le Centre social Ressources :
Le projet social d'Arachnima s'articule avec celui de l'Eurométropole tant sur les axes prioritaires que sur la méthode et les étapes d'élaboration, tout en restant dans le cadre de compétence de l'association – à savoir, l'animation culturelle.

Article 5 : les objectifs partagés

Ces objectifs sont issus de la réflexion collective menée par le Centre social Gens du voyage et l'ensemble de ses partenaires EVS.

- Objectifs généraux :

AXE 1 : Lutter contre l'isolement et développer la participation des gens du voyage
AXE 2 : Garantir l'accès au droit commun et encourager la citoyenneté
AXE 3 : Soutenir la parentalité et la scolarisation

- Objectifs opérationnels :

AXE 1 :
- Encourager la participation des gens du voyage à la vie sociale sur l'aire : animation, activités collectives, festivités
- Encourager l'inclusion sociale dans le territoire et l'ouverture vers l'extérieur de la communauté : activités hors de l'aire, dans les structures de droit commun ; rencontres avec les habitants

AXE 2 :
- favoriser l'insertion sociale et la rencontre des cultures : activités culturelles et de socialisation
- Encourager la citoyenneté et la prise de responsabilité des voyageurs : activités de sensibilisation et accompagnement dans l'obtention des droits

AXE 3 :
- Renforcer les compétences parentales et améliorer le vivre-ensemble intergénérationnel : activités familiales intergénérationnelles ; activités pédagogiques ; échange/médiation avec les familles
- Favoriser l'accès à l'éducation et lutter contre l'illettrisme : accompagnement à la scolarisation ; aide aux devoirs ; apprentissage du français pour adultes.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de *34 660*€.

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : 4 000€.
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : *10 220*€.
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : *10 220*€.
- Pour la quatrième année, le montant prévisionnel s'élève à : *10 220*€.

Ces trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : la mise à disposition de locaux par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition de l'association les locaux suivants : bâtiment modulaire, dont elle est propriétaire, sis « aire d'accueil d'Illkirch » située route du Rhin, 67400 Illkirch-Graffenstaden, d'une superficie de 23 m², comprenant 1 espace d'animation et 1 bureau servant également d'espace de stockage du matériel.

Pour information, il est précisé que la valeur locative annuelle des moyens mis à disposition est évaluée à 575€.

La présente convention d'objectifs se décline en une convention spécifique de mise à disposition de locaux, d'une durée de quatre ans, définissant les modalités de cette mise à disposition par l'Eurométropole de Strasbourg en faveur de l'association.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un bilan d'activités annuel, dont la trame (optionnelle) est annexée à la présente convention : il évalue un par un les axes prioritaires (objectifs partagés définis au préalable par les deux partenaires.

Article 8 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est composé :
- la cheffe de service Gens du voyage de l'Eurométropole, Catherine DANIERE,
- la Présidente de l'association Arachnima Art et Echange, agréée EVS dans le cadre du Centre Social des Gens du voyage, Magali SCHAEDELIN,
- le conseiller technique référent CAF.

Cette instance est relayée le reste du temps par des réunions de coordination EVS bimensuelles qui permettent un suivi continu de la convention d'objectifs.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des bilans d'activités annuels figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, à la condition que l'agrément Centre Social Ressources de l'Eurométropole et celui « EVS » de l'association soient reconduits, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an dans le mois qui suit l'envoi du rapport d'activités et des éléments de budget (réalisé et prévisionnel) par l'association. Son organisation est à l'initiative de l'Eurométropole.

L'association communique à l'Eurométropole, au préalable, l'ensemble des documents demandés (bilan d'activités, et budgets réalisé et prévisionnel) pour la période annuelle révolue.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble de ces documents et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des bilans d'activités.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée à la condition que les agréments respectifs de l'Eurométropole soit renouvelé, ainsi que l'agrément EVS de l'association.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
Le Président	La Présidente
Robert HERRMANN	Magali SCHAEDELIN

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2017-2020

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président Mr Robert HERRMANN, habilité à signer la présente convention d'objectifs en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 31 mars 2017 et

- l'association Association Régionalisée Spécialisée d'action sociale d'Education et d'Animation (ARSEA), ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 775641830 et dont le siège est 204 avenue de Colmar BP 10922 67029 STRASBOURG,
  représentée par son Président en exercice, Dr. Materne ANDRES

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 31 mars 2017 approuvant le Projet Social du Centre Social Ressources des Gens du voyage de l'Eurométropole
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 novembre 2017.

Préambule

Le 31 mars 2017, le Service Gens du Voyage de l'Eurométropole de Strasbourg, qui assure l'aménagement, la création et la gestion des dispositifs d'accueil de gens du voyage pour l'Eurométropole, a été agréé **Centre social Ressources des Gens du voyage par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Bas-Rhin**.

Ce dispositif se déploie sur le dispositif d'accueil des gens du voyage géré par le service, pour répondre aux besoins des habitants des aires et améliorer l'animation de la vie sociale dans ces espaces, jusque-là quasi inexistante.

Pour pallier la difficulté du terrain, à la fois par son éclatement en plusieurs sites, et par sa population spécifique et mouvante, il a été décidé que l'intervention du Centre Social Ressources se ferait par le biais d'**Espaces de Vie Sociale (EVS)**.

Ces EVS permettent l'installation, sur le site même des aires d'accueil, d'une **structure associative de proximité offrant une animation de la vie sociale touchant tous les publics** (surtout les familles, les enfants et les jeunes). Leur action contribue à :
- lutter contre l'isolement (inclusion sociale et socialisation),
- promouvoir le « vivre-ensemble » (développement des liens sociaux et de la cohésion sociale interne)
- et d'impliquer les voyageurs dans la vie de l'aire et dans la société (participation, expression, formation citoyenne).

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association « Arachnima Art et Echange » définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par le Service Gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurmétropole, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg en faveur des Gens du voyage

L'action du Centre Social Ressources des Gens du voyage et de ses opérateurs EVS a été définie dans un projet social, élaboré collectivement, qui en décline les objectifs pour les quatre années à venir.

La population des gens du voyage accueillie sur l'Eurométropole est caractérisée par un cumul de problématiques sociales : isolement des structures de droit commun, précarité, dépendance administrative, faible taux de scolarisation, illettrisme, manque de suivi médical… Mais aussi par une grande représentativité des enfants (37%), appelant une approche familiale de l'action sociale.

La première priorité du projet social est de **promouvoir la participation des voyageurs** :

- **à la vie sur l'aire** : améliorer leur quotidien, animer ces sites souvent isolés, mais aussi renforcer la cohésion entre ses occupants ;
- **à la vie sur la commune de résidence** : s'ouvrir sur l'autre, s'insérer dans son environnement, créer des solidarités de voisinage ;
- **à la prise en compte de leurs besoins** à court, moyen et long terme, notamment à travers la prise de parole et la formation citoyenne.

Le projet a aussi pour objectif général **l'amélioration de l'accès aux droits communs** des gens du voyage, en combattant **les discriminations et l'exclusion** auxquelles ils font face.

Enfin, le projet social se donne pour mission **de soutenir les relations interfamiliales, et d'accompagner parents et enfants vers la scolarisation**, en favorisant le développement socio-éducatif et la socialisation inclusive des enfants. Cela inclue également de réduire l'éloignement du système scolaire et de **lutter contre l'illettrisme** des adultes.

Article 4 : le projet associatif sur l'aire d'accueil des gens du voyage de Geispolsheim

Objectif prioritaire n°1 : Soutenir la parentalité

Objectifs associés

- Renforcer et accompagner les compétences parentales
- Favoriser l'accès aux soins et sensibiliser le public à certaines problématiques
- Améliorer le vivre ensemble intergénérationnel

Objectif prioritaire n°2 : Accompagnement vers la scolarisation

Objectifs associés :

- Favoriser l'accès à l'éducation et les inscriptions à l'école
- Lutter contre l'illettrisme

Objectif prioritaire n°3 : Favoriser l'accès l'inclusion sociale et l'ouverture vers l'extérieur des familles

Objectifs associés :

- Favoriser l'ouverture socio-culturelle
- Favoriser l'accès à la citoyenneté

Article 5 : les objectifs partagés

Ces objectifs sont issus de la réflexion collective menée par le Centre social Gens du voyage et l'ensemble de ses partenaires EVS.

➢ Objectifs généraux :

AXE 1 : Lutter contre l'isolement et développer la participation des gens du voyage
AXE 2 : Garantir l'accès au droit commun et encourager la citoyenneté
AXE 3 : Soutenir la parentalité et la scolarisation

➢ Objectifs opérationnels :

AXE 1 :

- Encourager la participation des gens du voyage à la vie sociale sur l'aire : animation, activités collectives, festivités
- Encourager l'inclusion sociale dans le territoire et l'ouverture vers l'extérieur de la communauté : activités hors de l'aire, dans les structures de droit commun ; rencontres avec les habitants

AXE 2 :

- favoriser l'insertion sociale et la rencontre des cultures : activités culturelles et de socialisation
- Encourager la citoyenneté et la prise de responsabilité des voyageurs : activités de sensibilisation et accompagnement dans l'obtention des droits

AXE 3 :

- Renforcer les compétences parentales et améliorer le vivre-ensemble intergénérationnel : activités familiales intergénérationnelles ; activités pédagogiques ; échange/médiation avec les familles
- Favoriser l'accès à l'éducation et lutter contre l'illettrisme : accompagnement à la scolarisation ; aide aux devoirs ; apprentissage du français pour adultes.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme *39 460*€.

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : *4 000€.*
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : *11 820*€.
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : *11 820*€.
- Pour la quatrième année, le montant prévisionnel s'élève à : *11 820*€.

Ces trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : la mise à disposition de locaux par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition de l'association les locaux suivants : bâtiment modulaire, dont elle est propriétaire, sis « aire d'accueil d'Illkirch » située route du Rhin, 67400 Illkirch-Graffenstaden, d'une superficie de 23 m², comprenant 1 espace d'animation et 1 bureau servant également d'espace de stockage du matériel.

Pour information, il est précisé que la valeur locative annuelle des moyens mis à disposition est évaluée à 575€.

La présente convention d'objectifs se décline en une convention spécifique de mise à disposition de locaux, d'une durée de quatre ans, définissant les modalités de cette mise à disposition par l'Eurométropole de Strasbourg en faveur de l'association

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un bilan d'activités annuel, dont la trame (optionnelle) est annexée à la présente convention : il évalue un par un les axes prioritaires (objectifs partagés définis au préalable par les deux partenaires.

Article 8 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est composé :
- la cheffe de service Gens du voyage de l'Eurométropole, Catherine DANIERE,
- le Président de l'association ARSEA, agréée EVS dans le cadre du Centre Social des Gens du voyage, ou son représentant,
- le conseiller technique référent CAF.

Cette instance est relayée le reste du temps par des réunions de coordination EVS bimensuelles qui permettent un suivi continu de la convention d'objectifs.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des bilans d'activités annuels figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, à la condition que l'agrément Centre Social Ressources de l'Eurométropole et celui « EVS » de l'association soient reconduits, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an dans le mois qui suit l'envoi du rapport d'activités et des éléments de budget (réalisé et prévisionnel) par l'association. Son organisation est à l'initiative de l'Eurométropole.

L'association communique à l'Eurométropole, au préalable, l'ensemble des documents demandés (bilan d'activités, et budgets réalisé et prévisionnel) pour la période annuelle révolue.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble de ces documents et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des bilans d'activités.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée à la condition que les agréments respectifs de l'Eurométropole soit renouvelé, ainsi que l'agrément EVS de l'association.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Materne ANDRES

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2017-2020

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président Mr Robert HERRMANN, habilité à signer la présente convention d'objectifs en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 31 mars 2017 et

- l'association AVA Habitat et Nomadisme, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 441 165 016 000 29 et dont le siège est 1a, place des Orphelins, 67000 STRASBOURG,
  représentée par son Président en exercice, M. Patrick MACIEJEWSKI

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 31 mars 2017 approuvant le Projet Social du Centre Social Ressources des Gens du voyage de l'Eurométropole
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 novembre 2017.

Préambule

Le 31 mars 2017, le Service Gens du Voyage de l'Eurométropole de Strasbourg, qui assure l'aménagement, la création et la gestion des dispositifs d'accueil de gens du voyage pour l'Eurométropole, a été agréé **Centre social Ressources des Gens du voyage par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Bas-Rhin**.

Ce dispositif se déploie sur le dispositif d'accueil des gens du voyage géré par le service, pour répondre aux besoins des habitants des aires et améliorer l'animation de la vie sociale dans ces espaces, jusque-là quasi inexistante.

Pour pallier la difficulté du terrain, à la fois par son éclatement en plusieurs sites, et par sa population spécifique et mouvante, il a été décidé que l'intervention du Centre Social Ressources se ferait par le biais d'**Espaces de Vie Sociale (EVS)**.

Ces EVS permettent l'installation, sur le site même des aires d'accueil, d'une **structure associative de proximité offrant une animation de la vie sociale touchant tous les publics** (surtout les familles, les enfants et les jeunes). Leur action contribue à :
- lutter contre l'isolement (inclusion sociale et socialisation),
- promouvoir le « vivre-ensemble » (développement des liens sociaux et de la cohésion sociale interne)
- et d'impliquer les voyageurs dans la vie de l'aire et dans la société (participation, expression, formation citoyenne).

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association « Arachnima Art et Echange » définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par le Service Gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg en faveur des Gens du voyage

L'action du Centre Social Ressources des Gens du voyage et de ses opérateurs EVS a été définie dans un projet social, élaboré collectivement, qui en décline les objectifs pour les quatre années à venir.

La population des gens du voyage accueillie sur l'Eurométropole est caractérisée par un cumul de problématiques sociales : isolement des structures de droit commun, précarité, dépendance administrative, faible taux de scolarisation, illettrisme, manque de suivi médical… Mais aussi par une grande représentativité des enfants (37%), appelant une approche familiale de l'action sociale.

La première priorité du projet social est de **promouvoir la participation des voyageurs** :

- **à la vie sur l'aire** : améliorer leur quotidien, animer ces sites souvent isolés, mais aussi renforcer la cohésion entre ses occupants ;
- **à la vie sur la commune de résidence** : s'ouvrir sur l'autre, s'insérer dans son environnement, créer des solidarités de voisinage ;
- **à la prise en compte de leurs besoins** à court, moyen et long terme, notamment à travers la prise de parole et la formation citoyenne.

Le projet a aussi pour objectif général **l'amélioration de l'accès aux droits communs** des gens du voyage, en combattant **les discriminations et l'exclusion** auxquelles ils font face.

Enfin, le projet social se donne pour mission **de soutenir les relations interfamiliales, et d'accompagner parents et enfants vers la scolarisation**, en favorisant le développement socio-éducatif et la socialisation inclusive des enfants. Cela inclue également de réduire l'éloignement du système scolaire et de **lutter contre l'illettrisme** des adultes.

Article 4 : le projet associatif sur les aires d'accueil des gens du voyage de Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau et de Schiltigheim

L'association AVA poursuit la mise en place de l'EVS dans la continuité des actions déjà menées. Sur l'aire d'accueil de Schiltigheim, la thématique de la santé et du bien-être va poursuivre, notamment avec l'intervention régulière de Médecins du Monde. Sur l'aire d'accueil de Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau, la thématique « toucher à la langue française » va aussi poursuivre dans le choix d'animations proposées.

Les partenariats développés pendant la période de préfiguration seront renouvelés au profit d'une planification d'animations encore plus régulières ; au moins trois animations seront proposées sur chaque aire d'accueil dans le mois, avec un focus d'animations particulières pendant les périodes de vacances scolaires. La création et maintiens de relation de confiance avec familles est aussi un axe important de travail à poursuivre.

Fort de l'expérience du temps de préfiguration qui a permis de mieux connaitre et se faire connaître des familles et de commencer à développer les partenariats, l'association AVA développe son réseau de partenaires afin de répondre aux différentes demandes d'animation des Espaces de Vie Sociale. De nouveaux projets se préparent, notamment :

- ❖ Mise en place de soutien scolaire pour les enfants scolarisés à l'école primaire (avec l'association AgirABCD)
- ❖ Proposition d'animation d'éveil scientifique (avec Tente ta Science)
- ❖ Création d'une bibliothèque sur les aires d'accueil
- ❖ Poursuite de recherche de partenaires de proximité (par exemple avec les centres socio-culturels, conseil municipal d'enfants, écoles, etc.)

Ce temps de préfiguration a aussi fait apparaître l'importance, mais aussi la difficulté, d'associer les familles au projet de l'Espace de Vie Sociale. Ainsi, les « réunions de quartier » seront organisés régulièrement avec les habitants de l'aire d'accueil et les partenaires afin d'échanger de manière informel sur les projets communs.

Article 5 : les objectifs partagés

Ces objectifs sont issus de la réflexion collective menée par le Centre social Gens du voyage et l'ensemble de ses partenaires EVS.

➢ Objectifs généraux :

AXE 1 : Lutter contre l'isolement et développer la participation des gens du voyage
AXE 2 : Garantir l'accès au droit commun et encourager la citoyenneté
AXE 3 : Soutenir la parentalité et la scolarisation

➢ Objectifs opérationnels :

AXE 1 :

- Encourager la participation des gens du voyage à la vie sociale sur l'aire : animation, activités collectives, festivités
- Encourager l'inclusion sociale dans le territoire et l'ouverture vers l'extérieur de la communauté : activités hors de l'aire, dans les structures de droit commun ; rencontres avec les habitants

AXE 2 :

- favoriser l'insertion sociale et la rencontre des cultures : activités culturelles et de socialisation

- Encourager la citoyenneté et la prise de responsabilité des voyageurs : activités de sensibilisation et accompagnement dans l'obtention des droits

AXE 3 :

- Renforcer les compétences parentales et améliorer le vivre-ensemble intergénérationnel : activités familiales intergénérationnelles ; activités pédagogiques ; échange/médiation avec les familles
- Favoriser l'accès à l'éducation et lutter contre l'illettrisme : accompagnement à la scolarisation ; aide aux devoirs ; apprentissage du français pour adultes.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme *82 760*€.

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : *8 000*€.
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à *: 24 920*€.
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : *24 920*€.
- Pour la quatrième année, le montant prévisionnel s'élève à : *24 920*€.

Ces trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : la mise à disposition de locaux par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition de l'association les locaux suivants : bâtiments modulaires, dont elle est propriétaire :

- Un sis « aire d'accueil de Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau » situé rue des trois maires, 67800 Bischheim, d'une superficie de 18 m², comprenant 1 espace d'animation
- Et un second, sis « aire d'accueil de Schiltigheim » situé allée des Pêcheurs, 67300 Schiltigheim, d'une superficie de 35 m², comprenant 1 espace d'animation et 1 bureau servant également d'espace de stockage du matériel

Pour information, il est précisé que la valeur locative annuelle des moyens mis à disposition est évaluée à 450€ pour Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau et 875€ pour Schiltigheim.

La présente convention d'objectifs se décline en une convention spécifique de mise à disposition de locaux, d'une durée de quatre ans, définissant les modalités de cette mise à disposition par l'Eurométropole de Strasbourg en faveur de l'association.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un bilan d'activités annuel, dont la trame (optionnelle) est annexée à la présente convention : il évalue un par un les axes prioritaires (objectifs partagés définis au préalable par les deux partenaires.

Article 8 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est composé :
- la cheffe de service Gens du voyage de l'Eurométropole, Catherine DANIERE,
- Le Directeur de l'association AVA Habitat et Nomadisme, agréée EVS dans le cadre du Centre Social des Gens du voyage, Yves JEZEQUEL ,
- le conseiller technique référent CAF.

Cette instance est relayée le reste du temps par des réunions de coordination EVS bimensuelles qui permettent un suivi continu de la convention d'objectifs.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des bilans d'activités annuels figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, à la condition que l'agrément Centre Social Ressources de l'Eurométropole et celui « EVS » de l'association soient reconduits, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an dans le mois qui suit l'envoi du rapport d'activités et des éléments de budget (réalisé et prévisionnel) par l'association. Son organisation est à l'initiative de l'Eurométropole.

L'association communique à l'Eurométropole, au préalable, l'ensemble des documents demandés (bilan d'activités, et budgets réalisé et prévisionnel) pour la période annuelle révolue.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble de ces documents et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des bilans d'activités.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée à la condition que les agréments respectifs de l'Eurométropole soit renouvelé, ainsi que l'agrément EVS de l'association.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Le Président

Robert HERRMANN

Pour l'association

Le Président

Patrick MACIEJEWSKI

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2017-2020

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président Mr Robert HERRMANN, habilité à signer la présente convention d'objectifs en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 31 mars 2017 et

- l'association Les Francas du Bas-Rhin, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 49056106500023 et dont le siège est situé au 280 route de Schirmeck 67200 STRASBOURG, représentée par sa Présidente en exercice Isabelle RIPP,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 31 mars 2017 approuvant le Projet Social du Centre Social Ressources des Gens du voyage de l'Eurométropole
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 novembre 2017.

Préambule

Le 31 mars 2017, le Service Gens du Voyage de l'Eurométropole de Strasbourg, qui assure l'aménagement, la création et la gestion des dispositifs d'accueil de gens du voyage pour l'Eurométropole, a été agréé **Centre social Ressources des Gens du voyage par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Bas-Rhin**.

Ce dispositif se déploie sur le dispositif d'accueil des gens du voyage géré par le service, pour répondre aux besoins des habitants des aires et améliorer l'animation de la vie sociale dans ces espaces, jusque-là quasi inexistante.

Pour pallier la difficulté du terrain, à la fois par son éclatement en plusieurs sites, et par sa population spécifique et mouvante, il a été décidé que l'intervention du Centre Social Ressources se ferait par le biais d'**Espaces de Vie Sociale (EVS)**.

Ces EVS permettent l'installation, sur le site même des aires d'accueil, d'une **structure associative de proximité offrant une animation de la vie sociale touchant tous les publics** (surtout les familles, les enfants et les jeunes). Leur action contribue à :
- lutter contre l'isolement (inclusion sociale et socialisation),
- promouvoir le « vivre-ensemble » (développement des liens sociaux et de la cohésion sociale interne)
- et d'impliquer les voyageurs dans la vie de l'aire et dans la société (participation, expression, formation citoyenne).

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association Les Francas du Bas-Rhin définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par le Service Gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurmétropole, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg en faveur des Gens du voyage

L'action du Centre Social Ressources des Gens du voyage et de ses opérateurs EVS a été définie dans un projet social, élaboré collectivement, qui en décline les objectifs pour les quatre années à venir.

La population des gens du voyage accueillie sur l'Eurométropole est caractérisée par un cumul de problématiques sociales : isolement des structures de droit commun, précarité, dépendance administrative, faible taux de scolarisation, illettrisme, manque de suivi médical… Mais aussi par une grande représentativité des enfants (37%), appelant une approche familiale de l'action sociale.

La première priorité du projet social est de **promouvoir la participation des voyageurs** :

- **à la vie sur l'aire** : améliorer leur quotidien, animer ces sites souvent isolés, mais aussi renforcer la cohésion entre ses occupants ;
- **à la vie sur la commune de résidence** : s'ouvrir sur l'autre, s'insérer dans son environnement, créer des solidarités de voisinage ;
- **à la prise en compte de leurs besoins** à court, moyen et long terme, notamment à travers la prise de parole et la formation citoyenne.

Le projet a aussi pour objectif général **l'amélioration de l'accès aux droits communs** des gens du voyage, en combattant **les discriminations et l'exclusion** auxquelles ils font face.

Enfin, le projet social se donne pour mission **de soutenir les relations interfamiliales, et d'accompagner parents et enfants vers la scolarisation**, en favorisant le développement socio-éducatif et la socialisation inclusive des enfants. Cela inclue également de réduire l'éloignement du système scolaire et de **lutter contre l'illettrisme** des adultes.

Article 4 : le projet associatif sur l'aire d'accueil des gens du voyage de Strasbourg, rue de Dunkerque.

Animation socioéducative en directe avec le public enfants et jeunes
Cette animation consiste en des interventions socioéducatives en direction d'enfants de 3 à 15 ans et de leurs parents. Les activités ont lieu les mercredis et pendant les vacances scolaires d'automne, d'hiver et de printemps (dans un premier temps, la première semaine l'après-midi). De plus, les Francas intervennent les lundis soir en accompagnement scolaire pour les enfants déjà scolarisés.

Par des actions pédagogiques variées (jeux, discussions, temps de régulation, pratiques éducatives etc.), L'équipe pédagogique installe progressivement les cadres et les contenus structurants devant permettre aux enfants d'intégrer une scolarisation où ils peuvent se sentir accueillis par leurs pairs et appréhender sereinement l'environnement scolaire.
Les Francas travaillent donc à la constitution d'une base commune de savoirs, savoir-faire et savoir-être devant permettre aux enfants du voyage de devenir tout à la fois camarades de classe et élèves.
Parallèlement à l'action éducative menée directement avec les enfants, les Francas conduisent un travail de proximité avec les parents, souvent très éloignés de cette question, pour les amener étape par étape à s'associer aux activités proposées par les animateurs.

Un travail en partenariat avec les Films du chemin, acteurs de la médiation sociale et interculturelle, en direction des familles
Associés à la démarche du projet « Un(e) air(e) de changement ! » Les Films du chemin utilisent le média vidéo comme un outil d'intervention sociale au service de la reconnaissance des personnes. Partant à la rencontre des parents, Les Francas et les FDC travaillent autour de « portraits » où chacun peut se raconter (l'oralité et la narration étant des dimensions reconnues de la culture des voyageurs) et tisser progressivement une relation de confiance.
Les récits de vie de ce projet sont considérés comme des contributions à l'action éducative et seront valorisés pour participer de l'image positive de la communauté.

Article 5 : les objectifs partagés

Ces objectifs sont issus de la réflexion collective menée par le Centre social Gens du voyage et l'ensemble de ses partenaires EVS.

- Objectifs généraux :

AXE 1 : Lutter contre l'isolement et développer la participation des gens du voyage
AXE 2 : Garantir l'accès au droit commun et encourager la citoyenneté
AXE 3 : Soutenir la parentalité et la scolarisation

- Objectifs opérationnels :

AXE 1 :

- Encourager la participation des gens du voyage à la vie sociale sur l'aire : animation, activités collectives, festivités
- Encourager l'inclusion sociale dans le territoire et l'ouverture vers l'extérieur de la communauté : activités hors de l'aire, dans les structures de droit commun ; rencontres avec les habitants

AXE 2 :

- favoriser l'insertion sociale et la rencontre des cultures : activités culturelles et de socialisation
- Encourager la citoyenneté et la prise de responsabilité des voyageurs : activités de sensibilisation et accompagnement dans l'obtention des droits

AXE 3 :

- Renforcer les compétences parentales et améliorer le vivre-ensemble intergénérationnel : activités familiales intergénérationnelles ; activités pédagogiques ; échange/médiation avec les familles
- Favoriser l'accès à l'éducation et lutter contre l'illettrisme : accompagnement à la scolarisation ; aide aux devoirs ; apprentissage du français pour adultes.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme *40 420*€.

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : *4 000*€.
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : *12 140*€.
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : *12 140*€.
- Pour la quatrième année, le montant prévisionnel s'élève à : *12 140*€.

Ces trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : la mise à disposition de locaux par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition de l'association les locaux suivants : bâtiment modulaire, dont elle est propriétaire, sis « aire d'accueil de Strasbourg » située 6 rue de Dunkerque, 67000 Strasbourg, d'une superficie de 44 m², comprenant 1 espace d'animation et 2 bureaux servant également d'espace de stockage du matériel.

Pour information, il est précisé que la valeur locative annuelle des moyens mis à disposition est évaluée à 1100€.

La présente convention d'objectifs se décline en une convention spécifique de mise à disposition de locaux, d'une durée de quatre ans, définissant les modalités de cette mise à disposition par l'Eurométropole de Strasbourg en faveur de l'association.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un bilan d'activités annuel, dont la trame (optionnelle) est annexée à la présente convention : il évalue un par un les axes prioritaires (objectifs partagés définis au préalable par les deux partenaires.

Article 8 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est composé :
- la cheffe de service Gens du voyage de l'Eurométropole, Catherine DANIERE,
- la Directrice de l'association Les Francas du Bas-Rhin, agréée EVS dans le cadre du Centre Social des Gens du voyage, Manon BONNAUDET,
- le conseiller technique référent CAF.

Cette instance est relayée le reste du temps par des réunions de coordination EVS bimensuelles qui permettent un suivi continu de la convention d'objectifs.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des bilans d'activités annuels figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, à la condition que l'agrément Centre Social Ressources de l'Eurométropole et celui « EVS » de l'association soient reconduits, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an dans le mois qui suit l'envoi du rapport d'activités et des éléments de budget (réalisé et prévisionnel) par l'association. Son organisation est à l'initiative de l'Eurométropole.

L'association communique à l'Eurométropole, au préalable, l'ensemble des documents demandés (bilan d'activités, et budgets réalisé et prévisionnel) pour la période annuelle révolue.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble de ces documents et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des bilans d'activités.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée à la condition que les agréments respectifs de l'Eurométropole soit renouvelé, ainsi que l'agrément EVS de l'association.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
Le Président	La Présidente
Robert HERRMANN	Isabelle RIPP

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Prestation de service Contrat enfance et jeunesse

2017-2020

Les conditions ci-dessous, de la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse», constituent la présente convention.

Entre :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG représentée par M. Robert HERRMANN, Président, dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile à STRASBOURG

Ci-après désignée(s) « le partenaire ».

Et :

la CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU BAS-RHIN, représentée par M. Francis BRISBOIS, Directeur, son Représentant légal, et M. Jacques BUISSON, Président du conseil d'Administration, dont le siège est situé 22 route de l'Hôpital à STRASBOURG

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus en :

⇨ favorisant le développement et l'amélioration de l'offre d'accueil par :

- une localisation géographique équilibrée des différents équipements et actions inscrits au sein de la présente convention ;
- la définition d'une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;
- la recherche de l'implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, de la mise en œuvre et de l'évaluation des actions ;
- une politique tarifaire adaptée permettant l'accessibilité aux enfants des familles aux revenus modestes.

⇨ recherchant l'épanouissement et l'intégration dans la société des enfants et des jeunes par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation des plus grands.

Pour « les partenaires employeurs », le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de cofinancement qui contribue uniquement au développement de l'accueil destiné aux enfants de moins six ans de salariés des « partenaires employeurs».

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur les territoires les moins bien pourvus. Elle se traduit notamment par une fréquentation optimale des structures et un maintien des coûts de fonctionnement compatible avec le respect des normes réglementaires régissant le fonctionnement des structures.

Article 1- L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej).

Elle a pour objet de :

- déterminer l'offre de service adaptée aux besoins des usagers et aux disponibilités financières des co-contractants et les conditions de sa mise en œuvre ;
- décrire le programme des actions nouvelles prévues dans le schéma de développement qui constitue l'annexe 2 de la présente convention ;
- fixer les engagements réciproques entre les signataires.

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse »

Le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement et au maintien d'une offre d'accueil destinée aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus.
Pour « les partenaires employeurs», le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue uniquement au développement de l'accueil destiné aux enfants de moins six ans de salariés des « partenaires employeurs».
L'ensemble des actions est consigné dans un programme détaillé par action du schéma de développement figurant en annexes 2 et 3 de la présente convention.

Sont éligibles à la prestation de service Contrat enfance et jeunesse, les nouveaux développements (*) ou/et les développements financés lors de la dernière année du contrat « enfance et jeunesse » précédant le présent Cej, qui concourent à une fonction d'accueil et de pilotage et qui sont maintenus.
Seules les fonctions, actions ou charges, inscrites au présent article et figurant dans les tableaux ci-dessous sont, sous réserve du respect des conditions énoncées dans la présente convention, éligibles à la Psej.

Un accueil de loisirs périscolaire et un accueil (garderie) périscolaire ne peuvent pas faire l'objet d'un nouveau développement (*) dans le cadre de la présente convention.

La Psej a vocation à financer essentiellement le développement quantifiable à partir d'unités de mesure retenues pour chaque action : création de places, heures - journées /enfants, poste équivalent temps plein, etc.

La fonction d'accueil des enfants et des jeunes représente au minimum 85% du montant de la Psej et concerne exclusivement :

* Actions nouvelles développées dans le cadre du présent contrat « enfance et jeunesse »

- ***Les fonctions bénéficiant d'une prestation de service ordinaire :***

Champ de l'enfance	*Champ de la jeunesse*
Accueil collectif, familial et parental 0-4 ans [1]	Accueil de loisirs [2] (*)
Accueil collectif, familial et parental 4-6 ans [1]	Accueil de jeunes [2] (*)
Micro-crèche 0-4 ans [1]	
Micro-crèche 4-6 ans [1]	
Relais assistants maternels	
Lieu d'accueil enfants-parents (*)	

(*) non éligibles au(x) « partenaire(s) employeur(s) »

- ***Les fonctions ne bénéficiant d'une prestation de service ordinaire (*) :***

Champ de l'enfance	*Champ de la jeunesse*
Ludothèque	Accueil (garderie) périscolaire
	Séjour de vacances été
	Séjour petites vacances
	Camps adolescents

(*) non éligibles au(x) « partenaire(s) employeur(s) »

La fonction de pilotage ne peut, en aucun cas, excéder 15% du montant de la Psej et concerne exclusivement les charges relatives :

Champ de l'enfance et de la jeunesse (*)
Poste de coordinateur
Formations - Bafa / Bafd
Diagnostic [3] initial (cf. annexes 4 et 4 bis de la présente convention)

[1] Application obligatoire du barème des participations familiales établi par la Caisse nationale des allocations familiales.

[2] Application obligatoire de tarifications modulées en fonction des ressources des familles

[3] Diagnostic réalisé avant un Cej dans le cas d'une prévision de nouveaux développements, avec une collectivité territoriale ayant tout ou partie des compétences légales sur le territoire contractuel ou un employeur, sous réserve que le prestataire du diagnostic ne soit pas concerné par la mise en œuvre d'une action inscrite au schéma de développement de la convention « Cej » et qu'il n'excède pas 10 000€.

2 – Le mode de calcul de la subvention dite Prestation de service « enfance et jeunesse »

Le financement de la Psej est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles au titre de la présente convention sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, à compter du 1er janvier 2017.

La Psej distingue deux types d'actions :

- les actions nouvelles développées dans le cadre d'un contrat « enfance et jeunesse » et
- les actions antérieures, financées dans un contrat avant la signature d'un premier Cej et reconduites dans le présent Cej.

Pour chaque action nouvelle développée dans le présent contrat (cf. annexes 1 à 3 ci-après de la présente convention), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé selon les formules ci-après :

- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,3264 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance,

- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse,

Les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à l'article 1-1 : « Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse de la présente convention ».

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs.

Une même action inscrite dans la présente convention est réalisée par plusieurs des partenaires à celle-ci. En conséquence, le montant forfaitaire précité est calculé par action et est réparti entre chacun de ces partenaires selon un pourcentage prédéterminé. Ce pourcentage figure expressément dans la fiche projet de l'action concernée en annexe 3 de la présente convention.

Le montant annuel forfaitaire de la Psej est versé en fonction :

- du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- de la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- de la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- d'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- de non-respect d'une clause ;
- de réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la Psej.

****

Article 2 - Les engagements du (des) partenaire(s) et/ou du (des) partenaire(s) employeur(s)

1 - Au regard des activités et services financés par la Caf

Le partenaire est garant de la mise en œuvre d'un projet éducatif et social. Il s'assure que les services et/ou activités proposés sont ouverts à tous, qu'ils s'appuient sur un personnel qualifié et un encadrement adapté et qu'ils répondent aux normes de sécurité et d'hygiène.
Il est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement des services et actions couverts par la présente convention, et en conséquence, il s'engage à ce que ces services et ces actions n'aient pas une vocation essentielle de diffusion philosophique, syndicale ou politique et à ce qu'ils n'exercent pas de pratique sectaire.

De plus le gestionnaire s'engage à respecter «La Charte de la Laïcité de la branche famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er septembre 2015 et annexée à la présente convention.

Le partenaire s'engage à optimiser la fréquentation des équipements concernés par la présente convention pour qu'ils atteignent les taux cibles d'occupation. Ces taux doivent être atteints au terme d'une année de fonctionnement.

Pour un équipement précédemment financé au titre de la dernière année du contrat « enfance - jeunesse » (N-1) en qualité d'action antérieure (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention), reconduit dans le présent Cej, et soumis à l'atteinte d'un taux cible, la vérification du taux cible d'occupation se fait à compter de la première année du présent Cej, soit l'exercice civil N [4].

Pour une action nouvelle (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention) relative à un équipement d'accueil des jeunes enfants et/ou un équipement d'accueil de loisirs, la vérification du taux cible

[4] N est l'exercice civil de signature de la présente convention par au moins une des parties.

d'occupation se fait à compter de l'exercice civil N+2 par rapport à la date d'effectivité de la nouvelle action.

Les taux cibles d'occupation précités sont respectivement fixés à :

o **70%** pour les structures d'accueil des jeunes enfants sur la base des capacités d'accueil agréées par les services de la protection maternelle infantile, ou en cas de refus d'un agrément modulé par les services de Pmi sur la base de la capacité d'accueil déterminée par la Caf dans le respect des règles régissant le Cej ;

o **60%** pour les accueils de loisirs, sur la base des capacités prévues en annexe à la présente convention.

Pour chaque action bénéficiant d'un financement de la Caf dans le cadre de la présente convention, le taux d'occupation et les éléments concourant à sa détermination sont mentionnés dans chaque fiche action correspondante, figurant en annexe 3 de la présente convention.

Le partenaire doit porter une attention particulière aux coûts de fonctionnement des structures.
Le partenaire s'engage à ce que la Caf soit informée de tout changement survenu dans :

- le périmètre de ses compétences ;
- ses missions ;
- les statuts ;
- le règlement intérieur ;
- l'activité ;
- les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et/ou dépenses) ;
- le calendrier de mise en œuvre des actions développées ;
- l'ensemble de ses demandes de financement déposées pour le même objet avec indication du nom ou de la raison sociale du financeur et du montant de financement obtenu.

2 - Au regard du public visé par la présente convention :

Le partenaire s'assure que :

- le service offert est de qualité, accessible à tous, qu'il répond aux besoins du public ;
- la participation du public à la vie de la structure est effective ;
- la tarification est modulée en fonction des ressources des familles ;
- le barème des participations familiales établi par la Cnaf, pour les établissements d'accueil des jeunes enfants, est appliqué ;
- les règles de confidentialité sont respectées ;
- les principes d'égalité et de laïcité sont respectés

3 - Au regard de la communication

Le partenaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf dans le cadre de la présente convention dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, messages Internet, etc.

4 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le partenaire s'assure, pour les équipements et services intervenant dans le cadre de la présente convention, du respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires en matière :

- d'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service ;
- d'hygiène, de sécurité, d'accueil du public ;
- de droit du travail ;
- de règlement des cotisations Urssaf ;
- d'assurance ;
- de recours à un commissaire aux comptes ;
- de procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

5 - Au regard des pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels.

Le partenaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives qui sont détaillées dans la présente convention.

En tout état de cause, il s'engage à fournir l'original des pièces justificatives sur simple demande de la Caf.

Le partenaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'allocations familiales.

Le partenaire s'engage à fournir tout justificatif de dépenses sur demande de la Caf.

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires

- les pièces nécessaires à la signature de la convention
- les pièces nécessaires relatives au paiement de la prestation de service contrat « enfance et jeunesse »

La convention est conclue en fonction de ces pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention.

5.1 - Les pièces justificatives relatives au(x) signataire(s)

Collectivités territoriales –
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour le renouvellement de la convention
Existence légale	Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence	Attestation de non changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal	

Entreprises
Contrat enfance et jeunesse signé avec un employeur

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour le renouvellement de la convention
Vocation	Statuts	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Existence légale	Numéro SIREN/SIRET	
	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce datant de moins de 3 mois.	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce datant de moins de 3 mois.
Pérennité	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)	

Associations- Mutuelles-Comités d'entreprise
Contrat enfance et jeunesse signé avec un employeur

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour le renouvellement de la convention
Existence légale	Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles Pour les comités d'entreprise : procès-verbal des dernières élections constitutives	Attestation de non changement de situation
	Numéro SIREN/SIRET	
Vocation	Statuts	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Capacité du contractant	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)	

5.2 - Les pièces justificatives relatives au contrat « enfance et jeunesse »

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention		Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention	
Engagement à réaliser l'opération	**Pour les CEJ signé avec un employeur** Lettres d'intention des employeurs réservataires de places		**Pour les CEJ signé avec un employeur** Lettres d'intention des employeurs réservataires de places	
Diagnostic territorial	Fiche diagnostic (cf. annexe 4 et 4 bis de la présente convention ; comprenant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention)		Fiche diagnostic (cf. annexe 4 et 4 bis de la présente convention ; comprenant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention)	
	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention	**Données relatives aux nouvelles actions**	**Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention**	**Données relatives aux nouvelles actions**
Eléments financiers	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données financières (compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la pso* - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	Budget prévisionnel des structures, des activités et actions entrant dans le champ de la convention pour chacune des années couvertes par la convention.	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données financières (compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	Budget prévisionnel des activités et actions entrant dans le champ du contrat pour chacune des années couvertes par la convention

Activité	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données d'activité ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (en vue de l'élaboration du schéma de développement)	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données d' activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Ca	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (en vue de l'élaboration du schéma de développement)

5.3 - Les pièces justificatives nécessaires au suivi de l'activité

Nature de l'élément justifié	**Justificatifs nécessaires au suivi de l'activité**
Activité	Production infra-annuelle de documents intermédiaires sur les résultats d'activité au 30 septembre de l'année en cours N, pour les actions concernées par le présent CEJ
	Production au 1er semestre N+1 du bilan annuel N de la réalisation des actions prévues au schéma de développement., avec taux d'occupation annuel par structure et calendrier de réalisation des actions , tarifs pratiqués et autorisant d'ouverture pour les structures soumises à cette obligation et non bénéficiaires de prestation de service

6 - Au regard de la tenue de la comptabilité

Le partenaire s'engage sur la tenue d'une comptabilité générale et d'une comptabilité analytique distinguant chaque activité et valorisant les contributions à titre gratuit (locaux, personnels, etc.).

Le partenaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine et des conditions juridiques d'occupation des locaux et du montant des loyers et charges locatives supportées.

****

Article 3 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter

- sa contribution à l'élaboration d'un diagnostic partagé (cf. annexes 4 et 4 bis de la présente convention) ;
- sa contribution à l'évaluation du projet initial (cf. annexes 6 et 6 bis de la présente convention) ;
- le versement d'une Ps Cej selon les modalités détaillées à l'article « Les modalités de financement » de la 1ère partie de la présente convention relative aux autres conditions que les présentes conditions générales.

Si la convention porte sur une aide financière soumise à conditions (barème, plafond, plancher et seuil d'exclusion), la Caf fait parvenir, chaque année au gestionnaire, les éléments actualisés, ainsi que les documents à compléter, nécessaires au versement de l'aide.

****

Article 4 - Le versement de la subvention

Les modalités de paiement

Acomptes

Le paiement s'effectue selon les dispositions précisées ci-après :

Chaque année pendant la durée de la convention, la Caf procédera – sauf demande contraire du partenaire – au versement d'un acompte à valoir sur la Psej.

Le montant de cet acompte annuel qui représente au maximum 70% des derniers droits effectifs de l'année précédente, s'effectuera :

- en un seul versement si le montant de l'acompte calculé ne dépasse pas 30 000 €,
- en deux versements semestriels (à hauteur de 50 % chacun) si le montant de l'acompte calculé dépasse 30 000 €.

En cas de développement d'actions au cours d'un exercice, un acompte complémentaire qui ne pourra excéder 70% du droit relatif à ce développement pourra être réalisé sur demande expresse et sur justification de la réalisation du développement.

Régularisation

Sous réserve de réception dans les délais prévus à la présente convention des pièces justificatives mentionnées en son article 2.-5 : « Les pièces justificatives », la Caf procède au calcul des sommes réellement dues. Ce qui peut entraîner :
- un versement complémentaire dans la limite des montants forfaitaires prévus à la convention ;
- la mise en recouvrement d'un indu.

Celui-ci est remboursé directement à la Caf ou fait éventuellement l'objet d'une régularisation sur les versements suivants.

L'absence de fourniture de justificatifs au 30 juin de l'année qui suit l'année du droit examiné peut entraîner le non versement du solde, voire la récupération des montants versés.

Le refus de communication de justificatifs peut entraîner la suppression du financement de la Caf et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

Article 5 -Le suivi des objectifs, des engagements, l'évaluation des actions et le contrôle

Le partenaire s'engage sur la production annuelle de pièces justificatives détaillées en son article 2.-5 : « Les pièces justificatives » de la présente convention avant le 15 avril de l'année qui suit l'année du droit examiné lesquelles sont indispensables au suivi des objectifs prévus par la convention.

1 – Le suivi des objectifs

Chaque année, avant le 15 avril et au plus tard le 30 juin de l'année suivante (N+1), le partenaire s'engage à fournir à la Caf, une information détaillée sur :

- le calendrier des créations de places, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- le calendrier des créations d'activités, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- le taux d'occupation ou de fréquentation des différentes activités couvertes par la présente convention ;
- le bilan annuel de la mise en œuvre progressive du programme de développement.

Le partenaire s'engage à maintenir le niveau d'accueil existant avant le présent contrat « enfance et jeunesse », décrit en annexe 2 ci-après de la présente convention.

2 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi annuel réalisé en concertation avec le partenaire signataire.

A cet égard, les signataires de la présente convention conviendront conjointement des modalités matérielles permettant la mise en place du suivi des engagements.

Ces modalités pourront prendre la forme d'une rencontre annuelle, d'une instance de coordination ou d'un comité de pilotage.

La Caf procède à l'évaluation des projets qu'elle soutient, dans le cadre d'une démarche partagée.

L'évaluation en fin de contrat a pour objet de rendre compte de la réalisation des objectifs et de l'efficience du contrat « enfance et jeunesse ».
Elle permet l'analyse du fonctionnement des services financés par la Caf, telle que décrit en annexes 6 et 6 bis de la présente convention.
L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article1- « L'objet de la convention », sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général

3 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le partenaire doit pouvoir justifier en permanence de l'emploi des fonds reçus auprès de la Caf.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres caf dans le cadre d'interventions mutualisées procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par la présente convention. Ces contrôles servent à vérifier, la justification des dépenses effectuées dans le cadre de cette convention sans que le partenaire ne puisse s'y opposer.

Le partenaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et, le cas échéant, de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, bulletins de salaires, comptabilité analytique, registre de présences, ressources des familles, facturation aux familles, autorisation ou avis du Conseil Départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement, déclaration à la direction départementale de la cohésion sociale, organigramme, état du personnel, contrats de travail ....

Outre la période conventionnelle, la Caf peut procéder à des contrôles sur les trois derniers exercices écoulés.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation des sommes versées.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention prend effet au 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2020.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

****

Article 7 - Avenants

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention.

****

Article 8 - Fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « avenants » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

****

Article 9 - Recours

Recours amiable

La prestation de service contrat « enfance et jeunesse » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

La suite possible à une convention échue

La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

****

Le « partenaire » reconnait avoir reçu un exemplaire des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service «contrat enfance jeunesse » et en avoir pris connaissance ainsi que la charte de la laïcité.

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires

Fait à Strasbourg, le
en 2 exemplaires originaux

LE PRESIDENT du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin	**LE DIRECTEUR de la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin**	**LE PRESIDENT de l'Eurométropole de Strasbourg**
Jacques BUISSON	**Francis BRISBOIS**	**Robert HERRMANN**

Liste des annexes

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif

Annexe 2 : Situation de l'offre et perspectives de développement

Annexe 3 : Fiche(s) détaillée(s) par action

Annexe 4 et 4 bis : Le diagnostic

Annexe 5 : Les prix plafonds

Annexe 6 et 6 bis : L'évaluation

Charte de la laïcité de la Branche Famille avec ses partenaires

ANNEXE 1 : TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF

MODULE "EUROMETROPOLE DE STRASBOURG"
(01/01/2017)

				MONTANTS PSEJ LIMITATIFS			
TYPOLOGIE	**TYPE ACTION**	**NATURE ACTION**	**NOM ACTION**	**Année 2017**	**Année 2018**	**Année 2019**	**Année 2020**
Action nouvelle	Accueil Enfance	Lieu accueil enfants parents (Lae	Laep itinérant "Gens du Voyage"	9 467,71 €	27 833,08 €	27 833,08 €	27 833,08 €
Total			**CONTRAT**	**9 467,71 €**	**27 833,08 €**	**27 833,08 €**	**27 833,08 €**

584

ANNEXE 2 : SITUATION DE L'OFFRE ET PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT

		Année 2016			Année 2017			Année 2018			Année 2019			Année 2020		
TYPOLOGIE	Nom action	taux occupation	Nombre unités de référence	capacité d'accueil	taux occupation	Nombre unités de référence	capacité d'accueil	taux occupation	Nombre unités de référence	capacité d'accueil	taux occupation	Nombre unités de référence	capacité d'accueil	taux occupation	Nombre unités de référence	capacité d'accueil
MODULE EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (01/01/2017)																
Action nouvelle	Laep itinérant "Gens du Voyage"					360 h			1 058 h			1 058 h			1 058 h	

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouveau lieu d'accueil Enfants-Parents (Laep)

DESCRIPTION

Nom de la structure : **Laep itinérant "Gens du Voyage"**

Lieu d'accueil enfants-parents itinérant intervenant sur les aires d'accueil des gens du voyage dont :

- aire de Strasbourg-Dunkerque
- aire de Geispolsheim
- aire de Bischheim-Hoenheim-La Wantzenau
- aire de Schiltigheim
- aire de Vendenheim

Gestionnaire : **Association Contact et Promotion**

Partenaire du Cej qui finance : **collectivité territoriale**
Nom : **Eurométropole de Strasbourg (EMS)**

Date de démarrage : **1er septembre 2017**

	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Nombre d'heures d'ouverture annuelle et d'heures d'organisation	360 h	1 058 h	1 058 h	1 058 h
Données financières prévisionnelles de l'action				
Total des dépenses	35 163,00 €	123 654,00 €	123 654,00 €	123 654,00 €
Total des recettes :	35 163,00 €	123 654,00 €	123 654,00 €	123 654,00 €
EMS	**7 032,60 €**	**24 730,80 €**	**24 730,80 €**	**24 730,80 €**
*subvention de l'EMS **avant** versement de la prestation de service enfance jeunesse*	*16 500,31 €*	*52 563,88 €*	*52 563,88 €*	*52 563,88 €*
Caf	**28 130,40 €**	**98 923,20 €**	**98 923,20 €**	**98 923,20 €**
dont prestation de service ordinaire (versée au gestionnaire)	*8 427 ,60 €*	*24 756,08 €*	*24 756,08 €*	*24 756,08 €*
dont subvention complémentaire (versée au gestionnaire)	*10 235,09 €*	*46 334,04 €*	*46 334,04 €*	*46 334,04 €*
dont prestation de service enfance jeunesse – Caf (versée à l'EMS)	*9 467,71 €*	*27 833,08 €*	*27 833,08 €*	*27 833,08 €*

DESCRIPTIF DU PROJET

Lieu d'accompagnement précoce de la fonction parentale basé sur l'écoute, l'échange et qui vise à conforter le lien familial et social.

Annexe 4 : Diagnostic

Les éléments de diagnostic figurent dans :

- le projet social 2017-2021 Centre social ressources gens du voyage
- le Schéma Départemental des Gens du Voyage
- le Schéma Départemental de l'Animation de la Vie sociale

Annexe 4bis : le diagnostic

L'utilisation au minimum des critères de diagnostic ci-dessous est requise par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Le diagnostic doit apporter des éléments de connaissance ciblés autour d'un socle commun de données déterminées par la Cnaf sur les points suivants :

- l'évolution du contexte local et des besoins ;
- l'analyse des besoins actuels et s'inscrivant sur le moyen et long terme ;
- l'analyse de l'offre existante ;
- l'analyse des partenariats existants ou pouvant être développés ;
- le sens du projet s'inscrivant dans le cadre plus large d'une politique familiale territoriale.

a) L'analyse de l'évolution du contexte local

Cette analyse porte sur la population résidant sur le territoire contractuel. S'il existe un projet d'entreprise, l'analyse portera également sur la population en activité de cette entreprise, qu'elle réside ou non sur le territoire contractuel. Elle recense :

- les données démographiques ;
- les typologies familiales ;
- le niveau de ressources des familles ;
- l'urbanisme et l'habitat ;
- les équipements et services ;
- la vie économique locale.

a) L'analyse de l'offre de service existante

L'analyse de l'offre existante nécessite deux phases préparatoires.
□ La première phase vise à renseigner les éléments portant sur la capacité d'accueil, le prix de revient, le taux d'occupation ou de fréquentation, la participation financière de la Caf et du cocontractant, le profil des bénéficiaires et la hauteur de leur participation financière.

□ La seconde phase consiste à analyser le fonctionnement des services existants et prend en compte les éléments suivants :

- accessibilité aux familles : site d'implantation, amplitude d'ouverture, horaires, tarification, etc. ;
- pertinence du projet au regard de l'environnement et des usagers ;
- composition et qualification de l'équipe socio-éducative ;
- place donnée aux familles dans l'expression des besoins et dans le fonctionnement des équipements ou services ;
- niveau de satisfaction des parents et le cas échéant des jeunes à relier avec le taux d'occupation ou de fréquentation du service ;
- qualité du partenariat avec la Caf (partenariat d'action, suivi administratif, pièces justificatives, etc.).

Au terme de cette analyse, le service rendu aux familles par l'offre existante pourra être apprécié au regard des besoins et des moyens mobilisés. Il est nécessaire de procéder avec précision à la description et à l'analyse de l'offre existante pour chaque action pouvant bénéficier de la Ps Cej (y compris le cas échéant via la seule dégressivité). Cette précision permettra en cas de difficulté de rajuster le montant de la Ps Cej en cas de non maintien partiel ou total de l'existant.

Le socle d'indicateurs quantitatifs déterminé par la Cnaf figure dans deux tableaux présentés en annexe 4 de la présente convention.

Le premier tableau est consacré à l'accueil des enfants âgés de 0 à 5 ans révolus. Le second tableau porte sur l'accueil des enfants jusqu'à 17 ans révolus.
La répartition de l'offre existante avant contrat fera l'objet d'une cartographie précise afin de mettre en évidence le développement de l'offre en fin de période contractuelle.

L'analyse qualitative du fonctionnement des services existants tiendra compte des éléments suivants :

- accessibilité aux familles : site d'implantation, amplitude d'ouverture, horaires, tarification, etc. ;
- pertinence du projet au regard des caractéristiques de l'environnement (social, économique, géographique etc.) et des besoins des usagers du service ;
- qualification et taux d'encadrement de l'équipe socio-éducative ;
- place donnée aux familles dans l'élaboration et la mise en place des projets ;
- niveau de satisfaction des parents et le cas échéant des jeunes ;
- évolution du taux d'occupation ou de fréquentation ;
- prix de revient horaire ou journalier du service comparé avec la moyenne départementale ;
- qualité du partenariat avec la Caf (partenariat d'action, suivi administratif, pièces justificatives…).

Il est important :

- d'apprécier la participation financière du (des) cocontractant(s), le profil des bénéficiaires, la participation financière des familles, notamment en ce qui concerne les établissements et services d'accueil relevant du décret du 1er août 2000 ;

- de porter une attention particulière au contenu des actions proposées : activités scientifiques et techniques, actions liées à l'environnement, à la solidarité, aux nouvelles technologies.

b) L'analyse des besoins : une démarche concertée

La mise en place d'un comité de pilotage du contrat est préconisée car elle permet d'analyser l'ensemble des informations quantitatives et qualitatives recueillies auprès des familles, des jeunes, des structures, des partenaires et de confronter différents points de vue. Son animation peut être confiée à un coordonnateur.

Les conclusions dégagées par le diagnostic doivent permettre de confronter l'adéquation entre l'offre, les besoins et les moyens mobilisables par les partenaires de la Caf. Sur cette base, les

futurs contractants et la Caf peuvent s'accorder sur les orientations à prendre en fonction des besoins à satisfaire et des moyens disponibles.
Pour être opérationnelles, ces orientations sont à transformer en objectifs. La formulation des objectifs doit rendre possible la mesure et l'évaluation des résultats attendus (cf. annexes 6 et 6 bis de la présente convention).

Au terme du diagnostic seront formulés :
- les enseignements de l'état des lieux, les priorités soulignées par le diagnostic ;
- les priorités retenues par la commune au regard des moyens financiers disponibles ;
- le sens global du projet ;
- les objectifs pour la période contractuelle et les résultats attendus (chiffrés pour les objectifs quantitatifs) ;
- le plan d'actions ;
- le processus d'évaluation.

Annexe 5 : Les prix plafonds

ACCUEIL ENFANCE	PRIX PLAFONDS (en €)
Accueil collectif [1]0-moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Accueil familial[2]et parental *0 – moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Micro crèche* 0-moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Relais assistants maternels	44 254 €/ an et par ETP de fonctionnement
Lieu d'accueil enfants-parents	59,46 €/heure d'ouverture
Ludothèques	20€/ heure d'ouverture
PILOTAGE ENFANCE	
Poste de coordination	48 000€:/ETP
Formations Bafa, Bafd	1600 € : Stagiaire
« Diagnostic initial »	10 000€/contrat
ACCUEIL JEUNESSE	
Accueil de losirs vacances été	4€/ heure enfant
Accueil périscolaire	3€/ heure enfant
Séjour vacances été	40€/ journée enfant
Séjour petites vacances	40€/ journée enfant
Camp adolescents	40€/ journée adolescent
Accueil jeunes déclaré Ddjs	4€/ heure jeune
PILOTAGE JEUNESSE	
Poste de coordination	48 000€:/ETP
Formation Bafa, BAfd	1600 € : Stagiaire
« Diagnostic initial »	10 000€/contrat

[1] Relevant de l'article R2324-17 du code de la Santé Publique.
[2] Relevant de l'article R2324-17 du code de la Santé Publique.

Annexe 6 : l'évaluation

1. EVALUATION DES ACTIONS D'ACCUEIL INSCRITES AU CONTRAT

Indicateurs		Situation avant Cej	Suivi annuel	Situation en fin de Cej	Observation Ecarts
☐ VOLET ENFANCE ☐ VOLET JEUNESSE					
Action					
Date d'ouverture /Date déchéance					
Nature du signataire		☐ commune ☐ C2c ☐ employeur			
Caractéristiques de l'offre	Nombre de places agréées Pmi (Eaje)				
	Nombre de places conventionnées avec la Caf (accueil de loisirs)				
	Prix de revient à l'acte	=	☐ > au prix plafond Cnaf ☐ = au prix plafond Cnaf ☐ < au prix plafond Cnaf ☐ > au prix plafond moyen départemental ☐ = au prix plafond moyen départemental ☐ < au prix plafond moyen départemental		
	Coût de fonctionnement annuel (€)				
	Montant annuel du reste à charge de la commune (€)				
	Taux d'occupation	=	☐ > au taux d'occupation cible Cnaf ☐ =au taux d'occupation cible Cnaf ☐ < au taux d'occupation cible Cnaf ☐ > au taux d'occupation moyen départemental ☐ = au taux d'occupation moyen départemental ☐ < au taux d'occupation moyen départemental		
	Amplitude d'ouverture journalière agréée Pmi (Eaje) ou conventionnée avec la Caf (accueil de loisirs)	=	☐ < à 9h/j ☐ = à 9h/j ☐ > à 9h/j		
	Amplitude d'ouverture annuelle agréée Pmi (Eaje) ou conventionnée avec la Caf (accueil de loisirs)	=	☐ > à l'amplitude moyenne annuelle départementale ☐ = à l'amplitude moyenne annuelle départementale ☐ < à l'amplitude moyenne annuelle départementale		

598

	Indicateurs		Situation avant Cej		Suivi annuel	Situation en fin de Cej	Observation Ecarts
599	Nature des emplois concernés (ETP)						
	Taux d'encadrement		=	☐ > aux normes réglementaires ☐ = aux normes réglementaires ☐ < aux normes réglementaires			
	Niveau de qualification		=	☐ > aux normes réglementaires ☐ = aux normes réglementaires ☐ < aux normes réglementaires			
	Temps de concertation		☐ OUI ☐ NON				
	Temps de formation		☐ OUI ☐ NON				
	Différenciation des activités selon les tranches d'âge		☐ OUI ☐ NON				
	Implication des jeunes dans le projet éducatif		☐ OUI ☐ NON Forme de cette implication				
	Accueil d'enfants en situation de handicap		☐ OUI ☐ NON				
	Accueil d'urgence		☐ OUI ☐ NON				
	Application d'un barème de participations familiales modulé en fonction des ressources		☐ OUI ☐ NON				
	Moyenne des participations familiales		€				€
Moyens déployés par la Caf	**Aide à l'investissement**		Plan crèche concerné			€	€
	Aide au fonctionnement	➢ Pso	€				€
		➢ Ps contractuelle	€				€
		➢ Fonds propres	€				€

2. EVALUATION DES COMPOSANTES DU CONTRAT

Analyse par type d'action* Critères	Résultats attendus tels que prévus au Cej	Résultats obtenus au terme du Cej	Ecarts observés
▪ **Capacité d'accueil**	Objectifs d'accueil. Nombre de places d'accueil atteint.		
▪ **Prix de revient et moyenne départementale**	Objectifs de % de structures dont le prix de revient est égal ou inférieur au prix de revient plafond. Pourcentage de structures dont le prix de revient est inférieur ou égal au prix de revient plafond.		
▪ **Taux d'occupation**	Taux d'occupation cible. Taux d'occupation moyen. Pourcentage de structures dont le taux d'occupation est inférieur au taux d'occupation cible.		
▪ **Politique tarifaire**	Pourcentage de structures appliquant un barème modulé en fonction des ressources des familles.		
▪ **Niveau de qualification et taux d'encadrement**	Objectifs de % de structures dont le niveau de qualification est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Objectifs de % de structures dont le taux d'encadrement est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Pourcentage de structures dont le niveau de qualification moyen est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Pourcentage de structures dont le taux d'encadrement moyen est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Pourcentage de structure intégrant des temps de concertation dans leur coût de fonctionnement. Pourcentage de structure intégrant des temps de formation dans leur coût de fonctionnement.		
▪ **Diversité de l'offre**	Objectif de structures à l'amplitude journalière supérieure ou égale à 9h par jour. Pourcentage de structures dont l'amplitude journalière d'ouverture est supérieure ou égale à 9 heures par jour.		
▪ **Attractivité de l'offre**	Objectif de différenciation d'activité selon les tranches d'âge. Pourcentage de structures dont le projet éducatif intègre une différenciation d'activité selon les tranches d'âge.		
▪ **Place donnée aux jeunes dans l'élaboration et la mise en place des projets**	Objectif de % de structures ayant impliqué les jeunes dans l'élaboration de leur projet. Pourcentage de structures ayant impliqué les jeunes dans l'élaboration de leur projet éducatif.		

009

	Formes prises par ces implications.	
▪ **Accueil d'un public ciblé**	Objectifs sur les accueils en urgence et les accueils d'enfants handicapés. Pourcentage de structures accueillant des enfants en situation de handicap. Pourcentage de structures ayant effectué un accueil d'urgence.	

* Accueil collectif, familiale et parental (0-4 ans) (4-6 ans), micro-crèche, Ram, Laep, accueil de loisirs, accueil de jeunes, accueil périscolaire, camps ado, séjours

601

Principes Objectifs opérationnels	Universalité	Adaptabilité	Qualité
Favoriser le développement de l'offre d'accueil	▪ Capacité d'accueil		
Améliorer l'offre d'accueil		▪ Prix de revient et moyenne départementale ▪ Taux d'occupation ▪ Politique tarifaire ▪ Accueil d'un public ciblé	▪ Niveau de qualification et d'encadrement
Développer des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands		▪ Attractivité de l'offre	▪ Diversité de l'offre ▪ Place donnée aux jeunes dans l'élaboration et la mise en place des projets

602

Annexe 6 bis : L'évaluation

Le périmètre de l'évaluation recouvre le suivi et l'analyse :

- des actions prévues au contrat : qualité de l'offre de service, capacité d'accueil, prix de revient, taux d'occupation, participation financière du contractant, profil des bénéficiaires, participation financière des familles ;

- des objectifs du contrat ;

- des effets du contrat au regard des besoins repérés sur le territoire : écart entre l'offre et la demande, population couverte, la mise en œuvre des critères de sélectivité sur le territoire de la Caf, service rendu au regard du niveau de satisfaction des parents et, le cas échéant, des jeunes.

Chaque période de contrôle, d'analyse des bilans intermédiaires et de bilan final doit être préalablement fixé.

Niveau	Calendrier de suivi
1er niveau : Evaluer la réalisation et le fonctionnement des actions inscrites au contrat	Annuel
2ème niveau : Evaluer les objectifs du contrat	Au terme du contrat
3ème niveau : Evaluer les effets du contrat sur le territoire	Au terme du contrat

1) Evaluer les engagements du contrat : une démarche à 3 niveaux

1er niveau : Evaluer la réalisation et le fonctionnement des actions inscrites au contrat	Le suivi des actions est effectué au moyen d'outils de recueil de données nécessaires au suivi quantitatif des actions (tableau de bord, grille de suivi, d'observation, etc.) et d'indicateurs de suivi : échéance, nombre de places d'accueil, de services, de postes de coordinateurs créés, taux d'occupation ou de fréquentation, dépense prévisionnelle et réelle, prix de revient, etc.
2ème niveau : **Evaluer les objectifs du contrat**	**Deux objectifs :** • favoriser le développement et améliorer l'offre d'accueil ; • contribuer à l'épanouissement de l'enfant, du jeune et à leur intégration dans la société par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation, pour les plus grands.
3ème niveau : Evaluer les effets du contrat sur le territoire	Une finalité : Harmoniser la réponse aux besoins des familles par un soutien institutionnel aux territoires les moins bien servis, dans un souci d'équité territoriale et sociale, et dans la continuité des directives relatives aux critères de sélectivité.

2) Evaluation des effets du contrat sur le territoire

La démarche de contractualisation s'inscrit dans le cadre plus large d'une politique familiale territoriale visant à harmoniser la réponse aux besoins des familles par un soutien institutionnel aux territoires les moins bien servis, dans un souci d'équité territoriale et sociale, et dans la continuité des directives relatives aux critères de sélectivité. Afin d'évaluer les effets de cette politique sur le territoire en fin de contrat, la Caf devra procéder à la réalisation d'investigations visant à :

- Actualiser les données(4) relatives au contexte local et aux besoins.
Cette analyse porte sur la réactualisation des données de diagnostic, portant notamment sur la population résidant sur le territoire contractuel.

- Mesurer la réponse aux besoins repérés sur le moyen et long terme.
Au terme de cette analyse, le service rendu aux familles par l'offre existante devra être apprécié au regard des besoins et des moyens mobilisés. La répartition de l'offre existante avant contrat peut faire l'objet d'une cartographie précise afin de mettre en évidence le développement de l'offre en fin de période contractuelle.

Analyser les partenariats existants et développés.

Données relatives au contexte local et aux besoins

Les données démographiques	Population allocataire / nombre d'enfants d'allocataires de 0 à 5 ans révolus et de 6 à 17 ans révolus / population allocataire de la Mutualité sociale agricole
- Les typologies familiales	Nombre de ménages et situation familiale Situation familiale et taille des familles allocataires
L'activité professionnelle	Taux d'activité de la population âgée de 25-49 ans par sexe
	Répartition de la population par professions et catégories socioprofessionnelles (Pcs) / parents en activité
Le niveau de ressources des familles	Quotients familiaux
L'urbanisme et l'habitat	Dispositifs et projets urbanistiques et d'aménagement du territoire
Les équipements et services	Etablissements scolaires 6-16 ans / équipements sportifs / équipements culturels / services de santé / services administratifs / services s'adressant aux jeunes de plus de 16 ans
La vie économique locale	Zones d'activité

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'une réelle liberté de choix, de conscience et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaboratrices et collaborateurs et administratrices et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être privé de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie de l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit au sein des formations selon les réalités du terrain, par des attitudes d'ouverture les uns vers les autres. Ces attitudes bienveillantes et inclusives sont l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la reconnaissance et la considération. Ainsi, avant tout pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en commun de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est mise en commun dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité en tant qu'elle garantit l'universalité des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

Sécurité sociale

AfficheCharteLaiciteCEF_logoministere.indd 1

51

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 24 novembre 2017

Attribution de subventions au titre des solidarités et de la santé.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 175 732 € :

Croix rouge française - Conseil départemental du Bas-Rhin	**4 000 €**

Fonctionnement de la base logistique de Mundolsheim

La Croix Rouge dispose d'un lieu de stockage de véhicules et matériaux (350 m²) et de bureaux (80 m²) implanté à Mundolsheim.

Depuis 2006, la Croix rouge a augmenté la surface de la Base logistique pour répondre à des besoins croissants de stockage de véhicules et de matériel d'intervention d'urgence, notamment dans le cadre de l'hébergement d'urgence et en période hivernale.

Action tank entreprise et pauvreté	**5 000 €**

Strasbourg, métropole logement d'abord : réflexion sur un plan d'actions

Les associations ANSA et Action Tank entreprise et pauvreté, en partenariat avec la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) proposent d'engager une réflexion sur la faisabilité d'un plan d'action visant à favoriser l'accès direct au logement pour les plus vulnérables et ainsi simplifier les parcours. Cette étude se déroulera de septembre 2017 à février 2018 en lien avec les partenaires du territoire.

Elle est également financée par la ville de Strasbourg (10 000 €) et la DGCS (10 000 €).

Fédération de charité Caritas Alsace	**83 000 €**

Création d'un centre d'hébergement pour personnes bénéficiaires de la protection internationale à l'ancien Couvent des Capucins à Koenigshoffen

La Fédération de Charité s'est vu attribuer la gestion des bâtiments de l'ancien couvent des Capucins à Koenighoffen. Elle a obtenu l'accord de l'Etat pour l'ouverture d'une structure d'hébergement pour personnes bénéficiaires de la protection internationale, de 72 places. Les familles seront accompagnées sur place par une équipe de professionnels et se verront proposer des activités d'insertion professionnelle via l'installation d'extensions des chantiers d'insertions des 7 pains et Carijou. Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 830 000 €. Il est proposé de participer au financement de ces travaux à hauteur de 10 %.

Association des Franciscains solidarité et services	**43 000 €**

La rénovation d'un ancien foyer d'étudiants pour accueillir des personnes détenues en fin de peine

L'association, en partenariat avec Caritas Alsace, assure un suivi socioéducatif, un accompagnement à l'insertion professionnelle, un accompagnement à le recherche de logement. La structure permet l'accueil de 9 personnes. Le coût des travaux est de 431 361 €. Il est proposé de soutenir ce projet à hauteur de 10 %.

Association du centre social et culturel Victor Schoelcher – Service de prévention spécialisée de Cronenbourg	**3 000 €**

Jeunes en chantier

Le SPS propose une expérience de travail à un groupe de jeunes en amont d'un accompagnement vers les dispositifs classiques de l'insertion professionnelle des jeunes. Le service éducatif demandeur est un service de prévention spécialisée menant une action éducative sur mandat territorial sur le quartier de Cronenbourg avec focal sur la "cité nucléaire", quartier prioritaire de la politique de la ville. "Jeunes en chantier" permet à un groupe de jeunes (5 à 6), encadrés par le service éducatif de connaître souvent une première expérience d'emploi, de travailler savoirs être et savoirs faire. En voie de marginalisation ou très éloignés des circuits classiques de l'insertion professionnelle, cette expérience de travail permet aussi aux jeunes d'être accompagnés dans l'émergence de certaines de leurs compétences et de travailler aux processus de valorisation de soi et de ces mêmes compétences. Le travail éducatif se situe donc en amont, pendant et en aval du chantier. La subvention est destinée au financement de l'acquisition de premier équipement pour la réalisation de ce chantier

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - OPI	**2 732 €**

Des carnets et des femmes

Ce projet est l'aboutissement d'un atelier d'écriture créative et d'arts plastiques mené par un groupe de 12 femmes en emploi précaire ou sans emploi dans le quartier de Koengishoffen. Le projet consiste en la création d'un livre compulsé de textes, de reproduction de travaux et de photos. Le public cible est accompagné par une équipe éducative de prévention spécialisée (action éducative agissant sur mandat territorial) qui travaille les questions et difficultés éducatives auxquelles ces femmes sont confrontées au quotidien avec leurs enfants mineurs. Cet atelier - regroupant des femmes toutes bénéficiaires de minima sociaux a été l'occasion d'échanger de façon informelle et originale sur certaines difficultés éducatives tel un groupe de paroles de parents. La présentation des travaux le 8 mars prochain sera symboliquement l'achèvement d'un accompagnement global. La Ville de Strasbourg soutient également cette démarche par la prise en charge de l'impression des carnets.

Observatoire régional de la santé	**25 000 €**

« Travaux d'observation en santé »

Dans le cadre de ses travaux d'observation en santé sur l'Eurométropole de Strasbourg, l'Observatoire régional de la santé Alsace poursuit, développe et valorise les analyses des inégalités sociales et territoriales de santé. Il s'attachera plus particulièrement à :

- finaliser l'analyse de l'accessibilité géographique (au sein du territoire de l'Eurométropole) aux dispositifs de soins libéraux (médecins généralistes, spécialistes en particulier). Cette démarche permettra de nourrir la réflexion autour des maisons urbaines de santé et prendra en compte des facteurs important tels que les grands projets immobiliers dans plusieurs quartiers de l'Eurométropole la démographie médicale (départs potentiels à la retraite),

- analyser les données de consommation de soins de premier recours (médecins généralistes) pour une connaissance plus fine des inégalités de santé et d'accessibilité aux soins des habitants sur les différents territoires de l'Eurométropole,

- exploiter des données de Protection maternelle et infantile,

- valoriser et diffuser les données déjà recueillies par la rédaction d'un document synthétique d'analyse des inégalités de santé,

- apporter un support technique à l'évaluation de l'action « Je me bouge dans mon quartier ».

Maison des adolescents	**10 000 €**

Fonctionnement général

La Maison des adolescents (MDA) a ouvert ses portes en avril 2011. Elle s'adresse aux jeunes de 12 à 21 ans et/ou à leurs parents. Elle a pour objet d'apporter une réponse médico-sociale et plus largement de prendre soin des adolescents en leur offrant les prestations les mieux adaptées à leurs besoins et leurs attentes. La MDA fournit aux usagers des informations, des conseils, une aide au développement d'un projet de vie. Elle favorise l'accueil en continu par des professionnels divers afin de permettre l'accès aux services pour ceux qui restent en marge des dispositifs existants. Elle garantit la continuité et la cohérence des prises en charge et constitue ainsi un lieu ressource départemental pour l'ensemble des acteurs concernés par l'adolescence.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. *Croix rouge française - Conseil départemental du Bas-Rhin* — *4 000 €*
   Fonctionnement de la base logistique de Mundolsheim
2. *Action tank entreprise et pauvreté* — *5 000 €*
   Strasbourg, métropole logement d'abord
3. *Fédération de charité Caritas Alsace* — *83 000 €*
   Investissement
4. *Association des Franciscains solidarité et services* — *43 000 €*
   Investissement

5. *Association du centre social et culturel Victor Schoelcher* — *3 000 €*
   Jeunes en chantier
6. *Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - ARSEA* — *2 732 €*
   Des carnets et des femmes
7. *Observatoire régional de la santé* — *25 000 €*
   Travaux d'observation en santé
8. *Maison des adolescents* — *10 000 €*
   Fonctionnement général

   Total — *175 732 €*

- *d'imputer les subventions 1 et 2 d'un montant de 9 000 € au compte AS03M - 6574 - 424 prog. 8000 dont le disponible avant le présent Conseil est de 21 589 €,*

- *d'imputer les subventions 3 et 4 d'un montant de 126 000 € au compte AS00 – 20421 - 420 prog. 7060 dont le disponible avant le présent Conseil est de 156 000 €,*

- *d'imputer les subventions 5,6 et 8 d'un montant 15 732 €de au compte AS00B – 6574 - 420 prog. 8074 dont le disponible avant le présent Conseil est de 28 100 €,*

- *d'imputer la subvention 7 d'un montant de 25 000 € au compte AS05A – 6574 – 554 prog. 8004 dont le disponible avant le présent Conseil est de 25 000 €,*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 24 novembre 2017
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 27 novembre 2017

Attribution de subventions au titre des solidarités et de la santé

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
CROIX ROUGE FRANCAISE - CONSEIL DEPARTEMENTAL DU BAS-RHIN	la base logistique de Mundolsheim	9 500 €	4 000 €	4 000 €
FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE	la création d'un centre d'hébergement pour réfugiés à l'ancien Couvent des Capucins à Koenigshoffen	125 000 €	83 000 €	- €
ASSOCIATION DES FRANCISCAINS SOLIDARITE ET SERVICES	la rénovation d'un ancien foyer d'étudiants pour accueillir des personnes détenues en fin de peine	50 000 €	43 000 €	- €
ACTION TANK ENTREPRISE ET PAUVRETE	le projet suivant : "Strasbourg, métropole logement d'abord"	5 000 €	5 000 €	- €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	le projet "jeunes en chantier"	3 000 €	3 000 €	- €
ASSOCIATION REGIONALE SPECIALISEE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION	le projet suivant : des carnets de femmes	2 732 €	2 732 €	- €
OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE	le financement des travaux d'observation en santé, à l'échelon de l'Eurométropole de Strasbourg	25 000 €	25 000 €	20 000 €
MAISON DES ADOLESCENTS	le fonctionnement général	13 000 €	10 000 €	10 000 €